~~TO BE CONFINED~~

PETITE REVUE DE PRESSE EN TEMPS CONFINÉS

TO BE CONTINUED

MMXX

"Soyez sceptique,
mais apprenez à écouter "

5° Accords Toltèque
Don Miguel Ruiz

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE 5

x Les stratégies de manipulation de masse 6

WORLD WILD DEMOCRATURE 3.0™ #PHILO 7

x La manipulation par la peur 8
x « Pour le déconfinement, je rêve d'un carnaval des fous, qui renverse nos rois de pacotille » 8
x « J'aime mieux attraper le Covid-19 dans un pays libre qu'y échapper dans un État totalitaire » 13
x Ne sacrifions pas la démocratie sur l'autel du coronavirus ! 14
x Le monde qui vient n'a rien d'une utopie, c'est un cauchemar 15
x « La police n'a pas à être le bras armé d'une incompétence sanitaire massive » 16
x « Non, la France ne traverse pas la plus grande crise sanitaire de son histoire » 18
x « la crise sanitaire actuelle est le pur produit du néolibéralisme » 21
x Géopolitique du coronavirus I 23
x L'OMS dans les griffes des lobbyistes ? 27
x COVID-19 – Vérifiez vos sources. Guerre contre… la corruption? 28
x « Avec le coronavirus, Bill Gates met en place son agenda sur la santé » 34

WORLD WILD DEMOCRATURE 3.0™ #TECHNO 40

x La crise sanitaire ne justifie pas d'imposer les technologies de surveillance 41
x La dérive sécuritaire s'amplifie sous le couvert de la pandémie 43
x Coronavirus : un bracelet électronique pour sortir du confinement ? 44
x Apple et Google aideront au traçage des personnes infectées 45
x L'avenir des pixels est entre nos mains 46
x Lancement de la reconnaissance faciale en France : mais qu'allons-nous faire dans cette galère ? 46
x Quand la conservation de la nature sert de couverture aux technosciences mortifères 48
x Covid19 : l'Etat en profite pour instaurer une société de contrôle 52
x Pourquoi le ministère de l'Intérieur vient-il de commander des drones ? 52
x En mars, le gouvernement a lancé l'achat de gaz lacrymogènes plutôt que des tests du coronavirus 53

LIBERTÉ : D'EXPRESSION, DE LA PRESSE 54

x En prolongeant l'état d'urgence, le pouvoir privilégie une politique disciplinaire au nom de la prévention sanitaire 55
x Le gouvernement tente de recréer un ministère de l'information 56
x Quand le coronavirus infecte aussi la liberté de la presse dans le monde 58
x Toulouse : une jeune femme placée en garde à vue pour une banderole sur sa maison 59

ET PENDANT CE TEMPS... # POLICE 61

x Contrôles arbitraires et violences policières : la répression en temps de confinement 62
x La ZAD de la Dune expulsée et brûlée en plein confinement, ses habitants rejetés dehors sans protection sanitaire 63
x Les signalements liés aux violences contre les femmes explosent un peu partout dans le monde 64

ET PENDANT CE TEMPS... # ÉCONOMIE 69

x Sans le cash, il suffira d'un «clic» pour que votre argent soit bloqué ! 70
x Guerre financière globale : sauver l'économie réelle, laisser les fonds spéculatifs s'écrouler 71
x Durant la pandémie, la fortune des milliardaires étatsuniens a augmenté de 282 milliards de dollars 74
x Le Medef et le gouvernement veulent que les Français travaillent plus après le confinement 74
x Coronavirus : ce que la loi d'urgence change pour les salariés 75
x En pleine épidémie du coronavirus, le Premier ministre Edouard Philippe a décidé d'utiliser l'article 49-3 de la Constitution pour abréger les débats autour de la réforme des retraites 76

ET PENDANT CE TEMPS... # ÉCOLOGIE 77

x BlackRock conseillera l'UE sur les règles environnementales pour les banques 78
x Les multinationales françaises à l'offensive contre la transition écologique 78
x Le gouvernement va financer les grandes entreprises polluantes sans poser de condition écologique 79
x Nucléaire / EPR : le gouvernement profite de la crise du Coronavirus pour accorder 4 ans de plus à EDF... 80
x Crise sanitaire : la liste des atteintes à la protection de l'environnement s'allonge 81
x Au nom du coronavirus, l'État libéralise l'installation des antennes-relais 82
x CORONA VIRUS : le gouvernement profite de la pandémie pour déréglementer la téléphonie mobile au risque de l'accroissement des problèmes sanitaires qui y sont liés. 83
x Le gouvernement fait passer en catimini une ordonnance pour faciliter l'installation de la 5G sur le territoire 84
x La 5G est l'idée « la plus stupide » de l'histoire du monde, selon un professeur émérite de l'université de Washington 85

DÉCONFINÉS, ET APRÈS... C'EST FINI !? 88

x Écoute des utilisateurs par Apple : un ancien prestataire alerte les autorités européennes 89
x Éric Ciotti veut punir les personnes qui filment et diffusent des vidéos de policiers 90
x Priver les Français de nature, la société de contrôle jusqu'à l'absurde 91
x Singapour, l'application de tracage numérique se transforme en outil de surveillance de masse 94
x La transition c'est trop tard, il faut une politique d'urgence climatique 95
x Microsoft licencie des journalistes pour les remplacer par des robots 97
x En pleine crise, le patron d'Air France devrait toucher près de 800 000 euros de bonus 97
x Un rapport officiel allemand dénonce la pandémie COVID-19 comme « une fausse alerte mondiale » 98

PRÉAMBULE

#

Stratégies de Manipulation
Noam Chomsky

LES STRATÉGIES DE MANIPULATION DE MASSE

Noam Chomsky

Chomsky a élaboré un texte didactique dans lequel il synthétise les stratégies de manipulation de masse. Ses réflexions sur ce sujet sont profondes et complexes. Cependant, à des fins didactiques, il en fit un résumé dans des principes simples et accessibles à tous.

1. LA DISTRACTION, L'UNE DES STRATÉGIES DE MANIPULATION DE MASSE

Selon Chomsky, la plus récurrente des stratégies de manipulation de masse est la distraction. Il s'agit essentiellement de **diriger l'attention du public vers des sujets non pertinents ou banals**. De cette façon, ils gardent l'esprit des individus occupé. Ils submergent la population d'informations afin de distraire les personnes. Il est par exemple donné une haute importance aux événements sportifs. Il en va de même pour les spectacles, les curiosités, etc. **Cela à pour conséquence que les personnes perdent de vue leurs problèmes**.

2. PROBLÈME – RÉACTION – SOLUTION

Le pouvoir cesse parfois délibérément de traiter ou traite de manière déficiente certaines réalités. Ils présentent les choses aux citoyens comme un problème exigeant une solution externe. Ils proposent eux-mêmes la solution.

Il s'agit de l'une des stratégies de manipulation de masse destinée à prendre des décisions impopulaires. Par exemple, lorsqu'ils veulent privatiser une entreprise publique et diminuer intentionnellement ses services. En fin de compte, cela permet de justifier la vente.

3. LA GRADUALITÉ

Il s'agit d'une autre de ces stratégies de manipulation de masse destinées à **introduire des mesures que les personnes n'accepteraient généralement pas**. Elle consiste à les **appliquer peu à peu, de manière à les rendre pratiquement imperceptibles** .

C'est ce qui s'est passé, par exemple, avec la réduction des droits du travail. Des mesures ou des formes de travail ont été mises en oeuvre dans différentes sociétés, lesquelles ont fini par présenter comme normal le fait qu'un employé ne bénéficie d'aucune garantie de sécurité sociale.

4. DIFFÉRER

Cette stratégie consiste à **faire croire aux citoyens qu'une mesure est temporairement préjudiciable, mais qu'à l'avenir elle peut apporter de grands bénéfices à l'ensemble de la société et, bien évidemment, aux individus**.

L'objectif est que les personnes s'habituent à la mesure et ne la rejettent pas, en pensant au supposé progrès qu'elle apportera demain. **Lorsque se présente le moment de faire passer la mesure, l'effet de la « normalisation » a déjà fonctionné et les personnes ne protestent pas alors même que les avantages promis n'arrivent pas**.

5. INFANTILISER LE PUBLIC

Beaucoup de messages télévisés, en particulier publicités, tendent à parler au public comme s'ils s'agissait d'enfants. Ils utilisent des gestes, des mots et des attitudes qui sont conciliants et imprégnés d'une certaine naïveté.

L'objectif est de surmonter les résistances des individus. Il s'agit de l'une des stratégies de manipulation de masse qui cherche à **neutraliser le sens critique de la population**. Les politiciens emploient également ces tactiques, **se montrant parfois comme des figures paternelles**.

6. RECOURIR AUX ÉMOTIONS

Les messages qui sont conçus à partir du pouvoir n'ont pas pour objectif l'esprit critique des individus. Ce qu'ils cherchent principalement est de **générer des émotions et atteindre l'inconscient des individus**. Par conséquent, beaucoup de ces messages sont remplis d'émotivité.

Le but de ceci est de **créer une sorte de « court-circuit » avec la part la plus rationnelle de l'individu**. Le contenu global du message est capturé grâce aux émotions, non ses éléments spécifiques. **La capacité critique s'en trouve dès lors neutralisée**.

7. CRÉER DES PUBLICS IGNORANTS

Garder les personnes dans l'ignorance est l'un des objectifs du pouvoir. **L'ignorance signifie ne pas donner aux personnes les outils nécessaires pour qu'elles puissent analyser la réalité par elles-mêmes**. Leur présenter des données anecdotiques, mais ne pas les laisser connaître les structures internes des faits.

Maintenir dans l'ignorance permet également de ne pas mettre l'accent sur l'éducation. Favoriser un large fossé entre la qualité de l'éducation privée et l'éducation publique. **Endormir la curiosité pour le savoir et accorder peu de valeur aux produits de l'intelligence**.

8. PROMOUVOIR DES PUBLICS COMPLAISANTS

La plupart des modes et des tendances ne sont pas créées spontanément. Elles sont presque toujours induites et promues à partir d'un centre de pouvoir qui **exerce son influence pour créer des vagues massives de goûts, d'intérêts ou d'opinions**.

Les médias promeuvent généralement certaines modes et tendances, la plupart d'entre elles tournant autour de modes de vie ridicules, superflus ou même stupides. Ils persuadent les personnes que se comporter de telle manière est « ce qui est à la mode ».

9. RENFORCEMENT DE L'AUTO-CULPABILITÉ

Une autre stratégie de manipulation de masse consiste à **faire croire aux individus qu'ils sont seuls responsables de leurs problèmes**. Toute chose négative qui leur arrive ne dépend que d'eux-mêmes. Ils sont dès lors amenés à croire que l'environnement est parfait et que si une défaillance se produit, elle est de la responsabilité de l'individu.

Par conséquent, **les personnes finissent par essayer de s'intégrer dans leur environnement et par se sentir coupables de ne pas y parvenir complètement**. **Elles déplacent l'indignation que le système pourrait leur causer vers une culpabilisation permanente d'elles-mêmes**.

10. UNE CONNAISSANCE APPROFONDIE DE L'ÊTRE HUMAIN

Au cours des dernières décennies, la science a réussi à collecter **une quantité impressionnante de connaissances sur la biologie et la psychologie des êtres humains**. Cependant, tout ce patrimoine n'est pas accessible à plupart des personnes.

Seul un minimum d'informations est disponible pour le public. Pendant ce temps, **les élites disposent de toutes ces connaissances et les utilisent à leur convenance. Une fois de plus, il devient clair que l'ignorance facilite l'action du pouvoir sur la société**.

Toutes ces stratégies de manipulation de masse visent à maintenir le monde comme il convient aux plus puissants. **Bloquer la capacité critique et l'autonomie de la plupart des personnes**. Cependant, **il dépend également de nous de nous laisser manipuler passivement, ou d'offrir une résistance autant que faire se peut.**

WORLD WILD DEMOCRATURE 3.0 ™

PHILO

Manipulation par la peur
Sécurité
Liberté
Rapport à la Mort
Imaginaire
Démocrature
Lois liberticides
Libéralisme
Capitalisme
Décroissance
GAFAM
ZAG (Zones autogérées)
Mondialisation
Etat totalitaire
Dystopie
Contrôle
Police
Exclusion
Confinement
COVID-19
Pandémie
État d'urgence
Technologies
Virtualisation
Crise Sanitaire
Système économique
Néolibéralisme
Dérégulation
Hygiène et Morale
Obéissance
Isolement
Médecine
Masques
Soignants
Bureaucratie
Lobbies
Dr. Raoult
OMS
Gouvernement Mondial
Vaccination obligatoire
Monnaie
Fondation Bill et Melinda Gates
Corruption
Conflit d'intérêt
Big Pharma
Philanthrocapitalisme
Monopole
Brevets
OGM
Géoingéniérie
Propagande
Biotechnologies
Démonétisation
Algorithmes
Fonds d'investissements
Souveraineté
Autonomie
Biodiversité
Vivant
Brevetage
Semances
Consentement
Humains
Machine
Biopiraterie
Exploitation
Manipulation
Machines à sous
Cartel des Poisons
Brevet n°WO 2020/060606 Microsoft
Cryptomonnaies

LA MANIPULATION PAR LA PEUR

Publié 7 Sep 2015 Par Bechir Houman

La meilleure façon de manipuler les gens et leur faire « adopter » ce que vous voulez est de leur faire peur.
C'est ce qu'ont toujours utilisé les politiciens.

La politique de la peur consiste, pour un gouvernement, à provoquer la peur au sein de sa population pour faciliter l'adoption de lois sécuritaires.
En réduisant ainsi la liberté individuelle, il espère pouvoir assurer son maintien.
Les citoyens, quant à eux, en échange d'une hypothétique sécurité sont conditionnés pour renoncer progressivement à leurs libertés.

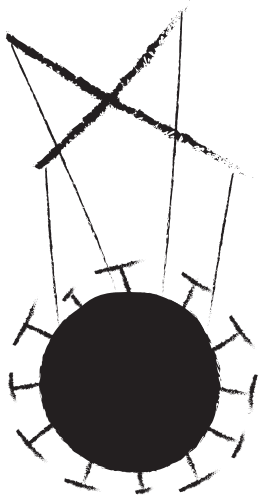
Si l'on a pu considérer la « politique de la peur » comme l'une des caractéristiques des dictatures, l'emploi de cette expression dans une démocratie sous-entend que les hommes politiques instrumentalisent des craintes avérées ou non de la population pour atteindre leurs objectifs.
Il s'agit-là d'une forme de manipulation de l'opinion, de manière indirecte ou subliminale, qui réveille les pulsions les plus abjectes de la xénophobie et du racisme.

> " La meilleure façon de manipuler les gens et leur faire « adopter » ce que vous voulez est de leur faire peur. "

Les discours alarmistes et anxiogènes ainsi que la désignation d'ennemis intérieurs servent alors à légitimer des mesures disproportionnées qui portent atteinte aux droits fondamentaux, dans le but de mieux contrôler la population.

La classe politique, impuissante devant l'oligarchie financière qui dirige l'économie mondiale, a besoin pour rester au pouvoir d'agiter le chiffon rouge de la peur pour détourner l'attention du peuple.
Concentrée sur des « guerres perpétuelles », méfiante et divisée, l'opinion publique mondiale n'est plus tentée par la remise en cause du système politico-économique en place.

https://batinote.wordpress.com/2015/09/07/la-manipulation-par-la-peur/?fbclid=IwAR3wrTUgUATexETq7_2hKVSkpbPXk-KR4m-K1UOyGpA6R7GNnRu1Om8HQKI8



« POUR LE DÉCONFINEMENT, JE RÊVE D'UN CARNAVAL DES FOUS, QUI RENVERSE NOS ROIS DE PACOTILLE »

Alain Damasio

28 avril 2020 / Propos recueillis par Hervé Kempf

COMMENT PENSER LES CONSÉQUENCES POLITIQUES, COLLECTIVES ET INDIVIDUELLES DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET DU CONFINEMENT ?

Dans cet entretien, l'écrivain Alain Damasio remet notamment le concept de biopolitique au goût du jour, s'intéresse à notre rapport à la mort, vante le pouvoir de l'imaginaire et de l'expérience vécue, indispensables pour envisager une autre suite.

Alain Damasio est écrivain de science-fiction. Son dernier roman, Les Furtifs, a été publié en avril 2019 aux éditions La Volte.

REPORTERRE — ÊTES-VOUS EN COLÈRE AVEC CE QUI SE PASSE EN CE MOMENT ?

Alain Damasio — Clairement, je suis en colère, mais pas contre la pandémie elle-même. **Je perçois et vis ce virus comme complètement naturel**. Je suis en colère contre la façon dont notre gouvernement gère cette crise d'une façon pathétiquement verticale, centralisée et ultrasécuritaire, en faisant assumer à la population son incompétence crasse. **Sur les trois axes clés de la lutte, à savoir les tests, les masques et les lits, la Macronerie a totalement échoué, rendant obligatoire ce confinement qu'on subit.**
Ce gouvernement nous martèle depuis deux ans : « Nous sommes l'innovation, nous sommes la réactivité, nous sommes la performance », et au moment crucial où il faudrait « performer », plus personne ! Jugeons Macron et ses laquais sur leurs propres critères, c'est-à-dire en tant que managers supposés de « la start-up nation ». Même se procurer des masques, négocier les achats, ils en ont été incapables. C'est une faillite complète. Et si l'on met ça en regard avec ces infirmières qu'on a matraquées et gazées à bout portant un mois avant le déclenchement de la pandémie, avec les grèves et démissions des médecins qui ont été traités avec un mépris absolu avant d'être érigés en héros, oui, ça fout la rage ! Mais cette rage, il faut l'apprivoiser et en faire quelque chose. La transformer en rage du sage.

MAIS QUAND LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PARLE, 36 MILLIONS DE PERSONNES L'ÉCOUTENT. LES CONTRÔLES DE POLICE SONT ACCEPTÉS. IL N'Y A PAS DE CONTESTATION DU CONFINEMENT. COMMENT METTEZ-VOUS EN REGARD CETTE FAILLITE DU NÉOLIBÉRALISME ET LE FAIT QUE SA GESTION EST ACCEPTÉE PAR LA POPULATION ?

On vit en démocrature, il faut quand même le réaliser ! **Aucune des décisions prises sur cette pandémie n'a respecté la moindre ébauche de débat démocratique.** On subit les choix d'un Prince aux yeux crevés. Le seul levier qu'ils actionnent est la peur : sa gestion triviale, son emprise évidente, son aérodynamisme pour pénétrer les corps et les têtes d'une population choquée. Au lieu de faire de la médecine — c'est-à-dire de tester, d'isoler et

de traiter — les macronards ont fait dans le moyenâgeux, la petite terreur quotidienne et le flicage. Ils ont maximisé l'angoisse des citoyens. La « grande » presse, tenue par les milliardaires amis de Macron, joue bien ce jeu. Chaque jour, elle assène en page d'accueil le total des morts. On nous dit 20.000 morts, le lendemain 21.000 morts, et après 22.000 ! Sans jamais relativiser ce que signifie ce chiffre. **Quel média rappelle qu'en France, il y a 660.000 morts par an et qu'avec le Covid, on va simplement avoir une surmortalité de 5 % à 10 % en 2020 ?**
En réalité, ce qui importe serait de comprendre ce que ces morts signifient pour un pays de 67 millions de personnes. **En valorisant spécieusement le total cumulé des morts, on construit un storytelling de l'anxiété, voire de la panique** : « Oh la la, tu te rends compte, 20.000 morts ! », comme s'ils avaient péri sous une bombe en une nuit ! Si tu ancres jour après jour ce récit d'une catastrophe croissante, tu inclines les citoyens à chercher fébrilement un pôle de réassurance, qui ne peut alors être que le gouvernement, sorte de père/mère de la Nation.
On le sait : quelle que soit la crise — terrorisme, pandémie, guerre —, n'importe quel président en place gagne 15 à 20 points de popularité juste parce que la figure d'une autorité rassure. Ça joue aussi pour Macron, même si cette IA [intelligence artificielle] mal programmée est inapte à témoigner la moindre compassion, que ce type est un sociopathe absolu et qu'on mesure à quel point, dans ce moment tragique, il n'y a pas une once de spiritualité ou de grandeur dans sa vision du monde.

> " Aucune des décisions prises sur cette pandémie n'a respecté la moindre ébauche de débat démocratique. "

LES MORTS DU CORONAVIRUS SONT RELATIVEMENT PEU NOMBREUX, SI ON MET EN RAPPORT LE CHIFFRE AVEC LE NOMBRE HABITUEL DE MORTS…

Oui, il faut rester conscient des ordres de grandeur. Il y a eu par exemple **une grippe restée célèbre entre 1968 et 1970, avec 31.000 morts en France, qui n'ont engendré quasiment aucune réaction dans le corps social à l'époque.** Le chômage est considéré comme causant, par mortalité indirecte, à peu près 15.000 morts par an. La grippe saisonnière il y a deux ans a fait 13.000 morts. Donc, il y a de nombreuses causes de mortalité aussi puissantes et statistiquement fortes. Et qui ne débouchent pas sur cette gestion militaire… À partir du moment où un État, la Chine, a commencé à médiatiser le coronavirus, la comparaison publique mondiale a fait qu'il n'était plus possible pour un État de jouer l'immunité de groupe quand d'autres confinaient a maxima. La visibilité médiatique des morts ne laisse plus le choix et c'est sans doute tant mieux pour les vies sauvées. Ensuite, la biopolitique a fait le reste : un État néolibéral est voué à préserver et développer ses populations, qui sont sa force productive. Il doit « gérer la vie », comme l'a montré Foucault, même si ça doit tuer sa vache sacrée qu'est l'économie.

VOUS ÉVOQUEZ L'EXPLOITATION DE LA PEUR ET LES EXIGENCES D'UNE BIOPOLITIQUE POUR EXPLIQUER LE TRAITEMENT CONFINÉ DE CETTE PANDÉMIE, SOIT. MAIS QUAND ON VOIT QUE QUATRE MILLIARDS D'HUMAINS SONT CONFINÉS, N'Y A-T-IL PAS AUTRE CHOSE QUI SE JOUE ?

Bien sûr, quelque chose de plus profond se joue. Ce qui me semble passionnant est que de nombreux malades du Covid-19 ne meurent en réalité pas de la prolifération du virus, mais d'une hypertrophie de la réaction immunitaire. **Cet emballement des défenses immunitaires, on la retrouve par analogie dans l'hystérie de notre réaction politique et sociale, qui trahit selon moi un refoulé majeur de nos civilisations actuelles : on ne supporte plus ni la maladie ni la mort.** On se rêve dans l'immunité absolue. Ça pourrait être une bonne nouvelle, la preuve d'un amour pour la vie. Et ça l'est sans doute pour ceux qui soignent. Moi, j'y lis plutôt en creux une perte de vitalité latente dans nos sociétés. J'ai cette intuition qu'on a moins peur de mourir, voire plus peur du tout, lorsqu'on a bien vécu. Plus on a le sentiment d'avoir fait quelque chose de sa vie, d'avoir éprouvé et habité chaque instant « comme si c'était le premier, comme si c'était le dernier », pour reprendre Épicure, mieux on peut accueillir la mort. Après, un gouvernement, même aussi sourd que le nôtre, prend ses décisions par rapport à une sensibilité publique qui peut recevoir ou non ce qu'il propose. **Le confinement est si bien accepté parce qu'il reconduit cette illusion de la bulle immunitaire. Et il la reconduit pour chaque individu, foyer par foyer, en la vitrifiant dans le numérique, qui est le dispositif idéal de la « distanciation » sociale.**
Bref, notre confrontation anthropologique à la mort a profondément muté sans qu'on en soit vraiment conscient. On le découvre à travers cette pandémie rare.
Pour prendre un exemple : **j'ai été sidéré que l'interdiction faite aux proches d'aller soutenir leurs parents alors qu'ils sont en train d'agoniser, de « partir », ait été acceptée si facilement.** À titre personnel, ça me paraît inadmissible et scandaleux. Mon père ou ma mère serait en train de crever, j'entrerais de nuit dans l'Ehpad, je sauterais les grilles avec mon frère, j'escaladerais la façade, je ferais n'importe quoi mais je ne les laisserais jamais mourir seul sous respirateur… **L'accompagnement des vivants auprès des morts fait partie du lien le plus fondamental. On se rend compte que le refoulement de la mort est devenu tellement puissant, sa conjuration tellement ancrée dans nos sociétés que, quand la mort ressurgit, qu'on nous la met devant les yeux, on la fuit.** On n'accepte au fond de l'affronter que sous forme de chiffres et de courbes. Je suis d'ailleurs fasciné par un détail bizarre : à quel point la courbe exponentielle des décès incarne finalement la courbe parfaite d'une économie florissante. Je ne sais pas ce qu'il faut en tirer, mais c'est la courbe de croissance dont rêverait tout entrepreneur pour son business…

REFOULE-T-ON LA MORT PARCE QU'ON EST COUPÉ DE LA VIE ?

C'est ma conviction et la source de mon combat depuis trente ans : cette sensation que notre Occident est en voie de dévitalisation avancée. **La plupart de nos relations au vivant ont été coupées. En nous et hors de nous. On a tranché nos liens avec la vie, avec les animaux, les maquis, les forêts, et même avec le cœur physique de notre vitalité.** Cette sensibilité du corps au monde, cette chair vibrante désormais épaissie comme un mauvais cuir par nos technococons. On accède au monde par une chrysalide de fibres optiques. Et on confond la vibration de ses fils avec les vibrations du dehors.
J'ai des amis qui ne sortent plus depuis un mois. Pas une fois ! De quoi ont-ils peur exactement ? De mourir ? De souffrir ? De la maladie ? De contaminer les autres ? Est-ce qu'ils savent que vivre est une maladie mortelle ? Que le risque est consubstantiel à la fragilité magnifique du vivant ? C'est le fond ontologique du problème. **Tout ce qui conjure le rapport à la mort est vécu comme désirable. On peut applaudir des lois incroyablement liberticides**

si elles prétendent sécuriser notre rapport à la mort. Un copain m'a même dit : « On sera bien content d'êtres libres, tiens, quand on sera mort ! » Pour lui, ça absout les pires lois d'avance. Pour moi, il ne voit pas qu'**on est déjà mort si l'on raisonne comme ça. Mort-vivant, oui. Zombie quoi !**

DANS CETTE LOGIQUE, LE SEUL CRITÈRE DE BON GOUVERNEMENT SERAIT QUE LE GOUVERNEMENT ASSURE LA VIE BIOLOGIQUE DE SES SUJETS OU DE SES CITOYENS ?

Je reviens à **l'analyse si forte de Foucault sur le terrorisme**, dans un texte de 1977 : **pourquoi l'État surréagit-il face au terrorisme,** se demandait-il, **alors que le terrorisme fait en réalité extrêmement peu de morts ?** Foucault répond que **l'État se doit d'apparaître comme le garant de notre sécurité existentielle. C'est ce pacte de sécurité qui fait qu'on en accepte les disciplines et le contrôle. Il doit nous garantir que rien ne viendra déchirer la trame ordinaire de nos existences protégées.**
Quand cette déchirure survient, par un attentat ou une pandémie comme ici, l'État doit apparaître comme une sorte de Big Mother de la sollicitude. Il doit se soucier de nous et nous préserver de tout risque au maximum, afin qu'on puisse poursuivre nos existences hygiénistes et calfeutrées, où la mort est toujours repoussée, toujours cachée, toujours enfouie. Et tout ça finit avec des amis dont la mère a été mise dans un sac plastique dans une chambre froide à Rungis, sans qu'ils puissent jamais lui dire au revoir.

SI, EN FAIT, C'EST NOUS QUI ACCEPTONS CETTE COUPURE AVEC LE VIVANT, EST-CE QUE LE GOUVERNEMENT NE RÉPOND-IL PAS À UN DÉSIR PROFOND DE LA SOCIÉTÉ ?

Je n'ai jamais cru que le pouvoir tombe du ciel et nous soit purement imposé. Il a nécessairement une dimension « émergente » issue des peuples, qui lui donne son assise et son efficacité. **On a toujours les pouvoirs qu'on mérite, qu'on espère secrètement ou qu'on consent à subir** — et aussi une faculté prodigieuse à la servitude volontaire. **Oui, « les masses peuvent désirer le fascisme »**, comme le rappelaient Deleuze et Guattari. En 2020, nos sociétés européennes sont globalement sorties du régime disciplinaire, même si on a avec Macron un retour de la verticalité, un retour bien dégueu du répressif — c'est le côté has been de Macron, qui n'est absolument pas moderne. La gestion d'un Hollande était beaucoup plus moderne dans le sens où il était dans le registre du contrôle et de la réponse souple à une demande latente de la population. Mais, quoi qu'il en soit, ces politiques sécuritaires ne pourraient pas être mises en place si elles ne répondaient pas à une demande sociale extrêmement forte de contrôle, de réassurance et de « sérénité ». **S'il y a une responsabilité dans cette crispation sécuritaire, elle est pleinement collective.**

COMMENT SORTIR DE LÀ, ALORS ?

Je suis tenté de faire un parallèle avec le numérique : **tu peux incriminer les Gafa** [Google, Apple, Facebook, Amazon], mais personne ne t'oblige à t'inscrire sur un réseau social aussi fliqué que Facebook, à utiliser Google (la machine de guerre du traçage) comme moteur de recherche, à laisser tes courriels être lus par des collexiqueurs. **Nous sommes parfaitement libres d'utiliser ou non ces outils hautement tracés.** Ces entreprises vont tout faire pour nous pousser à la dépendance, bien sûr. C'est leur cœur de business : designer la dépendance, revendre les traces. Mais il y a toujours moyen de refuser, d'y échapper, d'utiliser Framasoft, des moteurs et des logiciels libres. De ne pas avoir de smartphone. **Ce combat est d'abord à mener entre soi et soi, pour savoir jusqu'à quel point — au nom de la sécurité, du confort et de la paresse — on est prêt à cesser d'être une femme ou un homme libre.**

COMMENT CHANGER LE PSYCHISME COLLECTIF ?

Il y a un mot de Péguy que j'adore, qui serait comme un virus pour faire muter nos psychismes : **« Ne pas vouloir être tranquille d'avance. » Ça pourrait être une base éthique.**
Il y a aussi les sources d'information et de réflexion : le travail fantastique qu'assure la presse indépendante comme Reporterre, Mediapart, Socialter, Ballast, Terrestres… mais aussi pleins de petits sites, de petits blogs rigoureux et profonds… À travers leurs entretiens et leurs articles, ils vont en appeler à la pensée et nous aider à déconstruire nos aliénations. Prendre du recul sur la peur, par exemple…
Sauf que cette approche rationnelle est vite asséchante si on ne l'articule pas à des imaginaires « empuissantant ». J'entends : des idées, des sensations, des perceptions qui nous arrachent à nos habitudes, redonnent une puissance à nos désirs mutilés ; des univers qui activent l'envie de vivre autrement en prenant ce monde-ci à bras-le-corps.
Cet imaginaire n'est jamais mieux porté à mon sens que par les récits. Parce qu'un récit a cette faculté de mettre en scène des personnages auxquels on s'identifie et qui deviennent des vecteurs affectifs qui nous engagent : à partir du moment où l'on s'identifie à un personnage, on va ressentir ce que le personnage éprouve. Et si ce personnage est une révoltée, qui se bat, une héroïne qui construit une vie alternative, libre et collective, et que l'on met ça en scène dans une histoire riche, où l'empathie et la générosité l'emportent sur le survivalisme perso, qui n'aurait envie de s'en inspirer ? Un film, une série ou un livre font traverser un vécu. Ce que tu vis avec les personnages va rester en toi au même titre que ce que tu as vécu avec tes amis ou ta famille. Ça crée une familiarité avec certaines situations hors norme : la catastrophe, la guerre, une révolution. Quand surviennent ces événements inattendus, ton comportement va s'appuyer sur tout ce qu'a nourri cette mémoire. Yves Citton, qui a beaucoup travaillé sur la notion d'imaginaire, dit : **« Le récit préscénarise les comportements. »**

QUEL IMAGINAIRE JOUE QUAND, FACE À L'INATTENDU, LA SOCIÉTÉ S'ENFERME ?

C'est l'imaginaire de la peste, de la collapsologie, des explosions nucléaires, du « post-apo » ! C'est ma came quoi ! [rires] D'autres solutions étaient possibles mais on s'est rabattu sur une gestion moyenâgeuse qui rassure car elle est ancrée dans nos mémoires collectives. Il « aurait fallu » tester avant, remonter à la source de la diffusion, repérer et isoler les foyers d'infection, etc.
Je vois pourtant un côté positif dans la plasticité de notre réaction collective. Nous nous sommes adaptés très vite à la nouvelle configuration sociale. On sait très bien que le gouvernement a fait de la merde, qu'aujourd'hui on n'a plus le choix et qu'on est obligé de se confiner. Alors les gens jouent le jeu et mettent en place des solidarités multiples. Ça, c'est très beau. Cette plasticité, je la trouve admirable quand elle repense le partage.
En même temps, la pandémie montre qu'on peut aussi tolérer des restrictions monstrueuses de nos libertés extrêmement vite. L'empreinte du confinement préforme un renoncement. Parce qu'on y expérimente

une liberté très restreinte, qu'on s'y sera plié par nécessité, puis par habitude. L'expérience qu'elle tatoue en nous m'inquiète : la « distanciation » sociale, se tenir loin des gens, ne plus se faire la bise, barrer son visage par un masque comme on placerait un bâillon sur sa bouche, se méfier des autres « par principe », « au cas où ». Et faire la queue pour manger, écouter religieusement le Président nous parler tous les quatre jours, n'avoir accès au monde qu'à travers les écrans, tenir son corps immobile et voir son esprit happé par l'économie de l'attention… **Plein de perversions se mettent en place dont j'ai peur qu'elles suscitent, sur le linge de nos peaux, des mauvais plis qui ne partiront pas. Ou mal.**

COMMENT RÉSISTER ? COMMENT FAIRE DÉVIER LE COURS DISCIPLINAIRE DE LA BIOPOLITIQUE MONDIALISÉE ? PARCE QUE L'UN DES ASPECTS ESSENTIELS DE CE QUI NOUS ARRIVE EST QUE CELA SE DÉROULE À L'ÉCHELLE MONDIALE.

Un ordre légal n'est pas forcément légitime. C'est la clé de la désobéissance civile, qui vaut en crise sanitaire comme sous attentat terroriste. On n'a pas à obéir à l'aberrant, voilà, c'est tout. **L'État pratique une infantilisation extraordinaire qu'on doit absolument refuser.**
En Allemagne, on prend les citoyens pour ce qu'ils sont : des adultes. La confiance qu'on leur fait suscite une solidarité sociale des comportements, pas des soubresauts de moutons rétifs.
Ensuite, il faut résister à la peur. Et pour ça, ceux qui ont une parole publique — médias, politiques, artistes, penseurs — ont la responsabilité de travailler sur ces imaginaires de la trouille et de les inverser. Ce beau mot d'encourager : **redonner courage.**
Dans les idées sur l'après, il y a celle, prometteuse, de refonder un CNR, Conseil national de la Résistance, sur de nouvelles bases.
Pour le déconfinement, je rêve d'une chose simple : un vrai carnaval des fous, comme au Moyen-Âge, qui renverse nos rois de pacotille. Un carnaval immense, dès le 12 mai. Avec des masques fabriqués, artisanaux, inventifs, et ce mot de désordre : **« Stop ! On ne reprend pas les choses comme avant ! On ne reprend pas ce monde tel qu'il est. Gardez-le, ce monde du burn-out, de l'exploitation de tous par tous, du pillage généralisé du vivant ! Halte-là ! On ne reprend aucun de vos produits : ils sont périmés ! »**

ON CONTINUE LA GRÈVE GÉNÉRALE ?

Oui, parce que concrètement, on est très proche des effets d'une grève générale. **Le confinement a réussi ce qu'aucune lutte écologique, aucune lutte sociale n'avait fait depuis cinquante ans.** Le virus a stoppé l'économie pendant trois mois. Et il n'y a aucune raison de redémarrer comme avant. On a trop appris. On voit trop ce que ça apporte, de stopper cette course en avant, cette frénésie d'activités, la consommation mécanique, ce que ça ouvre en possibilités, en disponibilités.

QUE POURRAIT-IL SORTIR DE BON DU MOMENT INCROYABLE QU'ON EST EN TRAIN DE VIVRE ?

Un vrai resserrement des liens parce qu'on prend des nouvelles de plein de gens, et plein de gens prennent des nouvelles de nous. Dans l'état de vulnérabilité où nous nous trouvons se recrée beaucoup **d'empathie, de solidarité, d'attention à l'autre.** On l'avait largement perdu. **Cette attention à l'autre, elle va rester, elle fera empreinte au même titre que la privation de libertés.**
Autre chose positive : l'évidence que certains métiers méprisés s'avèrent en fait les plus précieux : les soignants, mais aussi les profs, les postiers, les manutentionnaires, les éboueurs, les caissières… On se rend compte que ce sont eux qui assurent l'économie de première nécessité, pas nos cadres sup', qui sont essentiellement des parasites, en réalité. Ça nous a sauté aux yeux et ça ne disparaîtra pas aussi vite. **Les premiers de corvée sont plus utiles que les premiers de cordée !**
On retiendra aussi la **réduction de la pollution en ville, un silence nouveau,** la disponibilité que beaucoup ont retrouvé en confinement, en levant le pied malgré eux, l**es espèces qui reviennent occuper leurs biotopes…** Une anecdote à ce titre : je suis parti m'aérer, il y a quelques jours, et j'ai vu cinq dauphins nager à deux cents mètres du rivage ! Cela ne m'était jamais arrivé en douze ans de balade dans les Calanques. Des naturalistes ont repéré des rorquals de dix-sept mètres de long ! En deux mois, on obtient déjà des choses hallucinantes au niveau écologique.

> " Les premiers de corvée sont plus utiles que les premiers de cordée ! "

ON PEUT IMAGINER LA VILLE SANS VOITURE…

Oui, plein de choses qu'on n'espérait plus. Nous sommes un peu les cobayes d'un laboratoire d'anthropologie de science-fiction. On y expérimente de nouvelles réalités en temps réel et au jour le jour ! Et dans ce laboratoire, les expériences qu'on subit révèlent aussi des sensations perdues et des chocs nouveaux. Ces sensations resteront. Pour tous les gens qui sont en activité réduite par exemple, tout d'un coup, il y a cette chute du productivisme imposé, de l'injonction à faire toujours plus avec toujours moins. Si bien que l'on se dit : **« Ce mode de vie où je travaille moins en ayant beaucoup plus de disponibilités sensibles, n'est-ce pas le bon équilibre à trouver ? »**

IL VA Y AVOIR QUAND MÊME DES MILLIONS DE GENS EN GALÈRE !

Bien sûr. Et je ne dis pas que tout le monde va se révolter et descendre dans la rue. Ce serait trop beau. Mais une succession de chocs intérieurs, de ras-le-bol, de prises de conscience, de déclics, peut faire que progressivement nos modes de vie vont se métamorphoser. **La pandémie** ne va pas produire d'un seul coup un changement immédiat et visible. Mais elle **va inscrire énormément de choses dans les corps, dans nos mémoires, et cela nous rendra disponibles pour de vrais basculements intimes et collectifs.**
Regardez les Gilets jaunes, dont certains ont dit : « Finalement, ça n'a servi à rien… tu vois, ils ont disparu. » Ben non ! Le mouvement a politisé beaucoup de travailleurs déclassés qui ne s'étaient jamais engagés auparavant, qui n'avaient jamais fait de manifs, qui ne s'étaient jamais réunis pour agir ensemble. Ça a créé aujourd'hui un terreau précieux pour que pousse ce nouveau monde qu'on sent frémir. On ne va pas voir des arbres politiques monter très haut en une seule nuit ni des buissons jaunes peupler tous nos espaces sociaux, mais l'herbe drue pousse déjà dans les fissures et c'est cette herbe qui dit notre avenir : une force horizontale, interstitielle, capable de fendre les plaques de béton grâce à la pression osmotique des tiges, une force capable de se répandre dans tous les milieux et d'y préparer l'émergence de nos maquis.
Je pense qu'un tiers de la population environ est déjà sensible à ces modes de vie et prête à basculer. **La décroissance devient un horizon moins théorique, moins aberrant pour les petits capitalistes que nous sommes malgré nous !**

VOUS REVENDIQUEZ-VOUS DE LA DÉCROISSANCE ?

Oui, complètement. Mais ça reste un mauvais mot, trop castrateur. Je préfère hacker le terme de croissance en parlant d'une croissance de nos disponibilités, de nos lenteurs, de nos liens. Je trouve dévitalisant de toujours se positionner en négatif. Prôner une pensée « décoloniale » ou « démondialisée » ? **Je préfère porter le flambeau du « tout-monde »**, cette superbe expression d'Édouard Glissant, que reprend aussi Chamoiseau. **La guerre des mots est importante, ce sont des graines, elle ensemence nos imaginaires. Tâchons de privilégier les métaphores du vivant** : le nid, la poussée, la croissance d'un enfant ou d'une plante, le tissage des hyphes d'un mycélium, l'éclatement en ombelle d'un collectif… Pour moi, dès qu'on place « anti- », « contre- », « dé- » devant un mot de l'ennemi, on fait mal le travail.

ET LE MOT « CAPITALISME », EST-IL UTILE DE L'EMPLOYER OU EST-IL MAUVAIS ?

C'est un mot très juste. L'accumulation du capital y est contenue. Et cette accumulation morbide décide de tout. Libéralisme a une souche étymologique encore trop positive.

LE CAPITALISME NUMÉRIQUE PROFITE BIEN DE LA SITUATION, LES AMAZON, GOOGLE, APPLE. COMMENT LES CONTRER ?

En ce moment, on n'éprouve nos relations qu'à travers le numérique : on va mesurer ce que ça implique vraiment de boire un coup au café, se faire un petit restau ensemble ou une bouffe à la maison, retrouver cette chair, ce magnétisme des corps, cette vibration de l'échange incarné. Les gens prennent conscience qu'aucune appli vidéo ne remplace le face à face.

Les Gafa périront d'elles-mêmes quand on aura compris qu'internet doit devenir un service public. Du commun au même titre que l'air et l'eau. Un commun mondial. On doit travailler à ça autant qu'à une économie solidaire.

VOUS ESPÉREZ QUE CETTE CRISE PARADOXALE NOUS OUVRE D'AUTRES MONDES ?

J'aimerais que ça nous fasse basculer vers ce que j'appelle des Zag : des zones autogouvernées. Des Zag à créer dans de multiples lieux et territoires, partout où le foncier est accessible, des zones qu'on peut acquérir au besoin, et sur lesquelles on va expérimenter d'autres formes de vies ensemble. Ça existe déjà sous forme de Zad, de communautés, de tiers-lieux, de fermes collectives, de friches autogérées, d'écoquartiers ruraux… J'espère que ces îlots vont se déployer un peu partout en France et ailleurs et qu'un archipel de combat va sortir de terre.

Je ne crois pas au retournement complet et global du capitalisme. Le capitalisme est trop inséré en nous, il exploite trop bien nos désirs, on est trop construit à travers lui pour pouvoir le renverser d'un coup. Il faut qu'on passe par des expériences de vie autre : habiter, manger, travailler, échanger autrement comme sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes. Éprouver au quotidien ce qu'est une économie du gratuit. Ce que c'est de s'endormir au chant des grenouilles et de se lever avec celui des moineaux. Il faut qu'on expérimente et que ça descende dans nos corps. Je crois aux imaginaires, mais rien ne remplace l'expérience réelle dans un cadre où l'on coupe son bois pour faire la charpente d'un hangar commun. Le grand enseignement de la Zad, c'est qu'on a besoin d'un territoire, d'un terrain où les gens puissent s'installer de façon relativement durable. Alors, on peut faire changer les choses. Sédimenter des pratiques autonomes.

Des Zag d'où l'on sorte du système capitaliste, ne serait-ce que par une petite porte. Montrer que c'est possible. Où les gens passent et disent : « Ah ! je me sens bien ici, et c'est fort. J'aimerais trop vivre comme ça. » C'est le désir qui change le monde, plus que les idées, aussi belles soient-elles.

NE PLUS PASSER PAR UNE UTOPIE ABSTRAITE ?

Surtout pas ! On nage aujourd'hui dans un océan de fric liquide, et voilà que des îlots émergent ! Des myriades d'initiatives qu'on voit à peine, dont très peu de médias parlent ou si vite ! Soyons-y attentifs au lieu de nous lamenter ! On peut accoster sur les rochers, débarquer sur ces plages, contribuer à façonner l'île. Ces îles font déjà archipel, modestement, quelque chose se met en place. Mais l'archipel doit rester pluriel — pluriversel. Il ne faut pas essayer d'imposer un modèle unique, tous les modèles virent à la catastrophe, toutes les convergences dérapent en chefferies. Acceptons d'emblée cette pluralité, que ces îlots soient « polytiques », fonctionnent selon des règles et des envies différentes. Mais par contre, travailler intensément sur les liens entre ces îlots, l'entraide constante, la fertilisation croisée et les alliances, se dire qu'on a des façons différentes de construire nos mondes, mais une masse énorme de choses en commun : « Toi tu es anar, toi tu es communiste, toi tu es écolo, toi tu es terrestre, OK. Mais à 90 %, on partage la même conception de ce que devrait être une société bonne et à 99 %, on a le même ennemi : ce technocapitalisme qui nous tue. » **J'aime l'idée qu'on puisse aller vers des sociétés conviviales, au sens d'Illich [1] Qu'on reprenne la main sur nos vies, nos espaces et nos outils.**

Propos recueillis par Hervé Kempf

https://reporterre.net/Alain-Damasio-Pour-le-deconfinement-je-reve-d-un-carnaval-des-fous-qui-renverse-nos-rois-de-paco-tille?fbclid=IwAR39ubSA7HcHnssD4Empm_Ec95lRaxvt-_a2qrH-H5E-NLGW-Iu4i-daAt2A

« J'AIME MIEUX ATTRAPER LE COVID-19 DANS UN PAYS LIBRE QU'Y ÉCHAPPER DANS UN ÉTAT TOTALITAIRE »

André-Comte Sponville

André Comte-Sponville, figure incontournable de la pensée française contemporaine. ©©Hannah ASSOULINE/Opale/Leemage

Simon Brunfaut 18 avril 2020 18:34

Le philosophe André Comte-Sponville nous livre ses impressions sur la crise sanitaire actuelle et s'insurge contre le politiquement correct.
Figure incontournable de la pensée française contemporaine, André Comte-Sponville a rendu la philosophie populaire. Auteur d'une vingtaine d'ouvrages, il a notamment publié le fameux «Petit traité des grandes vertus», qui s'est vendu à des milliers d'exemplaires. Entretien.

LA GRIPPE DE 1968 – «GRIPPE DE HONG KONG» – A FAIT ENVIRON UN MILLION DE MORTS, DANS L'INDIFFÉRENCE QUASI GÉNÉRALE. POURQUOI, CINQUANTE ANS PLUS TARD, NOS SOCIÉTÉS RÉAGISSENT-ELLES DE MANIÈRE TOTALEMENT DIFFÉRENTE FACE À LA MENACE DU CORONAVIRUS?

La grippe dite «asiatique», en 1957-1958, en avait fait encore plus, et tout le monde l'a oubliée. Pourquoi cette différence de traitement? J'y vois **trois raisons** principales. D'abord **la mondialisation, dans son aspect médiatique**: nous sommes désormais informés en temps réel de tout ce qui se passe dans le monde, par exemple, chaque jour, du nombre de morts en Chine ou aux États-Unis, en Italie ou en Belgique… Ensuite, **la nouveauté et le «biais cognitif» qu'elle entraîne**: le Covid-19 est une maladie nouvelle, qui, pour cette raison, inquiète et surprend davantage. Enfin **une mise à l'écart de la mort, qui la rend, lorsqu'elle se rappelle à nous, encore plus inacceptable**.

NOTRE RAPPORT À LA MORT A-T-IL CHANGÉ? LA MORT EST-ELLE DEVENUE EN QUELQUE SORTE INACCEPTABLE AUJOURD'HUI?

Elle l'a toujours été, mais comme on y pense de moins en moins, on s'en effraie de plus en plus, lorsqu'elle s'approche. **Tout se passe comme si les médias découvraient que nous sommes mortels!** Vous parlez d'un scoop! **On nous fait tous les soirs, sur toutes les télés du monde, le décompte des morts du Covid-19.** 14.000 en France, à l'heure actuelle, plus de 4.000 en Belgique... C'est beaucoup. C'est trop. C'est triste. Mais enfin **faut-il rappeler qu'il meurt 600.000 personnes par an en France? Que le cancer, par exemple, toujours en France, tue environ 150.000 personnes chaque année, dont plusieurs milliers d'enfants et d'adolescents?** Pourquoi devrais-je porter le deuil des 14.000 mors du Covid 19, dont la moyenne d'âge est de 81 ans, davantage que celui des 600.000 autres? Encore ne vous parlais-je là que de la France. À l'échelle du monde, c'est bien pire. **La malnutrition tue 9 millions d'êtres humains chaque année, dont 3 millions d'enfants**. Cela n'empêche pas que le Covid-19 soit une crise sanitaire majeure, qui justifie le confinement. Mais ce n'est pas une raison pour ne parler plus que de ça, comme font nos télévisions depuis un mois, ni pour avoir en permanence «la peur au ventre», comme je l'ai tant entendu répéter ces derniers jours. Un journaliste m'a demandé – je vous jure que c'est vrai – si c'était la fin du monde! Vous vous rendez compte? **Nous sommes confrontés à une maladie dont le taux de létalité est de 1 ou 2%** (sans doute moins, si on tient compte des cas non diagnostiqués), **et les gens vous parlent de fin du monde**.

> " Tout se passe comme si les médias découvraient que nous sommes mortels ! Vous parlez d'un scoop ! "

EMMANUEL MACRON A RAPPELÉ DANS SON DERNIER DISCOURS QUE «LA SANTÉ ÉTAIT LA PRIORITÉ». LA SANTÉ EST-ELLE DEVENUE LA VALEUR ABSOLUE DANS NOS SOCIÉTÉS?

Hélas, oui! Trois fois hélas! En tout cas c'est un danger, qui nous menace. C'est ce que j'appelle le **pan-médicalisme**: **faire de la santé** (et non plus de la justice, de l'amour ou de la liberté) **la valeur suprême, ce qui revient à confier à la médecine, non seulement notre santé, ce qui est normal, mais la conduite de nos vies et de nos sociétés**. Terrible erreur! **La médecine est une grande chose, mais qui ne saurait tenir lieu de politique, de morale, ni de spiritualité**. Voyez nos journaux télévisés: on ne voit plus que des médecins. Remercions-les pour le formidable travail qu'ils font, et pour les risques qu'ils prennent. Mais enfin, **les experts sont là pour éclairer le peuple et ses élus, pas pour gouverner**.

CETTE CRISE EST-ELLE RÉVÉLATRICE DE NOTRE FINITUDE ET DE NOTRE VULNÉRABILITÉ?

Finitude et vulnérabilité font partie de notre condition. Personne ne l'avait oublié, sauf, peut-être, quelques journalistes… Tant mieux s'ils redeviennent plus lucides!

CETTE ÉPIDÉMIE NOUS PLACE DEVANT L'INCONNU. NOUS ALLONS PLUS QUE JAMAIS DEVOIR APPRENDRE À VIVRE AVEC L'INCERTITUDE?

Il suffit de vivre. L'incertitude, depuis toujours, est notre destin.

CERTAINS ONT PARLÉ D'UNE ESPÈCE DE «VENGEANCE DE LA NATURE» AU SUJET DE CETTE ÉPIDÉMIE. EST-ELLE LE SIGNE, SELON VOUS, D'UN DÉSÉQUILIBRE PROFOND ENTRE L'ÊTRE HUMAIN ET SON ENVIRONNEMENT?

Parler d'une vengeance de la nature, c'est une sottise superstitieuse. En revanche, **qu'il y ait un déséquilibre entre l'homme et son environnement, ce n'est que trop vrai**. Cela s'explique à la fois par la surpopulation – nos enfants ne meurent plus en bas-âge: on ne va pas s'en plaindre – et la révolution industrielle, grâce à laquelle la famine a disparu de nos pays et a formidablement reculé dans le monde: là encore, on ne va pas s'en plaindre. Mais la conjonction de ces deux faits nous pose des problèmes énormes. **Le réchauffement climatique fera beaucoup plus de morts que le Covid-19!**

PAR SON CARACTÈRE PLANÉTAIRE, CETTE CRISE NOUS FORCE-T-ELLE À REPENSER LA MONDIALISATION AINSI QUE LES LIENS ENTRE LES ÉTATS? PEUT-ELLE DÉBOUCHER, SELON VOUS, SUR UNE NOUVELLE DONNE GÉOPOLITIQUE?

Moi, ce qui me frappe, c'est d'abord la formidable coopération, à l'échelle du monde, de nos scientifiques, et les progrès très rapides qu'ils font, par exemple pour trouver

le code génétique de ce virus et chercher un vaccin et un traitement. Ce n'est pas la mondialisation qui crée les virus. La peste noire, au 14e siècle, a tué la moitié de la population européenne, et la mondialisation n'y était pour rien. En revanche, **ce que cette crise nous apprend, c'est qu'il est dangereux de déléguer à d'autres pays, par exemple à la Chine, les industries les plus nécessaires à notre santé**. Bonne leçon, dont il faudra tenir compte!

> " Le réchauffement climatique fera beaucoup plus de morts que le Covid-19 ! "

CERTAINES VOIX S'ÉLÈVENT POUR CRITIQUER LE BLOCAGE ÉCONOMIQUE, QUI POURRAIT CRÉER DES DÉGÂTS IMMENSES, PIRES PEUT-ÊTRE QUE LE VIRUS LUI-MÊME… QU'EN PENSEZ-VOUS?

J'en suis d'accord, et c'est ce qui m'effraie. Je me fais plus de soucis pour l'avenir professionnel de mes enfants que pour ma santé de presque septuagénaire. **La France prévoit des dépenses supplémentaires, à cause du Covid et du confinement, de 100 milliards d'euros. Je ne suis pas contre. Mais qui va payer? Qui va rembourser nos dettes? Nos enfants, comme d'habitude…** Cela me donne envie de pleurer.

CETTE CRISE AURA-T-ELLE UN IMPACT À PLUS LONG TERME SUR NOS LIBERTÉS?

Le confinement est la plus forte restriction de liberté que j'aie jamais vécue, et j'ai hâte, comme tout le monde, d'en sortir. **Pas question, sur le long terme, de sacrifier la liberté à la santé. J'aime mieux attraper le Covid-19 dans un pays libre qu'y échapper dans un État totalitaire!**

AU SUJET DE L'APRÈS-CRISE, CERTAINS RÉCLAMENT LE RETOUR À LA NORMALE ET AU MONDE D'AVANT, TANDIS QUE D'AUTRES PRÉDISENT UN MONDE NOUVEAU…

Le monde d'avant ne revient jamais. Essayez un peu de revenir aux années 1970... Mais à l'inverse, on ne recommence jamais à partir de zéro. L'histoire n'est jamais une page blanche. **Ceux qui croient que tout va rester pareil se trompent. Ceux qui croient que tout va changer se trompent aussi**.

https://www.lecho.be/dossiers/coronavirus/andre-comte-sponville-j-aime-mieux-attraper-le-covid-19-dans-un-pays-libre-qu-y-echapper-dans-un-etat-totalitaire/10221597.html

NE SACRIFIONS PAS LA DÉMOCRATIE SUR L'AUTEL DU CORONAVIRUS !

Publié le 03/04/2020 - 06:10

Pour le politologue néerlandais Cas Mudde, la rhétorique guerrière entonnée par les dirigeants mondiaux est dangereuse. Leurs lois répressives pourraient s'inscrire dans la durée et miner nos démocraties libérales.

Nous ne sommes pas en guerre contre un virus. Peu importe combien de politiciens l'assèneront – de la "guerre du peuple" du président chinois, Xi Jinping, à "notre grande guerre" de Donald Trump – et combien d'experts le répéteront : nous ne sommes pas "en guerre" contre le coronavirus.

Je sais que, dans des pays extrêmement militarisés comme les États-Unis, le mot "guerre" sert désormais simplement à mettre en exergue l'importance d'une question. Mais les mots ont un sens, et souvent aussi des conséquences bien réelles, comme on peut le constater dans le cas de la "guerre contre la drogue" et de la "guerre contre le terrorisme".

ETAT D'URGENCE CONTRE LIBERTÉS

En temps de guerre, l'ordre libéral démocratique est temporairement suspendu, et des mesures extraordinaires sont votées afin d'accroître considérablement les pouvoirs de l'État tout en limitant les droits de la population. Certains des pouvoirs étendus des autorités n'empiètent que de façon marginale sur la vie et les droits des citoyens, comme la création d'une "économie de guerre" (qui revient à subordonner la production économique à l'effort de guerre), mais d'autres ont des conséquences traumatiques, comme l'internement massif des Américains d'origine japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale.

Dans le monde entier, des chefs d'État et des gouvernants ont instauré (et prolongé) l'état d'urgence, dans des pays comme l'Espagne, dans des provinces comme la Nouvelle-Écosse, au Canada, et des villes comme Murfreesboro, dans le Tennessee.

J'écris cette chronique depuis la ville d'Athens, dans l'État de Géorgie, une ville universitaire de gauche qui a proclamé l'état d'urgence il y a une semaine et a depuis peu ajouté une ordonnance pour nous inviter à "rester à l'abri" – des mesures en partie sapées par la réaction beaucoup moins rigoureuse du comté (républicain) voisin d'Oconee, si bien que les habitants d'Athens peuvent encore aller y dîner et y faire leurs

[...]

Cas Mudde

https://www.courrierinternational.com/article/opinion-ne-sacrifions-pas-la-democratie-sur-lautel-du-coronavirus?utm_medium=Social&utm_source=Facebook&Echobox=1585891424&fbclid=IwAR3E3AFaNLzl01nqGtccjqu9VA9Wz3N0aPk40EfrfEkiF2Yre4mqe8s-BiW8

LE MONDE QUI VIENT N'A RIEN D'UNE UTOPIE, C'EST UN CAUCHEMAR

Michel Lepesant
27 mars 2020

Michel Lepesant est « (p)artisan de la décroissance ». Il anime le blog Décroissance, où va-t-on et est l'auteur de Décroissances, où va-t-on ?, aux éditions Utopia, 2013.

« Ce qui est en train de se passer est une expérimentation totalitaire dans laquelle la fin affichée – "sauver des vies" – justifie tous les moyens », écrit l'auteur de cette tribune. Alors que le confinement dure et que la pandémie perdure, **ce qui vient n'est « ni l'insurrection ni la grève générale, c'est une dystopie »**.

Une analyse superficiellement écologiste pourrait trouver dans cette pandémie des raisons d'espérer : réduction des transports inutiles (tout particulièrement aériens), prévision d'un ralentissement de la croissance et donc prévision d'une baisse des pollutions (par exemple, la chute de l'activité en Chine a diminué en février les émissions de gaz à effet de serre de l'équivalent de la production annuelle des Pays-Bas)…
Une analyse superficiellement critique pourrait même se réjouir que le confinement va donner à chacun le temps et l'occasion de se poser la question du sens réel de la vie qualifiée « auparavant » d'ordinaire, au point peut-être de se mettre à espérer déboucher sur une critique réveillée du consumérisme quotidien : rien de plus bizarre aujourd'hui que de consacrer quelques minutes à regarder des publicités télévisées dont les contenus si peu « essentiels » sont si évidemment en décalage avec la situation vécue.
On pourrait même croire, à écouter par exemple Sibeth Ndiaye évoquer « un changement de paradigme », que ces temps de crise sont en train de fournir la preuve « par le fait » **qu'un changement de cap est possible**. Mais quand le premier exemple concret qu'elle fournit est celui d'une relocalisation de l'industrie automobile des pièces détachées, comment ne pas penser qu'on part de très loin... et qu'**aucun horizon d'utopie ne semble en réalité se profiler**.

CE QUI EST EN TRAIN DE SE PASSER EST UNE EXPÉRIMENTATION TOTALITAIRE

Tout au contraire, ce qui vient n'est ni l'insurrection ni la grève générale, c'est une dystopie. Au 19e siècle, les socialistes les plus utopiques voyaient dans les expérimentations minoritaires les semences de la transformation sociale.
Mais **ce qui est en train de se passer est une expérimentation ni minoritaire, ni majoritaire, mais totalitaire, dans laquelle la fin affichée – « sauver des vies » – justifie tous les moyens**. Quand on se souvient à quel point dans les temps précédents le gouvernement français a déjà fait preuve d'insensibilité, on peut s'attendre à ce que la suite lui donnera tout le temps d'accentuer sa violence économique, sociale et politique.
C'est la dystopie économique qui vient : trop tard pour réviser une politique antérieure (RGPP) qui aujourd'hui – par faute de moyens – détermine une stratégie d'improvisation. **C'est même l'occasion, sinon l'aubaine, pour accélérer les processus de dématérialisation des activités** : télétravail, téléconsultation, la culture en 1 clic, la web-école… **Que penser d'une société qui maintient le « travail » tout en interdisant de partir en vacances ?**

> " Ce qui est en train de se passer est une expérimentation ni minoritaire, ni majoritaire, mais totalitaire, dans laquelle la fin affichée – « sauver des vies » – justifie tous les moyens. "

La dystopie sociale s'installe sous le nom de « distanciation sociale », car c'est d'isolement individuel qu'il s'agit. Et en traitant aujourd'hui d'« imbéciles » les réfractaires au confinement, Castaner continue dans cette logique sociocidaire de la réduction de toute responsabilité à sa seule dimension individuelle que toutes les réformes récentes du gouvernement tentent d'imposer : de la réforme des retraites à celle des lycées, en passant par la réforme de l'assurance-chômage… **Que penser surtout d'une société qui ne semble capable de penser le confinement que sur le modèle de l'emprisonnement** (il va sans dire que c'est évidemment dans les lieux d'enfermement que les situations sont les plus inhumaines : prisons, Ehpad…) ?
La dystopie politique se renforce quand se multiplient ces listes qui inventorient les lieux, déplacements, activités, comportements autorisés : tout ce qui n'est pas permis devient interdit. Que penser d'une société dans laquelle cette inversion du permis et de l'interdit semble ne susciter aucun débat public ? Et après ?
Bien loin des scénarios d'effondrement ou de décroissance choisie, **comment ne pas constater qu'après 2001, 2008, chaque crise a été l'occasion d'une accélération des formes les moins humanistes de la vie en commun ?** Comment osent-ils ? Mais « ils » oseront. Et « nous » que ferons-nous ?
Après la crise, viendra le temps des factures. Qui peut croire qu'un seul gouvernement dans le monde en profitera pour imposer un prélèvement sur les plus grandes fortunes ? Par exemple, de façon « exceptionnelle », sur cinq ans, un prélèvement de 20 % sur les patrimoines au-delà d'un milliard d'euros : faisons au moins le calcul, histoire de rêver.
Mais qui peut croire qu'à l'occasion de la pandémie, c'est l'utopie qui viendra ? Et pourtant nous devons l'espérer.

https://reporterre.net/Le-monde-qui-vient-n-a-rien-d-une-utopie-c-est-un-cauchemar?fbclid=IwAR2KgdSw-ElrWRaXhP7MYskol7dws-CvkkSLAX0a0bgCG12GecVROvPZSb0A

« LA POLICE N'A PAS À ÊTRE LE BRAS ARMÉ D'UNE INCOMPÉTENCE SANITAIRE MASSIVE »

Alain Damasio

Par Nicolas Celnik — 31 mars 2020 à 17:11

Pour l'auteur de SF, aucune épidémie ne devrait servir d'alibi pour détruire nos libertés. Il s'interroge sur l'après-Covid : on a souvent vérifié que les mesures sécuritaires ne disparaissent pas forcément en même temps que le danger. Et que restera-t-il de nos relations humaines après plusieurs semaines sans contact autre que via les écrans ?

Cela fait bientôt deux décennies qu'Alain Damasio le martèle : **la technologie ne remplace rien - ni les embrassades ni la chaleur humaine -, elle simule**. Le confinement que nous impose l'épidémie liée au coronavirus ne saurait lui donner plus fortement raison : **si les applications de visioconférence n'ont jamais été tant sollicitées, elles ne parviennent pas à nous faire oublier notre solitude**. C'est que l'expérience du contact humain, le vrai, dont l'écrivain explorait la richesse dans la Horde du Contrevent (la Volte, 2004), déborde du cadre étriqué de l'écran d'ordinateur. Dans son dernier roman, les Furtifs (la Volte, 2019), l'auteur imagine une société de contrôle invasive à base de drones traqueurs et de géolocalisation permanente. Autant de mesures promues aujourd'hui comme des réponses au Covid-19.

NOUS VOYONS REVENIR BEAUCOUP DE CONTRÔLE, POLICIER ET TECHNOLOGIQUE, DE LA PART DE L'ETAT DANS LA GESTION DE LA CRISE DU COVID-19. VOUS PRENEZ RÉGULIÈREMENT POSITION CONTRE LA SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE : PENSEZ-VOUS QUE CETTE SOLUTION EST ADAPTÉE, TEMPORAIREMENT, POUR LUTTER CONTRE LE VIRUS ?

C'est une très vaste question en vérité. Epineuse aussi. Mon impression est qu'**on mobilise face à cette pandémie les trois techniques décrites par Michel Foucault dans Surveiller et Punir (1975) pour affronter la peste, la lèpre et la variole, et qu'on les applique «en même temps»**. Le gouvernement nous refile tout le combo, en vrac. **La première est la biopolitique des territoires et des populations gérées à base de statistiques**, utilisées contre la variole - **avec en prime, et en toute modernité numérique, un suivi rétroactif ou temps réel des déplacements par identification et tracking des portables**. S'y ajoutent les pratiques propres à la lèpre: **l'exclusion clôture** (les personnes âgées des Ehpad sont coupées du monde et assignées à mourir seules, on rêve d'exclure des îles les Parisiens qui osent colporter leur viralité supposée, on retranche les malades, etc.). Enfin, on voit **l'individualisation forcenée** comme face à la peste, **avec assignation de chacun à son trou à rats, contrôle et sanction très rigoureuse des moindres déplacements, quadrillage féroce de l'espace urbain…**

On touche ici à ce rêve politique magnifiquement décrit par Foucault pour la peste: «**Partages stricts ; […] pénétration du règlement jusque dans les plus fins détails de l'existence et par l'intermédiaire d'une hiérarchie complète qui assure le fonctionnement capillaire du pouvoir ; […] assignation à chacun de son «vrai» nom, de sa «vraie» place, de son «vrai» corps et de la «vraie» maladie. La peste [le Covid?] comme forme à la fois réelle et imaginaire du désordre a pour corrélatif médical et politique la discipline**. Derrière les dispositifs disciplinaires, se lit la hantise des «contagions», de la peste, des révoltes, des crimes, du vagabondage, des désertions, des gens qui apparaissent et disparaissent, vivent et meurent dans le désordre.»

MAIS LA DISCIPLINE N'EST-ELLE PAS SOUHAITABLE POUR ENRAYER LA PROPAGATION D'UN VIRUS QUI FAIT MOURIR ET DÉSTABILISE DANGEREUSEMENT LES SYSTÈMES DE SANTÉ?

Est-ce que ces pratiques ultra-disciplinaires, couronnées par un «état d'urgence sanitaire», sanctifiées d'un plan «Résilience» qui vient doubler le plan «Sentinelle» et les vigipirateries existantes, et enfin tartinées d'une flopée d'ordonnances prises dans la pseudo-panique bien comprise pour se donner avant tout les mains libres, sont nécessaires pour contenir la pandémie ? Utiles sans doute. Indispensables ? Absolument pas. Et j'ai envie de répondre par une autre question: **est-ce que les lois antiterroristes, qui ont ouvert, depuis Sarkozy, un continuum de régression drastique de nos libertés** (d'échanger sans être tracé, de se déplacer, de manifester, d'exprimer des opinions jugées dangereuses, etc.), **au nom d'une urgence supposée de la menace, ont été abolies depuis? Allez, amendées? Disons restreintes? D'aucune façon.** Est-ce que l'alibi des prétendues violences des gilets jaunes, aboutissant à un recul hallucinant de nos usages démocratiques, a été reconsidéré depuis? Vous avez la réponse. Donc, méfiance ici. Haute méfiance pour la suite. L'après-Covid.

> " Aucune épidémie, aucune cause de mortalité, surtout si peu létale en réalité que le Covid, ne justifiera jamais qu'on en prenne alibi pour détruire nos libertés fondamentales. "

VOUS PERCEVEZ DONC LE CONFINEMENT COMME UNE MESURE PLUS AUTORITAIRE QUE SANITAIRE?

Ce que je perçois, très simplement, comme citoyen, c'est que **la médecine n'est pas, ou ne devrait pas être, un travail de police**. **Soigner une pandémie**, tous les médecins le disent, **c'est d'abord identifier les cas contaminés, donc pratiquer des tests, puis isoler les malades qu'on a dépistés et les soigner**.

En France, on n'a d'abord pas été foutus de mettre en place des tests à grande échelle. No comment. On n'a pas su identifier et isoler les malades donc on isole tout le monde, en masse, hop là, circulez ! Euh… non, en fait, circulez pas, restez chez vous, le temps qu'on trouve des masques, qu'on rende opérationnels nos structures de test et qu'on recrée ces lits qu'on a détruits par ignominie budgétaire. Quant à soigner, ben, pourquoi anticiper ou être réactif hein ? Pourquoi tester des médicaments existants qui peuvent marcher pour voir s'ils marchent? «Confinez-vous, c'est la fin du monde !» aurait dit Coluche. Pour moi, **aucune épidémie, aucune cause de mortalité, surtout si peu létale en réalité que le Covid, ne justifiera jamais qu'on en prenne alibi pour détruire nos libertés fondamentales**. L'urgence ou la panique ne justifient rien ni personne. Elles devraient au contraire appeler au discernement, au recul, à la sobriété juridique.

Qu'on confine 70 millions de personnes est déjà une aberration qui démontre notre degré d'impréparation sanitaire, notre incapacité à prévenir, tester, soigner. **Mettre en**

scène l'anxiété, la stimuler par des statistiques partielles et cumulatives, en appeler à l'affect si facile à maximiser qu'est la peur, la répandre intensément par une inflation médiatique obscène est une stratégie classique pour faire avaler le tout sécuritaire. Réduire les sorties à un kilomètre de chez soi, interdire les espaces naturels (sans risque aucun de contamination), proscrire tout plaisir pourtant inoffensif et sanctionner les soi-disant incivilités virales est un **indice ténu mais probant d'une volonté à peine déguisée de (for) mater les populations**. La stupeur initie la peur - qui mute vite en torpeur. Or ces mesures doivent allumer une petite lampe rouge dans nos têtes.

Contrairement à beaucoup de monde, je crois qu'il faut faire confiance aux gens et à leur humanité native. Confiance à leur intelligence des situations. Les abrutis et les inconscients sont une infime minorité. Les gens s'informent, comprennent, agissent, se respectent. **Après avoir frappé, blessé et mutilé des milliers de personnes en 2019, la police n'a pas à déterminer en 2020 qui peut sortir, qui peut bouger, jusqu'où et comment. Elle n'a pas à être le bras armé d'une incompétence sanitaire massive**. C'est donc à nous de nous organiser, d'activer nos solidarités, de soutenir nos soignants, de décider ce que devra être notre santé demain. Demain? Dans six semaines environ. Et ce sera à nous de co-vider alors, tous ensemble, celui qui prétend être notre «Coronapoléon fantoche». J'ai hâte, pas vous?

> " La Police n'a pas à être le bras armé d'une incompétence sanitaire massive. "

QU'APPREND-ON PAR LE CONFINEMENT DES POPULATIONS, SUR LA CAPACITÉ DE LA TECHNOLOGIE À REMPLACER LES RELATIONS HUMAINES EN CHAIR ET EN OS?

Il ne faut pas se mentir. Les technologies de communication restent, d'un point de vue relationnel, un ersatz. C'est-à-dire quelque chose qui remplace l'original -mais en moins bien. Moins ample, moins intense, bien moins engageant, ce qui peut aussi s'avérer hautement confortable, car ce que tout rapport à l'autre peut présenter de dérangeant est filtré par ce «technococon». Des études ont montré que **dans un échange en face-à-face, 70% de ce qui passe de l'un à l'autre relèvent du non-verbal.** Ce qui signifie en creux qu'un échange par texto, par chat, sur un fil de conversation ou par courriel transmet à peine un tiers de ce qu'un dialogue véritable peut faire passer. Il y manque les sourires, les mimiques, les inflexions d'une voix, le charme, la tension. On peut rétorquer que les applis vidéo compensent une partie de ce manque ; mais la vidéo ruine aussi les trois dimensions, aplatit les visages, altère la voix, élimine les parfums, le toucher, la chaleur, supprime le magnétisme d'une présence. **On se comporte comme si le fait de pouvoir véhiculer le contenu informatif de l'échange suffisait à assurer l'échange, peu ou prou**. Et, au fond, à le remplacer. Mais **la techno ne remplace rien : elle simule**. **Elle opère la simulation d'une relation par des artefacts numériques, simulation auquel notre cerveau s'efforce de croire et dont nous lui demandons de compenser la carence physique**. Ce qui reste n'est pas vide, bien sûr, n'est pas toujours déceptif. Mais cela ne prend souvent sens et épaisseur que parce qu'on connaît déjà très bien, dans le monde réel, la personne avec laquelle on échange, et parce qu'on habite et remplit, par cette présence mémorisée, la froideur des mots échangés ou la platitude de l'image qui s'agite mollement sur l'écran.

LES APPELS NOUS PERMETTENT-ILS PAS TOUT DE MÊME DE GARDER LE LIEN AVEC NOS PROCHES, ET NE NOUS PROCURENT-ILS PAS DE LA JOIE?

Ce manque de rapport incarné, on le ressent encore peu, je pense, parce que le confinement n'a que deux semaines. Il va être intéressant d'éprouver ce manque dans la durée, sentir les amis dont l'absence fera des trous dans nos cœurs, le frère ou la sœur en creux, les parents trop fantomatiques. Toutes ces présences qui nous étaient si familières, si bien ancrées, mais qu'aucun Skype ne va compenser vraiment. Le philosophe argentin Miguel Benasayag dit une chose très belle sur l'absence et sa conjuration foireuse par le téléphone portable: que **seule l'absence véritable et assumée nous permet de reconstruire l'autre en nous, de le faire à nouveau exister dans sa plénitude. La fausse fusion distanciée des applis visuelles salit ça, l'interdit même**, un peu comme la vidéo d'un anniversaire cristallise en faux ce qui reste et finit au fond par parasiter le vrai souvenir organique du moment.

Mais je comprends qu'il faille être pragmatique en ces temps confinés ! Sans les réseaux, les quarantaines seraient féroces et même vertigineuses dans leur silence social. L'isolement 2020 est allégé par la circulation des infos, des blagues, des mèmes, des coucous sympas. La vitesse lumière nous donne une sensation de fulgurance, de ping-pong ultra-réactif, tout part et revient vite, on se vit urbi et orbi, et cette fluidité de circulation spirituelle nous sauve et nous émancipe un peu de nos corps bloqués.

> " Ce que vivent plus de 3 milliards d'humains en ce moment, confinés chez eux, est un pur laboratoire d'anthropologie SF ! [...] Ça sonne comme un crash-test de nos capacités à vivre par techno-procuration. "

QU'EST-CE QUE CELA NOUS DIT DES PRÉDICTIONS D'UN FUTUR TOUT INTERFACÉ, PROMU PAR LA SCIENCE-FICTION CYBERPUNK?

Franchement, **ce que vivent plus de 3 milliards d'humains en ce moment, confinés chez eux, est un pur laboratoire d'anthropologie SF** ! Une dystopie inespérée pour les créateurs de fiction, une sorte de précipité chimique IRL de nos romans! L'écrivain Serge Lehman a dit un jour que la science-fiction était l'art de réifier la métaphore. On y est: la métaphore est devenue réelle, et on vit à l'intérieur. **Ça sonne comme un crash-test de nos capacités à vivre par techno-procuration**. Un nombre incroyable de récits SF sont fondés sur ce paradigme presque usé : isolement imposé, huis-clos abyssal, prisons high-tech, monades urbaines, corps immobilisés et fixité physique -le tout conjuré par la mobilité simulée et quasi infinie des réseaux, l'empuissantement psychique des interfaces, la virtualité libératrice et piégeuse à la fois.

On mesure parfois mal à quel point ces récits de libération par le virtuel ressortent d'un désir extrêmement ancien et puissant, peut-être aussi vieux que Sapiens: à savoir le désir de subvertir nos cadres ontologiques. Notre condition «platement» humaine. Une sorte d'antique désir d'être dieu. **La virtualité offerte par le tout interfacé nous désincarcère de l'actualisé de nos vies**. **Vous n'êtes plus condamné au ici maintenant**, hic et nunc : vous pouvez être everywhere anytime, partout le temps. **Vous n'êtes plus assigné à un seul corps avec ses limites -la souf-**

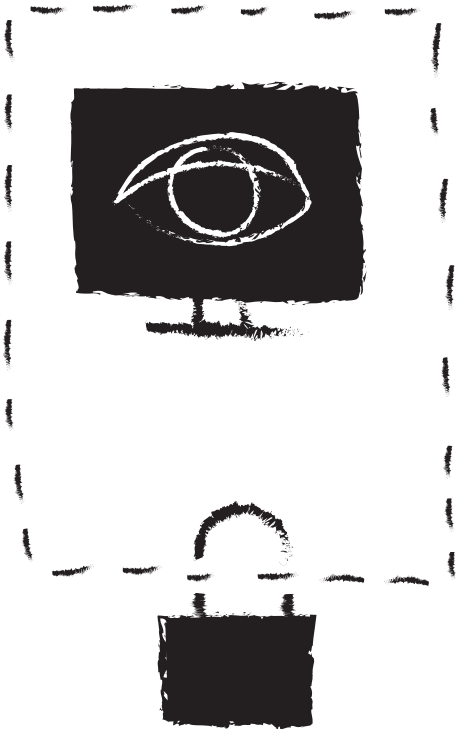
france, la lenteur, la fatigue, le vieillissement, la mort : vous pouvez mourir et renaître, be respawn, être démultiplié, plus fort, plus rapide, outillé, transhumain.

UNE VIRTUALISATION À LAQUELLE NOUS NOUS ACCOUTUMONS POURTANT BIEN…

Notre cerveau est une fantastique intelligence artificielle de réalité augmentée qui s'accommode des simulations, même très imparfaites (coucou Minecraft) pour faire exister un monde habitable, «hantable» et y évoluer avec une certaine jouissance. **L'interface, les écrans, les surfaces, les applis, les casques s'imposent comme des extensions de nos corps**. La vitre de nos smartphones est devenue un empire qu'on manipule et caresse pour qu'il nous rende compte du monde à travers lui.
En ce moment, en confinement, on touche à une forme d'acmé du tout interfacé. Et ça durera au moins deux mois. On va apprendre in vitro. On va découvrir ce que ça fait quand 90 % du temps éveillé est médié. Que l'interface remplace nos face-à-face à 95%. Qu'est-ce qu'on devient? Qu'est-ce que ça détruit et recompose ? Jusqu'où peut-on plonger dans la matrice sans aucun Morpheus pour nous en arracher? On frôle doucement ce que les humains en couveuse de Matrix vivent. Sans besoin de machines totalitaires. La machine virale a suffi

Nicolas Celnik

https://www.liberation.fr/debats/2020/03/31/alain-damasio-la-police-n-a-pas-a-etre-le-bras-arme-d-une-incompetence-sanitaire-massive_1783726?fbclid=IwAR1DMnlRGMlnw1EhstzVZEXSzgNPRFVU-G6aExeKZLYxGwHbWwUnCL3pXGFU



« NON, LA FRANCE NE TRAVERSE PAS LA PLUS GRANDE CRISE SANITAIRE DE SON HISTOIRE »

Olivier Faure

Olivier Faure est historien de la santé et professeur d'histoire contemporaine à l'université Lyon III Jean Moulin. Il a notamment publié Les Français et leur médecine au XIXe siècle (Belin, 1993).

Publié le 8 avril 2020 à 12:31, mis à jour le 9 avril 2020 à 22:16

FIGAROVOX/TRIBUNE - Il est nécessaire de s'appuyer sur l'histoire pour prendre du recul sur la période que nous vivons, considère l'historien Olivier Faure. **Plutôt que de céder à la panique, il faut selon lui demeurer vigilants, notamment dans la défense de nos libertés, et se souvenir que les grandes épidémies n'ont pas toujours eu les conséquences attendues**.

L'historien et le citoyen ne font qu'un et, comme le disait Lucien Febvre, ils doivent participer à la manœuvre avec leurs compétences. Si le citoyen doit être ému par ce qui nous arrive, l'historien doit être rigoureux. Il est d'abord là pour comparer avec le passé. **Si cela peut paraître indécent il faut bien**, pour le faire, **utiliser des chiffres, aussi froids et inhumains fussent-ils**. **À ce jour le coronavirus a fait plus de 10.000 morts en France. C'est évidemment 10.000 de trop mais il faut savoir qu'ils représentent moins de 2 % des 580.000 décès annuels**. Même en Italie où la maladie est la plus grave, le taux de létalité (nombre de décès sur nombre de cas) est de 10 %, bien loin des épidémies anciennes.

Pour poursuivre cette macabre comparaison chiffrée dans le temps, il faut se souvenir que **la canicule de 2003 fit 15.000 victimes**. Si l'on remonte dans le temps les comparaisons sont encore plus éclairantes. Il faut se souvenir que **dans les années 1880 la tuberculose tuait chaque année environ 100 000 personnes dans une France de moins de 40 millions d'habitants et que le choléra tua deux fois en une seule année (1832 et 1854) plus de 200.000 des 30 millions de Français de l'époque**. Je n'ose même pas faire référence à **la peste qui faucha peut-être le tiers de la population européenne au milieu du XIVe siècle et sévit régulièrement jusqu'en 1720, année où elle tua 100.000 Provençaux, soit le quart de la population locale**. Si la peste fut en partie (en partie seulement) responsable de la stagnation de la population et des économies européennes de l'Ancien Régime, ni le choléra, ni la tuberculose n'empêchèrent en rien les gigantesques mutations économiques et sociales que connut notre pays au XIXe siècle.

C'ÉTAIT MÉCONNAÎTRE L'HISTOIRE QUE DE PENSER QUE NOUS AVIONS FINI AVEC LES ÉPIDÉMIES.

Rien ne permet donc de dire, comme les 59 réanimateurs, qui sont des professionnels compétents et dévoués auxquels il faut rendre hommage, **«qu'avec l'épidémie due au SARS-COV2 la France traverse aujourd'hui la plus grande crise sanitaire de son histoire»** (Le Monde du 28 mars 2020) **sauf à faire commencer l'histoire en 1960**. Qu'ils l'aient dit par totale ignorance de l'histoire de la médecine, ou consciemment pour mobiliser les gens, l'initiative est critiquable: dramatiser risque de semer la

peur et celle-ci est mauvaise conseillère. Dans ce domaine comme dans les autres, il faut se souvenir de ce que disait F. D. Roosevelt dans sa campagne de 1932: **«S'il y a une chose dont nous devons avoir peur, c'est de la peur elle-même.»** C'était aussi méconnaître l'histoire que de penser que nous avions fini avec les épidémies. Comme les précédentes, l'extension des relations commerciales et humaines explique la diffusion du virus: le bacille de la peste était arrivé en Occident grâce à la légère augmentation du commerce entre les échelles du Levant et les ports italiens: fin XVe début XVIe siècle, la syphilis se diffusa à la fois par la découverte de l'Amérique et les guerres d'Italie ; au début du XIXe siècle, le vibrio cholerae quitta sa niche écologique indienne pour s'introduire en Europe par la conquête anglaise et la mise en place du circuit du coton, produit en Inde, transformé au Royaume-Uni et revendu partiellement sous forme de tissus aux Indes.

> " Rien ne permet donc de dire, « qu'avec l'épidémie due au SARS-COV2 la France traverse aujourd'hui la plus grande crise sanitaire de son histoire » sauf à faire commencer l'histoire en 1960. "

Interdit par tant d'ignorance et d'imprévoyance, l'historien s'abstiendra, dans les circonstances dramatiques actuelles, d'ironiser sur notre médecine ultra performante et technicienne et nos gouvernants chantres de l'ouverture au vaste monde **d'être réduits à puiser dans tout l'arsenal traditionnel des mesures de protection issues de la peste (confinement, fermeture des frontières) ou de la tuberculose (isolement, mesures d'hygiène simples où éternuer dans son coude rappelle l'obligation faite aux tuberculeux d'expectorer dans des crachoirs)**. Moins encore aujourd'hui qu'hier, le confinement parfait n'existe. Depuis la mi-mars, le nombre de cas repérés a continué à s'accroître jusqu'à ces derniers jours mais il est vrai que les tests se sont multipliés. **Le confinement a sans doute ralenti l'épidémie, toutefois son but essentiel n'était pas là mais dans la volonté d'étaler et de lisser le nombre de cas graves reçus dans les hôpitaux pour éviter une explosion du système et des journées épouvantablement meurtrières**. Il y a en grande partie réussi, mais **en mettant à jour les insuffisances d'un système hospitalier rendu exsangue par des réductions budgétaires constantes et une médecine préventive** (dépistage, éducation sanitaire) **historiquement faible dans notre pays** où la rétribution à l'acte, l'avance des frais et le ticket modérateur privilégient forcément la multiplication des actes au détriment du suivi.

NOUS VIVONS DANS UN SYSTÈME DÉRÉGULÉ QUI PERMET JUSTEMENT CETTE DISPROPORTION ENTRE LES CAUSES ET LES CONSÉQUENCES.

Sans remettre en cause le principe du confinement, rien n'interdit cependant de s'interroger sur ses conséquences possibles actuelles et futures. Faute de compétences, je passe rapidement sur les conséquences économiques. Les économistes se trompant régulièrement et prédisant une crise de 1929 tous les dix ans peinent à convaincre. Dans l'absolu deux mois de paralysie de l'activité économique ne devraient pas conduire le monde à une crise durable et profonde. Hélas nous ne vivons pas dans l'absolu mais dans un système dérégulé qui permet justement cette disproportion entre les causes et les conséquences. **Si crise durable il y a, elle ne sera pas la conséquence mécanique du confinement mais bien le révélateur des limites et des folies d'un système économique dérégulé, mondialisé, où le seul dogme qui règne (mauvais comme tous les dogmes) est, au moins en Europe l'équilibre budgétaire**. **Aux optimistes qui nous prédisent la fin du néolibéralisme** sous les coups du coronavirus **on peut opposer**, non pas de simples prédictions contraires mais simplement **la force de la logique libérale et la puissance de ceux qui la soutiennent**.

> " S'il y a une chose dont nous devons avoir peur, c'est de la peur elle-même. "

Je serai plus disert sur les conséquences politiques et sociales du confinement. Michel Foucault aurait-il eu raison? **Nos sociétés démocratiques et libérales nourriraient-elles le secret désir de contrôler, de surveiller leurs populations d'une manière absolue?** Comme je fus l'un des premiers historiens à montrer les limites de l'efficacité sociale des analyses du célèbre philosophe, je ne peux pas passer pour foucaldien. Et pourtant. **Il a fallu cette seule épidémie, dont je viens de relativiser l'ampleur, pour qu'en quelques jours, la population soit confinée, le gouvernement doté de pouvoirs absolus et sans contrôle, le Conseil d'État et le Conseil constitutionnel étant devenus, comme l'Assemblée nationale, des chambres d'enregistrement tétanisées par l'urgence**. Certes, le confinement doit sauver des vies, argument aujourd'hui imparable tant nous sommes, depuis longtemps, non plus à l'époque du «bio-pouvoir» décrit et dénoncé par Foucault, mais l'âge de la «biolégitimité» définie par Didier Fassin. Dans le premier cadre, **la biopolitique vise à contrôler les populations pour qu'elles fournissent un grand nombre de soldats, d'ouvriers, de paysans sans cesse plus nombreux et plus efficaces parce qu'en bonne santé**. Dans **la biolégitimité, il faut protéger la vie à tout prix, sans calcul «sordide»**. Personne ne peut être contre et **c'est blasphémer que de signaler qu'il s'agit de sauver la vie biologique**, ce que le philosophe Giorgio Agamben (Le Monde du 28 mars 2020) appelle la vie «nue», **parfois défendue au prix du sacrifice des autres attributions de la vie (la liberté, la sociabilité)**.

CETTE CRISE RÉVÈLE UNE FOIS DE PLUS LA COLLUSION DE L'HYGIÈNE ET DE LA MORALE

C'est donc pour sauver la vie biologique que nous voilà contraints de nous déplacer avec des laissez-passer que, Dieu merci, nous rédigeons encore nous-mêmes. Par chance aussi, au moins dans les campagnes, la Gendarmerie adopte en la matière sa doctrine qui consiste, sauf pour les infractions routières, à arbitrer plutôt qu'à sanctionner, à gérer les illégalités plutôt qu'à les combattre (Michel Foucault) même si l'on constate quelques dérives arbitraires comme celle de juger ce qui est de première nécessité ou pas, d'introduire des limites de distance que le décret ne prévoit pas. Derrière cela **se révèle une fois de plus la collusion de l'hygiène et de la morale. En ces temps difficiles où la liberté est restreinte, il serait aussi interdit de se faire plaisir parce que d'autres souffriraient** - comme si cela changeait quelque chose. **Dans cet éloge du masochisme chrétien viennent se loger les stigmatisations plus morales qu'hygiéniques, des cyclistes, joggeurs et marcheurs impénitents, qui seraient des irresponsables postillonnant le virus et étendant l'épidémie même s'ils mènent leur activité**

seuls dans les bois ou les rues désertes. Certes, ils ne sont pas encore les boucs émissaires classiques des temps d'épidémies, comme le furent les juifs lors des pestes mais la logique est la même.

> " Se révèle une fois de plus la collusion de l'hygiène et de la morale. En ces temps difficiles où la liberté est restreinte, il serait aussi interdit de se faire plaisir parce que d'autres souffriraient. [...] Dans cet éloge du masochisme chrétien viennent se loger les stigmatisations plus morales qu'hygiéniques. "

Fort heureusement peu de gens reprennent cette antienne et globalement **ce qui me frappe, aussi bien en ville (Lyon) qu'à la campagne** (confins de la Loire, du Rhône et de la Saône et Loire), **c'est le respect des consignes, la rareté des protestations**. Bref, on devrait se réjouir du civisme de ces Français si souvent vilipendés pour leur indiscipline soi-disant atavique. **Le gouvernement ferait bien** - mais en est-il capable? - **de féliciter les citoyens pour leurs sacrifices, de faire preuve de compassion pour les plus fragiles, par l'âge ou le psychisme, de promettre des récompenses plutôt que de revenir sur le Code du travail**. Sur le terrain, heureusement certains politiques - sans doute de tout bord - prennent des nouvelles de leurs électeurs ou mandants. Plutôt que de suspecter des arrière-pensées politiques, on peut y voir le signe de leur profonde humanité. Malgré ses errements de départ (les élections le dimanche, le confinement le mardi), le gouvernement multiplie les contradictions et les provocations. Au tout début du confinement (18 mars) le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a déclaré que les personnes qui travaillent «en extérieur - chantiers du bâtiment et travaux publics notamment - doivent poursuivre leurs activités.» Le lendemain, sa collègue du Travail, Muriel Pénicaud, qui a fait voter de lourdes mesures de dérogation au Code du Travail (la loi des 60 heures) et a refusé d'en fixer le terme, a dénoncé le lendemain le syndicat des artisans du bâtiment en ces termes: «Quand un syndicat patronal dit aux entreprises: arrêtez d'aller bosser, arrêtez vos chantiers, ça c'est de la désertion.»

NOS DIRIGEANTS S'INSCRIVENT DANS LA VIEILLE TRADITION FRANÇAISE DE CONSIDÉRER LE PEUPLE COMME UN MINEUR IRRESPONSABLE.

On nous l'avait dit, **nous sommes en guerre et pour la gagner, il faut un seul chef à qui on obéit aveuglément et il faut aussi combattre les ennemis de l'extérieur et à cet égard tous les Français sont par définition suspects**. Nos dirigeants actuels reprennent en la radicalisant la **vieille tradition française dans laquelle le pouvoir central considère le peuple, au mieux comme un mineur irresponsable, au pire comme un ennemi**. Lorsque le 6 avril, le ministre italien de la Santé disait aux Italiens qu'il fallait maintenir le confinement «pour ne pas gâcher les sacrifices consentis», son collègue français de l'Intérieur, dont les pouvoirs ont singulièrement crû depuis le 16 mars, affirmait martialement qu'il fallait «combattre le relâchement», comme si celui-ci existait vraiment, **comme si ces mauvais citoyens ne pouvaient que se laisser aller à de mauvais penchants. Désertion, relâchement, ces termes ont décidément de fâcheux échos.**

Bref, quoiqu'en disent les prophètes du bonheur, qui restent dans la prédiction sans fondement, **tous les indices concrets concordent pour laisser penser que le gouvernement ne changera pas sa façon d'être autoritaire, bien au contraire, et que, comme les dispositions de l'état d'urgence post-attentats, une partie des actuelles mesures d'exception passeront dans le droit commun, puisqu'il y aura forcément d'autres épidémies, ce qui légitimera fortement la translation**. **Le pire serait** pourtant que la vertu actuelle des citoyens se transforme en vice, celui **de s'accoutumer à un état d'urgence permanent et à une obéissance aveugle à un gouvernement implacablement bienveillant qui nous délivrerait de nos préoccupations politiques et nous permettraient de nous livrer en toute tranquillité à nos affaires privées**. Ce danger qu'avait déjà aperçu Tocqueville dans la jeune démocratie américaine est plus que jamais menaçant.

Les mêmes nous prédisent qu'après la crise il y aura, sinon des Années folles comme après la Première guerre mondiale (pour qui le furent-elles? les veuves de guerre? les mutilés?), au moins des mois fous durant lesquels éclatera une bouffée de sociabilité fraternelle (un printemps 1848 en été) amenant une transformation positive et durable du fonctionnement de notre société. Sans jouer les Cassandre ou rappeler ce qui suivit le printemps des peuples (juin 1848, l'Empire), on doit envisager les tendances de fond dans lesquelles s'enracine l'épisode actuel qui les accentue.

Ne prenons pas l'habitude de nous retrouver dans une société d'isolés.

Il y a un regain d'appels téléphoniques ces temps-ci, beaucoup accentuant leur recours aux SMS et MMS pour communiquer avec les autres. Certes c'est très utile et les images humoristiques qui circulent sur le coronavirus sont souvent désopilantes. Certes, les apéritifs sur Skype sont sympathiques, les consultations médicales en visio conférences pratiques. Certains découvrent les avantages du télétravail qui existent bel et bien. **Il ne faudrait cependant peut-être pas que nous y prenions trop goût au point d'en faire des habitudes et de nous retrouver dans une société d'isolés dans laquelle les contacts réels, les poignées de mains et les embrassades seraient réduits à la portion congrue**. Or, plus la parenthèse dure, plus elle laissera des traces, pas forcément positives.

> " La vieille tradition française dans laquelle le pouvoir central considère le peuple, au mieux comme un mineur irresponsable, au pire comme un ennemi. "

Là s'arrête la tâche de l'historien qui ne donne pas de leçons et ne prédit pas l'avenir mais se limite à mettre en garde. C'est ensuite aux citoyens et aux politiques de s'emparer de ces réflexions et d'en faire ce qu'ils veulent mais en toute connaissance du passé.

https://www.lefigaro.fr/vox/histoire/non-la-france-ne-traverse-pas-la-plus-grande-crise-sanitaire-de-son-histoire-20200408?fbclid=IwAR-3Q8i1feyCjuhjsQvXsETGJewMVYp8nowgC8Y-ndlnjvW3CA8lLoj9aL-To

« LA CRISE SANITAIRE ACTUELLE EST LE PUR PRODUIT DU NÉOLIBÉRALISME »

Barbara Stiegler

Par Marie Neuville Publié le 18/04/2020 à 12:58 Mis à jour le 19/04/2020 à 16:37

Pour la philosophe bordelaise Barbara Stiegler le constat est sans appel. **Son essai " Il faut s'adapter " est devenu l'ouvrage de référence qui bouscule la légende de la start-up nation**.

En cette journée de printemps Barbara Stiegler est radieuse. Le succès qu'elle remporte actuellement n'enlève rien à la simplicité qui est naturellement la sienne. Avant le confinement, ses conférences faisaient déjà un carton.

Il y a deux ans, la spécialiste de Nietzsche s'installe à Bordeaux où elle enseigne depuis quinze ans, (elle y est responsable du master : soin, éthique et santé). A cette époque elle n'imagine pas à quel point la société va traverser de telles turbulences.
Et alors qu'elle découvre la capitale girondine son quotidien est confronté aux mobilisations citoyennes. Elle va s'en faire le témoin privilégié. Entretien.

LA CRISE SANITAIRE SEMBLE ÊTRE LE RÉVÉLATEUR DES FAILLES DU MODÈLE NÉOLIBÉRAL FRANÇAIS DE LA SANTÉ PUBLIQUE. VOUS L'AVIEZ EXPLIQUÉ DANS VOTRE LIVRE «IL FAUT S'ADAPTER» (1). ETAIT-CE PRÉMONITOIRE ?

B.S. : Je n'ai eu aucune prémonition, j'ai même pris tardivement la mesure de cette pandémie. Mais c'est vrai sur le fond, **mon livre démontre l'écueil du modèle néolibéral, un choix qui entraîne l'explosion des mobilités, l'accélération des rythmes, la compétition effrénée pour les ressources, autant de facteurs qui conduisent à une destruction des systèmes, qu'ils soient sanitaires, éducatifs, sociaux ou qu'ils touchent des corps vivants et des écosystèmes.**
Des crises comme celle-là vont se reproduire si on ne change pas.

LA PÉNURIE A ÉTÉ SCIEMMENT ORCHESTRÉE PAR LES DIRIGEANTS DES ENTREPRISES.

POURQUOI UNE TELLE IMPROVISATION DANS LA GESTION DE CETTE CRISE ?

C'est vrai que nous ne sommes pas dans un pays pauvre, nous sommes la 6e puissance économique mondiale ; les causes sont liées à une vision néolibérale de la manière de gouverner.
La pénurie n'est pas involontaire, elle a été sciemment orchestrée par les dirigeants des entreprises pour s'adapter à la compétition mondiale.
Le modèle néolibéral organise une société de flux basée sur des ressources rares. Une entreprise qui a des stocks perd des points.

A FLUX TENDU, IL EST IMPOSSIBLE DE FAIRE FACE À L'IMPRÉVU

Moins il y a de lits de matériels, de médicaments, de personnels, plus il y a d'agilité, d'innovation de dépassement, d'adaptation et cela est considéré comme moteur de progrès. C'est une façon de montrer que l'on est en avance au regard du monde d'avant.
Il faut être performant, moderne, autrement dit «Il faut s'adapter» ! C'est avec cette injonction que s'est faite la gestion de l'hôpital.

Sauf qu'à flux tendu il est impossible de faire face à l'imprévu. Cette vision néolibérale est totalement contraire aux conditions de la vie et aux besoins fondamentaux des vivants. Et ce n'est pas valable que pour l'hôpital.
C'est aussi le cas dans le monde de la recherche et de l'enseignement, détruit par cette culture de l'optimisation et de l'innovation sur fond de pénurie.

> " La pénurie n'est pas involontaire, elle a été sciemment orchestrée par les dirigeants des entreprises pour s'adapter à la compétition mondiale. "

VOUS DÉNONCEZ LA MÉDECINE PROACTIVE, EST-CE UNE ERREUR D'AVOIR VOULU REMPLACER LE BON VIEUX DOCTEUR ?

Dans la médecine classique, on tient compte du patient de sa plainte, de son mal. Mais cela est jugé archaïque et dépassé. La médecine proactive, portée par les prouesses du numérique, tourne le dos à la médecine traditionnelle qui porte assistance à la personne malade.
La médecine dite «proactive» demande à l'individu de taire sa souffrance, de s'adapter, y compris dans un environnement dégradé et d'être comptable de la manière dont il optimise les risques.

CETTE MÉDECINE DE L'INNOVATION (...) EST DÉPOURVUE DE TOUTE RÉFLEXION CRITIQUE SUR LES FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX DES MALADIES ET SUR NOS ORGANISATIONS SOCIALES

Elle fait l'impasse sur ce qui est négatif, refuse d'avoir une vision critique sur les causes de nos pathologies. Refusant de regarder en face la souffrance, la mort et le négatif, elle fantasme l'optimisation de la performance.

De plus cette médecine de l'innovation, focalisée sur les nouvelles technologies et le biomédical, est incapable de prévenir ce genre de crise sanitaire car elle est dépourvue de toute réflexion critique sur les facteurs environnementaux des maladies et sur nos organisations sociales, qui sont pourtant des déterminants fondamentaux en santé publique.

A la lumière de ce modèle, ce virus venu d'Asie ne pouvait qu'être sous-évalué, il ne pouvait apparaître que comme une « grippette» n'ayant aucune incidence sur la puissance de notre système sanitaire.

LEUR AVEUGLEMENT DU FLUX ET LEUR PHOBIE IRRATIONNELLE DES STOCKS QUI LEUR A FAIT DÉTRUIRE NOS STOCKS DE MASQUES, NOS CONTINGENTS DE LITS ET NOS EFFECTIFS DE SOIGNANTS.

Dans la vision néolibérale, la conduite des individus doit être modelée par les recommandations des experts. Mais cette crise du coronavirus, comme la crise climatique, révèle le retard des gouvernants, dont les visions sont de plus en plus inadaptées aux réalités et dont les décisions sont de plus en plus éloignées du bon sens des populations.

C'est leur aveuglement du flux et leur phobie irrationnelle des stocks qui leur a, par exemple, fait détruire nos stocks de masques, nos contingents de lits et nos effectifs de soignants.
C'est le même aveuglement qui les conduit à supprimer des postes de chercheurs et d'enseignants capables d'avoir une vision sur le temps long, pour leur substituer une main d'œuvre précaire, fluide, adaptable.

Il y a en réalité beaucoup d'argent dans la santé et l'éducation mais affecté à une logique de flux, qui détruit la stabilité nécessaire réclamée par ces métiers.
Cette pression du flux conduit à installer la pénurie et la compétition partout, alors même qu'il y a une débauche de dépenses du côté du management, de l'évaluation, de la machine normative et réglementaire.

UN ETAT TRÈS FORT, TATILLON ET BUREAUCRATIQUE

Dans ces métiers de santé, d'éducation et de recherche, nous passons de plus en plus de temps à l'évaluation, à l'optimisation, à la compétition et de moins en moins de temps à soigner, éduquer et faire de la recherche.

C'est cela le néolibéralisme : un Etat très fort, tatillon et bureaucratique, avec, dans les entreprises des dirigeants et des managers qui donnent des caps, appliquent des politiques intrusives, invasives, qui harcèlent.

C'est un Etat qui est dans le contrôle de tout, à la différence de l'ultra-libéralisme «trumpien « qui lui «laisse faire» et abandonne les populations aux forces sauvages du privé ou du marché. Ces deux formes de libéralisme, qui servent le marché de manière très différente, sont tout aussi dangereuses l'une que l'autre.

> " Le néolibéralisme n'est pas seulement sur les places financières ou dans les entreprises il est en chacun de nous, dans nos minuscules façons de vivre. "

LES POLITIQUES ET MANAGERS ONT TRANSFORMÉ CES MÉTIERS QUI FORMAIENT LA BASE DE NOS DÉMOCRATIES. ILS LEUR ONT IMPOSÉ DES RÉFORMES PERMANENTES, EXIGÉ DE LA FLEXIBILITÉ

COMMENT POUVONS-NOUS PARVENIR À CETTE DÉMOCRATIE SANITAIRE QUE VOUS APPELEZ DE VOS VŒUX ?

A l'hôpital mais pas seulement, dans tous les domaines, les premières lignes doivent reprendre la main.
Dans la santé, l'éducation, la recherche, les médias, les institutions culturelles …. **Les politiques et managers ont transformé ces métiers qui formaient la base de nos démocraties, ils leur ont imposé des réformes permanentes, exigé de la flexibilité et de l'adaptabilité, c'est-à-dire en fait, une forme de soumission, en imposant l'idée que c'était aller dans le sens de l'histoire**.

Sauf que, mobilisations après mobilisations, la colère ne retombe pas, les élites continuent de se discréditer. **Au lieu de passer leur temps à dénoncer les fake news des réseaux sociaux et à expliquer que pouvoir rime avec savoir, les gouvernants gagneraient à reconnaître leur retard, ce décalage qui sape leur autorité**.

C'est pourquoi les choix de santé publique, d'éducation, d'environnement doivent être l'affaire de tous et non des experts et des dirigeants.
Le néolibéralisme n'est pas seulement sur les places financières ou dans les entreprises il est en chacun de nous, dans nos minuscules façons de vivre, il est temps de retrouver notre puissance vitale et d'agir sur notre propre environnement local.

Gilets jaunes, manifestations hospitalières, crise du corona virus, l'individu comprend qu'il n'est plus tout seul face à son écran, face à son chef, face à sa hiérarchie et que **les populations de citoyens peuvent elles aussi «s'armer» collectivement, par-delà les clivages de secteurs, de classes et de générations**.

ON COMPTERA LES MORTS

Barbara Stiegler avoue regarder le futur avec un mélange d'inquiétude et d'espérance, celui d'une philosophe qui a trouvé ici et maintenant une autre façon de respirer.
Même si elle sait que la lutte sera âpre et qu'il faudra tenir dans le temps, elle croit au réveil politique … En ce jour de printemps le ciel est clair et l'horizon dégagé.

Lors des manifestations, on pouvait lire sur les banderoles des hospitaliers « vous comptez votre argent, on comptera les morts». C'était il y a un an, aujourd'hui les soignants du terrain se disent prêts à reprendre les clés du camion.

1 « Il faut s'adapter » paru chez Gallimard en Février 2019

https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/gironde/bordeaux/barbara-stiegler-crise-sanitaire-actuelle-est-pur-produit-du-neo-liberalisme-1818004.html?fbclid=IwAR2yFprZs2xA3GgVTVGlwz-S3lR6zzGd5Pb9J1YHEL4jClWrGOwn0PZva6mw

GÉOPOLITIQUE DU CORONAVIRUS I

Entretien avec Valérie Bugault

Strategika, 1 avril 2020

Au cœur d'une crise mondiale inédite par son ampleur, Strategika vous propose l'éclairage d'analystes et de penseurs reconnus dans leur domaine d'expertise. Nous avons posé à chacun une série de questions qui portent sur les différents aspects de cette véritable crise de civilisation ainsi que sur ses répercussions politiques, géopolitiques et sociales.

La première à nous répondre est Valérie Bugault.

Valérie Bugault est docteur en droit privé de l'université Panthéon-Sorbonne et avocate. Depuis 2009, elle a cessé ses activités d'avocate pour se consacrer à la diffusion auprès du public du résultat de ses nombreux travaux de recherches. Elle est aujourd'hui analyste de géopolitique (économique, juridique et monétaire) et conférencière. Ses sujets de recherche sont les institutions – nationales et internationales – la monnaie, l'entreprise, le droit et le fonctionnement de l'économie globale.
Elle est auteur de quatre livres, récemment publiés aux éditions Sigest :
– « Du nouvel esprit des lois et de la monnaie », co-écrit avec feu Jean Rémy, publié en juin 2017
– « La nouvelle entreprise », publié en juillet 2018
– « Les raisons cachées du désordre mondial », recueil d'articles, publié le 30 mars 2019
– « Demain dès l'aube… le renouveau », publié en septembre 2019

STRATEGIKA – ON LIT BEAUCOUP D'ÉLÉMENTS CONTRADICTOIRES SELON LES DIFFÉRENTES SOURCES D'INFORMATION DISPONIBLES OU SELON LES AVIS DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ. QUELLE EST LA RÉALITÉ EFFECTIVE DE CETTE PANDÉMIE SELON VOUS ?

VB : Comme le dit très bien notre ami Lucien Cerise, **il faut distinguer entre la réalité sensible dans le monde réel et la narration des faits qui est diffusée**.

Voici, textuellement, ce qu'il dit :

« En France, et plus largement en Occident, **la crise sanitaire du coronavirus présente un cas pratique d'ingénierie sociale et de gouvernance par le chaos**. **Nous retrouvons la même structure qu'avec la « menace terroriste » : un mélange de réel et de fiction, combiné à deux stratagèmes bien connus qui sont 1) le pompier pyromane et 2) le triangle de Karpman**. Sur le mélange réel/fiction, souligné dans son dernier livre par le professeur Raoult – qui se fait le disciple occasionnel de Jean Baudrillard : les partisans du « tout réel » ont tort, les partisans du « tout fiction » ont tort. Exemple : ce n'est pas parce que la « version officielle » de la crise coronavirus est fausse qu'il n'y a pas d'épidémie ; de même, ce n'est pas parce que la « version officielle » des attentats terroristes est fausse que les attentats n'ont pas lieu. **Des événements ont lieu, et c'est la narration explicative qui est fausse, pas les événements en eux-mêmes**. L'analyse de la crise actuelle révèle aussi l'application des techniques du pompier pyromane et du triangle de Karpman, c'est-à-dire le jeu de rôles bourreau/victime/sauveur. **Le pouvoir laisse la situation de crise s'installer, voire l'aide à s'installer, volontairement ou involontairement. Dans le réel, le pouvoir occupe donc la place du pyromane, donc du bourreau**. **Puis, une fois que la crise est installée et en cours, le pouvoir se présente comme le sauveur, qui va donc nous sauver de la crise qu'il a lui-même installée furtivement, tel un pompier qui éteindrait l'incendie après l'avoir lui-même allumé discrètement**. »

> " Des événements ont lieu, et c'est la narration explicative qui est fausse, pas les événements en eux-mêmes. "

`Nous sommes face à une sorte de dissonance cognitive globale parce que les phénomènes auxquels nous sommes confrontés reçoivent une ou plusieurs explications officielles partielles (dans le meilleur des cas), contradictoires et/ou erronées qui ne permettent pas un accès intellectuel à l'ensemble du phénomène. En réalité, **la méthodologie suivie dans la couverture de cette crise du coronavirus est similaire à celle qui nous est imposée d'une façon générale pour orienter les processus intellectuels : un séquençage** (puisque le mot est désormais à la mode) ou un émiettement des connaissances, une sorte de fordisme appliqué à toute l'échelle des connaissances. **A cela s'ajoute un autre phénomène d'émiettement et d'isolement des populations** : les milieux médicaux fréquentent peu ou pas d'autres milieux, chacun restant dans son pré carré par l'organisation même de la société. **Ainsi, les constats et la vie que mènent les uns sont quasi hermétiques aux constats et à la vie que mènent les autres, leurs seuls points de contact étant leur façon (directe ou indirecte) de consommer**.

Ainsi, nous recevons des retours en provenance du corps médical, d'autres en provenance d'organisations internationales, d'autres en provenance des différents pays du monde. D'autres sources d'informations sont inhérentes à la structuration de notre propre gouvernement (décret, lois…), d'autres sources d'informations encore proviennent de médias dits indépendants qui contredisent partiellement ou totalement les sources précédentes…

Finalement, **pour y voir clair, il faut et il suffit de remettre de l'ordre, c'est-à-dire qu'il faut hiérarchiser et contextualiser les phénomènes ; encore faut-il que cette hiérarchisation soit pertinente**.

Dans l'ordre nous avons : l'apparition peu préparée d'un virus en Chine, pays qui connaît historiquement cette typologie de virus. Ensuite, une série de nouvelles alarmistes en forme d'hécatombe. Ensuite, bien sûr, l**e virus se répand sur la surface du globe pendant que l'on apprend que la Banque mondiale (que je ne présente plus) avait prévu, dès 2017, des « bonds spécifiques aux pandémies »**. Ensuite une litanie de pays touchés et d'innombrables populations confinées pour, prétendument, lutter contre la propagation dudit virus. Pendant que les « morts » se multiplient et que les services hospitaliers étouffent littéralement sous cette affluence de gens à détecter ou à traiter.

Le tout se produisant dans un contexte géopolitique très particulier où la puissance économique chinoise, aujourd'hui arrivée à maturité, s'est alliée à la puissance militaire russe pour contrer l'hégémonie américaine et Cie.

Ce qui n'est pas dit dans ce tableau est pourtant l'essentiel : l**es USA et ses alliés ne sont plus depuis le début du XXème siècle (au bas mot) gouvernés par ce que j'appelle un phénomène politique, qui représente l'in-**

térêt commun, mais par un cartel d'entreprises dirigé par les principales banques globales d'investissement qui ont leur quartier général, depuis Oliver Cromwell, à la City of London. En réalité, **les Etats occidentaux n'existent plus car ils ont été privatisés lorsque le contrôle de leurs monnaies est tombé dans les mains des banquiers privés, ce qui explique, en Europe, l'apparition des institutions européennes, qui ne sont que la formalisation politique de cette capture des règles d'organisation des peuples par des intérêts privés**.

Si l'on veut bien prendre en compte l'ensemble de ces éléments, un tableau assez clair se dessine.

Dans ce tableau, d'un côté apparaît un virus très contagieux et qui devient dangereux lorsqu'il se fixe dans les poumons et les voies respiratoires. Les patients, à ce stade, n'ont quasi plus de virus dans le corps et il devient inutile de leur appliquer le traitement préconisé par le Professeur Didier Raoult, comme ce dernier l'indique très clairement lui-même. Hormis ces cas de complications qui, apparemment ne sont pas si rares que ça, ledit virus est relativement anodin, il procure des symptômes plus ou moins gênants mais ne met pas en jeu de prognostique vital des patients infectés. **Didier Raoult, professeur français spécialiste mondialement réputé en virologie et infectiologie, a émis des hypothèses de travail qui ont été confirmées par des spécialistes chinois ayant eu à traiter le virus et par un professeur Sénégalais (Pr. Seydi) qui a eu à affronter le virus Ebola et qui est, à ce titre, reconnu comme une sommité dans son domaine. Le traitement préconisé ne coûte pas cher (car les brevets très anciens sont tombés dans le domaine public) ; il n'est pas efficace à 100 % en fonction, notamment, du moment tardif ou non où il a été administré.** Voilà, pour l'essentiel, ce qu'il importe de retenir.

De l'autre côté du tableau, **on a des médecins stipendiés** (la plus en vogue actuellement est la sulfureuse Karine Lacombe qui sévit sur les grandes ondes et est multi stipendiée des lobbies pharmaceutiques) **ainsi que tout l'appareil d'Etat et les corps constitués** (Inserm…), **tous reliés, de près ou de loin, aux lobbies pharmaceutiques qui sont montés aux créneaux pour disqualifier les travaux des éminents spécialistes décrits ci-dessus. Sans oublier le fait que la campagne présidentielle de Macron a été partiellement financée par Big Pharma**.

En outre, je ne fais qu'effleurer rapidement, car l'énumération en serait vraiment trop longue, toutes **les décisions politiques actuelles prises en opposition ouverte à l'objectif officiel d'enrayement de l'épidémie, qui passent par la classification début 2020 d'un médicament en vente libre depuis des décennies en substance vénéneuse, par le refus d'octroyer des autorisations administratives à des chercheurs proposant des tests pour détecter l'infection au coronavirus, par le refus de l'aide proposée par des industriels pour la fabrication de respirateurs…** Ajoutons à cela, pour compléter le tableau, **la déconstruction méthodique du service de santé publique, allant de la liquidation des stocks de matériels aux restrictions de lits et de personnels hospitaliers, aggravée depuis la présidence Sarkozy**.

Cette crise sanitaire laisse ainsi apparaître les véritables acteurs politiques cachés derrière les oripeaux étatiques ! **On perçoit, aujourd'hui mieux qu'hier, que l'Etat est tenu par des intérêts privés qui préconisent des remèdes très coûteux, voire peu efficients, en attendant le futur vaccin obligatoire**. Sur la ligne d'arrivée pour gagner le cocotier des contrats publics et privés de commandes massives de vaccins : Johnson & Johnson qui annonce ce 31 mars qu'il sera prêt à tester son premier vaccin dès septembre 2020 ! D'autres laboratoires restent bien évidemment en lice pour la cagnotte du futur vaccin…

> " On perçoit, aujourd'hui mieux qu'hier, que l'Etat est tenu par des intérêts privés qui préconisent des remèdes très coûteux, voire peu efficients, en attendant le futur vaccin obligatoire. "

Il faut toutefois savoir deux choses. Premièrement, **tous les vaccins rapidement fabriqués se sont historiquement révélés peu efficaces et même dangereux pour la santé humaine.** Deuxièmement, **un vaccin contre un virus par hypothèse mutant, comme l'est le coronavirus, a très peu de chance d'être efficace.** Ce **problème est aggravé par le fait que la maladie Covid-19 met en cause plusieurs souches différentes, dont l'une d'elle se subdivise encore en plusieurs variantes.**

> " Tous les vaccins rapidement fabriqués se sont historiquement révélés peu efficaces et même dangereux pour la santé humaine. "

En conclusion, **si les pouvoirs publics voulaient effectivement enrayer l'épidémie, ils décideraient de traiter, à moindre coût qui plus est, un maximum de gens en amont, comme le préconise le Dr. Raoult et d'autres grands spécialistes du monde entier**. Cette aune du traitement médical préventif massif est la mesure exacte de l'honnêteté du gouvernement français.

> " Un vaccin contre un virus par hypothèse mutant, comme l'est le coronavirus, a très peu de chance d'être efficace. "

En d'autres termes, **si le gouvernement était honnête, il ne prendrait pas l'option dilatoire actuelle consistant à mettre tous les obstacles en place pour que les gens ne soient pas massivement traités selon les préconisations du Pr. Raoult ; pendant que les mesures de confinement ciblées sur les populations locales les plus normées deviennent de plus en plus rigoureuses alors même que ces mesures excluent les populations rebelles situées dans les zones de non droit, et les camps de migrants**.

Par ailleurs, notons que **le gouvernement français, qui a** également récemment, sur préconisation de l'ONU, **vidé massivement et prématurément les prisons de prisonniers de droit commun** (ce qui a fait l'objet d'un communiqué officiel de professionnels de la magistrature), **punira d'emprisonnement les contrevenants multirécidivistes qui auront dépassé leur heure de promenade quoti-**

dienne autorisée, qui auront dépassé leur périmètre de promenade autorisée, ou qui auront oublié leur laisser-circuler…

On se rend bien compte ici de deux choses :

Que la volonté affichée de protéger les populations cache une volonté sournoise de les mettre en état de choc et de les surveiller massivement ;
Que l'anarchie sociale en cours de développement, est **consciencieusement organisée par les pouvoirs publics eux-mêmes, sous le faux prétexte d'enrayer une épidémie**.

> " La volonté affichée de protéger les populations cache une volonté sournoise de les mettre en état de choc et de les surveiller massivement. "

STRATEGIKA – CETTE PANDÉMIE PRÉCÈDE-T-ELLE UN EFFONDREMENT ÉCONOMIQUE ET SYSTÉMIQUE ?

Plus de 3 milliards de personnes sont appelées à se confiner dans le monde. Pour la première fois de son histoire, l'humanité semble réussir à se coordonner de manière unitaire face à un ennemi global commun. Que vous inspire cette situation ?

Cette pandémie va-t-elle forcer l'humanité à se doter d'un gouvernement mondial comme le préconisait Jacques Attali lors de la pandémie de grippe A en 2009 ? En 2009 toujours, Jacques Attali expliquait que « l'Histoire nous apprend que l'humanité n'évolue significativement que lorsqu'elle a vraiment peur ». Que vous inspire cette idée ?

VB : Effectivement, **de multiples informations montrent que l'existence d'une pandémie était prévue, pour ne pas dire attendue, par un certain nombre d'institutions et de personnages, au premier rang desquels on peut citer, pèle mêle, la fondation Bill et Melinda Gates, le centre John Hopkins pour la sécurité sanitaire, le Forum économique mondial, l'OMS, la Banque mondiale, Jacques Attali, le magazine « The Economist » (année 2019 et 2020) … Avec le britannique Gordon Brown qui appelle ouvertement à la constitution d'un gouvernement mondial pour faire face à cette pandémie de coronavirus**.

Nous faisons donc globalement, ou mondialement, si vous préférez, face à une situation inédite dans l'histoire, dans laquelle **un petit groupe de gens, cachés derrière l'anonymat des capitaux et des institutions internationales et menés par quelques banquiers privés, organisent des chocs ou tirent parti de chocs afin de faire avancer leur agenda global de prise de contrôle politique du monde en instituant un « gouvernement mondial »**.

Pour réaliser ce gouvernement mondial, il faut avoir préalablement développé, chez les individus en général et chez les dirigeants politiques en particulier, le sentiment de la nécessité d'une régulation des évènements à l'échelle globale. Une pandémie est en effet le phénomène qui répond le mieux à ce type de besoin. Dès le départ, on peut et on doit suspecter une manipulation.

Par ailleurs, **il devient en effet de plus en plus évident que ce coronavirus résulte de la combinaison, aidée, de deux virus naturels, combinaison qui aurait malencontreusement fuité d'un ou de plusieurs laboratoires. Nous ne saurons probablement jamais le véritable déroulement des évènements ayant abouti à la dissémination de ce type de virus**.

> " Un petit groupe de gens, cachés derrière l'anonymat des capitaux et des institutions internationales et menés par quelques banquiers privés, organisent des chocs ou tirent parti de chocs afin de faire avancer leur agenda global de prise de contrôle politique du monde en instituant un « gouvernement mondial ». "

Ensuite, et en raison de l'homogénéisation de la réponse politique apportée à cette crise sanitaire par différents pays, il est tout à fait nécessaire que les citoyens victimes aiguisent leur vigilance et se tiennent sur leur garde car la manipulation devient évidente dans le contexte de privatisation généralisée des Etats.

Toutefois, on ne saurait trop insister sur l'impérieuse nécessité de discriminer les informations reçues. Ainsi, à titre personnel, je ne pense pas qu'il faille mettre sur un même plan la réponse politique chinoise et la réponse politique des pays européens.

D'une part, il ne faut pas oublier que la Chine, actuel opposant victorieux à l'hégémonie économique du bloc de l'ouest sous l'égide de l'OTAN, a été le premier pays attaqué par ce virus.

D'autre part, les dirigeants chinois ont publiquement incriminé les GI's américains dans la propagation du virus sur leur territoire.

Enfin, il faut se souvenir qu'aux USA, se sont produits, courant 2019, deux évènements extrêmement importants qui peuvent aisément être corrélés :

Une sorte d'épidémie pulmonaire grave avait été mise sur le dos des fabriquants de cigarettes électroniques et
Un laboratoire (Fort Detrick) a dû être fermé (Trump vient d'ailleurs récemment d'ordonner sa réouverture pour lutter contre le coronavirus !), durant l'été 2019, pour cause de fuites.

Il devient assez loisible d'imaginer que les conséquences de cette fuite de matériel bactériologique, volontaire ou non (nous ne le saurons jamais), a été artificiellement endossée par le puissant lobby du tabac – ce qui lui a permis d'éliminer un concurrent inoffensif naissant mais menaçant (l'industrie de la cigarette électronique) – avec la bénédiction des instances gouvernementales qui ont ainsi évité d'avoir à rendre des comptes publics.

Par ailleurs, il faut absolument toujours conserver à l'esprit que les gouvernements officiels sont privatisés mais que même dans ce cas de figure, il y a quantité de gens qui œuvrent quotidiennement dans ces structures et qui ne sont pas eux-mêmes corrompus. Ainsi, même en cas de

fuite bactériologique issue d'un laboratoire secret on ne peut pas être sûr que cette fuite soit volontaire ; des individus infiltrés et aux ordres directs des puissances financières peuvent très bien avoir organisé ces fuites à l'insu de leurs collègues.

Par ailleurs, je voudrais revenir sur l'existence des laboratoires secrets de recherche bactériologiques. Il faut comprendre que le problème se pose dans les mêmes termes qu'il s'est déjà posé en matière d'armes nucléaires : beaucoup de pays disposent légitimement de ce type de laboratoires sans qu'il soit question de les utiliser à des fins offensives. De la même façon, beaucoup de pays disposaient et disposent de l'arme nucléaire, tandis que très peu les ont utilisées à des fins offensives. Nous connaissons par ailleurs depuis longtemps la propension des puissances anglo-saxonnes et de leurs affiliés à cibler les populations civiles, qui n'ont, à vrai dire, à leurs yeux, aucune espèce d'importance et seraient plutôt considérées comme étant surnuméraires (voir les Georgia Guidestones, les travaux du « Club de Rome », et ceux de tous leurs descendants).

A ma connaissance, la puissance chinoise n'a jamais utilisé de façon offensive ni la bombe nucléaire, ni toute autre arme de destruction massive. En revanche, les USA, et leurs affiliés, n'ont plus de preuves à apporter quant à leur capacité à utiliser ce type d'armes pour viser, en particulier (c'est devenu une sorte de spécialité) les populations civiles.

Une fois ces préalables explicités et le contexte rétabli, il devient possible de répondre à votre première question.

En effet, **la mise en confinement des gens bien-portants porte un coup d'arrêt brutal à l'économie des pays**. En fonction de la durée du confinement, c**es pays, surtout lorsqu'ils sont endettés, ne pourront que très difficilement s'en remettre. Cette remise sur pied devra, à l'évidence, s'accompagner d'une remise en cause de leur fonctionnement interne**. Par ailleurs, les bienfaits abondamment claironnés de la globalisation économique, qui a rendu chaque pays dépendant des autres, reçoivent, eux aussi, un énorme démenti par cette crise sanitaire qui rend visible l'extrême dénuement industriel des **pays dits développés, lesquels ne sont plus autosuffisants en quoi que ce soit**. On peut en effet en déduire, sans risque d'erreur, qu'il y aura un « avant la crise du coronavirus » et un « après la crise du coronavirus ».

Nous sommes collectivement sur une ligne de crête et les choses peuvent basculer, en fonction de la capacité de réaction des citoyens, soit dans le sens du globalisme intégral avec gouvernement mondial, soit dans celui d'une reprise en main politique des pays par leurs ressortissants.

STRATEGIKA – COMMENT VOYEZ-VOUS L'ÉVOLUTION DE LA PANDÉMIE ET SES CONSÉQUENCES POLITIQUES ET SOCIALES DANS LES SEMAINES ET LES MOIS À VENIR ?

VB : **Soit les citoyens cèderont à la peur, soit ils réfléchiront et comprendront que la peur est elle-même entretenue de façon contrôlée par leurs dirigeants qui prennent toutes les décisions permettant au coronavirus de se propager en toute tranquillité, ou plutôt, en toute facilité. C'est ainsi, qu'ils refusent à leur population l'accès aux soins et médicaments utiles à l'endiguement du processus de contamination pendant qu'ils mettent les gens en confinement suffisamment longtemps pour pouvoir leur imposer – il s'agit ici de la mise en œuvre de la « servitude volontaire » – un futur vaccin miracle. Ce vaccin, outre son prix financier, sera sans doute agrémenté de sels d'aluminium (qui est devenu l'adjuvant obligatoire), d'arn messagers (qui permettront de faire, in vivo et à grande échelle, des expériences génétiques sur le génome humain), et surtout de puce RFID, qui permettront à tout un et chacun de recevoir ses rémunérations et d'avoir accès à son compte en banque**.

Cette étape de la vaccination obligatoire sera tout à fait décisive pour assurer aux globalistes (banquiers, big pharma et consorts) l**e contrôle direct sur les populations**. **Chaque personne devra ainsi obéir sous peine de se voir retirer l'accès à tous ses moyens de subsistances.** Etant ici précisé qu'en raison de l'effondrement économique, **il est fortement à craindre que les moyens de subsistances ne soient in fine aucunement reliés à un travail individuel productif mais plutôt à un subside universel reçu de l'Etat fantoche entièrement aux ordres des puissances financières.**

STRATEGIKA – EXISTE-T-IL UNE ISSUE POLITIQUE À LA SITUATION QUE VOUS VENEZ DE DÉCRIRE ET QUELLE FORME POURRAIT-ELLE PRENDRE SELON VOUS ?

VB : Il faut partir du principe naturel que chaque problème a une solution à la condition exclusive d'être bien posé. Dans le cas présent, bien sûr qu'il existe des issues politiques à ce problème, je dirai même que les seules issues favorables sont de nature politique au sens propre du terme. Autrement dit, **seule une reprise en main politique de l'organisation des Etats par leurs ressortissants pourra aboutir à une issue favorable aux populations. Sinon, nous assisterons au basculement général souhaité par l'oligarchie supranationale vers un gouvernement mondial aux mains des puissances financières, les populations étant vouées à être fortement réduites puis mises en esclavage, pour la partie qui aura survécu.**

J'ai, dans mes travaux, expliqué comment la Société pourrait être réorganisée pour devenir réellement politique, c'est-à-dire pour que les ressortissants des Etats puissent devenir acteurs à part entière des choix politiques de leur pays. Il suffit de consulter la partie « Le renouveau institutionnel » situé page 278 et suivantes de mon ouvrage « Les raisons cachées du désordre mondial », publié en mars 2019 aux éditions Sigest. Je ne reviendrai pas ici sur ce sujet qui requiert des développements trop long. Ces développements seront peut-être l'occasion d'un nouvel entretien pour Strategika ?

STRATEGIKA – COMMENT LIEZ-VOUS LA CRISE ACTUELLE À VOTRE DOMAINE D'EXPERTISE ET À VOTRE CHAMP DE RECHERCHE ?

VB : En vérité, cette crise est liée à mes travaux à plusieurs égards. J'ai mentionné, ci-dessus, la question institutionnelle d'organisation des Etats. Mais ce n'est en effet pas le seul lien. L'autre lien très important est relatif aux évolutions en cours de la monnaie mondiale.

J'ai déjà expliqué à maintes et maintes reprises que le Brexit, dont on peut se féliciter en apparence, avait été initié par les banquiers de la City afin d'avoir toute liberté d'action, en étant libérés des lourdeurs institutionnelles de l'UE, pour piloter le changement de monnaie mondiale.

Comme prévu par Keynes au siècle dernier, le dollar, sous la double casquette de monnaie nationale et de monnaie mondiale, n'était, dès le départ, économiquement pas viable. Ainsi, sa fin prévisible pouvait être programmée.

Elle a eu pour première étape sa décorrélation du standard or tandis que la seconde étape, à laquelle nous assistons en direct, est sa décorrélation du standard pétrole qui avait succédé au standard or.

Actuellement, la plupart des pays du monde sont convaincus de l'inanité de conserver le dollar comme monnaie de réserve internationale. Trump lui-même passe à l'action puisqu'il vient de prendre des mesures pour fusionner la Fed et le département du Trésor dans l'objectif de créer, sur le modèle du Yuan et du Renmibi, deux types de dollar : un dollar interne et un dollar devise qui circulera sur les marchés internationaux. Le reset monétaire approche donc à grands pas. **Ainsi, une monnaie mondiale viable, contrôlée par les banquiers il va sans dire, pourra bientôt voir le jour, sous forme de panier de devises, qui circulera de façon entièrement dématérialisée**.

Je ne détaillerai pas ici – car les développements y seraient trop longs – **l'escroquerie bancaire originelle ayant consisté à identifier la monnaie avec un bien matériel (au départ un métal précieux) dans le commerce**. Toute une histoire, que je raconte dans mon livre, co-écrit avec le banquier Jean Rémy, intitulé « Du nouvel esprit des lois et de la monnaie », publié en juin 2017 aux éditions Sigest.

J'ajoute que la **fin du dollar en tant que monnaie internationale est la condition sine qua non pour qu'advienne une monnaie mondiale viable,** du moins selon les critères de fonctionnement économiques et monétaires imposés par les banquiers internationaux. Or, **la fin du dollar monnaie mondiale suppose la fin de l'hégémonie de l'empire américain.** Dès lors, il devient facile de comprendre que certains membres décisionnaires de cet empire se sont violemment opposés, et s'opposent encore violemment, à ce projet qui aboutira à une disparition de leurs situation dominante. Cette partie des dirigeants américains qui se rebellent peut être qualifiée de patriote, il s'agit des gens qui étaient ouvertement impliqués dans la domination du monde par les américains eux-mêmes. A l'opposé, ces derniers ont pour pires ennemis internes les globalistes apatrides, dont la tête se situe à la City of London, et qui œuvrent en sous-mains pour l'avènement d'un gouvernement mondial, lequel suppose la disparition de l'empire US.

Cette distinction, essentielle à la bonne compréhension des choses, entre dirigeants patriotes et dirigeants apatrides existe également en Chine et en Russie où, par exemple, le gouvernement civil semble dirigé par les partisans des globalistes apatrides tandis que l'armée semble aux mains des dirigeants patriotes, Putin faisant la jonction entre les deux factions opposées. Concernant la Chine, il faut garder à l'esprit le considérable nettoyage ayant eu lieu depuis des années, y compris dans les plus hautes instances dirigeantes, pour purger l'appareil d'Etat des élites compradores, lesquelles peuvent être reliées aux dirigeants apatrides siégeant à la City of London. Cette opposition entre dirigeants patriotes et dirigeants compradores existe également dans des pays comme l'Iran.

Ainsi, dans cette lutte de nature géopolitique, structurée autour des questions juridiques d'organisation du circuit de commandement, rien ne me semble encore acquis ni pour un camp, ni pour l'autre. Il est néanmoins possible de faire la prévision selon laquelle la victoire serait écrasante pour les patriotes, à la condition que ces derniers s'allient avec leur population et ne cherchent pas à la dominer, comme cela leur a été inculqué par leurs anciens alliés compradores.

Rien ne résisterait à l'alliance entre dirigeants patriotes et populations locales. C'est précisément cette alliance que redoutent les puissances globalistes. Notons à cet égard que les mesures restrictives de liberté ordonnées par les différents gouvernements pour lutter contre la propagation du coronavirus vont à l'encontre de cette alliance naturelle qui permettrait le succès des patriotes sur les globalistes. Vous voyez que les choses ne sont pas simples… et que, décidemment, cette « pandémie de coronavirus » arrive à point nommé pour soutenir la stratégie des globalistes alors que ces derniers étaient en situation de faiblesse…

D'un autre côté, cette pandémie permet des ouvertures inespérées dans la remise en cause générale de la stratégie globaliste. Encore faut-il avoir le courage de saisir cette occasion. Je terminerai mon exposé en disant que l**es cartes sont actuellement dans les mains des populations civiles** : ces dernières ont enfin, phénomène unique dans l'histoire, la possibilité de reprendre leur destin en main ; ce qui signifie, très précisément, **qu'elles ont la possibilité de réinstaurer des gouvernements politiques en lieu et place des ersatz actuels entièrement aux mains des puissances financières.** Les peuples auront ce qu'ils méritent : ils recevront, s'ils acceptent de se prendre en charge – en contrepartie d'un peu de courage – des fruits extrêmement bénéfiques… mais l'accepteront-ils ? Là est la question… Je profite de ce texte pour rendre hommage au travail de structuration politique fait, en France, par les Gilets Jaunes constituants, qui ont pleinement compris et anticipé cette problématique de fond.

Finalement, les lois naturelles, tellement honnies des globalistes, reprennent le dessus et les choses vont entrer dans l'ordre : **soit on lutte collectivement pour survivre collectivement, soit on ne lutte pas collectivement et ce sera la fin de la civilisation et de la liberté, y compris celle de vivre et de mourir.**

https://strategika.fr/2020/04/01/geopolitique-du-coronavirus-entretien-avec-valerie-bugault/

L'OMS DANS LES GRIFFES DES LOBBYISTES ?

Par Anne Jeanblanc
Modifié le 04/04/2017 à 14:58 - Publié le 04/04/2017 à 14:39 | Le Point.fr

À trois jours de la Journée mondiale de la santé, un documentaire ausculte cette agence onusienne de plus en plus dépendante de donateurs privés.

« **Qui imaginerait le Conseil de sécurité financé par l'industrie de l'armement ? Pourtant, de grands laboratoires pharmaceutiques contribuent au financement de l'OMS**. De même, **son principal donateur, la**

fondation Bill et Melinda Gates, dont on ne peut nier les activités caritatives, **constitue par ailleurs l'un des plus grands promoteurs des OGM dans le monde.** » La charge est lourde. Elle émane d'une personne qui connaît bien le dossier : Corinne Lepage, ancienne ministre de l'Environnement et présidente du rassemblement citoyen CAP21. Interrogée par les auteurs du documentaire L'OMS : dans les griffes des lobbyistes, diffusé mardi à 20 h 50 sur Arte, l'avocate écologiste plaide pour la mise en place de contrepouvoirs.

Elle n'est ni la première ni la seule. **Les auteurs de cette intéressante enquête télévisée se demandent si l'agence onusienne, créée en 1948, peut encore assurer correctement ses missions**. Car les chiffres parlent d'eux-mêmes : **dans les années 1970, elle était financée à 80 % par les contributions de ses États membres et à 20 % par des donateurs privés. Aujourd'hui, cette proportion est inversée** et le tout-puissant Bill Gates donne de plus en plus d'argent. Logiquement, il devrait peser de plus en plus sur les orientations stratégiques et les décisions.

L'argent dicte ce qui est accompli

Pour les années 2016 et 2017, le budget de l'OMS s'élève à 4,4 milliards de dollars, dont 880 millions fournis par les 193 États membres sous forme de cotisations. Le départ de la directrice générale en mai prochain devrait être l'occasion de réformer ce paquebot. Élue en 2006 et reconduite pour un second mandat en 2012, Margaret Chan connaissait bien le problème. Elle a d'ailleurs déclaré le 6 décembre 2012, à son conseil exécutif, que « **les pratiques financières actuelles font de l'OMS une organisation fondée sur les ressources et non sur les résultats. L'argent dicte ce qui est accompli.** »

De plus, l'organisation est régulièrement stigmatisée pour ses pesanteurs bureaucratiques et son incapacité à réagir rapidement en cas d'épidémie. Cela a notamment été le cas récemment avec celle d'Ebola. L'OMS serait aussi « éloignée des problèmes de santé publique majeurs », comme le regrettait le Pr Didier Raoult dans une chronique, il y a moins d'un mois. Il y a donc urgence à redresser la barre.

SUCCESSION

Les trois candidats à la succession de Margaret Chan encore en lice en sont bien conscients. Dans son programme, la Pakistanaise Sania Nishtar précise qu'elle tient à réformer l'agence pour qu'elle regagne la confiance de ses membres. Pour le médecin britannique David Nabarro, **le premier objectif sera de satisfaire les exigences du programme de développement durable, le deuxième, de transformer l'OMS pour qu'elle soit plus réactive aux épidémies et aux urgences sanitaires**. Il compte également regagner la confiance des États membres et promouvoir les politiques de santé centrées sur la personne. Enfin l'Éthiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus défend le principe de la transformation de l'agence afin qu'elle soit plus efficace, mais aussi plus transparente. Il souhaite une OMS indépendante basée sur la science et l'innovation.

Le vote final, qui désignera le successeur de Margaret Chan, aura lieu à l'Assemblée mondiale de la santé en mai. Le nouveau directeur général prendra ses fonctions le 1er juillet 2017.

https://www.lepoint.fr/editos-du-point/anne-jeanblanc/l-oms-dans-les-griffes-des-lobbyistes-04-04-2017-2117123_57.php?fbclid=IwAR1K8PbNx7yFmwiz5NqVfpe7YtiO0EQxjbmlQE-JJFKVArbvw0z77xpXPMWE

COVID-19 – VÉRIFIEZ VOS SOURCES. GUERRE CONTRE… LA CORRUPTION?

Par Pascal Sacré
Mondialisation.ca, 12 avril 2020

INTRODUCTION

Je ne suis pas conspirationniste. Je n'affectionne pas particulièrement les réseaux sociaux, les blogs, les polémiques sur internet. Je ne suis pas non plus journaliste, de métier en tout cas.

Je suis médecin. J'ai fait sept années d'études, trois années de candidature, quatre années de doctorat pour obtenir le diplôme de docteur en médecine, en 1995, en Belgique. Je me suis spécialisé en anesthésie-réanimation, puis en soins intensifs, entre 1997 et 2003 et je travaille depuis dix-sept ans dans cette spécialité mise à l'honneur à l'occasion de cette pandémie virale appelée Covid-19. **Je suis donc plutôt qualifié sur un plan médical**. C'est ma spécificité. **Dans ce métier, je suis principalement guidé par un leitmotiv provenant des premiers médecins de l'Antiquité : « Primum non nocere », traduction : « Avant tout ne pas nuire. »**

Je suis également marié et père de quatre enfants. Je me sens donc plutôt responsable, bien intégré dans cette société et souhaitant le meilleur système de santé pour mon épouse et mes enfants.

Je n'ai aucun intérêt financier, aucun intérêt tout court à critiquer nos instances sanitaires dirigeantes, juste pour le plaisir de le faire. Critiquer certains dogmes médicaux tels que la vaccination [1] contre la grippe, la prise en charge des dyslipidémies [2] ou la gestion de la pandémie Covid-19 par l'OMS [3] et par mon pays, est dangereux et passible de sanctions sévères de la part de l'Ordre des Médecins [4]. Ce n'est pas rien. **Qu'est-ce qui pourrait pousser un médecin spécialiste, père de quatre enfants, à écrire un article dont la teneur pourrait lui valoir des sanctions telles que la radiation, l'opprobre, le renvoi de son hôpital ou des remontrances de ses collègues ?** Quelle mouche le piquerait, si ce n'est ni l'appât du gain, ni l'espoir de louanges, bien au contraire ?

Ma **réponse tient en deux mots : conscience professionnelle, voire en un seul : conscience**.

Où se trouve l'erreur ?

Nos sociétés, en matière de santé, ont pris plusieurs décisions lourdes de conséquences.

En premier lieu, **elles ont décidé de désigner, aussi bien au niveau supranational qu'aux niveaux nationaux, un seul comité comme référence scientifique officielle des gouvernements. Toutes leurs décisions sanitaires, impliquant des millions pour ne pas dire des milliards de personnes, proviennent des recommandations d'experts présents dans ces comités**.

En deuxième lieu, **elles ont accordé à ces comités et aux experts qui en font partie une confiance inébranlable. Ce genre de confiance qui, une fois donnée, n'est plus remise en question.**

Ainsi, si ces experts annoncent quelque chose, alors c'est que c'est vrai. Cela n'est plus critiqué.

Sur un plan mondial, nous avons l'OMS ou Organisation Mondiale de la Santé, WHO en anglais [5]. **Celle-ci régente, influence, dirige les politiques de santé de tous les pays du monde.**

Sur un plan européen, nous avons l'AEM ou Agence Européenne du Médicament, EMA en anglais [6] établie

à Amsterdam. Sur son site, on peut lire qu'**elle garantit l'évaluation scientifique, le contrôle et le suivi de la sécurité des médicaments à usage humain et vétérinaire dans l'Union Européenne**. Nous verrons par la suite ce que l'EMA entend par contrôle et suivi.
Dans chaque pays, nous retrouvons des comités de structure similaire, soumis à l'OMS et à l'EMA pour les pays européens, dans laquelle nous retrouvons à chaque fois un panel de leaders d'opinion clé ou KOL en anglais (Key Opinion Leader).
Dans le domaine de la médecine et de la santé, nous y retrouvons à priori des gens de confiance, de par leurs compétences unanimement reconnues par leurs pairs et surtout, de par leur honnêteté et leur indépendance totale vis-à-vis des industries, en l'occurrence pharmaceutiques. Réellement ?
Dans cet article, je me concentrerai sur la France qui dispose, pour gérer la pandémie Covid-19, d'un comité de ce type, le CARE [7] (Comité Analyse Recherche et Expertise), formé de 12 chercheurs et médecins et mis en place par le gouvernement français le 10 mars 2020.
Je me concentrerai également sur mon pays, la Belgique, qui a également créé, sur un plan général, une superstructure qui porte le doux nom de SCIENSANO [8], issu de la fusion entre l'ancien Centre d'Étude et de Recherches Vétérinaires et Agrochimiques (CERVA) et l'ex-Institut scientifique de Santé publique (ISP). Pour la gestion de la pandémie Covid-19, un comité scientifique coronavirus a été spécialement mis en place [9]. Je m'attarderai également sur le cas de Maggie De Block, notre ministre belge des affaires sociales et de la santé publique [10].
En quoi tout cela est-ce un problème potentiel ?
Il paraît logique de créer de tels comités d'experts qui permettent aux politiciens de prendre les meilleures décisions possibles, dans des domaines où eux-mêmes ne sont pas des experts.
Toutefois, l'efficacité et l'innocuité de tels comités n'est garantie que par leur indépendance réelle vis-à-vis des instances supérieures telles que l'OMS, dans le cas où celle-ci prendrait de mauvaises décisions, et qu'en cas d'intégrité absolue de ses experts vis-à-vis de l'industrie pharmaceutique.
Pour les populations, dans le cas où l'une de ces conditions ne serait pas remplie, le résultat pourrait s'avérer catastrophique.
Justement…

> " l'OMS, contaminée par les experts de l'industrie pharmaceutique qui brandissent la vaccination comme un Saint-Graal, avait bien un plan de peur intense pour nous, pour les années à venir. "

LA DÉPENDANCE DE L'OMS

J'ai écrit un article sur l'OMS en 2010 [11], traduit en anglais récemment, en février 2020, paru sur le site GlobalResearch [12].
Dix années d'intervalle.
Le verdict, en 2010, était déjà sans appel.
Le SAGE, groupe stratégique consultatif d'experts sur la vaccination, créé en 1999 par le directeur général de l'OMS [13], était composé de personnalités en lien avec l'industrie pharmaceutique de la vaccination, dont le professeur Albert Osterhaus de l'université Erasmus de Rotterdam.
Nombre des experts scientifiques de l'OMS, conseillers d'alors de Margaret Chan, directeur général de l'OMS lors de la déclaration de pandémie mondiale de grippe H1N1 [14], avaient reçu de l'argent directement ou indirectement des entreprises pharmaceutiques, notamment GlaxoSmithKline et Novartis, fabricants des vaccins vendus pour gérer cette pandémie.
Dans cet article paru le 26 novembre 2009 [15], je conseillais déjà de se préparer aux pandémies suivantes. En effet, **l'OMS, contaminée par les experts de l'industrie pharmaceutique qui brandissent la vaccination comme un Saint-Graal, avait bien un plan de peur intense pour nous, pour les années à venir.**

N'EST-CE PAS LE CAS, 11 ANS PLUS TARD ?

Dix années et rien n'a changé. **On ne peut toujours pas faire confiance à l'OMS** [3]. Ce n'est pas étonnant, puisque **rien n'a été entrepris pour redresser la situation** et par exemple, **pour assainir les comités d'experts**. C'est d'ailleurs une constante, comme nous le verrons avec l'Agence Européenne du Médicament. Les chiens aboient, la caravane de la corruption passe, imperturbable. Seule la population, suffisamment informée et mobilisée, pourrait l'exiger.
L'une des raisons, comme le souligne le docteur Jerome P. Kassirer en 1995, déjà, dans le New England Journal of Medicine, bible scientifique de la profession médicale, **est l'inclusion du système de soins dans la logique du marché, du profit, de la rentabilité et lorsque le marché rencontre le chaos, le système de soins et de santé publique aussi** [16].

> " En 2010, l'Agence européenne du médicament s'était déjà fait taper sur les doigts par le Parlement européen, qui dénonçait à l'époque une « gestion désastreuse des conflits d'intérêts, en s'appuyant sur l'audit réalisé en 2009 par la Commission européenne. "

L'AGENCE EUROPÉENNE DU MÉDICAMENT : DES EXPERTS AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON ?

La réponse est non [17].
Opacité, autrement et plus joliment dit, **manque de transparence**.
Conflits d'intérêts, un joli nom pour corruption.
Collusion avec les firmes pharmaceutiques.
Indépendance de façade.
Nous y retrouvons ce vieux principe des revolving doors ou « portes-tournantes » ou encore portes-tambours, le pantouflage [18] :
« À plusieurs reprises, en effet, **des employés de l'EMA se retrouvaient « chefs de projet » pour l'autorisation de mise sur le marché de médicaments commercialisés par des laboratoires pour lesquels ils avaient travaillé auparavant, dont ils possédaient des actions boursières, ou pour qui travaillait leur conjoint.** » [19]
« Il se pose d'autant plus que **la pratique du pantouflage, qui consiste pour les experts de l'EMA à aller travailler après leurs mandats comme consultants très bien rémunérés pour les laboratoires pharmaceutiques, est une pratique courante et dénoncé de longue date et avec force** par des associations comme le Formindep, Health Action International, ISDB, Corporate EU Observatory ou ALTER-EU. » [19]

Mais le scandale se poursuit sans que les choses changent malgré ces évidences.
« **En 2010, l'Agence européenne du médicament s'était déjà fait taper sur les doigts par le Parlement européen, qui dénonçait à l'époque une « gestion désastreuse des conflits d'intérêts, en s'appuyant sur l'audit réalisé en 2009 par la Commission européenne.** »
Quelle ironie quand on pense que **sur leur site officiel, l'agence dit bien assurer le contrôle et le suivi de la sécurité des médicaments à usage humain** [6], **le contrôle et le suivi**. **Pour ce qui est de prendre les dispositions nécessaires pour assainir ses comités d'experts, là, elle a failli**.

LE CARE : DES CONSEILLERS DU POUVOIR INDÉPENDANTS ?

Allons en France pour y retrouver la même mécanique malsaine.
Le CARE, pour comité, analyse, recherche et expertise, a été mis en place par le gouvernement français le 10 mars 2020, et renforcé le 24 mars.
L'article paru sur Mediapart [20] est clair et sans appel :
« **Plusieurs médecins des deux conseils scientifiques qui accompagnent le gouvernement sur les choix stratégiques à faire pour affronter le Covid-19 ont des liens d'intérêts avec l'industrie pharmaceutique.** »
Dans cet article [21], nous lisons que plusieurs membres des deux conseils scientifiques conseillant le gouvernement français pour la gestion de la pandémie Covid-19 ont des liens financiers importants avec des firmes pharmaceutiques.
« Par exemple, l'un d'eux s'est vu verser plus de 250 000 euros entre 2014 et 2019, selon les chiffres de la base publique Transparence santé. Et rien qu'en 2018, « Big Pharma » a déboursé 1,36 milliard d'euros aux professionnels de santé. » [22]
Qu'est-ce que les autorités ne comprennent pas dans le mot indépendance ?
Les scientifiques de pointe doivent-ils forcément être en lien financier avec l'industrie pharmaceutique ? Ce pourrait être un argument spécieux avancé par le camp défenseur de telles liaisons dangereuses.
Pourtant il n'en est rien.
Probité et excellence professionnelle sont fréquemment associées, ça existe !
Par exemple, **le professeur Didier Raoult qui défraie la chronique actuellement pour ses positions anticonformistes était le seul membre du CARE sans liens d'intérêts connus avec l'industrie pharmaceutique. Il a d'ailleurs claqué la porte du CARE** [20].
D'autres experts sont également connus mondialement pour leur indépendance vis-à-vis de l'industrie phamarceutique, tels que :
•Le docteur Wolfgang Wodarg [23], pneumologue allemand qui avait déjà appelé à des enquêtes afin d'alléger l'importance des conflits d'intérêt concernant la gestion européenne de la pandémie de grippe H1N1 en 2009.
•Le docteur John Ioannidis [24], qui déclare sans ambages qu'à propos de la pandémie Covid-19, nous prenons des décisions qui ne sont pas basées sur des données fiables [25].
•Le docteur Peter C. Gøtzsche, né le 26 novembre 1949, est un médecin et chercheur danois. Il est directeur du centre Cochrane nordique et est cofondateur de la Collaboration Cochrane avec 80 autres personnes. Actuellement, il a fondé, en 2019, l'institut pour la liberté scientifique. En ce qui concerne la pandémie Covid-19, il parle davantage d'une épidémie de panique, bien plus létale que la pandémie virale elle-même [26].
À noter que ces personnalités, petit échantillon d'un groupe bien plus vaste [27-28], ne sont pas « n'importe qui ». **Ce ne sont pas des conspirationnistes mais des médecins reconnus mondialement, des personnalités politiques pour certains, caractérisées à la fois par leur probité scientifique, leur indépendance vis-à-vis de la finance et de l'industrie, et leur discours anticonformiste**.
Pourquoi ne pas composer les comités d'experts scientifiques, les conseils de nos gouvernements avec de telles personnes qui ont fait leurs preuves aussi bien sur un plan professionnel que moral ?
C'est à la population de l'exiger, aujourd'hui.
Manifestement, la solution ne viendra pas de ces mêmes gouvernements gangrenés par le spectre de la corruption sous toutes ses formes et appelé, dans un euphémisme de langage révoltant, conflit d'intérêt.

LA BELGIQUE, UNE EXCEPTION ?

Non.
En Belgique, nous avons une ministre de la santé particulière, Maggie de Block, personnalité caractérisée par une certain arrogance, pour ne pas dire un certain mépris vis-à-vis des gens qui ne sont pas d'accord avec elles et le lui disent [29].
La députée fédérale écolo Muriel Gerkens n'hésite pas à qualifier Maggie De Block de ministre des lobbies pharmaceutiques plutôt que ministre de la santé des belges [30].
Toujours selon cet article, les prises de position et les décisions de Maggie De Block ne conduisent qu'à une conclusion sans appel : **Maggie de Block peut nuire gravement à notre santé, à nous les Belges**.
Par exemple, **l'asbl FARMAKA garantissait l'indépendance médicale, concernant notamment l'analyse objective des médicaments mis sur le marché, face aux pratiques des firmes pharmaceutiques vendeuses de ces médicaments. C'était le seul organe indépendant**.
Entre les informations partiales fournies par les délégués médicaux au service des firmes vendeuses, et un organe indépendant d'analyse sur l'utilisation rationnelle des médicaments, indépendant des firmes qui produisent ces médicaments, à qui les médecins généralistes comme spécialistes devraient-ils accorder leur confiance ?
La réponse est dans la question.
Pourtant, **sous l'égide de Maggie De Block, les budgets de FARMAKA ont été coupés, supprimés, en 2018** [31].
De même, l'opacité devient la règle dans les négociations avec les firmes pharmaceutiques concernant le remboursement des médicaments [30].
Chez nous, en Belgique, qui ne compte pas moins de 9 ministres ayant des compétences gouvernementales en matière de santé (fédéral, provincial, régional) [32], plus que dans les autres pays européens, la politique de santé se joue au travers d'innombrables commissions où les autorités et les mutualités négocient avec les syndicats de médecins et d'autres prestataires de soins, les associations coupoles des hôpitaux et les lobbyistes de l'industrie pharmaceutique.
Deux instances officielles garantissent une prise de décisions politiques sur la base d'informations indépendantes et scientifiquement fondées : le Conseil Supérieur de la santé (CSS) et le Conseil Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE) créé en 2002.
Le gouvernement belge, sous l'égide de Maggie De Block, a décidé de fusionner l'Institut scientifique de santé publique (ISP, anciennement Institut d'Hygiène et d'épidémiologie et Institut Pasteur) **avec le Centre d'étude et de recherches vétérinaires et agrochimiques** (CERVA) **pour former une nouvelle méga-institution scientifique appelée SCIENSANO**.

SCIENSANO va également phagocyter le CSS et le KCE, les deux derniers organes d'avis indépendants, comportant notamment, pour le KCE, **des représentants des organisations de patients**, cela alors que 73 chercheurs et professeurs d'université s'y opposent et défendent l'indépendance du KCE et du CSS [33].
Encore et toujours le mépris.
Il faut savoir que la création de SCIENSANO répond à un audit basé sur les préceptes de l'OMS [34].
L'OMS préconise que chaque pays dispose d'un Health Research System (HRS) efficace. Ce système fait en sorte que les connaissances scientifiques qui sont générées sur le plan de la santé puissent être récoltées, retravaillées et utilisées de manière optimale.
Cela sonne bien. Digne de louanges. Sur le papier.
Le directeur du KCE, Raf Mertens, a pourtant exprimé ses préoccupations à propos de cette nouvelle structure unique à la solde de Maggie De Block. Raf Mertens a exprimé son insatisfaction à propos du rapprochement en cours, disant craindre pour l'indépendance du KCE, en raison de la composition du nouveau conseil d'administration [35].
73 chercheurs et médecins trouvent cette fusion inopportune.
Selon cet article dans le Journal du Médecin déjà sourcé [33], citant les signataires de cette pétition revendiquant l'indépendance du Centre fédéral d'Expertise des Soins de santé (KCE) et du Conseil Supérieur de la Santé (CSS) :
« **La protection de la santé des citoyens ne doit pas être amalgamée avec la défense des intérêts du secteur de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire. La recherche scientifique, qu'elle soit académique ou qu'elle émane des autorités publiques, exige un minimum d'indépendance pour être crédible**. »
« Les instances d'avis scientifiques en matière de santé et de soins de santé doivent pouvoir travailler sans les liens de dépendance directs vis-à-vis des groupes d'intérêt, des lobbys industriels et des influences politiques. »
Encore une fois, tout part d'un bon principe sur le papier. Regrouper dans un seul organe différents acteurs scientifiques majeurs du secteur de la santé humaine et animale. Cela fonctionne si ce groupe reste supervisé par un organe réellement indépendant de l'industrie et de la politique.
Ce n'est pas le cas, Raf Mertens, directeur du KCE, et Jean Nève, président du CSS, pointant du doigt une perte d'indépendance des experts amenés à émettre des avis impartiaux au sujet des soins de santé au sein de SCIENSANO.
Le conseil d'administration de SCIENSANO ne rassemble plus des représentants pluriels issus des milieux de la santé, des patients, des centres de recherches universitaire. **Les risques sont réels que l'influence du gouvernement sur les avis et orientations à prendre soit de plus en plus grande. On a déjà vu que le KCE était empêché de publier certains avis vu les oppositions politiques ou de certains lobbys puissants**.
De plus, le budget du seul organe d'information réellement neutre sur les médicaments à l'adresse des médecins, FARMAKA, ne devrait pas être réduit, voire supprimé, mais augmenté.
Les craintes exprimées par le KCE et le CSS pour leur indépendance au sein de SCIENSANO ont trouvé un écho auprès des universitaires, mais aussi de Paul De Munck, président du GBO ou Groupement belge des Omnipraticiens [36].
Donc, on le voit, **la contestation ne vient pas de sites conspirationnistes ou d'individus anonymes, mais bien de médecins qui par leur nombre et leur qualifications, issus de l'intérieur même de ces institutions, ne devraient pas voir leur avis balayé de la sorte par la main méprisante et toute puissante de notre ministre de la santé.**

> " Beaucoup de médecins, de professeurs, de spécialistes s'opposent à la notion de confiner une majorité saine de la population [27-28] et le font sur des bases scientifiques. "

SYNTHÈSE

J'aurais pu continuer ainsi pays par pays, mais **les principes sont toujours les mêmes.**
En premier lieu : créer des organisations uniques, monolithiques, qui deviennent nos sources officielles et agréées d'informations, soi-disant garantes des meilleures prises de décisions : OMS au niveau mondial, EMA au niveau européen, CARE en France ou SCIENSANO en Belgique, des structures uniformes, opaques et dépendantes des institutions politiques et industrielles.
Cela est fait malgré les scandales avérés et les affaires documentées de corruption ayant impacté tous ces organismes, à un moment ou à un autre, avec des conséquences dramatiques pour la santé de la population.
Cela est fait malgré l'opposition de personnes, non pas d'individus inconnus ou de sites conspirationnistes, mais de spécialistes raisonnables et dûment reconnus, dans chacun de ces pays.
Les décisions gouvernementales impactent le monde réel, en l'occurrence la santé et le bien-être des populations.
Ces mêmes populations sont maintenues à l'écart de ces scandales et de ces voix dissidentes et pourtant légitimes.
Les populations ignorent ces avis divergents et pourtant dignes de foi. Les journalistes, intentionnellement ou parce qu'ils l'ignorent eux-mêmes, n'en parlent pas.
Exemple : **la prise de décision du confinement de la part des gouvernements belge et français, au travers de l'avis du CARE et de SCIENSANO, est annoncée comme une décision raisonnable et unilatéralement partagée par le monde scientifique.**
Il n'en est rien. Ce n'est ni raisonnable, ni défendu par tout le monde scientifique.
Beaucoup de médecins, de professeurs, de spécialistes s'opposent à la notion de confiner une majorité saine de la population [27-28] et le font sur des bases scientifiques.
Une étude récente de l'University College London (UCL) révèle que les fermetures d'écoles n'auront que peu d'impact sur la propagation du coronavirus [37].
Pourtant, nos sources affirment que le confinement est la seule solution.

Les conséquences du confinement sont potentiellement terribles.

L'information de nos populations n'est pas éclairée, impartiale et honnête. La responsabilité en incombe à nos politiciens, nos journalistes et nos comités d'experts choisis unilatéralement par les premiers.

En deuxième lieu : accepter que perdurent l'opacité et l'existence de liens entre les scientifiques, les politiciens et les milieux intéressés par la vente et la promotion de leurs produits, l'industrie pharmaceutique

dans le domaine de la santé.
Il suffit de quelques clics sur internet pour vérifier que la médecine reste bien sous influence, pour ne pas dire sous contrôle absolu de l'industrie pharmaceutique, comme ici sur le site de Formindep en France (FORMation médicale continue INDEPendante) [38], ou ici, où l'on apprend qu'en leur offrant gratifications et contrats rémunérateurs, les laboratoires pharmaceutiques ont tissé une dense toile de liens d'intérêts au sein de la profession médicale [39], ou encore ici, sur le site de la fédération maisons médicales, en avril 2008, qui analyse bien le problème en profondeur [40].

> " Il suffit de quelques clics sur internet pour vérifier que la médecine reste bien sous influence, pour ne pas dire sous contrôle absolu de l'industrie pharmaceutique. "

Par exemple, qui parle aux étudiants en médecine des firmes pharmaceutiques et de leurs méthodes manipulatoires et malhonnêtes ? Personne ! Je confirme.
Pourtant, comme le dit Cindy Joye, médecin généraliste belge, dans son travail de fin d'études : « Depuis que je travaille en médecine générale, je reçois en moyenne un délégué médical par semaine en consultation. » [41]
Dans l'édition santé du 25 octobre 2015, parue dans le Monde Diplomatique [42], le professeur Peter C. Gøtzsche, spécialiste de médecine interne, directeur du centre Cochrane nordique, un groupe d'experts indépendants, déjà cité [26], n'y va pas de main morte.
« **Selon lui, [l'industrie pharmaceutique] … serait à l'origine de centaines de milliers de morts dans le monde chaque année, ce qui en ferait la troisième cause de décès après le cancer et les maladies cardio-vasculaires. Il estime que les connaissances accumulées sur les stratégies d'influence de ce lobby — le « Big Pharma » — pour augmenter ses profits permettent de le comparer au crime organisé et à la Mafia.** » [43]
Cela parait pourtant sain de dissocier travail scientifique sur un produit et financement par l'industrie intéressée par la vente du même produit.
D'abord, le risque, la tentation d'abandonner toute impartialité sont alors grands.
Ensuite, les faits ont montré que très rapidement, au cours de l'histoire, la corruption s'installait effectivement. C'est un fait et cet article le démontre.
Enfin, **à ceux qui diraient qu'il est impossible de faire autrement, c'est faux car il existe bel et bien des médecins honnêtes, incorruptibles, ainsi que des organismes réellement indépendants et pourtant de haut niveau scientifique**, tels que :
-) La collaboration Cochrane [44] :
« Nous n'acceptons aucun financement commercial ou conflictuel. Cela revêt une importance vitale pour nous, afin de pouvoir générer de l'information fiable faisant autorité et de travailler librement, sans être entravés par des intérêts commerciaux et financiers. »
-) L'institut pour la liberté scientifique [45], fondé en 2019 par le professeur Peter C Gøtzsche déjà cité dans cet article [36] :
« L'institut lutte pour l'honnêteté et l'intégrité en science, et pour aider à développer de meilleurs soins de santé. »
-) L'AIMSIB, l'association internationale pour une médecine scientifique indépendante et bienveillante [46] :
« Nos objectifs sont de fournir une information critique, indépendante, scientifique et exempte de conflits d'intérêt sur les médicaments, traitements et dispositifs médicaux. »
-) La revue Prescrire [47] :
« L'Association Mieux Prescrire, qui édite toutes les productions Prescrire, est une association de formation à but non lucratif (loi 1901). Elle s'est organisée pour être affranchie des influences des firmes, comme de celles des organismes chargés de l'organisation des systèmes de soins. La mission de Prescrire est inscrite dans l'Article 1 des statuts de l'Association Mieux Prescrire (AMP) : « Œuvrer, en toute indépendance, pour des soins de qualité, dans l'intérêt premier des patients. À cet effet, l'Association pourra prendre toute initiative et entreprendre toute action à des fins de formation des professionnels de santé, de sensibilisation, d'information, et d'amélioration des pratiques. »
Donc, créer des comités composés de scientifiques renommés, compétents et honnêtes, réellement indépendant, afin de conseiller les gouvernements sans que leurs décisions ne soient influencées par l'industrie ou les divers lobbys, oui, serait possible.
Ce ne serait ni inconcevable, ni naïf.
C'est au peuple de l'exiger.
L'histoire l'a montré, la solution ne viendra pas des organisations elles-mêmes qui au mieux se font taper sur les doigts mais poursuivent quand même leur pratique malsaine, au pire ne rendent même aucun compte et continuent comme si de rien n'était.
Ainsi l'OMS après le scandale de la gestion de la pandémie de grippe H1N1, ainsi l'EMA après le scandale de la gestion du vaccin Gardasil et de ses effets secondaires graves pointés du doigt par la branche nordique du réseau Cochrane [17].

> " Nous devrions partir en guerre, non pas contre un virus, mais contre la malhonnêteté, la corruption, le mensonge et l'immoralité qui poussent les personnes qui devraient nous protéger à ruiner nos santés au nom de leur profit. "

Cela ne viendra pas non plus des politiques qui au mieux, laissent faire, au pire, profitent du système des portes tournantes (revolving doors) ou pantouflage [18].
Cela ne viendra pas de l'industrie pharmaceutique qui profite en premier du système.
Cela ne peut venir que du peuple, des gens, vous, moi.
L'enjeu en vaut la peine, non ?
Nous devrions partir en guerre, non pas contre un virus, mais contre la malhonnêteté, la corruption, le mensonge et l'immoralité qui poussent les personnes qui devraient nous protéger à ruiner nos santés au nom de leur profit.
Dr Pascal Sacré

Notes (sources) :
[1] Michel Georget, L'apport de la vaccination à la santé publique, 2014, Dangles
[2] Les experts du cholestérol de la HAS dans le viseur d'Anticor et du Formindep, sur le site caducee.net
[3] https://www.mondialisation.ca/peut-on-faire-confiance-a-loms/5643772, de William Engdahl, sur le site www.mondialisation.ca
[4] Le Pr Philippe Even radié de l'Ordre des médecins, sur le site 20minutes.fr. Le professeur émérite Philippe Even, ancien vice-président de l'université Paris V a écrit plusieurs livres contre la corruption

de la médecine, dont « Guide des 4000 médicaments utiles, inutiles ou dangereux », et « Corruptions et crédulité en médecine, stop aux statines et autres dangers » aux éditions cherche-midi.
[5] Organisation Mondiale de la Santé – OMS, WHO – World Health Organisation
[6] Agence européenne des médicaments, EMA – European Medicines Agency
[7] Covid-19 : qu'est-ce que le Care, sur le site de l'Express, publié le 24 mars 2020
[8] Sciensano
[9] Steven Van Gucht, président du comité scientifique coronavirus. Le virologue belge Steven Van Gucht fait partie de Sciensano et dirige le comité scientifique coronavirus qui épaule le gouvernement belge dans la gestion de la crise du Covid-19.
[10] Maggie De Block
[11] Politique et corruption à l'OMS, sur le site Mondialisation, par Pascal Sacré, 12 janvier 2010.
[12] Politics and Corruption at the World Health Organization (WHO), sur le site GlobalResearch, par Pascal Sacré, 9 février 2020.
[13] Groupe stratégique consultatif d'experts (SAGE), le groupe SAGE ne s'occupe pas seulement des vaccins et vaccinations contre les maladies de l'enfant, mais de toutes les maladies évitables par la vaccination.
[14] Grippe A (H1N1): le niveau d'alerte pandémique passe en phase 6, la pandémie de grippe 2009 a maintenant commencé.
[15] Vaccination et pandémie virale 2009 : faites-vous confiance au SAGE ?, sur le site Mondialisation, par Pascal Sacré, 26 novembre 2009.
[16] Jerome P Kassirer, Jerome P. Kassirer est un néphrologue américain, chercheur médical et professeur à la Tufts University School of Medicine. Il a été rédacteur en chef du New England Journal of Medicine de 1991 à 1999. Sa citation est parue dans le NEJM, 1995, vol. 333, n°1, p.50.
[17] Agence européenne du médicament : des experts sous influence ?, 12 décembre 2017.
[18] « Pantouflage » ou « revolving doors », après la polémique sur le recrutement de José Manuel Barroso par Goldman Sachs ou celle sur les conférences rémunérées d'Hillary Clinton à Wall Street, les appels se multiplient pour mieux encadrer les relations entre la politique et la finance. Ce comportement gangrène toute la société, y compris le domaine des soins.
[19] Alternative Santé numéro 78, article par Jeanne Leborgne, 12 décembre 2017.
[20] Covid-19: les conseillers du pouvoir face aux conflits d'intérêts, paru le 31mars 2020, écrit par Rozenn Le Saint et Annton Rouget.
[21] Coronavirus : des liens troubles entre labos et conseils scientifiques, Valeurs actuelles, 3 avril 2020.
[22] #TransparenceCHU : comment nous avons enquêté sur les liens entre labos et médecins, Quinze titres de presse quotidienne régionale, dont Le Parisien, publient ce vendredi une enquête sur les liens entretenus entre les laboratoires et les professionnels de la santé, 10 janvier 2020.
[23] Dr Wolfgang Wodarg is a German physician specialising in Pulmonology, politician and former chairman of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe. In 2009 he called for an inquiry into alleged conflicts of interest surrounding the EU response to the Swine Flu pandemic.
[24] Dr John Ioannidis is a Professor of Medicine, of Health Research and Policy and of Biomedical Data Science, at Stanford University School of Medicine and a Professor of Statistics at Stanford University School of Humanities and Sciences. He is director of the Stanford Prevention Research Center, and co-director of the Meta-Research Innovation Center at Stanford (METRICS).
[25] Dr John Ioannidis, – "A fiasco in the making ? As the coronavirus pandemic takes hold, we are making decisions without reliable data", Stat News, 17th March 2020.
[26] Professor Peter C. Gøtzsche, Corona : an epidemic of mass panic, publié le 21 mars 2020.
[27] 12 Experts Questioning the Coronavirus Panic
[28] 10 MORE Experts Criticising the Coronavirus Panic
[29] Quand Maggie De Block se cure le nez en Commission par vidéo-conférence, Une image extraite de la réunion de la Commission de la Santé et de l'Égalité des chances qui se tenait mardi par vidéo-conférence a fait parler d'elle sur les réseaux sociaux. La ministre de la Santé Maggie de Block a visiblement oublié qu'elle était filmée.
[30] Maggie De Block augmente encore et toujours le pouvoir des lobbies pharmaceutiques. Et notre santé ?, de Muriel Gerkens, députée fédérale Ecolo et présidente de la commission santé à la chambre, article paru dans le Vif le 21embre 2017.
[31] Farmaka amputée de moyens: le GBO s'inquiète, Solidaris n'est pas le seul organisme à s'alarmer de l'avenir étriqué qui semble réservé à l'information neutre en matière de médicaments. Le GBO dit s'inquiéter lui aussi des coupes claires annoncées dans les rangs des visiteurs médicaux indépendants.
[32] La Belgique compte 9 ministres en charge de la Santé… comment cela se passe-t-il ?, Le paysage politique de la santé en Belgique se caractérise par un éclatement des compétences entre le pouvoir fédéral, les Communautés et les Régions. Pas moins de 9 ministres exercent une partie de cette compétence.
[33] Pourquoi il ne faut pas fusionner les instances d'avis scientifiques en matière de santé, RTBF.be, 19 septembre 2017.
[34] La création de Sciensano est la réponse du gouvernement à un audit mené par la Cour des Comptes en 2010., Journal du Médecin, 21 septembre 2017.
[35] M. Mertens disait en effet craindre pour l'indépendance du KCE en raison de la composition du nouveau conseil d'administration. Journal du Médecin, 21 septembre 2017.
[36] Le GBO inquiet pour l'indépendance du KCE, Paul De Munck redit l'attachement du GBO à l'indépendance intellectuelle de la recherche scientifique. Le Spécialiste, 26 septembre 2017.
[37] Les fermetures d'écoles auront probablement un impact relativement faible sur la propagation du Covid-19, The Guardian, par Sally Weale, 7 avril 2020.
[38] Le système d'influence des laboratoires pharmaceutiques, Notre association, le Formindep, a pu constater l'influence que les firmes pouvaient avoir sur les décisions politiques. 18 avril 2015.
[39] Entre les labos pharmaceutiques et les médecins, 14 millions de conflits d'intérêts potentiels !, malgré la succession de scandales, la transparence reste très parcellaire. En partenariat avec le projet EurosForDocs, nous dévoilons un outil permettant d'y voir plus clair sur ces liens d'intérêts : pas moins de 14 millions de liens sont été répertoriés en France depuis 2012, pour un montant total de plus de 3,5 milliards d'euros versés aux professionnels de santé. Rozenn Le Saint, 13 novembre 2018.
[40] Médecins sous influence. Enquête sur les relations entre les médecins hospitaliers, avril 2008, Dr Jean Laperche, Krings Guillaume, Leroy Philippe, Kara Osman, Lecomte Laurie, Mertens Maud, Lallemand Séverine, Kabayadondo Gugu
[41] Influences des firmes pharmaceutiques sur les soins de santé, Cindy Joye, travail de fin d'études dans le cadre de son Certificat Universitaire en Ethique des Soins de Santé (UCL & FUNDP – 2012)
[42] Les laboratoires pharmaceutiques en accusation, par Paul Scheffer, Le Monde Diplomatique, Santé, octobre 2015.
[43] Peter C. Gøtzsche, Remèdes mortels et crime organisé. Comment l'industrie pharmaceutique a corrompu les services de santé, Presses de l'Université Laval, Québec, 2015, 457 pages
[44] About Cochrane, Cochrane s'adresse à toute personne intéressée par l'application d'informations fiables aux décisions en matière de santé. Que vous soyez médecin ou infirmier, patient, soignant ou aidant, chercheur ou financeur, les données probantes Cochrane sont des outils puissants pour améliorer vos connaissances et vos prises de décisions en matière de santé.
[45] Institute for Scientific Freedom, it works to preserve honesty and integrity in science and to help develop a better healthcare where more people will benefit ; fewer will be harmed ; and more will live longer in good health.
[46] L'association AIMSIB est un collectif de bonnes volontés issues de la société civile,
[47] Pourquoi Prescrire ?, Depuis janvier 1981, la raison d'être de Prescrire est d'apporter aux professionnels de santé, et grâce à eux, aux patients, les informations claires, synthétiques et fiables dont ils ont besoin, en particulier sur les médicaments et les stratégies diagnostiques et thérapeutiques.
La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Pascal Sacré, Mondialisation.ca, 2020

https://www.mondialisation.ca/covid-19-verifiez-vos-sources-guerre-contre-la-corruption/5644084?fbclid=IwAR3lleqNObQgmi9noLc-SaC8GDCgJmlgGDut9xUdm8NhQ-FEmdiHn79ElCz8

« AVEC LE CORONAVIRUS, BILL GATES MET EN PLACE SON AGENDA SUR LA SANTÉ »

Vandana Shiva
par Barnabé Binctin, Guillaume Vénétitay 22 mai 2020

L'écologiste indienne, figure de la lutte contre les OGM et Monsanto, est très **critique du « philanthrocapitalisme », incarné notamment par Bill Gates et sa fondation**. Pour elle, **cette générosité désintéressée cacherait une stratégie de domination bien rodée**. Entretien.

« **Le philanthrocapitalisme (…) ne relève guère de la charité ou du don, mais plutôt du profit, du contrôle et de l'accaparement. Il s'agit d'un modèle économique d'investissement et d'un modèle politique de contrôle qui étouffent la diversité, la démocratie et les solutions alternatives et qui, en attribuant des aides financières, exercent une domination et valent de nouveaux marchés et monopoles au milliardaire** ».

C'est ainsi que Vandana Shiva définit le « philanthrocapitalisme », dans son dernier ouvrage paru à l'automne dernier, 1%, reprendre le pouvoir face à la toute-puissance des riches (éd. Rue de l'échiquier, 2019). Ce « philanthrocapitalisme » est symbolisé par Bill Gates, 2ème fortune mondiale. Sa Fondation Bill et Melinda Gates, son principal instrument pour les donations, est très active en Inde. **Sa visibilité médiatique face à la crise actuelle, et les millions qu'il investit dans la recherche d'un vaccin, en fait une cible privilégiée des théories du complot**. Il est cependant utile de s'interroger, et de critiquer, ce nouveau pouvoir que le fondateur de Microsoft a acquis, aux côtés d'autres milliardaires comme Jeff Bezos (Amazon, 1ère fortune mondiale), Mark Zuckerberg (Facebook, 7ème fortune mondiale) ou, en France, Bernard Arnault (LVMH, 3ème fortune mondiale). **Un nouveau pouvoir loin de relever d'une générosité désintéressée**.

Réalisé avant l'émergence de cette pandémie, cet entretien a été volontairement actualisé de deux questions au début, auxquelles Vandana Shiva a répondu par mail le 7 mai.

> " Le philanthrocapitalisme (…) ne relève guère de la charité ou du don, mais plutôt du profit, du contrôle et de l'accaparement. "

BASTA ! : COMMENT ANALYSEZ-VOUS LA CRISE DU COVID-19 ? PEUT-ON PARLER DE CRISE ÉCOLOGIQUE ?

Vandana Shiva : Nous ne sommes pas face à une seule crise. Il y en a trois qui interviennent simultanément : celle du **Covid-19**, celle des **moyens de subsistance** et, par ricochet, celle de la faim. Elles sont les **conséquences d'un modèle économique néolibéral, basé sur le profit, l'avidité et une mondialisation menée par des multinationales**. Il y a un **fondement écologique** à cette situation : par exemple, la destruction des forêts et de leurs écosystèmes favorise l'émergence de nouvelles maladies. **Ces trois crises amènent à la création d'une nouvelle classe. Ceux que j'appelle "les laissés pour compte", exploités par le néolibéralisme et l'émergence de dictatures numériques. Il faut une prise de conscience : l'économie dominée par les 1% n'est pas au service du peuple et de la nature**.

LA CRISE DU CORONAVIRUS PEUT-ELLE JUSTEMENT RENFORCER LE POUVOIR DE CES « 1% » ET DES « PHILANTHROCAPITALISTES » COMME BILL GATES, FIGURE CENTRALE DE VOTRE LIVRE ?

Cette crise confirme ma thèse. **Bill Gates met en place son agenda pour la santé, l'agriculture, l'éducation et même la surveillance**. Pendant 25 ans de néolibéralisme, l'État s'était mué en État-entreprise. **On observe désormais une transformation en un État de surveillance soutenu par le philanthrocapitalisme**. **Ces 1% considèrent les 99% comme inutiles : leur futur, c'est une agriculture numérique sans paysans, des usines totalement automatisées sans travailleurs**. En ces temps de crise du coronavirus, il faut nous opposer et imaginer de nouvelles économies et démocraties basées sur la protection de la terre et de l'humanité.

VOUS ASSIMILEZ CE CONTRÔLE À UNE NOUVELLE FORME DE COLONISATION, ET QUALIFIEZ MÊME BILL GATES DE « CHRISTOPHE COLOMB DES TEMPS MODERNES » : POURQUOI CETTE COMPARAISON ?

Parce que **Bill Gates ne fait que conquérir de nouveaux territoires**. Ce n'est pas simplement de la philanthropie, au sens d'un don à la collectivité, comme cela a toujours existé dans l'Histoire. En réalité, **ce sont des investissements qui lui permettent de créer des marchés dans lesquels il acquiert des positions dominantes**. Dans le capitalisme, il y a des interlocuteurs qui font du profit. Mais **avec la philanthropie, Bill Gates donne quelques millions mais finit par prendre le contrôle d'institutions ou de secteurs qui valent plusieurs milliards** ! **On le voit bien dans la santé ou l'éducation, qu'il contribue à privatiser et à transformer en véritables entreprises**. C'est aussi le cas **dans l'agriculture, où Bill Gates utilise les technologies digitales comme nouveau moyen pour faire entrer les brevets**. La première génération d'OGM, censée contrôler les nuisibles et les mauvaises herbes, n'a pas tenu ses promesses, mais **Bill Gates continue de mettre de l'argent pour financer l'édition du génome** – comme si la vie n'était qu'un copier-coller, comme sur Word. **Il pousse à cette technique et a créé une entreprise spécialement pour ça**, Editas. **Bill Gates veut jouer au maître de l'univers, en imposant une seule et unique façon de faire : une seule agriculture, une seule science, une seule monoculture, un seul monopole. C'est d'ailleurs également ce qu'il essaye de faire en s'attaquant au problème du changement climatique**.

DE QUELLE FAÇON ?

Il fait la promotion de sa solution : l**a géo-ingénierie, qui est la modification intentionnelle des conditions météorologiques et du climat**. C'est une idée stupide, non-écologique et complètement irresponsable, car elle s'en prend à la lumière solaire pour faire mécaniquement un "refroidissement planétaire." **Le problème, ce n'est pas le soleil, qui nous est indispensable, mais les combustions fossiles et notre système industriel et agricole**. Il parle de géo-ingénierie à tous les chefs d'État. Je me souviens notamment de la COP 21, à Paris, en 2015, où il traînait partout. C'était incroyable, **il était sur scène avec les chefs d'État, se comportait comme s'il était le patron de chaque gouvernement**. En 40 ans de carrière auprès des institutions de l'ONU, je n'avais jamais vu quelque chose de semblable. C'est une vraie transformation.

DIRIEZ-VOUS QU'IL EST DÉSORMAIS PLUS PUISSANT QUE DES ÉTATS OU QUE DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES TELLES QUE LE FMI OU LA BANQUE MONDIALE ?

Il est bien plus puissant. Quand la Banque mondiale a voulu financer le barrage de Sardar Sarovar en Inde à la fin des années 1980, il y a eu des protestations et elle a fini par reculer (le barrage a tout de même fini par être inauguré en 2017 par Narendra Modi grâce à d'autres circuits de financement, devenant le deuxième plus grand barrage au monde, ndlr). L'impunité de la Banque mondiale a des limites, elle ne peut pas échapper à ses responsabilités. Alors que Bill Gates, lui, continue de contourner les obstacles, toujours. Même si cela échoue à un endroit, il cherchera à déréguler à côté.
Je me suis rendu compte **que ce que nous avions réussi à stopper en Inde, Bill Gates l'a financé pour l'implanter ailleurs**. Comme les OGM, encore une fois : en 2010, Monsanto a par exemple essayé d'introduire une aubergine OGM. L'Inde a été une terre d'expérimentations pour développer des nouvelles technologies destructrices. Le ministre de l'environnement avait organisé des auditions publiques pour savoir ce que les paysans, les scientifiques et les consommateurs en pensaient – d'ailleurs, je dis toujours que c'est la première fois qu'un légume était le sujet d'un débat démocratique profond…
L'aubergine OGM a été bannie sur la base de ces consultations, mais Bill Gates a ensuite trouvé un moyen de la financer et de la promouvoir au Bangladesh. Or si c'est approuvé au Bangladesh, cela inonde forcément l'Inde puisque c'est une frontière non-contrôlée. **Aujourd'hui, c'est à l'Afrique qu'il s'attaque, où il met des milliards de dollars pour promouvoir une nouvelle révolution verte, avec des produits chimiques et des OGM, en forçant les pays africains à réécrire leurs lois pour autoriser ces semences**.

COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS UN TEL POUVOIR, AUJOURD'HUI ?

Il a créé et investi 12 millions de dollars dans la Cornell Alliance for Science, qui se présente comme une institution scientifique mais n'est qu'un organe de communication. **À chaque fois qu'il y a un débat, il fait venir cette « institution » qui élabore une propagande mensongère en faveur des biotechnologies**. Parce que c'est Bill Gates, le New York Times et CNN en parleront et en feront leur une… La philanthropie n'est qu'un prétexte pour lui : à travers elle, il pousse ses propres intérêts et influence des politiques gouvernementales. C'est une manière très intelligente d'entrer dans le jeu sans se plier aux règles. Parce que si une entreprise dit à un gouvernement : « Voici mon argent, faites-ça », ça ne peut pas marcher, elle se fait forcément mettre dehors. Bill Gates, lui, joue de son image. Les gens le voient encore à travers Microsoft, comme un génie et un géant de l'informatique. De brillants ingénieurs ont pourtant fait bien mieux et ont lutté pour garder des logiciels open-source et un Internet ouvert, contrairement à lui. **Bill Gates n'est pas un inventeur. Il introduit des brevets, c'est comme ça qu'il a bâti son empire**.

DANS VOTRE LIVRE, VOUS INSISTEZ AUSSI SUR L'UTILISATION DE LA TECHNOLOGIE ET DES ALGORITHMES…

La technologie a été élevée au rang de religion. **Elle est devenue la religion des 1%, exactement comme la chrétienté aux États-Unis avait donné une légitimité aux 1% de l'époque pour exterminer 99% des Amérindiens, au nom de la « mission civilisatrice »**. Il y a aujourd'hui des millions de gens qu'on veut « civiliser » avec ces nouveaux outils de communication ou de paiement. **La technologie est d'ailleurs plus qu'un outil. C'est un instrument de pouvoir très puissant afin de collecter des informations que l'on peut ensuite manipuler à différentes fins. Vous utilisez ces technologies au quotidien, mais elles sont surtout un moyen de plus de vous mettre sous contrôle**.
Là encore, derrière cette révolution numérique, on retrouve Bill Gates. Il a par exemple joué un rôle prépondérant dans la **démonétisation** en Inde ! **Faire disparaître l'argent liquide pour développer les transactions numériques, c'est évidemment une façon d'accélérer la révolution numérique dont il tire profit**. Or, de la même façon que **les brevets sur les semences sont une tentative malhonnête destinée à mettre les paysans « hors la loi » en déclarant la conservation de semences illégale, la « démonétisation » perturbe directement les pratiques économiques du plus grand nombre**, lesquelles représentent 80 % de l'économie réelle en Inde. **C'est une forme de dictature technologique**. Dans aucun des deux cas, cela ne résulte d'un choix souverain du peuple indien.

ET EN MÊME TEMPS, DANS LES URNES, LES GENS FINISSENT PAR VOTER POUR LES REPRÉSENTANTS DE CETTE POLITIQUE DES 1%, COMME EN INDE PAR EXEMPLE, OÙ NARENDRA MODI A ÉTÉ RÉÉLU CONFORTABLEMENT L'ANNÉE DERNIÈRE. COMME S'IL Y AVAIT UNE NOUVELLE FORME DE « SERVITUDE VOLONTAIRE » ?

Nous ne sommes plus vraiment dans une démocratie électorale honnête, où les gens votent en connaissance de cause et en pleine conscience des enjeux ! Aujourd'hui, **les algorithmes façonnent en grande partie le système électoral**. En Inde, pour les dernières élections, ils ont autorisé les entreprises et les particuliers à faire des dons anonymes aux partis politiques. Cela veut dire que les plus grandes entreprises du monde ont pu financer les élections, ce qui était illégal jusque-là. Résultat, la grande majorité de ces dons sont arrivés dans les caisses d'un seul parti [le BJP, droite nationaliste, au pouvoir, ndlr]. Les élections indiennes ont coûté plus cher que les élections américaines – or l'Inde est quand même loin d'être un pays riche. On peut donc se demander d'où vient cet argent…**Il est impossible d'avoir une démocratie honnête et fonctionnelle, si le peuple ne vote plus de façon souveraine. Cette perte d'autonomie, dans tous les domaines, c'est tout l'enjeu politique pour les 1%**.

LE CHOIX DU TERME « 1% » PEUT PARAÎTRE UN PEU SIMPLIFICATEUR, VOIRE SIMPLISTE : POURQUOI VOUS PARAÎT-IL ÊTRE UN MOT D'ORDRE APPROPRIÉ, AUJOURD'HUI ?

Le 1% est en soi une valeur approximative, **je parle surtout des quelques milliardaires qui contrôlent la moitié des ressources de la planète**. **Ces milliards vont directement à des fonds d'investissement**. Avant, les plus grosses entités étaient des firmes : Monsanto, Coca-Cola... Aujourd'hui, ce sont des nains. Elles sont détenues par les mêmes fonds d'investissement : BlackRock, Vanguard, etc. En réalité, il n'y a qu'une seule économie, celle des 1%. Ce sont eux qui détruisent. Les autres, les 99%, sont exclus. Ce sont les chômeurs d'aujourd'hui et de demain, les paysans déracinés, les femmes mises à l'écart, les peuples indigènes tués. Les 99% ne sont pas responsables, ils sont victimes. Ce sont les 1% qui sont responsables des dommages. Et nommer ce « 1% », c'est former un "nous" qui, ensemble, peut leur demander des comptes. Nous avons le droit, le devoir et le pouvoir de le faire. C'est une invitation à la solidarité et à l'action. Il faut que les 99% se lèvent.

Recueillis par Barnabé Binctin et Guillaume Vénétitay

https://www.bastamag.net/Vandana-Shiva-fondation-Bill-Gates-philanthropie-capitalisme-neo-colonialisme-covid-Inde

« NOS CORPS ET NOS ESPRITS NE SONT PAS DES " MINES " DE " DONNÉES ". NOUS SOMMES DES ÊTRES SOUVERAINS ET AUTONOMES »

Vandana Shiva
24 Mai 2020

MON PARCOURS SUR LA TERRE

en défense de la Biodiversité, de la Vie et de la Liberté pendant 5 décennies
Un message pour la Journée Internationale de la Diversité Biologique, le 22 mai 2020

Nous sommes la Terre
Nous sommes la Biodiversité
Nous sommes « Jiva » (la Vie en Hindi)
Nous sommes Conscients
Nous sommes Vivants
Nous sommes Libres
Nous sommes les membres d'une Famille de la Terre interconnectée : des êtres souverains, autonomes, autoorganisés, interdépendants et intelligents.
Nous sommes la Biodiversité : interconnectés aux autres êtres par la nourriture et l'eau, par la respiration et l'air, par la vie, par l'intelligence.
Comme nos semblables, les êtres humains sont souverains, vivants, intelligents, organisés, autonomes ; mutuellement interdépendants et durables.
Dans le monde vivant de la Biodiversité, toute vie est sacrée, et la vie s'efforce de nourrir et de soutenir la vie. La vie est la nature du vivant.

> " Le brevetage de la vie est le vol de la vie. "

Le Brevetage et la Piraterie de la vie – de la Biodiversité, des processus naturels, et de la nature elle-même (y compris les Esprits et les Corps des êtres Humains) – constituent une violation de la Loi Spirituelle, de la Loi Ecologique, des Lois de la Biodiversité et des Lois des Droits de l'Homme. Mais il n'est pas nécessaire de regarder le « vol » à travers ces angles pour voir le « vol » comme un « vol ».
Le brevetage de la vie est le vol de la vie – en réclamant ce qui n'est pas à vous de réclamer. **Les brevets sur la vie, tout simplement, sont l'asservissement de la vie elle-même, en volant (ou piratant) la nature de la vie**.

L'ESPRIT MÉCANIQUE SÉPARE, EXPLOITE ET EXTRAIT

L'Esprit Mécanique, connecté à la Machine à Sous de l'extraction, a créé l'illusion d'humains séparés de la nature, et la nature comme matière première morte et inerte, à exploiter.
L'hypothèse de la « mort de la nature » est au cœur de la logique de l'extractivisme et de la métaphore de l'exploitation minière – des terres des populations autochtones, de la fertilité du sol, de l'eau des rivières et des aquifères souterrains, et des savoirs des communautés indigènes.
La Biopiraterie est l'exploitation des connaissances et de la biodiversité pour des brevets et des Droits sur la Propriété Intellectuelle.
Une nouvelle Biopiraterie est en cours – grâce à des brevets sur les données de nos corps et de nos esprits, et l'extraction de données comme « Activité du Corps Human ». **Nous devenons la prochaine matière première. Nos esprits et nos corps sont la dernière colonie pour l'exploitation minière et l'extraction**. Ils ont dit que « les données sont le nouveau pétrole », et comme l'industrie pétrolière a extrait le pétrole pour sa guerre sur la terre, les données sont déjà utilisées contre l'esprit et le corps des personnes.

> Une nouvelle Biopiraterie est en cours [...] Nous devenons la prochaine matière première. Nos esprits et nos corps sont la dernière colonie pour l'exploitation minière et l'extraction. "

Ceci est un niveau supérieur de Biopiraterie, car **il s'agit d'une tentative de création de nouveaux outils de manipulation et de contrôle**. C'est une tentative de faire disparaître les êtres humains dans un monde conçu par l'étroit esprit mécanique qui ne peut pas voir autre chose que sa machine d'extraction à gagner de l'argent. **L'Esprit Mécanique ne voit que son objectif : Profit**.
Nous nous tenons au bord du précipice d'extinction. Allons-nous laisser éteindre notre humanité en tant qu'êtres vivants, conscients, intelligents et autonomes, par la machine de la cupidité, qui ne connaît pas de limites et est incapable de mettre un terme à la colonisation et à la destruction ? Ou bien allons-nous stopper la machine et défendre notre humanité, notre liberté, notre autonomie ?
Tant d'espèces ont été poussées à l'extinction, ne pouvant plus survivre, car les conditions nécessaires à leur survie n'étaient plus disponibles. Nous avons un choix : continuer à protéger les conditions pour notre survie, ou bien extraire toute vie pour « le profit » – laissant ainsi une planète morte dans notre sillage, sur notre route vers nos propres funérailles.
Pendant cinq décennies j'ai travaillé sur la réalité de la Non-Séparabilité en Théorie Quantique. Mon engagement passionné à dédier ma vie à la compréhension de l'interdépendance de la biodiversité, et de la protection de la biodiversité, a commencé avec le mouvement Chipko. Pour moi, la protection de la biodiversité, c'est aussi la protection de l'intégrité de la vie, ainsi que les droits et les besoins des communautés locales qui ont été les conservateurs et les gardiens de la biodiversité.
J'ai été témoin de combien l'Esprit Mécanique – des hommes puissants qui dirigent les machines à sou – ont réduit les forêts qui étaient sources d'eau, de nourriture, de carburant pour les communautés locales, aux mines de bois pour l'extraction. Ils ont réduit les rivières, y compris le Ma Ganga sacré, en pieds-cube/seconde d'eau, pour la privatisation, pour des kilowatts d'énergie, à travers des barrages et des centrales hydroélectriques.

LA VIE N'EST PAS UNE INVENTION. LES SEMENCES NE SONT PAS DES MACHINES

En 1987, alors que j'assistais à une conférence sur les « Lois de la Vie », sur les nouvelles biotechnologies, **j'ai d'abord entendu le Cartel des Poisons** (le groupe des compagnies chimiques incluant l'ancien IG Farben) **tenter de définir les organismes vivants, et les semences, comme des machines qu'ils avaient inventées et vou-**

laient breveter. Je savais que la semence n'est pas une machine assemblée par des sociétés chimiques. C'est l'incarnation de la biodiversité et le besoin de la nature de se reproduire, se renouveler et se multiplier. **Les semences génétiquement modifiées sont des semences piratées auprès des agriculteurs, et modifiées avec des gènes de bactéries naturelles**. **La seule « invention » consiste à tirer des gènes dans un laboratoire avec un pistolet à gènes, ou à infecter une cellule avec l'Agrobacterium, un cancer de la plante**. Des sociétés piratent la semence et en exploitent les gènes pour faire des OGM. Le patentage des Semences était une erreur écologique, éthique et ontologique. C'est une faute qui doit être corrigée. Il y a 33 ans, j'ai commencé mon périple pour protéger la Biodiversité, l'intégrité et la diversité de la semence, et empêcher la Biopiraterie et les brevets sur les semences.

Navdanya est né de cet engagement envers la Biodiversité. Le mouvement a récupéré les semences comme bien commun, et créé 150 Banques communautaires de Semences. Partout dans le monde, nous avons inspiré le mouvement Seed Freedom. **Une nouvelle conscience s'est développée au sujet de la Souveraineté de la Semence.**

Nous avons également adopté des lois et des traités pour protéger la Biodiversité. Le Sommet de la Terre à Rio en 1992 a vu l'émergence d'un nouveau cadre pour la Convention sur la Biodiversité.

L'Inde a adopté sa Loi Nationale sur la Biodiversité en 2002 :

« Une Loi prévoyant la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses composants et un partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources biologiques, des connaissances et des questions connexes ou accessoires à celle-ci ».

L'Inde a adopté des lois qui reconnaissent que la semence n'est pas une invention, et donc n'est pas brevetable.

L'article 3 sur les brevets définit clairement que ce qui ne sont pas des inventions sont exclus de la brevetabilité.

L'article 3j de la Loi Indienne sur les Brevets exclut de la brevetabilité :

« les plantes et les animaux dans leur totalité ou dans une partie autre que les microorganismes ; mais comprenant les semences, variétés, et espèces, et les procédés essentiellement biologiques pour l'obtention de végétaux et d'animaux ».

C'était là l'article utilisé par l'office indien des brevets pour annuler un brevet de Monsanto sur les semences résistantes au climat, ainsi que sur les réclamations de brevet de Monsanto sur les semences de Coton Bt.

(Source : The Corporate Plunder of Nature and Culture. Natraj, 2018)

La loi indienne intitulée Plant Variety Protection and Farmers Rights Act 2001 comporte une clause sur les Droits des Agriculteurs.

« un fermier est réputé ayant le droit de garder, utiliser, semer, ressemer, échanger, partager ou vendre les produits de sa ferme, y compris les semences d'une variété protégée, de la même manière qu'il en avait le droit avant l'entrée en vigueur du présent Acte ».

Non seulement nous avons légiféré sur l'intégrité de la vie et de la Biodiversité en déclarant clairement que les plantes, les animaux et les semences ne sont pas une invention, mais nous avons également combattu et gagné des procès pour contester des brevets basés sur la Biopiraterie – comme l'USDA et le WR Grace Neem (Brevet N° 436257), Ricetec Basmati (Brevet N°56,63,484) et Brevet pour le blé Monsanto (Brevet N°962578).

J'ai écrit dans mon livre Biopiraterie que **les Brevets sur le Vivant et les Brevets sur les Semences sont le second débarquement de Colomb**.

> " Les milliardaires [...] jouent à Dieu à travers leurs outils et leurs technologies, qui définissent et façonnent les nouvelles « missions civilisatrices » basées sur ces outils d'extraction et de contrôle.

En 1492, le Roi Ferdinand et la Reine Isabelle de Castille d'Espagne, ont remis à Christophe Colomb des lettres patentes pour

« découvrir et soumettre certaines Iles et Continents dans l'océan ». Le continent que Colomb recherchait, était l'Inde, et c'est pourquoi tous les peuples autochtones d'Amérique du Nord se sont appelés Indiens. A son retour de la « Découverte de l'Amérique », il écrivit au Roi et à la Reine, au sujet de l'or, de son extraction, son traitement et son transport en Castille. Il n'y avait pas un mot sur les populations indigènes, ni une pensée sur le vol.

Vol et Piraterie étaient au cœur de la colonisation, et le sont encore.

En 1493, le Pape Alexandre publia une Bulle Papale « Inter Cætera » pour naturaliser la prise de contrôle des terres, des territoires et de la richesse des peuples autochtones, et définir le Colonialisme comme la Mission Civilisatrice de l'Eglise, par le biais des monarques européens, de leurs pirates et de leurs aventuriers marchands.

A notre époque, Colomb, les monarques, le Pape et Dieu se sont tous effondrés en un seul, les milliardaires qui jouent à Dieu à travers leurs outils et leurs technologies, qui définissent et façonnent les nouvelles « missions civilisatrices » basées sur ces outils d'extraction et de contrôle. De nouvelles religions qui doivent être imposées de force au monde entier.

> " Au plus fort de la pandémie du Coronavirus, et au milieu du « Lock Down », le 26 mars, Microsoft a obtenu un Brevet Mondial n° WO 2020/060606 de l'OMPI, Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. "

BREVET NO WO 060606 : NOS CORPS ET NOS ESPRITS NE SONT PAS DES « MINES » DE « DONNÉES ». NOUS SOMMES DES ÊTRES SOUVERAINS ET AUTONOMES

•Au plus fort de la pandémie du Coronavirus, et au milieu du « Lock Down », le 26 mars, Microsoft a obtenu un Brevet Mondial n° WO 2020/060606 de l'OMPI, Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle.

•Tout comme nos connaissances sur la Biodiversité et les peuples autochtones ont été « exploitées » – pour les brevets et la Biopiraterie, et il y a eu une tentative de nous réduire à des consommateurs de semences brevetées OGM, manipulées et conçues en piratant nos semences sans notre permission ni notre consentement – **il y a maintenant une tentative d'exploiter et de pirater les données de nos corps et de nos esprits, sans notre permission ni notre consentement**. **Notre humanité et notre autonomie ont été volés. Nous sommes réduits à des « utilisateurs » de « machines » qui extraient notre humanité et nos informations pour construire la prochaine étape de la mécanique, la machine à sous**.

•Le Brevet 060606 se lit comme suit :
« L'activité du corps humain associée à une tâche fournie à un utilisateur peut être utilisée dans un processus d'exploration d'un système de cryptomonnaie. Un serveur peut fournir une tâche à un dispositif d'un utilisateur qui est couplé de manière à communiquer avec le serveur. Un capteur couplé de manière à communiquer avec un dispositif de l'utilisateur ou compris dans ce dernier peut détecter l'activité corporelle de l'utilisateur. Des données d'activité corporelle peuvent être générées sur la base de l'activité corporelle détectée de l'utilisateur. Le système de cryptomonnaie de la présente invention, couplé de manière à communiquer avec le dispositif de l'utilisateur peut vérifier si les données d'activité corporelle satisfont une ou plusieurs conditions définies par le système de cryptomonnaie, et attribuer une cryptomonnaie à l'utilisateur dont les données d'activité corporelle sont vérifiées. »

•Le brevet change dramatiquement la signification de l'être humain.
Premièrement, **il nous redéfinit comme des « mines » de données – nous privant de notre autonomie, de notre souveraineté, et de notre contrôle sur notre corps et notre pensée**. **Le brevet est une revendication de Propriété Intellectuelle sur nos corps et nos esprits. Et le simple fait d'être connecté à leur « serveur » donne notre consentement**.

Tout comme par le biais du colonialisme, les colonisateurs se sont octroyé le droit de prendre la terre, les ressources, le territoire des peuples autochtones, en éteignant leurs cultures et leurs souverainetés, et dans des cas extrêmes, en les exterminant, l**e brevet WO 060606 est une déclaration unilatérale de Microsoft faisant de nos corps et de nos esprits leurs nouvelles colonies. Nous sommes réduits à des mines de « matière première » – les données extraites de nous.**

" Le brevet [...] nous redéfinit comme des « mines » de données – nous privant de notre autonomie, de notre souveraineté, et de notre contrôle sur notre corps et notre pensée. Le brevet est une revendication de Propriété Intellectuelle sur nos corps et nos esprits. Et le simple fait d'être connecté à leur « serveur » donne notre consentement. "

« L'activité corporelle » que Microsoft veut extraire de nous, sans notre permission, sans notre consentement, inclut mais ne se limite pas aux :
« **rayonnement émis par le corps humain, activités cérébrales, flux du fluide corporel (p.ex. le flux sanguin), l'activité ou le mouvement des organes, les mouvements corporels ou toute autre activité pouvant être détectée ou représentée en images, vagues, signaux, textes, nombres, degrés, ou toute autre forme d'information ou de données**. Un exemple de rayonnement corporel émis par le corps humain peut inclure la chaleur rayonnante du corps, la fréquence du pouls, ou les ondes cérébrales. Les ondes cérébrales peuvent comprendre mais sans s'y limiter i) les ondes gamma impliquées dans les tâches d'apprentissage ou de mémoire, ii) les ondes bêta impliquées dans la pensée logique et/ou la pensée consciente iii) les ondes alpha qui peuvent être liées à des pensées subconscientes iv) les ondes thêta qui peuvent être reliées aux pensées impliquant des pensées profondes et des émotions brutes v) des ondes delta qui peuvent être impliquées dans le sommeil ou dans la relaxation profonde vi) des électro-encéphalogrammes (EEG) qui peuvent être une mesure utilisée pour évaluer l'activité électrique dans le cerveau, comme la concentration profonde. Des exemples de mouvement corporel comprennent les mouvements oculaires, les mouvements du visage ou tout autre mouvement musculaire. »

Deuxièmement, **cela efface notre humanité – en tant qu'êtres souverains, vivants, spirituels, conscients, intelligents, qui prenons nos décisions et nos choix avec sagesse et valeurs éthiques quant aux impacts de nos actions sur le monde naturel et social dont nous faisons partie, et auquel nous sommes inextricablement liés**. Nous sommes réduits à devenir des utilisateurs des tâches qui nous sont confiées par la méga machine numérique extractive. Un « utilisateur » est un consommateur sans choix dans l'empire digital. **La créativité et la conscience humaines disparaissent dans un monde imaginé dans le #brevet060606**.

Troisièmement, **le brevet redéfinit les valeurs humaines et la valeur de l'être humain**. Les valeurs humaines comprennent les valeurs éthiques, écologiques, spirituelles. Pour nous, un bon moyen de subsistance est le Dharma, l'Acte Juste dans le réseau de la vie dont nous faisons partie. **Soutenir et nourrir nos relations écologiques comme Famille de la Terre et nos relations sociales en tant qu'une Humanité dans nos diversités, c'est ce qui fait de nous des êtres spirituels, autoorganisés et empathiques. La valeur de l'être humain se mesure à travers l'amour et la compassion, à travers le partage et le don. La mesure et la monnaie de la vie sont la vie et l'amour. Valeur est un terme issu de « valere » – être fort. La force vient de notre autonomie autoorganisée et de nos interrelations, de notre résilience spirituelle, émotionnelle et écologique, qui se développe au plus profond de notre être.**

Le brevet 06060 vise à nous voler notre profonde humanité. **Nous sommes transformés d'êtres autoorganisés, conscients, créatifs, auto-poétiques, en « utilisateurs » d'entrée externe dont la valeur sera attribuée en crypto-monnaie, par le biais d'algorithmes, par la machine même qui nous a donné la tâche en premier lieu**.

Après avoir extrait nos « données corporelles », y compris nos fonctions cérébrales, les algorithmes attribueront une « fourchette cible de fonction corporelle valide ». Une machine déterminera le type de machine que nous sommes autorisés à être.

« Par exemple, le dispositif utilisateur peut générer des données brutes de l'activité corporelle détectée, les transmettre à un système de cryptomonnaie, puis le système de cryptomonnaie peut codifier les données brutes… Le système de cryptomonnaie vérifie si les données de l'activité corporelle de l'utilisateur remplissent une ou plusieurs conditions de l'algorithme dudit système de cryptomonnaie… La condition peut être définie en simulant l'activité du corps humain, à travers toutes les activités corporelles… Des algorithmes d'apprentissage peuvent être utilisés pour simuler les activités corporelles et défi-

nir les conditions pour des activités corporelles valides… Lorsque les données d'activité corporelle transmises par le dispositif utilisateur satisfont à une ou plusieurs conditions transmises par le système de cryptomonnaie, le système de cryptomonnaie attribue la cryptomonnaie à l'utilisateur »
Notre valeur en tant qu'être humain sera allouée par une machine, le système de crypto-monnaie.

La source de la « devise » est la « condition d'écoulement ». La vie s'écoule entre les systèmes vivants, entre la Biodiversité qui fait la Famille de la Terre. La devise de la vie est la vie. La devise de la vie est l'eau. La devise de la vie est l'air et l'eau. La devise de la vie est le don du savoir. La devise de la vie est l'intelligence. La devise de la vie est la liberté.

Et **puisque la vie est basée sur la réciprocité et le don, la monnaie de la vie n'est pas une extraction à sens unique, mais un flux à double sens, un retour nourrissant et redonnant dans l'amour, l'amitié, la gratitude, l'harmonie. C'est la monnaie de la vie qui tisse les relations au sein de la famille de la Terre et soutient le flux de la vie**.

La machine à sous a réduit le sens de « devise » à n'être que de la monnaie. Ensuite, **la machine à sous a déclaré la guerre aux espèces et rendu l'argent liquide illégal. La devise a été réduite de force en devise numérique pour réduire le contrôle des utilisateurs**. Le brevet 060606 est la prochaine étape du réductionnisme et du contrôle total en nous réduisant, nous êtres vivants, à des mines pour l'extraction des « données », comme le nouveau pétrole, la nouvelle matière première, avec notre valeur attribuée par l'extracteur de la « cryptomonnaie ».

Notre valeur dans le monde Microsoft n'est pas celle d'êtres souverains, mais **en tant que cryptomonnaie attribuée par la Machine**. Nous sommes réduits à leur valeur numérique. Notre réalité est détruite pour nous transformer en points virtuels dans la machine digitale, hors du contrôle des humains, des démocrates, et même des gouvernements nationaux souverains.

•Comme le brevet l'indique :
« Une monnaie virtuelle (également connue comme monnaie numérique) est un moyen d'échange mis en œuvre via Internet en général, non liée à une monnaie gouvernementale « plate » (imprimée) comme le dollar US ou l'euro, et généralement conçue pour permettre des transactions instantanées et des transferts de propriété, sans frontière. Un exemple de monnaie virtuelle est la cryptomonnaie. »

Le Brevet est en fait un brevet pour mettre fin à l'humanité et aux êtres humains qui incarnent la liberté et l'autonomie, basée sur l'interconnexion et l'unité avec les autres êtres. En tant que « mines de données corporelles », en tant qu'« utilisateurs » des structures de contrôle, avec notre valeur attribuée par des algorithmes dans les crypto-monnaies, nous sommes éteints en tant qu'êtres vivants, respirant, pensant, éprouvant de la compassion, souverains. **Nous sommes réduits à être transformés en rouages numériques dans la machine à monnaie numérique et la dictature numérique de Microsoft**.

Nous ne sommes pas une mine génétique, ni une mine pour les « Données » de notre « activité corporelle », données extraites sans notre permission ni notre consentement. **La Biopiraterie est un crime, quel que soit l'instrument d'extraction et de piraterie, quel que soit l'être biologique piraté et breveté**.

C'est le colonialisme et la piraterie pris au dernier niveau invasif, avec les données de notre corps comme nouvelle colonie. **C'est le séparatisme et le réductionnisme ultimes de l'esprit réductionniste Mécanique**.

Ce n'est pas seulement la Biopiraterie de notre Corps vivant autonome, **il s'agit de la disparition des êtres humains, des valeurs humaines, de la signification humaine, de la pensée humaine. Il s'agit de la disparition des êtres vivants et de leurs intelligences vivantes. Il s'agit de la fin de la démocratie des économies dirigées par des êtres réels pour les besoins réels des êtres vivants. Il s'agit de mettre fin aux souverainetés à tous les niveaux et sous toutes les formes**. Dans la philosophie indienne, tous les êtres, y compris les êtres humains, sont multicouches à travers de multiples gaines d'énergie. Tous les êtres sont reliés à d'autres êtres à travers ces multiples énergies et flux. La gaine la plus extérieure est l'Annakosh, gaine de la nourriture. Ensuite il y a Pranakosh, la gaine d'énergie. Vient ensuite Manomayakosh, la gaine de l'esprit. Le Vijanamayakosh ou gaine de discernement. Au plus profond se trouve Anandamayakosh, la gaine de bonheur.

" Le Brevet est en fait un brevet pour mettre fin à l'humanité et aux êtres humains qui incarnent la liberté et l'autonomie, basée sur l'interconnexion et l'unité avec les autres êtres. "

Le brevet 060606 est une incarnation de la philosophie d'Adharma, d'une anti-vie, d'une anti-imagination humaine. Et comme à tous les âges, Dharma doit se réveiller quand Adharma essaie de gouverner et de dominer. Notre Vijanana, **notre connaissance, notre intelligence, notre discernement, doivent nous guider, pour ne pas être piégés par des prisons réelles mais invisibles, créées à travers des constructions virtuelles**.

L'avenir de l'être humain ne peut pas être laissé à Microsoft et Aux Offices des Brevets, tout comme nous n'avons pas laissé l'avenir de la Biodiversité dans les mains de Monsanto et du Cartel des Poisons.

Il y a 33 ans, quand j'ai entendu le Cartel des Poisons dévoiler leur imagination criminelle, de vouloir posséder les graines, j'ai pris l'engagement de consacrer ma vie à la protection de notre biodiversité et de la Liberté de la Semence.

En cette Journée de la Biodiversité, je prends l'engagement de consacrer le reste de ma vie à la protection de toute vie, de la liberté de tous les êtres, et à la Liberté de l'Homme.

Par le Dr Vandana Shiva – Jivad
The Vandana Shiva Blog | Source

Traduit par Jacqueline Goffart et initialement publié sur Navdanya International « Un message pour la Journée Internationale de la Diversité Biologique, le 22 mai 2020 »

https://www.goodplanet.info/actu-fondation/vandana-shiva-nos-corps-et-nos-esprits-ne-sont-pas-des-mines-de-donnees-nous-sommes-des-etres-souverains-et-autonomes/?utm_source=-mailpoet&utm_medium=email&utm_campaign=les-depeches-goodplanet-mag_5&fbclid=IwAR16gjeFHisNGZILoFKOow8udaitRFA-mfP09DRNzYpRHmKBlEr6V-Vr8n20

WORLD WILD DEMOCRATURE 3.0 ™

TECHNO

Technologies
Surveillance
Liberticide
Discrimination
Atteinte Liberté :
    Vie privée
    Données personnelles
    État de droit
    Secret professionnel
Protection des données
Outils numériques
Géolocalisation
Pistage
Stop covid
Confinement
Pandémie
Linky
Reconnaissance faciale
Drône surveillance
CNIL
Bracelet électronique
GAFAM
Contrôle
Tracage
Apple & Google
Consentement?
Facebook
"Crédit social" Chinois
Données Biométriques
RGPD
ALICEM
Conservation Nature
Technosciences mortifères
Transhumanisme
Vegans
Ressources
Géants Agroalimentaires
IA
Bioéconomie
Pesticides
Robotisation
OGM
Nanotechnologies
Forcage génétique
AdN
Ultralibéralisme
Masques
Tests
Gaz lacrymogènes
Sécurité intérieur

LA CRISE SANITAIRE NE JUSTIFIE PAS D'IMPOSER LES TECHNOLOGIES DE SURVEILLANCE

Communiqué de l'Observatoire des libertés et du numérique (OLN), Paris, le 8 avril 2020

Chacune des crises qui a marqué le 21e siècle ont été l'occasion d'une régression des libertés publiques. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont vu l'Europe adopter la Directive sur **la rétention des données de connexions électroniques et l'obligation faite aux opérateurs de stocker celles de tous leurs clients**. Les attentats terroristes qui ont touché la France en 2015 ont permis **le vote sans débat de la loi renseignement**. Ils ont aussi entraîné **la mise en place de l'état d'urgence dont des mesures liberticides ont été introduites dans le droit commun en 2017.**

> " Chacune des crises qui a marqué le 21e siècle ont été l'occasion d'une régression des libertés publiques. "

LA PANDÉMIE DE COVID-19 MENACE D'ENTRAÎNER DE NOUVELLES RÉGRESSIONS : DISCRIMINATIONS, ATTEINTES AUX LIBERTÉS, À LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES ET À LA VIE PRIVÉE…

Pour surveiller l'évolution de la pandémie, tenter d'y mettre fin et organiser la fin du confinement, les gouvernements de plusieurs pays européens proposent d'**utiliser des outils numériques basés sur l'utilisation des données des téléphones portables** en prenant exemple sur plusieurs pays d'Asie qui ont subi l'épidémie avant l'Europe (Chine, Corée du Sud, Taïwan, Singapour).

Deux logiques sont en œuvre : géolocaliser les populations et vérifier qu'elles respectent le confinement ; signaler aux personnes qu'elles ont pu être en contact avec des malades de la Covid-19.

En France, le 8 avril, le gouvernement a indiqué travailler sur une application pour téléphone portable, téléchargeable à titre volontaire, permettant que « lorsque deux personnes se croisent pendant une certaine durée, et à une distance rapprochée, le téléphone portable de l'un enregistre les références de l'autre dans son historique. Si un cas positif se déclare, ceux qui auront été en contact avec cette personne sont prévenus de manière automatique » [1].

PISTAGE DES CONTACTS (CONTACT/BACKTRACKING)

Il est envisagé d'utiliser pour cela le Bluetooth, qui permet à deux appareils comme des téléphones portables, de se connecter lorsqu'ils sont à proximité[2]. Une application à installer (volontairement ou pas) permet aux porteurs de la Covid-19 de se signaler pour que les personnes ayant été à leur proximité soient informées sur leur téléphone portable qu'elles ont peut-être été en contact avec un porteur du virus, et qu'elles devront à leur tour rester confinées pour limiter la chaîne de contamination.

QUELS SONT LES RISQUES ET LES GARANTIES NÉCESSAIRES ?

Le Président de la République ayant déclaré que nous étions en guerre contre le virus, les mesures de restrictions des libertés nous sont présentées comme autant d'armes légitimes contre la pandémie.

Néanmoins, **les utilisations envisagées de nos données personnelles** (applications utilisant le Bluetooth pour le suivi des contacts) **ou déjà mises en œuvre** (géolocalisation) **constituent une grave atteinte à nos libertés et ne sauraient être autorisées, ni utilisées sans notre consentement.**

Pour que des données aussi sensibles puissent être utilisées légalement, **nous devrions être informés du moment où ces données sont anonymisées, notre consentement devrait nous être demandé, des informations faciles à lire et à comprendre devraient nous être fournies pour permettre un consentement libre spécifique et éclairé. Des garanties devraient également être fournies sur les techniques utilisées pour rendre impossible leur ré-identification.**

Concernant les applications de suivi des contacts, elle sont présentées comme peu dangereuses pour la confidentialité des données personnelles puisqu'il y aurait peu de collecte de données, mais essentiellement des connexions par Bluetooth d'un téléphone à un autre. C'est oublier que **la notion de consentement libre, au cœur des règles de la protection des données, est incompatible avec la pression patronale ou sociale qui pourrait exister avec une telle application, éventuellement imposée pour continuer de travailler ou pour accéder à certains lieux publics**. Ou que l'**activation de ce moyen de connexion présente un risque de piratage du téléphone**. Il est par ailleurs bien évident que l'efficacité de cette méthode dépend du nombre d'installations (volontaires) par les personnes, à condition bien sûr que le plus grand nombre ait été dépisté. Si pour être efficaces ces applications devaient être rendues obligatoires, « le gouvernement devrait légiférer » selon la présidente de la CNIL[3]. Mais **on imagine mal un débat parlementaire sérieux dans la période, un décret ferait bien l'affaire ! Et qui descendra manifester dans la rue pour protester ?**

> " Le Président de la République ayant déclaré que nous étions en guerre contre le virus, les mesures de restrictions des libertés nous sont présentées comme autant d'armes légitimes contre la pandémie. "

L'atteinte au secret médical, à la confidentialité des données de santé, est aussi mis en cause, car ces applications offrent une possibilité d'identifier les malades et de les stigmatiser. Et **qu'en sera-t-il de toutes les personnes qui n'auront pas installé l'application, seront-elles soupçonnées d'avoir voulu cacher des informations** ?

Quant à **celles qui ne possèdent pas de téléphone portable, elles risquent de subir une discrimination supplémentaire**. Selon le CREDOC, seulement 44 % des « plus de 70 ans » possèdent un téléphone portable tandis que 14 % des Français ont des difficultés pour passer des appels ou envoyer des SMS[4]. De là à installer une application et en comprendre les alertes… Faudra-t-il les équiper d'un bracelet ou autre appareil électronique ?

Dès lors, l'atteinte au respect de la vie privée et au se-

cret médical est susceptible d'être disproportionnée compte-tenu de l'inefficacité de la mesure en matière de santé publique.

En matière de lutte contre la pandémie et notamment de fin de confinement, il semble que le gouvernement tente de masquer ses manques et ses erreurs avec des outils technologiques présentés comme des solutions miracles. Et alors que leur efficacité n'a pas été démontrée, les dangers pour nos libertés sont eux bien réels. Organisations signataires membres de l'OLN : Le CECIL, Creis-Terminal, Globenet, La Ligue des Droits de l'Homme (LDH), La Quadrature du Net (LQDN), Le Syndicat des Avocats de France (SAF), Le Syndicat de la Magistrature (SM)

—

[1] https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/04/08/stopcovid-l-application-sur-laquelle-travaille-le-gouvernement-pour-contrer-l-epidemie_6035927_3244.html
[2]Technologie de réseaux sans fils d'une faible portée (10 à 100 mètres…) permettant de relier des appareils entre eux sans liaison filaire. Ils sont capables de se détecter sans intervention humaine s'ils sont à portée l'un de l'autre.
[3] Interview par l'AFP de la présidente de la CNIL, Marie-Laure Denis le 4 avril 2020
Question: Le gouvernement a-t-il la possibilité d'imposer ce type d'app, ou d'autres app visant à imposer le respect du confinement ?
Réponse: En France, les pouvoirs publics ont exclu à ce jour l'éventualité d'un recours à un dispositif obligatoire.
S'il devait en aller autrement, il serait nécessaire d'adopter un texte législatif pour mettre en œuvre ces dispositifs qui devraient en tout état de cause démontrer leur nécessité pour répondre à la crise sanitaire ainsi que leur proportionnalité par un respect des principes de la protection des données personnelles: la minimisation des données collectées, des finalités qui doivent être explicitées et précises, un caractère provisoire…
[4]https://www.credoc.fr/publications/barometre-du-numerique-2019

https://www.laquadrature.net/2020/04/08/la-crise-sanitaire-ne-justifie-pas-dimposer-les-technologies-de-surveillance/?fbclid=IwAR1Zl3mM45udh2Cv_WeplMUulohPkgG5XAnNvXyGEgZYsC7og-g1VxSq9qlw

ES DE CANAR

uloir
oches
ction
onc !

● **Devinette :** comment vérifier à distance si une maison de vacances est occupée ? Grâce au fameux compteur Linky. Ses données de consommation permettent de tout savoir en temps réel.

A Nice, ville dans laquelle le nouveau « compteur communicant » a débarqué en janvier 2016, le maire, Christian Estrosi (LR), a demandé aux autorités de *« solliciter Enedis »*, la filiale d'EDF chargée de gérer Linky : il s'agit de *« vérifier que les résidences secondaires ne soient pas occupées pendant la période des vacances, afin de respecter la période de confinement »*. (« Nice-Matin », 3/4).

Merci qui ?

● **Bonne nouvelle :** 9 000 infirmiers et infirmières scolaires

sont pr
sanitai
ils ne l
s'insc
notre
firmier
nous n
nous s
laire »
sable d
Ce
2 avril
« leve
injonct
nard »
minist
ner des
Le c
sur la
● **Con**
maison
ployés
sine, e
passer

ôle d'ami

LA DÉRIVE SÉCURITAIRE S'AMPLIFIE SOUS LE COUVERT DE LA PANDÉMIE

29 avril 2020 / Entretien avec Arthur Messaud

Arthur Messaud est juriste et salarié de l'association La Quadrature du net.

Le gouvernement entend mettre en place une application pour téléphone intelligent destinée, selon lui, à lutter contre la propagation du Covid-19. Loin d'avoir prouvé une quelconque efficacité, **StopCovid banalise le recours à la surveillance numérique et masque la mise en pratique de mesures liberticides, comme le recours aux drones ou à la reconnaissance faciale hors de tout cadre juridique.**

REPORTERRE — HIER, MARDI 28 AVRIL, LES DÉPUTÉS ONT DÉBATTU SANS VOTE DU PROJET D'APPLICATION DE TRAÇAGE STOPCOVID. COMMENT LES OUTILS NUMÉRIQUES ONT-ILS ÉMERGÉ COMME UNE SOLUTION À LA CRISE ?

Arthur Messaud — C'est allé très vite. Au début, le sujet d'une application de traçage ne se trouvait pas au cœur des débats. D'ailleurs pour nous, à La Quadrature du net, **l'enjeu est assez anecdotique par rapport à l'ensemble des outils de contrôle qui existent déjà comme les drones, la vidéosurveillance ou la reconnaissance faciale.** Ces technologies sont bien plus dangereuses qu'une hypothétique application qui, de toute manière, n'existera peut-être jamais vu qu'elle n'est pas fiable. Je regrette que les médias et les politiques aient mis tous les projecteurs sur ce projet fumeux, avec souvent des positions caricaturales où on oppose bêtement les libertés aux enjeux de santé. Ce débat est inintéressant et il masque des choses plus importantes dont on ne parle malheureusement pas.

> " StopCovid banalise le recours à la surveillance numérique et masque la mise en pratique de mesures liberticides, comme le recours aux drones ou à la reconnaissance faciale hors de tout cadre juridique. "

C'EST-À-DIRE ?

Avec la pandémie, on a vu se déployer un véritable arsenal technosécuritaire. La crise a aussi permis aux industriels de se racheter une vertu. Ça a commencé avec **Orange fin mars, qui a tenté de recycler son service de géolocalisation.** Puis avec le commissaire européen Thierry Breton, qui a réuni **les huit principaux opérateurs européens pour qu'ils mettent en avant leurs offres commerciales afin de surveiller la population.**

Plus que l'application en elle-même, ce qui nous a intéressés à La Quadrature du net, c'est de voir les entreprises que l'on combat depuis des années, comme Thales ou Dassault System, se réinventer, changer de discours, et cacher sous le paravent sanitaire leurs velléités sécuritaires et leurs intérêts financiers.

Depuis plusieurs années, ces industriels essayent de vendre aux municipalités des systèmes de vidéosurveillance automatisée, des outils de reconnaissance faciale, des drones, mais ils n'y arrivent pas très bien. La population et les élus locaux y sont peu favorables. Et quand ils le sont, les associations les attaquent au tribunal. **Ces systèmes se heurtent à un problème d'acceptabilité sociale. Il fallait qu'ils trouvent un moyen de rendre plus attrayante la surveillance constante des corps dans les espaces publics et les espaces privés. C'est ce que leur a offert la crise actuelle.**

Pour nous, c'est ici que réside **le véritable danger. Dans cette forme d'acclimatation. Si la population cède à l'angoisse et qu'elle se sent protégée par ces outils high-tech pendant la pandémie, cela servira à terme de justification culturelle. Ça va cimenter l'acceptabilité sociale qui manque à cette industrie sécuritaire et militaire.**

> " Il fallait qu'ils trouvent un moyen de rendre plus attrayante la surveillance constante des corps dans les espaces publics et les espaces privés. C'est ce que leur a offert la crise actuelle. "

N'EST-IL PAS AUSSI IMPORTANT DE REVENIR SUR LES RISQUES QUE COMPORTE L'APPLICATION STOPCOVID ?

Si, mais plus on prendra au sérieux cette solution, plus le danger sera important. En soi, cette application est un gag. Son efficacité est hasardeuse. Il faudrait qu'une majorité de Français la télécharge, or, plus de 23 % de la population n'a pas de smartphone. Et cette proportion augmente avec l'âge. 66 % des personnes âgées de plus de 70 ans n'ont pas de portable intelligent, alors qu'elles sont les plus vulnérables au virus.

La technologie Bluetooth que prévoit d'utiliser l'application StopCovid n'est pas non plus performante. Son champ de détection varie d'un appareil à un autre. À certains endroits très densément peuplés, on risque d'assister à une explosion des faux positifs, ce qui rendrait l'application inutile. Rappelons également que la population n'a pas encore accès à des tests de façon régulière pour se signaler !

Nous pensons qu'avant de déployer cette application, le gouvernement doit nous apporter des preuves sur son efficacité. C'est le b.a.-ba du droit des libertés. Dans le domaine médical, on ne va pas mettre sur le marché un médicament dont les bienfaits n'ont pas été démontrés mais dont on connaît les effets nocifs. En matière de logiciel, c'est la même chose. Je ne comprends pas pourquoi ce réflexe assez simple disparaît quand on aborde les enjeux liés aux nouvelles technologies.

LE GOUVERNEMENT DIT QUE L'APPLICATION REPOSERA SUR LE VOLONTARIAT. MAIS AURONS-NOUS LE CHOIX ? LE DÉPUTÉ DIDIER PARIS A TWEETÉ « J'INSTALLERAI L'APP #STOPCOVID CAR CET OUTIL PEUT SAUVER DES VIES » ; LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT CÉDRIC O DIT QUE « CHAQUE TÉLÉCHARGEMENT EST UNE CHANCE DE PLUS D'ÉVITER LE REDÉMARRAGE DE L'ÉPIDÉMIE »…

On assiste à une campagne de propagande qui, coordonnée avec des pressions extérieures, comme des pressions patronales, rendrait le consentement illusoire. Mais je suis assez optimiste. Je crois que les gens en ont de plus en plus marre de l'emprise du numérique. Ils ont peur de ces technologies. Ça fait des années qu'ils sont envahis d'applications et de logiciels. Les critiques commencent à monter. Sérieusement, je ne suis pas sûr qu'on assiste à

une vague de téléchargement une fois l'application disponible en France. Au contraire. L'exemple de Singapour est d'ailleurs éloquent. Dans une ville pourtant très connectée, à peine 20 % de la population a téléchargé une application similaire développée par le gouvernement. Cela n'a pas suffi et ce dernier a dû prendre ensuite des mesures plus restrictives de confinement.
Mais, encore une fois, j'ai l'impression qu'avec ce débat et cette application, on parle dans le vide. On manque de données. Cela donne l'impression d'agir tout en faisant diversion. **En parallèle, des choses préoccupantes avancent.**

> " Il n'y a plus de gendarme qui veille sur les libertés. "

LESQUELLES ?

Les drones notamment — le gouvernement a relancé un appel d'offres il y a quelques semaines. **C'est inquiétant. On a le sentiment que l'état de droit est mis en parenthèse. le déploiement des drones se fait hors de tout encadrement juridique. Les drones ne sont pas soumis au Code de la sécurité intérieure, qui réglemente d'ordinaire la vidéosurveillance. On est en train de déployer des drones sans fondement légal et personne n'attaque ces décisions !** On laisse Estrosi et la préfecture de police s'amuser tranquillement avec leurs nouveaux jouets !
Sur **la reconnaissance faciale**, ce qui se passe est aussi dangereux. **Plusieurs universités ont mis en place, pour faire passer les examens, des dispositifs de télésurveillance pour vérifier que les étudiants ne trichent pas. C'est complètement illégal.** Tout se passe très vite et si cela se généralise, on aura perdu, en seulement quelques mois, de nombreuses batailles. **On aura habitué une partie des jeunes adultes à des mécanismes de surveillance renforcés. C'est terrorisant de voir que l'on instrumentalise l'éducation pour tester ces dispositifs sécuritaires.**

ON A L'IMPRESSION QUE LES INDUSTRIELS ET LES START-UP EXPÉRIMENTENT TOUS AZIMUTS…

Oui, la période est propice aux opportunistes. **Il n'y a plus de gendarme qui veille sur les libertés.** La Cnil (la Commission nationale de l'informatique et des libertés) est complètement débordée, elle est au service minimum avec ses agents confinés ou malades. On ne peut plus appeler le standard alors que d'habitude toutes les entreprises l'appellent constamment pour savoir si ce qu'ils font est légal ou pas. Nous-mêmes, on a moins de moyens, et en plus on est pris par le débat sur StopCovid-19…
On entend souvent les politiques dire qu'en période de crise, il faut mettre en parenthèse le droit et les grands principes. Je pense que, au contraire, ils sont essentiels. C'est quand les choses dérapent, avec des attentats terroristes ou une crise sanitaire, qu'on a besoin d'un état de droit et de grand principe.
Avec cette pandémie, on risque d'avoir un effet cliquet. À partir du moment où une partie de la population renoncerait à une liberté, à l'intimité ou à l'anonymat dans la rue, ce serait très dur de la retrouver par la suite.

Propos recueillis par Gaspard d'Allens

https://reporterre.net/L-application-StopCovid-detourne-notre-attention-de-derives-securitaires-bien-plus-preoccupantes?fbclid=IwAR193r1_7X-TVkG_Nt_QCGkF7eh7M2KE-1SAxdbRo0YKFYY1IMS65NQdS0N0

CORONAVIRUS : UN BRACELET ÉLECTRONIQUE POUR SORTIR DU CONFINEMENT ?

Par Thibaut Déléaz
Modifié le 25/04/2020 à 10:05 - Publié le 24/04/2020 à 16:50 | Le Point.fr

Une société française propose au gouvernement le port d'un bracelet connecté plutôt qu'une application mobile pour suivre les malades après le déconfinement.

Le 11 mai, libérés mais tous tracés ? Pour éviter une deuxième vague de contaminations à la sortie du confinement, le gouvernement planche sur une application permettant de retracer les contacts des personnes dépistées positives au Covid-19 pour isoler ceux qu'elles auront rencontrés dans les jours précédents et donc potentiellement contaminés. **L'exécutif a beau marteler que l'installation de l'application ne sera pas obligatoire, la question de la protection de la vie privée et des données personnelles fait débat.**
Pour contourner ce problème, des acteurs de la tech française ont proposé au gouvernement des solutions alternatives, à l'instar du patron de Sigfox – opérateur d'un réseau bas débit pour les objets connectés –, Ludovic Le Moan, qui propose plutôt dans Les Échos un bracelet connecté. Si les termes de **« bracelet électronique »** peuvent effrayer, il assure que **« ce serait moins intrusif »** que Stop Covid, et **permettrait surtout de couvrir l'angle mort de l'application : les millions de Français qui ne possèdent pas de smartphone**.

NE PAS OFFRIR DE DONNÉES AUX GAFA

Son bracelet, « indépendant du téléphone », pourrait enregistrer les rencontres avec d'autres bracelets dans la journée pour alerter leurs porteurs si l'un d'eux devait être testé positif au Covid-19. Un principe identique à l'application, mais permettant de s'affranchir des smartphones et surtout des concepteurs de leurs systèmes d'exploitation : Google et Apple.
« Les Gafa savent déjà qui on est, ce qu'on fait et quel type de publicités ils peuvent nous pousser pour maximiser leurs revenus, explique Ludovic Le Moan aux Échos. Mettre, demain, dans leur système d'exploitation une technologie qui dévoile qui est avec qui à quel moment, c'est encore un pan de liberté qui va nous échapper et des données supplémentaires pour Apple et Google… » Et de préciser sur RTL : « Une fois que le bracelet est enlevé, c'est fini. Alors que le téléphone restera dans notre poche après la crise. »

UNE SOLUTION DÉJÀ EXPÉRIMENTÉE À L'ÉTRANGER

La solution du bracelet électronique a déjà été choisie par plusieurs pays pour faire face à la pandémie. Depuis la mi-mars, Hongkong impose le port d'un bracelet connecté à une application pour tous les étrangers qui entrent dans le pays. **Il permet aux autorités de contrôler que la période de quarantaine imposée à leur arrivée soit bien respectée.**
En Russie, la région de Mourmansk a décidé d'en faire usage pour suivre les malades, indique France 2. Les per-

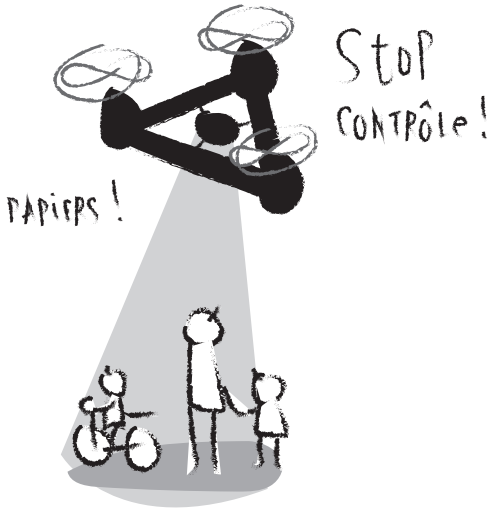
sonnes testées positives au Covid-19 ont le choix entre rester à l'hôpital ou rentrer chez elles, équipées d'un bracelet électronique pour que les autorités puissent contrôler le respect de leur isolement. De son côté, la Corée du Sud l'impose depuis début avril « à toutes les personnes qui violent les règles de l'auto-isolement en allant dehors sans prévenir et en ne répondant pas aux appels téléphoniques », explique l'agence de presse Yonhap.
Le bracelet connecté est aussi expérimenté comme une solution à plus petite échelle pour sécuriser la reprise du travail dans le respect des nouvelles règles sanitaires. Le port d'Anvers, en Belgique, teste le bracelet Romware Covid Radius, de la société Rombit, développé à l'origine pour détecter « quand un engin s'approche trop près du porteur ou encore en lançant l'alerte si le porteur est à terre », rapporte Les Échos. La version coronavirus permet d'émettre une alerte quand deux salariés sont trop proches ou qu'il y a trop de monde dans un même espace. Avec leur accord, **il permet aussi de dresser la liste des contacts rapprochés d'une personne malade dans les 14 jours précédant son diagnostic**.

UN COMPLÉMENT À L'APPLICATION ?

Le gouvernement ne s'est pas exprimé sur la possibilité d'avoir recours à un système de tracing basé sur des bracelets connectés, mais le cabinet de **Cédric O, secrétaire d'État chargé du Numérique, assure à RTL travailler sur les propositions des industriels**. « Nous avons pleinement conscience que tout le monde ne possède pas de smartphone, des solutions alternatives sont à l'étude », indique-t-il, précisant que « **rien n'est exclu à ce stade** ». Le bracelet pourrait alors être envisagé au moins comme un complément à Stop Covid. L'Italie, qui travaille sur une application similaire, baptisée Immuni, envisage d'imposer le port d'un bracelet électronique par les personnes âgées, considérées comme moins à l'aise avec les smartphones, rapporte BFM TV. **Le gouvernement italien pourrait également restreindre les déplacements des citoyens qui refuseraient d'installer l'application, rendant son caractère facultatif plus que discutable**.

En France, le cabinet de Cédric O se veut rassurant et martèle que « l'objectif du gouvernement est que tout citoyen qui souhaite contribuer à casser les chaînes de transmission et de propagation du virus puisse le faire, librement, en toute sécurité et dans un cadre respectant sa vie privée ».

https://www.lepoint.fr/societe/coronavirus-un-bracelet-electronique-pour-sortir-du-confinement-24-04-2020-2372770_23.php#xtor=CS2-238



APPLE ET GOOGLE AIDERONT AU TRAÇAGE DES PERSONNES INFECTÉES

Rédaction 10-04-20, 20:20 Source: belga

Les géants technologiques Apple et Google ont annoncé vendredi un "effort conjoint" visant à permettre l'utilisation de la technologie "Bluetooth" dans le cadre de la lutte contre le nouveau coronavirus. **L'idée est de faciliter le suivi des personnes infectées, dans le respect de la vie privée et du consentement des personnes, assure-t-on**.

"La proximité avec des personnes infectées contribuant à la transmission du Covid-19, **les autorités sanitaires publiques ont identifié le suivi des contacts humains (appelé aussi "contact tracing") comme un outil précieux pour aider à contenir sa propagation**", rappellent d'emblée les deux groupes.

INTEROPÉRABILITÉ ENTRE ANDROID ET IOS

Des autorités de santé publique, des universités et des ONG de premier plan dans le monde ont dès lors travaillé au développement d'une technologie de suivi des contacts sur des bases volontaires. "Pour poursuivre cette approche", **Apple et Google prévoient de lancer "une solution complète qui comprend des interfaces de programmation d'applications (API) et une technologie au niveau du système d'exploitation pour aider à activer le suivi des contacts.**"
Vu l'urgence de la situation, cette solution sera mise en œuvre en deux étapes. En mai, Apple et Google publieront des API qui permettront l'interopérabilité entre les appareils Android et iOS (les principaux systèmes d'exploitation pour smartphone) dans l'utilisation des applications des autorités de santé publique. Ces applications officielles seront disponibles pour les utilisateurs en téléchargement via leurs boutiques d'applications respectives.

CONSENTEMENT DES UTILISATEURS

Dans un second temps, c'est-à-dire "dans les mois à venir", **Apple et Google travailleront à l'élaboration d'une plate-forme de suivi des contacts plus large basée sur "Bluetooth". "Il s'agit d'une solution plus robuste qu'une API, qui permettrait à davantage de personnes d'y participer, si elles choisissent d'y adhérer, ainsi qu'une interaction avec un écosystème plus large d'applications en lien avec les autorités sanitaires gouvernementales**", explique-t-on.
Les deux géants technologiques assurent que "la transparence et le consentement des utilisateurs sont de la plus haute importance dans cet effort", et que cette fonctionnalité sera développée "en consultation avec les parties prenantes concernées."
"Grâce à une coopération et une collaboration étroites avec les développeurs, les gouvernements et les responsables de santé publique, nous espérons nous appuyer sur le puissance de la technologie pour aider les pays du monde entier à ralentir la propagation du Covid-19 et à accélérer le retour à la vie normale", concluent Apple et Google.

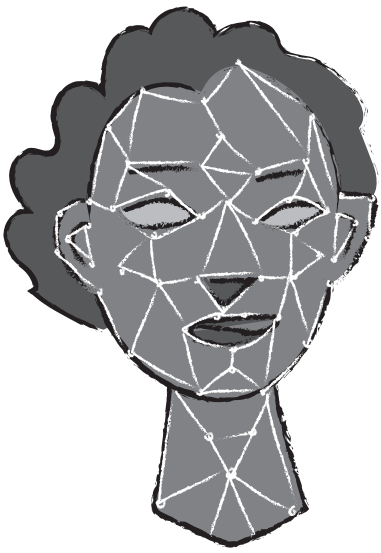
https://www.7sur7.be/tech/apple-et-google-aideront-au-tracage-des-personnes-infectees~aef95fb8/?referrer=https://les-moutonsenrages.fr/2020/04/11/vos-infos-news-et-autres-du-11-avril-2020/

L'AVENIR DES PIXELS EST ENTRE NOS MAINS

30 mars, 12:00

Le «défi» sur Facebook consistant à publier une photo de soi enfant : puissant outil de collecte de données, d'entraînement des algorithmes de reconnaissance faciale et d'enrichissement grâce à des caractéristiques liées à l'âge.
Connaît-on, lorsqu'on relève ce «défi», la liste des acteurs du numérique qui ont accès à ces données et a-t-on conscience de toutes les utilisations qui peuvent en être faites ?

" Le media financier américain Bloomberg affirme que la France deviendra bientôt le premier pays européen à utiliser la reconnaissance faciale pour donner aux citoyens une identité numérique sécurisée. "



[No 3445-FX-4672-Z]

Nom:
Prénoms:
Nationalité:
Sexe:
Genre:
Sexualité:
Etat de santé:
Opinion politiques:
Casier judiciaire:
Carte vitale:
Activités:
Profession:

LANCEMENT DE LA RECONNAISSANCE FACIALE EN FRANCE : MAIS QU'ALLONS-NOUS FAIRE DANS CETTE GALÈRE ?

Par Alexandra Saviana
Publié le 28/10/2019 à 15:05

Alicem, le projet d'identification par reconnaissance faciale de l'Etat français, est attendu dans les mois à venir. **Curieux, que la France se porte à la pointe d'une telle technologie tandis qu'en Californie, par exemple, plusieurs villes interdisent déjà son usage par les services publics au nom des libertés civiles…**

La nouvelle est revenue dans le débat par l'intermédiaire d'un magazine américain. Début octobre, **le media financier américain Bloomberg affirme que la France deviendra bientôt le premier pays européen à utiliser la reconnaissance faciale pour donner aux citoyens une identité numérique sécurisée**. Lancée par un décret en mai, l'application mobile **Alicem (version courte d'»Authentification en ligne certifiée sur mobile»**), utilisable uniquement sur Android, doit permettre de s'authentifier sur les sites accessibles via le portail d'accès du service public FranceConnect.gouv, comme ceux de la sécurité sociale et des impôts. Lors de son inscription, l'usager montrera sa bobine afin que le système vérifie qu'elle correspond à la photo de son titre d'identité. **Une application de la reconnaissance faciale qui paraît a priori bénigne mais qui doit s'examiner à la lumière de deux tendances mondiales : d'un côté, l'emploi de la technologie en Chine avec son fameux «crédit social», de l'autre, le cas de plus en plus de villes américaines qui choisissent, elles, de l'interdire.**
L'utilisation d'Alicem sera simplissime. Pour activer son compte, l'utilisateur devra être doté d'un smartphone Android équipé d'une puce NFC (Near Field Communication), ainsi que d'un titre de séjour ou d'un passeport équipé d'une puce sécurisée. Après avoir téléchargé l'application, l'usager devra entrer son adresse mail, scanner la bande optique et la puce du titre d'identité, et choisir un code secret. C'est à cette étape qu'intervient la reconnaissance faciale. Face caméra, l'usager devra faire des mouvements de tête, cligner des yeux, sourire… Et ce, afin que la machine identifie son visage en le comparant à son titre d'identité. Une fois qu'un visage est associé à la photo d'identité reliée au compte, «l'identité numérique» de l'utilisateur est confirmée. La reconnaissance faciale ne sert qu'une fois, au moment d'activer l'application Alicem. Le reste du temps, il devra toujours entrer un code à plusieurs chiffres pour se connecter sur les sites des services publics concernés.

«FIN 2019 OU DÉBUT 2020»

Encore en phase de test, Alicem attise déjà les inquiétudes. Le 15 juillet, La Quadrature du Net a déposé un recours devant le Conseil d'Etat pour annuler le dispositif. **L'association de défense des libertés sur Internet s'alarme du traitement des données biométriques (c'est-à-dire des caractéristiques physiques propres à un individu) «ayant pour objectif avoué d'identifier chaque per-**

sonne sur Internet pour ne plus laisser aucune place à l'anonymat». Avant même la publication du décret introduisant Alicem, en octobre, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) avait elle aussi rendu un avis sceptique, s'alarmant déjà de l'absence d'alternative à l'identification par reconnaissance faciale sur le portail. **Une telle mise en œuvre, prévenait la Cnil, serait non-conforme au règlement européen de protection des données (RGPD), entré en application en mai 2018**.
Entretemps, le gouvernement a revu sa copie. Interrogé dans Le Monde le 14 octobre, le secrétaire d'Etat au numérique, Cédric O, a garanti que le gouvernement était ouvert «à des techniques alternatives d'authentification forte» : «Il y aura, le cas échéant, des mécanismes d'enrôlement qui ne passent pas par la reconnaissance faciale». Le ministre est resté vague sur la date d'entrée en application d'Alicem, indiquant ne pas vouloir élargir le test «avant que nous n'ayons eu (les) premiers retours» du Conseil national du numérique et du travail de parlementaires sur le sujet de l'identité numérique. Pour Jérôme Létier, directeur de l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS), questionné par l'Usine nouvelle, le déploiement d'Alicem devrait avoir lieu «fin 2019 ou début 2020».

> " Autre crainte des détracteurs d'Alicem : celle d'un couplage, un jour, de l'outil avec un dispositif policier. "

ALICEM, LA POLICE ET LES LIBERTÉS

Les critiques d'Alicem ne se limitent pas à une question d'alternatives. Il y a aussi celle de l'accessibilité. Uniquement disponible sur Android, pour un usage unique - la création de son «identité numérique» - Alicem fait un peu figure de gadget. Mais un gadget qui risque de se banaliser, le gouvernement entendant permettre un accès en ligne à la totalité des services publics d'ici à 2022. Avec un autre risque : celui de laisser une partie de la population française, peu habituée aux nouvelles technologies, sur le bas-côté. «Il faut aussi faire attention au gouffre technologique. En allant trop vite, on risque de familiariser seulement une partie de la population à ces nouvelles technologies et de laisser de côté toute celle atteinte d'illectronisme (illettrisme numérique (ndlr)», s'alarme Carlos Moreno, professeur à l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne, directeur scientifique de la Chaire ETI (Entrepreneuriat Territoire Innovation). D'après une étude du CSA Research remontant à l'année dernière, l'illectronisme touche 2,5 millions de Français.
Autre crainte des détracteurs d'Alicem : celle d'un couplage, un jour, de l'outil avec un dispositif policier. D'autant que ces dernières années, **les déclarations du ministère de l'Intérieur** sur le sujet ont plutôt nourri les inquiétudes. Ainsi en septembre 2017, **sa feuille de route insistait sur sa volonté de se positionner comme «maître d'ouvrage et maître d'œuvre de l'élaboration de solutions d'identité numérique»**. Deux ans plus tard, dans l'introduction du rapport «Etat de la menace liée au numérique en 2019», Christophe Castaner écrivait : **«La liberté justement, voilà tout le paradoxe d'Internet. L'anonymat protège tous ceux qui répandent des contenus haineux et permet à des faux comptes de se multiplier pour propager toutes sortes de contenus (...) Nous devons donc relever le défi de l'identité numérique pour que chaque Français, dès 2020, puisse prouver son identité et savoir avec qui il correspond vraiment»**.
Nous n'en sommes pas là : rien ne prévoit d'associer Alicem à un dispositif policier. Et Cédric O comme Jérôme Létier de pointer des «fantasmes». «Faire croire que la sortie dans quelques semaines d'Alicem, où l'on compare une fois une photo et une vidéo, équivaut à de la reconnaissance faciale généralisée, est exagéré», s'est agacé le second. Un point de vue que rejoint Carlos Moreno : «La crainte de la reconnaissance faciale est assez similaire à celle qu'avait, il y a vingt ans, la population générale au sujet de la vidéosurveillance, estime-t-il. Il faut évidemment être très prudent dans le langage comme dans l'expérimentation, pour éviter qu'un raccourci de vérification d'identité ne devienne un outil de contrôle. Mais tant que la reconnaissance faciale reste un simple outil de contrôle formel d'identité, il n'y a que peu de risques».
En fait, le système Alicem ne choque pas tant dans son application prévue à ce stade que dans ce qu'il représente pour le futur. «**Alicem ne crée pas la surveillance généralisée mais elle normalise la reconnaissance faciale dans l'esprit des gens**», décrypte Benoît Piedallu, membre de La Quadrature du net. «C'est un énième avatar de la vidéosurveillance, dont nous voyons les premiers essais industriels depuis les attentats de 2001», remarque Laurent Mucchielli, directeur de recherche au CNRS. Pour ce sociologue, spécialiste des politiques de sécurité, **le risque de voir le champ d'application d'Alicem dépasser celui de la simple identification est bien réel** : «Il y a toujours un risque que, dans deux ou trois ans, une nouvelle vague d'attentats pousse des politiques à demander la connexion de ce fichier aux fichiers de police», avance-t-il. «Dans le contexte post-attentats de 2015, **on observe un grignotage régulier des libertés civiles, en particulier sur Internet où, à certains égards, il y a un alignement de facto des pratiques des Etats démocratiques sur celles des régimes plus autoritaires**, abonde Julien Nocetti, chercheur associé à l'IFRI. Il ne faut pas être naïf : **nous ne sommes pas immunisés à d'éventuelles dérives**».

> " On observe un grignotage régulier des libertés civiles, en particulier sur Internet où, à certains égards, il y a un alignement de facto des pratiques des Etats démocratiques sur celles des régimes plus autoritaires. "

RÉPONDRE AUX ATTENTES DES INDUSTRIELS

D'autant qu'Alicem n'est pas la première incursion de la reconnaissance faciale dans notre espace public. **Ces dernières années, à la faveur des expérimentations de smart cities (ou «villes intelligentes»), la technologie s'est peu à peu installée dans l'espace public**. Aux aéroports Roissy-Charles de Gaulle et Orly, à Paris, des bornes de contrôle par reconnaissance faciale ont déjà remplacé la lecture des empreintes digitales. A Nice, du 16 février au 2 mars lors de son carnaval, la ville a testé la reconnaissance faciale sur la voie publique avec 5.000 volontaires. Résultat : une mairie ravie, revendiquant «un outil fiable et pertinent» et une Cnil plus sceptique, regrettant «l'urgence dans laquelle ses services ont été sollicités» et des «circonstances n'étant pas de nature à favoriser un travail d'analyse approfondie du dispositif projeté». Invité à Nice, le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner s'était pourtant déclaré «très heureux qu'on puisse travailler sur (cette) expérimentation».

«L'ETAT DOIT SE PROTÉGER DE LUI-MÊME»

Face au développement des technologies de reconnaissance faciale en France et dans le monde, **la volonté de ne pas louper le coche technologique est grande au sein de l'exécutif**. Interrogé dans Le Monde sur Alicem, Cedric O a ainsi fait valoir le droit «d'expérimentation» : «**Expérimenter est également nécessaire pour que nos industriels progressent». «Comme s'il revenait aux citoyens de répondre aux attentes des industriels**», ironise Laurent Mucchielli. Il faut dire que la marge de la reconnaissance faciale est importante. Testée dans la rue à Londres, royaume des caméras de surveillance - plus de 500.000 quadrillent la ville -, l**a technologie affiche un taux d'erreur de 81% d'après les évaluations d'une équipe de chercheurs de l'Université d'Essex**. Des défauts auxquels l'exécutif semble avoir songé, Cédric O proposant, toujours dans son entretien au Monde, «une instance spécifique, composée de membres issus de différentes administrations et régulateurs, sous la supervision de chercheurs et de citoyens», sur la reconnaissance faciale. «**L'Etat doit se protéger de lui-même**», a-t-il affirmé.

> " «Expérimenter est également nécessaire pour que nos industriels progressent». «Comme s'il revenait aux citoyens de répondre aux attentes des industriels». "

A l'étranger, plusieurs villes ont déjà choisi d'interdire l'utilisation de la reconnaissance faciale par leurs services publics. En mai dernier, la ville de San Francisco, en Californie, en a ainsi interdit l'usage par la police et les agences gouvernementales. Les villes de Sommerville et d'Oakland ont suivi. Et la France devrait en faire autant, estime-t-on à La Quadrature du net : «C'est bien la preuve qu'on peut dès aujourd'hui interdire la reconnaissance faciale, relève Benoît Piedallu. Il ne faut pas céder aux sirènes des industriels».
Ne pas céder afin d'éviter les dérives de la reconnaissance faciale, comme le programme de «crédit social» utilisé en Chine. Ce dernier doit permettre au pouvoir central, à l'horizon 2020, de noter et ficher l'ensemble de ses citoyens. Revenant régulièrement dans le débat - encore l'objet d'un documentaire d'Envoyé Spécial le 10 octobre -, **le système de surveillance chinois sert justement de repoussoir aux opinions occidentales.** En juillet, un article du site spécialisé Wired relevait ainsi **notre obsession pour ce qu'il appelle les «représentations exagérées» de l'expérience chinoise, qui peuvent «aider à minimiser les efforts de surveillance dans d'autres parties du monde» : «Parce que la Chine est souvent considérée à la dernière extrémité du spectre, je pense qu'elle déplace le cadre de toute la conversation,** analyse Jeremy Daum, directeur du bureau de Pékin de l'école de droit de Yale. **De cette manière, tout ce qui est moins invasif que notre version imaginée du crédit social semble acceptable car au moins, nous ne sommes pas aussi mauvais que la Chine».** Moins mauvais, ou plus aveugles sur nous-mêmes ?

https://www.marianne.net/societe/lancement-de-la-reconnaissance-faciale-en-france-mais-qu-allons-nous-faire-dans-cette-galere?fbclid=IwAR3GpgRkl6_AK6_HPmrC3AyT0pZ_WsyhKqbAiqMYeI-JPws9VHzSd8nEVUrM

QUAND LA CONSERVATION DE LA NATURE SERT DE COUVERTURE AUX TECHNOSCIENCES MORTIFÈRES

4 févr. 2020, Par Françoise Degert - Blog : Le blog de Françoise Degert

C'est confirmé : **les conservationnistes (2), dont l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), déroulent le tapis rouge devant les pires techno-sciences, au profit des multinationales et de riches investisseurs.**
On connaît George Monbiot pour son amour de la nature sauvage et sa détestation de l'élevage, en particulier des moutons , ce « fléau laineux qui nous fait l'amabilité de détruire nos campagnes ». Cet ex-journaliste de la BBC écrit régulièrement dans le quotidien britannique « The Guardian » et reste considéré comme un intellectuel dans le milieu de la conservation de la nature. George Monbiot est un leader d'opinion et son article intitulé « Les aliments cultivés en laboratoire vont bientôt détruire l'agriculture et sauver la planète » mérite de s'y arrêter.

BOUILLON DE CULTURE TRANSHUMANISTE

Dans cet article, il s'émerveille de la nourriture synthétique fabriquée à base de terre, d'eau et d'hydrogène. Il a apprécié la mousse jaune, « ce bouillon de culture» que les techniciens d'un laboratoire d'Helsinki ont transformé en crêpe et qu'il a goûtée avec plaisir. « Elle avait un goût de crêpe» selon lui. Grâce aux dernières trouvailles de la biologie, cette soupe primaire sert aussi à faire des oeufs, de la viande, du poisson et on peut même en extraire des glucides. C'est à ses yeux le Saint-Graal de l'alimentation humaine. **Plus besoin d'agriculture et d'élevage, la « nourriture sans ferme » va sauver la planète, terre et océans inclus**. La nature sauvage va enfin pouvoir de nouveau prospérer dans la biosphère libérée des activités de l'ancien monde. **En attendant d'être sauvés par la technologie, il exhorte prudemment les humains à devenir végétariens** (ou vegans, cela reste imprécis).
Son article est intéressant car il fait clairement **le lien entre la conservation de la nature et l'idéologie transhumaniste** (la technologie transcendera les humains vers leur immortalité). Il aurait d'ailleurs pu rédiger le communiqué de Technoprog, une association française de transhumanistes, tant les deux écrits se ressemblent. Comme George Monbiot, Technoprog conclut aux bienfaits de l'alimentation synthétique qui « permettrait de limiter l'élevage et l'abattage bovin, de réduire les souffrances animales qui y sont associées, de faire des économies en eau et en surfaces agricoles ou de réduire l'effet de serre ». Coïncidence troublante ? Non, sachant que **cette idéologie, le transhumanisme, fleurit dans les start-up de la Silicon Valley et les GAFAM, qui ont l'ambition de changer le monde**. Le principal mérite de George Monbiot est de dire tout haut ce qui se trame tout bas. Et **ce qui se trame entre les Geeks de la Silicon Valley, les technosciences, les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et leurs fondations n'est rien moins que la disparition des agriculteurs et des éleveurs**.

MAIN BASSE SUR LES RESSOURCES

La raison en est simple. **Les pourvoyeurs de ressources naturelles sont la terre et les océans**. **Il est temps, pour les géants de l'agro-alimentaire, de la pêche, et autres industries, de les exploiter directement**. A l'échelle planétaire, les marchés de détail de la nourriture représentaient 3 billions de $, et un gagne-pain de 2,6 milliards de $ pour les agriculteurs en 2004. Voilà de quoi ouvrir les appétits. Pour mettre la main sur ces marchés, ces géants et ces riches investisseurs disposent d'un atout de poids : la recherche technologique des acteurs de la Silicon Valley et autres start-up qui fleurissent un peu partout dans le monde.

Acte 1 : les géants de l'agro-alimentaires fabriqueront de la nourriture synthétique pour les humains comme ils le font déjà pour les animaux avec les croquettes pour chiens par exemple.

Acte 2 : les mêmes s'apprêtent à remplacer les agriculteurs et les éleveurs par une main-d'oeuvre bon marché guidée par l' «intelligence artificielle» et les technologies de pointe en communication.

Acte 3 : grâce à la biologie de synthèse, on fera pousser dans nos champs des plantes qui se transformeront en caoutchouc, en chocolat ou autres et remplaceront les matières premières industrielles autrefois importées. Il est aussi question de rendre les terres incultes productibles.

Les trois actes se déroulent déjà actuellement, dans le désordre, parfois simultanément.

La fabrique du consentement avait déjà commencé dans les années 2000. On se souvient du pavé de 500 pages de la FAO intitulé « L'ombre portée de l'élevage », publié en français en 2012 (2006 en anglais). Concluant à la nécessité de mettre fin à l'élevage extensif accusé d'occuper 30% des terres de la planète, il avait bénéficié du concours éclairé de l'UICN et de chercheurs du CIRAD, lequel CIRAD fait partie de l'UICN. Son point de vue a été repris et est toujours partagé par les adeptes du ré-ensauvagement, également appelé «rewild». La multiplication des associations de conservation de la faune sauvage en particulier des grands prédateurs, **les mouvements vegans largement financés par des fondations américaines, manipulent l'opinion depuis des décennies contre l'élevage, et surtout l'élevage extensif. On en comprend mieux aujourd'hui les motivations : bouleverser l'alimentation humaine, libérer les terres des animaux de rente et de l'agriculture nourricière, développer de nouvelles matières premières grâce aux nouvelles technologies.**

> " Derrière l'idéologie transhumaniste se profilent les appétits financiers des géants de l'agro-alimentaire et de riches investisseurs."

FAUSSE VIANDE POUR LES CLASSES POPULAIRES

Bill Gates, Richard Branson, de grandes multinationales telles que Tyson Giants et Cargill, ont apporté quelques dizaines de millions de $ en quelques années pour favoriser la création du premier steak à base de protéines in vitro. Ce type de protéines intéressait particulièrement la NASA. En 2013, Mark Post et son équipe (Pays-Bas) ont présenté ce «Frankenburger» à Londres. Sa production en série nécessite encore quelques mises au point mais le «Frankenburger» devrait rejoindre la restauration rapide dans les deux ans qui viennent.

Les steaks à base de végétaux tiennent actuellement le haut du pavé. On ne compte plus les start-up qui se sont lancées dans cette production et les steaks vegans Beyond Meat (start-up américaine) sont dans les rayons des grandes surfaces françaises depuis le 3 février. On les trouve également dans les fast-food Burger King, Mac Do car **la cible pour ce genre de produit est une clientèle jeune, de classe moyenne ou inférieure. Les nouvelles habitudes alimentaires se façonnent pas à pas, en privilégiant les classes populaires**. Et ce n'est pas terminé : **des start-up californiennes nous concoctent depuis quelques années une alimentation à base d'insectes**... **Car les protéines** «, ces briques de l'organisme, constituent notre enveloppe : les os, les muscles, les cheveux, les ongles, la peau, mais aussi nos messagers internes tels que les hormones, les enzymes ou les anticorps du système immunitaire, qui nous défendent contre les infections. Elles **sont essentielles à l'homme, car il ne sait pas les fabriquer à partir d'autres nutriments**, contrairement aux glucides par exemple. **Elles doivent donc être apportées obligatoirement par l'alimentation**». D'où le nouveau marché des protéines de substitution estimé par JP Morgan à 100 milliards de $ dans 15 ans pour les steaks à base de végétaux, et à 140 milliards de $ dans 10 ans par Barclays pour les viandes issues de cellules animales.

On sait que les aliments ultra-transformés multiplient les risques de cancer. Pour l'heure, **aucune étude indépendante n'a été menée sur la sécurité alimentaire des faux steaks**. On se contentera des assurances de George Monbiot sur leur bienfait pour la santé, et de l'enthousiasme de Technoprog qui y voit un prochaine étape d'adaptation des humains à la biologie de synthèse comme ils l'ont fait tout au long de leur histoire…

Derrière l'idéologie transhumaniste se profilent les appétits financiers des géants de l'agro-alimentaire et de riches investisseurs. George Monbiot et les transhumanistes ignorent-ils que la haute technologie est le terrain de jeu des multinationales ?

UNE AGRICULTURE ASSERVIE À L'INDUSTRIE

La nourriture synthétique libérera des terres pour les matières premières industrielles. «Des pneus en pissenlits, des portes de voitures en fibre de chanvre, ou encore des bottes en blé et non en caoutchouc» : tel est le programme de la ministre allemande de l'Agriculture, Julia Klöckner approuvé le 15 janvier dernier par le Conseil des ministres. **D'ailleurs, on ne parle plus d'agriculture mais de «bioéconomie»**, le nouveau mot d'ordre lancé par l'OCDE au début des années 2000 et repris par la Commission européenne. « **La bioéconomie entend substituer au pétrole l'utilisation de ressources naturelles ou bioressources, afin de produire de la bioénergie** (biocarburants ou biocombustibles), **des biomatériaux** (bois d'œuvre, matériaux composites) **ou des produits biosourcés** (bioplastiques, solvants, cosmétiques, etc.)». Elle s'est généralisée dans 60 pays, dont la France. Toujours à l'avant-garde, le groupe AVRIL, anciennement connu sous le nom de SOFIPROTEOL, s'est associé à Royal DSM en juillet dernier pour créer des protéines à partir du colza. **Le préfixe bio laisse déjà présager l'orientation des crédits de la prochaine PAC** (politique agricole commune) 2021-2027 **vers l'agriculture industrielle bourrée de technologies**. **Evidemment, les surfaces utilisées pour la culture nourricière et l'élevage seront limitées**...

Conçue par et pour l'industrie, cette bioéconomie, entend bien être concurrentielle en anticipant les cours des matières premières. **C'est là qu'entre en jeu le Big Data développé par les GAFAM pour pla-**

nifier les cultures en fonction du marché. Monsanto ne se contente plus de vendre des pesticides et des engrais. La multinationale a racheté en 2013 « The Climate Corporation », une start-up fondée par d'anciens salariés de Google, qui réalise des simulations climatiques à très haute résolution. Estimé à 20 milliards de $, le marché des données météo agricoles s'avère juteux, en étant vendues aux exploitants agricoles et aux grands négociants tels que CARGILL et ADM. Cette perspective a également retenu l'attention de la FNSEA qui expérimente « l'agriculture connectée » depuis 2014 dans une vingtaine d'exploitations. Balayant quelques inquiétudes, la présidente de la FNSEA, Christiane Lambert, déclarait le 26 octobre 2016, à Angers, qu' « il faut accepter que le numérique permette d'agir plus vite, avec des réponses plus appropriées ayant moins d'impact ».

> " Monsanto ne se contente plus de vendre des pesticides et des engrais. La multinationale a racheté [...] une start-up [...] qui réalise des simulations climatiques à très haute résolution. "

ROBOTISATION À OUTRANCE

Pour ce qui est de l'impact, les multinationales ont la solution grâce aux nanotechnologies et à la biosynthèse. Ainsi, les Pays-Bas ont décidé de réduire l'apport des pesticides en les utilisant «de manière ciblée». «Quand ils sont nécessaires, on préfèrera les substances à faible risque» expliquait le gouvernement néerlandais dans un communiqué en avril 2019. **L'une des solutions adoptée par le gouvernement est de sélectionner des semences particulièrement résistantes via les nouvelles techniques de sélection des plantes (NTSP) en modifiant leur ADN**. Qualifiées d'organismes génétiquement modifiés (OGM) par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), ces semences tombent sous le coup de la directive OGM. Sur ce point, le débat fait rage en ce moment au sein de l'UE. L'autre solution est d' «utiliser les pesticides de manière intelligente, afin de limiter les émissions environnementales et d'assurer une production agricole pauvre en résidus» selon le communiqué. **Les multinationales, telles que Monsanto-Bayer, Syngenta-ChemChina, proposent déjà la diffusion de pesticides dans des nanos capsules.**

Dans la ferme du futur très proche, l'exploitant agricole verra depuis son ordinateur portable où se trouvent les mauvaises herbes à enlever, les besoins en eau, d'engrais ou de pesticides, les cours mondiaux, la météo. Il guidera de loin son tracteur robotisé ou enverra sur le terrain sa main-d'oeuvre sous-payée. **Finis le savoir-faire et l'intelligence humaine : l'ordinateur, les systèmes d'information géographique (SIG), les capteurs capables d'analyser les besoins, disséminés dans les champs reliés à un GPS (parfois des nano-capteurs jusqu'à former une poussière intelligente), les remplaceront**. La convergence des Nanotechnologies, Biotechnologies, Sciences de l'Information et sciences Cognitives (NBIC) n'épargne ni l'élevage, ni la pisciculture. **Les nano-puces implantées sur les animaux détectent des maladies, analysent les spécimens au niveau génétique pour les sélectionner, permettent de surveiller le bétail à distance, le privant pendant de longues périodes des soins apportés par les humains.**

En ajustant les nanoparticules des plantes cultivées, on pourra également produire des substituts à différentes matières premières industrielles jusqu'alors importées telles que le caoutchouc ou le chocolat. Ce qui entraînera inévitablement une chute des cours mondiaux des matières premières et des produits agricoles.

LE FORÇAGE GÉNÉTIQUE, UNE ARME DE DESTRUCTION MASSIVE

Le bouleversement technologique va bien au-delà. **L'UICN voit dans la biologie de synthèse et les technologies de l'information le moyen de recréer des espèces disparues, de sauver des espèces en danger d'extinction, de les étudier à distance...** Le canular du retour du mammouth laineux sur terre permet de masquer **des programmes incontrôlables de manipulation génétique conçus par le « Gene Drive» (GD), autrement dit le « guidage génétique » ou comme l'appellent les francophones, le « forçage génétique », tandis que l'UICN parle d' « impulsion génétique »**. Il s'obtient en découpant l'ADN, une technique inventée en 2012 par deux chercheuses, une Française, Emmanuelle Charpentier et une Américaine, Jennifer Doudna. **Etant plus rapide, plus précise et moins chère, la technique des «ciseaux à découper l'ADN «**, également appelée CRISPR Cas9, **s'est répandue comme une traînée de poudre. Grâce au forçage génétique, la modification d'un gène rend l'individu modifié reproductible. Il entre en interaction avec les organismes vivants non modifiés. Or, «cette mutation auto-amplifiante, s'auto-réplique et se diffuse plus rapidement que par la génétique habituelle». «Si avec les OGM classiques la dispersion des gènes modifiés devait être évitée (...), avec ces nouveaux organismes génétiquement modifiés la dispersion devient la stratégie recherchée»**. Le Tarjet Malaria Project, qui réunit un consortium d'université et de centres de recherche financés en grande partie par la Fondation Bill et Melinda Gates, ambitionne de modifier génétiquement les anophèles (moustiques) pour qu'ils ne soient plus porteurs de la malaria. Ce projet a été expérimenté sans succès au Brésil et aux îles Caïman où le gouvernement y a mis un terme. La Fondation s'est évidemment tournée vers l'Afrique, notamment au Burkina Faso, où le Tarjet Malaria Project a été très mal reçu par les populations concernées dont on avait oublié de demander le consentement.

Car les conséquences d'une telle manipulation sont imprévisibles. Si on élimine un moustique vecteur de la malaria, une autre espèce peut prendre sa place. **En outre, ces organismes modifiés peuvent servir en se dispersant à des fins militaires**. Le premier à avoir tiré le signal d'alarme est le grand patron de la CIA, James Clapper. Dans un rapport de février 2016 déclassifié, **il met CRISPR Cas9 dans la catégorie des « armes de destruction massive «, au rang du «programme nucléaire nord-coréen, des armes chimiques syriennes et des missiles de croisière russes !**»

Mais **les projets de forçage génétique sont financés par l'Agence de recherche militaire du gouvernement des Etats-Unis** (DARPA, Defence Advanced Research Projects Agency), **la Fondation Bill et Melinda Gates**, **The Tata Trusts et l'Open Philanthropy Project soutenu par Facebook**.

> " Grâce au forçage génétique, la modification d'un gène rend l'individu modifié reproductible. [...] Or, «cette mutation auto-amplifiante, s'auto-réplique et se diffuse plus rapidement que par la génétique habituelle»."

L'UICN, CHEVAL DE TROIE DE L'ULTRA-LIBÉRALISME ET DES GAFAM

La Convention sur la diversité biologique (CDB) qui s'est réunie du 13 au 29 novembre 2018 à Charm el Cheikh (COP 14) avait mis le forçage génétique à l'ordre du jour. **Cent cinquante ONG ont réclamé un moratoire. Il leur a été refusé**. La CDB s'est contentée d'appeler les gouvernements à évaluer eux-mêmes les risques et à obtenir le consentement des populations locales avant le lâcher des organismes exterminateurs. Il faut dire que **la Fondation Gates avait investi 1,6 million de $ dans une agence de relation publique, Emerging Ag Inc, pour exercer une influence sur la CDB**. **Cette agence a recouru à des scientifiques acquis à la cause et à leur financement, des scientifiques dont la renommée et les travaux avaient été coachés par des agences de communication**.

Bill Gates tient toujours à faire entériner le forçage génétique par la CDB qui doit se réunir à Kunming (Chine) en octobre prochain. Ce sera la COP 15. L'UICN s'est mise de la partie, sans que l'agence de relation publique ait été obligée de recourir à des scientifiques amis. Elle a réuni un groupe de travail pour peaufiner un rapport préparatoire sur la biologie synthétique. Or, **le groupe de travail qui a rédigé le rapport était composé en majorité de personnes acquises au forçage génétique, le plus souvent carrément en conflits d'intérêts**. Merci aux Canadiens d'ETC group d'avoir alerté le monde sur la composition de ce groupe de travail. Leur document, « Le forçage génétique sous influence » fait l'historique des décisions de l'UICN et présente par ordre alphabétique les auteurs en faveur de cette nouvelle technologie.

Doit-on s'en étonner ? Ce n'est pas la première fois que l'UICN, qui prépare les conventions internationales sur l'environnement et leurs protocoles, déroule le tapis rouge devant les multinationales et les riches investisseurs. **Rappelons que la CDB créée en 1992, à Rio, a inauguré la privatisation du vivant par le biais de la propriété intellectuelle instaurée sur la faune, la flore et les savoir-faire. Soit deux ans avant l'accord sur la propriété intellectuelle** (ADPIC) **signé en 1994 à Marrakech avec la création de l'OMC** (organisation mondiale du commerce). Plus récemment, l'UICN a signé en 2014 un partenariat avec le groupe suisse Syngenta au moment où elle publiait son évaluation sur une espèce de papillons menacée par les pesticides. Et comme par hasard, les solutions proposées par l'UICN étaient identiques à celles … du groupe suisse. Lequel groupe est devenu Syngenta-ChemChina depuis son rachat en 2017 par une société chinoise.

Dans son dossier thématique sur la biologie de synthèse daté de mai 2019, l'UICN se contente de proposer dans les prochaines négociations de la CDB «une évaluation au cas par cas», par des scientifiques, des gouvernements, la société civile et des organisations des peuples autochtones. Le moratoire n'est pas retenu, Bill Gates est sûrement soulagé. Cette proposition devrait avoir le soutien de la Chine où se tiendra la prochaine conférence des Etats. D'autant qu'elle sera présentée par le président de l'UICN, ZHANG Xinsheng, également Chinois.

Cet article n'aurait pas pu se faire sans l'alerte donnée par «ETC Group» sur le forçage génétique, et le travail d'investigation de cette association canadienne. Créée par Pat Mooney, le lanceur d'alerte sur la géo-ingénierie, ETC group est aujourd'hui dirigée par Jim Thomas. La lecture de ses rapports est vivement conseillée, notamment «La ferme atomisée»

Site de ETC Group : https://www.etcgroup.org/fr

GLOSSAIRE :

Biologie synthétique : Alors que l'ingénierie génétique n'implique qu'un ou quelques gènes à la fois, la biologie synthétique crée des organismes entièrement nouveaux. En 2003, J. Craig Venter et son équipe de chercheurs ont réussi à fabriquer un chromosome entièrement synthétique en deux semaines. En 2008, le même institut a annoncé la création du premier génome bactérien franchissant ainsi un pas important vers la vie artificielle. La biologie synthétique peut aussi présenter de sérieux risques imprévisibles, tels que la création d'organismes nuisibles. Une arme nouvelle en quelque sorte. (d'après « Conservation pour une ère nouvelle ». Jeffrey A. McNeely, Susan A. Mainka, UICN, 2009).

Conservationnistes : ceux qui veulent conserver la nature sauvage. Leurs principales associations sont l'UICN, le WWF, l'ASPAS, la LPO etc...

Forçage génétique : la création d'organismes génétiquement modifiés capables de se reproduire comme tels et d'interagir avec le monde réel ou sauvage (GDO : Gene Drive Organism). Cette faculté les différencie des OGM. « Une fois que le forçage génétique a été sorti de la bouteille, personne n'a réellement trouvé le moyen de le réintroduire ».

Nanotechnologies : manipulation de la matière à l'échelle des atomes et des molécules (1 nanomètre, nm = 1 milliardième de mètre). On ne les voit pas dans la nourriture car elles ne sont pas étiquetées en tant que telles (jus d'orange, bonbons etc…). Selon Vyvian Howard, fondatrice et rédactrice en chef du « Journal of nanotoxicology », la taille réduite des nanoparticules augmente leur toxicité, car les nanos se déplacent plus facilement dans l'organisme en traversant des membranes protectrices (peau, barrière hémato-encéphalique, placenta).

Transhumanisme : mouvement culturel et intellectuel international prônant l'usage des sciences et des techniques afin d'améliorer la condition humaine notamment par l'augmentation des capacités physiques et mentales des êtres humains (d'après Wikipedia).

POUR ALLER PLUS LOIN :

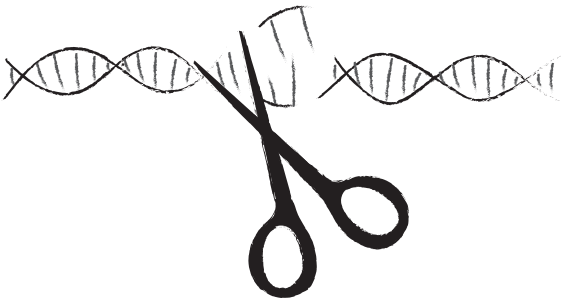
-La Silicon Valley au service du transhumanisme (par Cincinnatus) https://cincivox.wordpress.com/2018/02/12/la-silicon-valley-au-service-du-transhumanisme/

- L'imposture du transhumanisme (par Danièle Tritsch et Jean Mariani)

-Google, ou la révolution transhumaniste via le Big Data (Par Eric Delbecque)

Et bien sûr, le site de l'association française transhumaniste , Technoprog

https://blogs.mediapart.fr/francoise-degert/blog/040220/quand-la-conservation-de-la-nature-sert-de-couverture-aux-technosciences-mortiferes?utm_source=facebook&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xtor=CS3-66&fbclid=IwAR3bdjLXL4OiS7QsR5PC9t_ODvFNF2jwTSjq-vqx1qrHiemhTlJ2Xycudg



COVID19 : L'ETAT EN PROFITE POUR INSTAURER UNE SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE

Publié le 14 avril 2020

Alors que l'hôpital est toujours en pénurie de masques et de blouses faute d'anticipation par l'Etat et qu'on fait plus de contraventions que de tests, la mécanique d'une société de surveillance se met en place. Voilà qu'on nous sort des bizarreries telles que **des commandes de « micro-drones du quotidien » pour surveiller la population**.
Certains des drones seront même dotés de capteurs thermiques.
Il y a quelques jours on parlait déjà d'**une commande de 3,6 millions d'euros de gaz lacrymogène faite début mars**. Cette nouvelle commande s'élève elle à 3,5 millions d'euros.
L'appel d'offre qui vient d'être publié le 12 avril par le ministère de l'intérieur concerne l'acquisition de 651 drones.
Divisé en trois lots on y trouve :
1,8 million d'euros pour 565 « micro-drones du quotidien »
1,58 million d'euros pour 66 « drones de capacité nationale »
Et 175 000€ pour 20 « nano-drones spécialisés »

Pour lire tous les détails, les pièces jointes sont à télécharger ici : https://www.marches-publics.gouv.fr/ap…/consultation/562523… Pour les montants : https://www.boamp.fr/avis/detail/20-51423/0

https://expansive.info/Covid19-l-Etat-en-profite-pour-instaurer-une-societe-de-controle-2187

" Alors que l'hôpital est toujours en pénurie de masques et de blouses faute d'anticipation par l'Etat et qu'on fait plus de contraventions que de tests, la mécanique d'une société de surveillance se met en place. "

POURQUOI LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR VIENT-IL DE COMMANDER DES DRONES ?

Par Fabien Leboucq 15 avril 2020 à 07:42

Place Beauvau vient de publier un appel d'offre d'un montant de près de 4 millions d'euros pour l'achat de plusieurs centaines d'appareils, assurant qu'il n'y a pas de lien avec leur utilisation dans la crise actuelle.
Question posée par Laurence le 14/04/2020

Bonjour,
Vous nous interrogez sur un appel d'offres publié le dimanche 12 avril sur le bulletin officiel des annonces de marchés publics (Boamp). Sobrement intitulé «Drones», il émane du ministère de l'Intérieur, via le Service de l'achat, de l'équipement et de la logistique de la sécurité intérieure (Salesi, devenu le Sailmi).
Cet appel d'offres, repéré par un journaliste de Franceinfo, a donné lieu à de nombreux commentaires et reprises. Comme sur la page Facebook proche des gilets jaunes «Cerveaux non-disponibles», où une publication partagée plus de 11 000 fois s'interroge sur la temporalité de cette annonce : «Alors que l'hôpital est toujours en pénurie de masques et de blouses faute d'anticipation par l'Etat et qu'on fait plus de contraventions que de tests, la mécanique d'une société de surveillance se met en place. Voilà qu'on nous sort des bizarreries telles que des commandes de «micro-drones du quotidien» pour surveiller la population.»

«NANO-DRONES»

L'appel d'offres du ministère fixe un accord-cadre d'un montant total estimé à près de 4 millions d'euros hors TVA, sur quatre ans, et se décompose en quatre lots (les entreprises peuvent candidater pour obtenir un ou plusieurs lots). Il est possible de consulter les spécificités techniques de cet appel d'offres sur le site de la plateforme des achats de l'Etat, Place.
Le premier lot concerne environ 565 «micro-drones du quotidien», pour un prix estimé de 1,8 million d'euros (HT). Ces drones doivent faire moins d'un kilo, pouvoir voler pendant vingt-cinq minutes minimum, et à une hauteur de 100 mètres en étant discret. Ils doivent filmer en 4K ou UHD, et avoir une caméra thermique tout en transmettant à 3 kilomètres au moins.
Le deuxième lot concerne environ 66 drones «de capacité nationale», plus massifs (8 kilos maximum) mais également discrets à 120 mètres, pour un montant estimé de 1,58 million d'euros (HT). Ils doivent embarquer un objectif filmant à 500 mètres (avec un zoom x30 de jour), voler vingt minutes sans recharge et transmettre au moins à 5 kilomètres.
Le troisième lot concerne une vingtaine de «nano-drones spécialisés», pour un prix hors TVA de 175 000 euros. Ils doivent peser moins de 50 grammes, avoir vingt-cinq minutes minimum d'autonomie et transmettre leurs images à 2 kilomètres minimum.

«BESOINS DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE»

D'après l'appel d'offres, ces contrats comprennent, outre l'achat des équipements, leur «maintien en condition opé-

rationnelle» et la formation des agents à leur maintenance. Ils s'inscrivent dans un «programme financé par des fonds de l'Union européenne», le Fonds pour la sécurité intérieure (FSI). D'après le site du ministère de l'Intérieur, **le FSI se divise en deux volets : l'un centré sur les «frontières extérieures», et l'autre sur «la coopération policière, la prévention et répression de la criminalité, et la gestion des crises»**.
L'achat de drones sera-t-il fait, en partie ou entièrement, sur les deniers du FSI ? Et dans lequel de ses volets s'inscrit l'achat de ces équipements ? Le ministère de l'Intérieur n'a pas répondu à nos questions sur le sujet et se contente de nous écrire que **l'accord-cadre répond aux «besoins de la sécurité intérieure (gendarmerie nationale, police nationale et sécurité civile)**».
L'appel d'offres laisse aux entreprises jusqu'au 19 juin pour envoyer leur proposition, et celle-ci doit être valable pendant huit mois après cette date. Toutefois, **le ministère ne nous a pas non plus communiqué la date à laquelle ces appareils entreront en fonctionnement**.

> " Dans le contexte de crise sanitaire, l'utilisation de drones se généralise pour vérifier le respect des mesures de confinement. "

«SANS LIEN AVEC LA SITUATION SANITAIRE»

Dans le contexte de crise sanitaire, l'utilisation de drones se généralise pour vérifier le respect des mesures de confinement, ce qui n'est pas sans inquiéter l'association de défense des libertés publiques la Quadrature du Net, qui a recensé plusieurs villes où les forces de l'ordre ont recours à ce dispositif. Une expérience de ce type, commencée à Nice, a par exemple été étendue à tout le département des **Alpes-Maritimes où une entreprise privée de drone épaule policiers et gendarmes, selon l'agence spécialisée AEF**. Dans d'autre cas, d'après l'agence, ce sont **les drones de la gendarmerie qui sont utilisés, notamment sur les littoraux** de Charente-Maritime, des Côtes-d'Armor, de Corse, du Pas-de-Calais, de Loire-Atlantique, du Var, ou encore **«sur les berges du Doubs, en Haute-Garonne, ainsi qu'aux abords du lac du Bourget (Savoie)»**.
L'AEF chiffre à 300 le nombre de drones en dotation chez les gendarmes et à 110 chez la police nationale, notant que **certains ont été déployés pour faire respecter le confinement à Marseille ou à Lille**. La préfecture de police de Paris utilise ces équipements avec le même objectif dans la capitale, relève l'AFP.
Le ministère de l'Intérieur assure toutefois que la commande n'a rien à voir avec l'actualité : «Cet appel d'offres est sans lien avec la situation sanitaire actuelle, l'expression de besoin et les spécifications techniques ayant été consolidées au cours du second semestre 2019.» De précédents appels d'offres font état de commandes de drones de la part du ministère, mais pour des montants et des quantités moindres (233 000 euros en 2011, 315 000 puis 487 000 euros en 2015, 328 000 euros en 2016, par exemple).
Fabien Leboucq

https://www.liberation.fr/checknews/2020/04/15/pourquoi-le-ministere-de-l-interieur-vient-il-de-commander-des-drones_1785166?fbclid=IwAR2ERDxE6Vn2zpkgUr9HmS-bfmvsuWA08hL3qLyEhmltrl27GNjkgtZg7NZ0

EN MARS, LE GOUVERNEMENT A LANCÉ L'ACHAT DE GAZ LACRYMOGÈNES PLUTÔT QUE DES TESTS DU CORONAVIRUS

13 avril 2020

Etrange choix du gouvernement français, en mars.
Le 3 mars, il a publié l'appel d'offre de gaz lacrymogènes pour plus de 3,6 millions d'euros, « au profit de la police nationale et de la gendarmerie nationale » , précisément des « Aérosols CS à diffusion dispersive petite capacité (40 à 50 ml) », des « Aérosols CS à diffusion dispersive moyenne capacité (300 ml) » et des « Aérosols CS à difffusion dispersive grande capacité (500ml) ».

Télécharger l'avis d'achat :

Avis d'achat d'aérosols lacrymogènes 3 mars 2020.
En revanche, **ce n'est que le 28 mars que le ministre de la Santé, Olivier Véran, a annoncé que le gouvernement avait commandé 5 millions de tests rapides du coronavirus**.
Le **12 avril, par ailleurs, le ministère de l'Intérieur a lancé un autre appel d'offre pour des drones de surveillance, pour un montant total de 3,8 millions d'euros : des « microdrones du quotidien » et des « drones de capacité nationale »**.

https://reporterre.net/En-mars-le-gouvernement-a-lance-l-achat-de-gaz-lacrymogenes-plutot-que-des-tests-du

03 mars
gaz lacrymogènes
3,6 millions d'euros

28 mars
tests du coronavirus.

12 avril
drones de surveillance
3,8 millions d'euros

LIBERTÉ: D'EXPRESSION, DE LA PRESSE

#

Etat d'urgence
Discrimination
Sanitaire
Ordonnances
Arrêtés préfectoraux, municipaux
Détention provisoire
Droit bafoué
Répression
Déconfinement
Libertés collectives
Contrôle
Criminalisation
Espace publique
Ministère de l'information
Mensonges d'État
Vérité
Médias
Journalistes
Garde à vue
Police politique
Banderoles
Liberté de la presse
Obstructions
Intimidations
Menaces

EN PROLONGEANT L'ÉTAT D'URGENCE, LE POUVOIR PRIVILÉGIE UNE POLITIQUE DISCIPLINAIRE AU NOM DE LA PRÉVENTION SANITAIRE

par Rachel Knaebel 30 avril 2020

L'état d'urgence sanitaire va être prolongé au moins jusqu'à fin juillet. **Des avocats, des juristes, des magistrats et des militants associatifs, regroupés dans un réseau de veille alertent sur les atteintes aux libertés depuis un mois, et s'inquiètent des nouvelles répressions à venir.**

> " La proclamation de l'état d'urgence sanitaire succède [...] à une période d'état d'urgence « antiterroriste » de deux ans [...] qui a abouti à l'inscription de certaines mesures censées rester d'exception dans le droit commun. "

L'état d'urgence sanitaire décidé le 23 mars va être prolongé jusqu'à fin juillet. Dans une note d'alerte rendue publique le 29 avril, un réseau de veille, qui regroupe des dizaines d'universitaires, d'avocats, d'associations, ainsi que le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France, alerte sur le risque que l'état d'urgence ne se termine jamais [1]. **« Le risque de pérennisation des mesures attentatoires aux libertés au-delà de l'état d'urgence sanitaire est élevé »**, écrivent-ils. « La dernière expérience de l'état d'urgence, déclenché à la suite des attentats de novembre 2015, a illustré de manière particulièrement vive la problématique de la banalisation du registre de l'exception dans les réponses des pouvoirs publics à des situations de crise », souligne, dans la note, Stéphanie Hennette-Vauchez, professeure de droit à Nanterre.

> " Cet état d'urgence [...] confirme une logique de gouvernement par l'exception. "

La proclamation de l'état d'urgence sanitaire succède en effet à une période d'état d'urgence « antiterroriste » de deux ans, de 2015 à 2017, **qui a abouti à l'inscription de certaines mesures censées rester d'exception dans le droit commun** (par la loi « SILT », renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, d'octobre 2017), comme les assignations à résidence, les perquisitions administratives et la fermeture administrative des lieux de culte. **Cet état d'urgence – à l'origine antiterroriste – a aussi « été prolongé par la sévère répression de plusieurs mouvements sociaux** (Gilets jaunes, réforme des retraites, etc.). **Elle confirme une logique de gouvernement par l'exception** », souligne le groupe d'associations et de professionnels du droit.

31 ORDONNANCES ADOPTÉES SANS VOTE, 1000 ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX...

Le risque est donc bien présent que cela se reproduise à l'occasion de l'épidémie. Déjà, **depuis le 23 mars, l'État légifère de plus en plus par simples ordonnances, sans vote au Parlement** : « **31 ordonnances ont été adoptées par le gouvernement, or aucune ne concerne directement la situation sanitaire** », précisent les auteurs de la note. L'une de ces ordonnances attire en particulier l'attention des avocats et magistrats, celle sur la procédure pénale. Elle indique que **les détentions provisoires sont prolongées de plein droit, c'est-à-dire sans débat contradictoire oral ou écrit** : « De façon totalement inédite, des détentions provisoires sont donc prolongées de deux à six mois, sans comparution devant un juge et sans assistance d'un·e avocat·e ». « **Les droits de la défense sont également bafoués dans le cadre de la garde à vue** où il est désormais prévu que les avocat·es n'interviendront que par téléphone ou visioconférence, réduisant à néant toute confidentialité des échanges, et donc mettant à mal l'effectivité du droit à une défense », pointe la note.

> " Depuis le 23 mars, [...] 31 ordonnances ont été adoptées par le gouvernement, or aucune ne concerne directement la situation sanitaire. "

Quand ce n'est pas l'État qui ordonne, ce sont les préfets. « On assiste à une **prolifération**, souvent anarchique voire fantaisiste, **d'arrêtés municipaux et préfectoraux qui, localement, aggravent les mesures générales adoptées par le Premier ministre sur fondement de la loi du 23 mars** », dit le document. Plus de 1000 arrêtés préfectoraux ont été décidés entre début mars et le 25 avril 2020. Ces arrêtés instituent des couvre-feu, limitent « les déplacements à un rayon de dix mètres », interdisent « de s'asseoir plus de deux minutes sur un banc ». Il y a **aussi tous les arrêtés qui prohibent l'accès à de nombreux espaces naturels** : sentiers de montagne, plages, ports, berges, rivières, chemins de randonnée, massifs forestiers ou des zones de montagnes entières [2]. Ces interdictions – **les communes de France ont aussi pris plus de 30 000 arrêtés municipaux dans la période – accentuent encore la présence et de la police et de la gendarmerie**.

> " Le confinement suspend, de facto, l'exercice de nombreuses libertés collectives, [...] il porte atteinte non seulement à la liberté d'aller et venir mais aussi au droit de mener une vie privée et familiale normale. "

« NOUS AVONS PEUR QU'IL Y AIT DES NOUVELLES CIBLES DE LA RÉPRESSION DANS LE CADRE DU DÉCONFINEMENT »

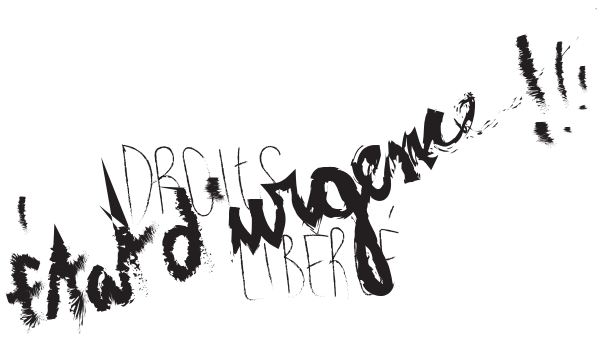
Les contrôles sont aussi décuplés pour faire respecter le confinement. Plus de 15 millions de contrôles ont été réalisés par les forces de l'ordre, donnant lieu à plus de 900 000 verbalisations, au 25 avril. « **Le confinement suspend, de facto, l'exercice de nombreuses libertés collectives**

(de réunion, de manifestation, d'exercice collectif de la liberté religieuse…), il porte atteinte non seulement à la liberté d'aller et venir mais aussi au droit de mener une vie privée et familiale normale », rappelle le réseau de veille de l'état d'urgence sanitaire. « Si on en comprend la logique sanitaire, il n'en reste pas moins qu'une telle démarche aboutit à faire de la prévention du risque sanitaire une politique disciplinaire : la contrainte de santé publique pèse sur les individus plus que sur les autorités ; **les personnes «non observantes», ne respectant pas strictement les règles de confinement, deviennent des délinquant·e·s à verbaliser, voire emprisonner.** »
Au bout de trois contraventions pour non respect du confinement pendant une période de trente jours, sortir de chez soi se transforme en délit, puni de six mois d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende. **Les contrôle du confinement ont ainsi « conduit à de multiples verbalisations abusives et portant atteinte à des principes fondamentaux, dont le droit à un recours effectif** », appuie la note. Ce délai de 30 jours ne permet pas aux personnes verbalisées de contester une contravention avant que leur accumulation se transforme en délit.

> " On assiste déjà à une forme de criminalisation de l'espace public. "

Avec le nouveau projet de loi qui prolongera l'état d'urgence sanitaire, les juristes craignent que de nouvelles sanctions soient intégrées. « **Nous sommes extrêmement inquiets de voir arriver de nouvelles mesures répressives**, a dit Sarah Massoud, du Syndicat de la magistrature, lors d'une conférence de presse du réseau ce 29 avril. « **On assiste déjà à une forme de criminalisation de l'espace public**. Nous avons peur qu'il y ait des nouvelles cibles de la répression dans le cadre du déconfinement, comme les malades qui seront testés positifs et seront isolés et bannis de l'espace public, et les malades asymptomatiques qui seront traqués. » **Quelques cas d'habitants ayant subi un contrôle, et même une garde-à-vue à Toulouse le 21 avril, pour avoir accroché des banderoles contre le pouvoir, ont déjà été constatés. Avec l'émergence de nouvelles mobilisations, ce type de répression et de censure va-t-il aussi s'accentuer ?**
Rachel Knaebel

https://www.bastamag.net/etat-urgence-sanitaire-prolongation-controle-attestation-deplacement-banderoles-force-de-l-ordre?fbclid=IwAR01cfORCgH3XjlmULzaPVE-K4Hpxprl_O5OJqSli_zNUA-zyjbwNvbEns8s



LE GOUVERNEMENT TENTE DE RECRÉER UN MINISTÈRE DE L'INFORMATION

Par Paul Sugy
Publié le 1 mai 2020 à 01:13, mis à jour le 3 mai 2020 à 16:37

Arnaud Benedetti est professeur associé à l'Université Paris-Sorbonne. Il est rédacteur en chef de la revue politique et parlementaire, et a notamment publié Le coup de com' permanent (Cerf, 2018).

FIGAROVOX/ENTRETIEN - **Sur le site du gouvernement, une plateforme recense désormais certains articles de journaux jugés «sûrs et vérifiés». Est-ce son rôle?** Pour le professeur de communication Arnaud Benedetti, lorsque l'État entend démêler le vrai du faux parmi les contenus publiés par la presse, sa démarche est nécessairement suspecte.

> " Lorsque l'État prétend nous dire la vérité, il ne dit que «sa» vérité... ou ses mensonges. [...] Ce dispositif n'est rien d'autre qu'une tentative maladroite d'en revenir à une forme de ministère de l'information, voire d'un «bureau de l'esprit public». "

FIGAROVOX.- LE GOUVERNEMENT A ANNONCÉ, PAR UN TWEET DE SA PORTE-PAROLE SIBETH NDIAYE, LA MISE EN PLACE D'UNE RECENSION DES ARTICLES DE PRESSE JUGÉS FIABLES. CE «FACT-CHECKING» EST-IL VRAIMENT DE SON RESSORT?

Arnaud BENEDETTI.- **Cette initiative gouvernementale traduit la grande fébrilité d'un pouvoir exécutif qui, faute de pouvoir censurer, se transforme en certificateur de l'information**. Il va de soi que ce n'est pas à l'État de procéder à ce travail. **Les plus grands mensonges de l'histoire ont souvent été, au demeurant, propagés par des États**. Depuis le début du mandat, Emmanuel Macron se veut l'archange de la lutte contre les fake-news. Il a fait légiférer de manière aléatoire et discutable à ce sujet. Le Premier ministre lui-même lors de la présentation de sa stratégie de déconfinement s'en est pris aux réseaux sociaux et autres commentateurs.
Lorsque l'État prétend nous dire la vérité, il ne dit que « sa » vérité.
Que se passe-t-il dans les faits? Une bataille autour de la communication gouvernementale qui depuis le début de cette crise a été prise à de nombreuses reprises en défaut de vérité. Tout se passe comme si, loin d'accepter son erreur et de la reconnaître, seul moyen de desserrer le doute quant à la parole officielle, le pouvoir bunkerisait sa com', se précipitait dans une fuite en avant, s'enfermait dans une escalade du déni. Dans une démocratie libérale, la vérité est d'abord l'affaire de l'espace public où se nouent argumentation et contre-argumentation et où les médias, parmi et avec d'autres, débattent de cette dernière dans un cadre nécessairement pluraliste. **Lorsque l'État prétend nous dire la vérité, il ne dit que «sa» vérité... ou ses mensonges**. En d'autres termes, **ce dispositif n'est rien d'autre qu'une tentative maladroite d'en revenir**

à une forme de ministère de l'information, voire d'un «bureau de l'esprit public» tel que les révolutionnaires le créèrent en 1792...

> " Non seulement il [l'état] s'engage dans un chemin non dépourvu de partialité, mais il prétend se substituer au libre-arbitre citoyen pour nous dire comment nous devons lire la presse. "

ALIMENTER L'IDÉE QUE CERTAINS MÉDIAS OU JOURNALISTES SERAIENT PLUS FIABLES QUE D'AUTRES, EST-CE UNE ATTEINTE À LA LIBERTÉ DE LA PRESSE, «QUATRIÈME POUVOIR» DES PAYS DÉMOCRATIQUES?

«À bas bruit» comme l'a rappelé Pierre Manent dans vos colonnes voici quelques jours, **sous couvert de lutte sanitaire, nous malmenons toujours un peu plus l'esprit de la démocratie libérale**. **L'État doit d'abord protéger la liberté d'expression dont la presse est l'une des conditions**. **Ici, non seulement il s'engage dans un chemin non dépourvu de partialité, mais il prétend se substituer au libre-arbitre citoyen pour nous dire comment nous devons lire la presse**. Tout d'abord c'est oublier que **les journalistes indépendants sont les mieux à même de procéder à ce travail de vérification**, c'est ensuite omettre que **dans un régime pluraliste il n'a pas à se faire l'arbitre des titres de presse entre eux, c'est enfin nier l'autonomie imprescriptible de la société, l'un des principaux acquis des régimes démocratiques**.

Nous vivons une séquence d'infantilisation par la com'.

Avec ce dispositif, **l'exécutif** n'informe pas sur son action, il **se «dé-neutralise», se banalise au point d'être** un acteur lambda, **une agence de com' en quelque sorte, qui rentre dans une arène où il n'est pas légitime**. **La presse a mis des décennies à se forger son autonomie par rapport au pouvoir et lorsque l'État entend interférer dans la relation du citoyen aux médias, il s'arroge encore une fois une mission qui n'est pas la sienne**. Il montre seulement qu'il entend aller toujours plus loin dans ce que l'on appelle la «gouvernance des conduites». Nous savons comment nous laver les mains, nous savons que nous ne devons pas nous déplacer sans une autorisation, nous allons savoir ce que nous devons lire, croire ou ne pas croire... Nous vivons une séquence rare d'infantilisation par la com'.

LE GOUVERNEMENT LUI-MÊME PEUT-IL TOTALEMENT S'EXONÉRER DE LA RESPONSABILITÉ D'AVOIR RÉPANDU QUELQUES INFORMATIONS, SINON MENSONGÈRES, DU MOINS ERRONÉES?

C'est là où le bât blesse justement. La réalité, c'est que depuis le début de cette crise la maturité de la société est peut-être inversement proportionnelle à l'immaturité de l'État. **Que sommes-nous en droit d'exiger d'une communication publique? De la transparence d'abord!** Nul besoin de retracer la généalogie de cette crise pour comprendre que le «clair-obscur» a été le moteur communicant de l'exécutif. C'est dire que l'émetteur qui prétend au «fact-checking» est suspect, déjà parce que l'État n'a pas à usurper cette tache, mais qu'en outre au regard de la mémoire très fraîche de la crise il n'est pas crédible.

Que ce soit la porte-parole du gouvernement, dont la crédibilité est amplement consommée, qui se fasse le relai de ce dispositif ouvre la voie à toutes les critiques. **Pour lutter contre la post-vérité, mieux vaux éviter soi même d'en être le produit**. Reste à comprendre les ressorts profonds de cette annonce. Il arrive un moment où les organisations ne peuvent plus reculer. C'est ce que l'on appelle l'escalade de l'engagement, où une structure ne parvient plus à enrayer la mécanique de déni qu'elle a enclenché. Sa survie est alors indexée sur la perpétuation de ce déni. Ce n'est là plus l'État légal-rationnel mais une forme pathologique d'État. L'administration fédérale aux USA savait dès 1965 qu'elle avait perdu la guerre au Vietnam, mais elle a préféré mentir à son opinion. C'est un peu la même chose avec la pénurie des masques qui n'a pas fini de fragmenter la réputation de l'exécutif et de démonétiser sa parole. On en veut moins à un homme qui reconnaît ses erreurs qu'à celui qui persiste dans le faux-semblant.

QUE DIRE ENFIN DE L'IMPACT DE CE «COUP DE COM'» AU CŒUR D'UNE CRISE QUI RÉVÈLE, PLUS BÉANTES QUE JAMAIS, LES FRACTURES DE LA DÉFIANCE FRANÇAISE À L'ÉGARD DE CEUX QUI LA GOUVERNENT?

Le «café du commerce», n'en déplaise au Premier ministre, est moins sensible à la propagande que les élites. Jacques Ellul rappelait que le «propagandé» est souvent plus instruit que la moyenne, plus assis socialement aussi car il trouve dans une certaine forme de propagande intellectuelle des réponses à ses angoisses existentielles et à sa volonté de comprendre un monde qui lui échappe. **Aujourd'hui les opinions publiques sont sans doute plus exposées que par le passé à des processus de désinformation massifs et continus, mais si elles y adhèrent, c'est aussi parce que les pouvoirs publics n'ont pas hésité bien des fois à dire et à se dédire , à «fictionnaliser» la réalité, à la tronquer.**

Il y a quelque chose de vicié dans la langue de l'exécutif depuis des semaines, une mauvaise peau communicante dont il aurait fallu se débarrasser autrement que par la dénégation et parfois la suffisance. Aristote dit quelque part qu'on en veut moins à un homme qui reconnaît ses erreurs qu'à celui qui persiste dans le faux-semblant... À l'heure du maelström numérique, de l'infosphère aussi volumineuse que piégeante, l'instrumentalisation de la com' est devenue un exercice presque désespéré. **La «désintox» du gouvernement dans ces circonstances ne fait que renforcer le soupçon de dissimulation qui pèse depuis des semaines sur son expression**.

https://www.lefigaro.fr/vox/politique/en-triant-les-articles-de-presse-le-gouvernement-tente-de-recreer-un-ministere-de-l-information-20200501?fbclid=IwAR1K9hojB5nMpQwsx-timqx6oisPpnzw0zhKCNjARJustslW45eJe4nRR6CU

QUAND LE CORONAVIRUS INFECTE AUSSI LA LIBERTÉ DE LA PRESSE DANS LE MONDE

Quentin Warlop
Publié le dimanche 03 mai 2020 - Mis à jour le dimanche 03 mai 2020 à 16h18

Obstructions et intimidations. Journalistes menacés, parfois arrêtés et médias muselés. Réductions de salaire, pertes de revenus, de primes ou suppressions d'emploi. En cette journée internationale de la liberté de la presse, le constat est clair : **la pandémie du Covid-19 touche aussi la presse du monde entier.** Certes, les journalistes sont moins exposés que ne peuvent l'être les infirmiers et médecins mais ils sont aussi touchés d'une nette détérioration de leurs conditions de travail.

> " La pandémie du Covid-19 touche aussi la presse du monde entier. "

GRANDE ENQUÊTE POUR PLUS DE 1300 JOURNALISTES

Interrogés en pleine crise du Covid-19, 1308 journalistes issus de 77 pays ont répondu à la nouvelle enquête de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), première organisation mondiale de la profession. Et ses conclusions sont plutôt inquiétantes.
Selon cette nouvelle enquête, **75% des répondants ont subi des restrictions dans leur travail ou ont été confrontés à des obstructions et à des intimidations lors de reportages sur le Covid-19. Deux tiers des journalistes salariés et indépendants ont également été victimes de réductions de salaire, de pertes de revenus ou de primes, de suppressions d'emploi et ont constaté une détérioration de leurs conditions de travail.**
L'enquête a également révélé qu'à la suite de la pandémie Covid-19, **plus de la moitié des journalistes souffrent de stress et d'anxiété. Plus d'un quart d'entre eux ne bénéficient pas des équipements essentiels pour travailler en toute sécurité** depuis leur domicile, tandis qu'**un sur quatre n'a pas d'équipement de protection pour travailler sur le terrain.** Enfin, **des dizaines de journalistes ont été arrêtés, poursuivis en justice ou agressés.**

PRÉCARITÉ DES JOURNALISTES

Interrogés sur l'état de la liberté de la presse dans leur pays, la grande majorité des journalistes ont déclaré que la situation avait empiré avec la crise. De même, un grand nombre ont déploré **les conséquences de la pandémie sur la qualité du travail des journalistes : pertes d'emploi, diminution des heures supplémentaires et des moyens sont autant d'obstacles à une couverture adéquate de la pandémie.**
Dans de nombreux pays, l'absence de protection sociale et de conditions de travail décentes décourage aussi ces professionnels. Une journaliste grecque qui préfère garder l'anonymat témoigne : «Je travaille plus, mais je gagne moins d'argent et le propriétaire du journal pour lequel je travaille nous doit, à moi et à mon collègue, plus de sept mois de salaire. Et le gouvernement n'apporte aucune réponse.»

DIFFICULTÉ POUR ACCÉDER AUX INFORMATIONS

De nombreux journalistes se sont plaints aussi des attaques croissantes contre la liberté des médias. Près d'**un journaliste sur quatre a déclaré avoir rencontré des difficultés pour accéder aux informations provenant du gouvernement ou aux sources officielles. Beaucoup ont déclaré avoir été verbalement attaqués par des personnalités politiques.**
D'autres se sont plaints des **restrictions imposées lors des conférences de presse ou des difficultés de circuler pendant la crise**, et ce malgré leur carte de presse. Certains ont pointé que la place accordée aux sujets liés au Covid-19 a conduit à ignorer d'autres questions toutes aussi importantes. C'est le cas, notamment, au Brésil. Pour cette journaliste brésilienne : «Le gouvernement fédéral méprise les journalistes. Il attaque la presse chaque jour à propos des informations qu'elle publie, nous discrédite et nous humilie».
Pour le Secrétaire général de la FIJ, Anthony Bellanger : «Les résultats de cette nouvelle enquête mondiale de la FIJ montrent une fois encore que la liberté de la presse est partout en déclin, que le journalisme subit des coupes claires dangereuses au moment même où l'accès à l'information et à un journalisme de qualité est crucial. Le journalisme est un bien public, il mérite le soutien du citoyen et on doit mettre fin à toute obstruction et à toute ingérence politique».

> " 75% des répondants ont subi des restrictions dans leur travail ou ont été confrontés à des obstructions et à des intimidations lors de reportages sur le Covid-19. "

LA TURQUIE ET LES JOURNALISTES

S'il est un pays pointé régulièrement pour le traitement des journalistes, c'est la **Turquie**. Cela fait des mois, voire des années, que certains journalistes sont emprisonnés. Mais d'après Amnesty International : «la situation déjà dramatique – ce pays est l'un des plus grands «emprisonneurs» de journalistes au monde – s'est encore aggravée avec la pandémie de COVID-19, **les journalistes étant pris pour cible sous le couvert de la lutte contre la désinformation**».
Et Amnesty International de citer quelques exemples récents : «L'ancien rédacteur en chef de Halk TV, Hakan Aygün, a été placé en détention préventive le 4 avril en raison de ses publications sur Facebook et Twitter critiquant le fait que le président Erdoğan communique un numéro de compte pour des dons destinés à aider à lutter contre la pandémie».
Aygün n'est pas le seul journaliste à avoir été inquiété : «Le présentateur de Fox TV, Fatih Portakal, fait l'objet d'une enquête pour «insulte au Président» et pour «atteinte délibérée à la réputation» des banques pour un tweet dans lequel il comparait l'appel à l'aide de COVID à des taxes supplémentaires perçues pendant la guerre d'indépendance à la fin de la Première Guerre mondiale», précise encore l'organisation non gouvernementale qui rajoute que le 18 mars : «le rédacteur en chef de SES Kocaeli a été arrêté suite à la publication d'un article concernant la mort de deux personnes de COVID-19 dans un hôpital local. Le directeur du journal a été convoqué par les autorités le lendemain. Tous deux ont été interrogés sur leurs sources à l'hôpital et tous deux ont subi des pressions pour arrêter leurs reportages sur la question».

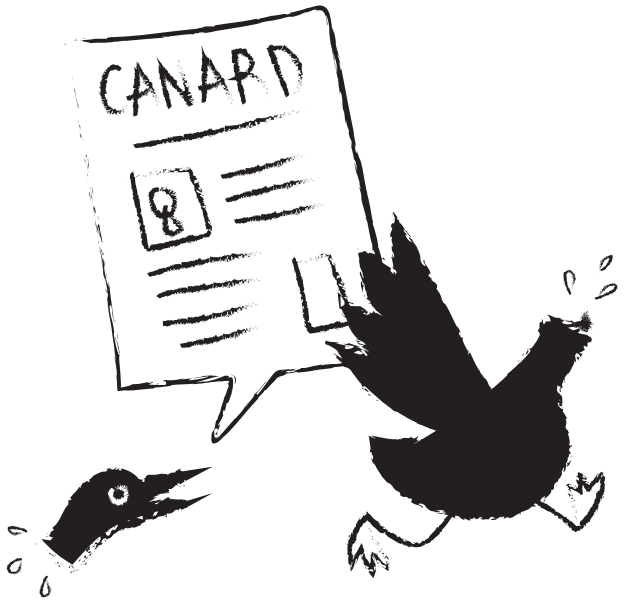
Le 13 avril, une nouvelle loi permettant la libération anticipée et conditionnelle d'un maximum de 90.000 prisonniers a été présentée au Parlement. Ces nouvelles mesures n'ont pas permis la libération de plusieurs catégories de prisonniers, notamment ceux condamnés en vertu de lois antiterroristes trop larges ou de crimes contre l'État, ce qui signifie que de nombreux journalistes emprisonnés ne seront pas libérés.

> " L'ONU dénonce d'ailleurs la répression de l'information et des médias depuis le début de la crise actuelle. "

CENSURE ET MÉDIAS FERMÉS

L'ONU dénonce d'ailleurs la répression de l'information et des médias depuis le début de la crise actuelle. Michelle Bachelet, la Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a critiqué les pays profitant de la crise sanitaire pour arrêter des journalistes et museler les médias indépendants.
«Une information crédible, fiable est une ligne de vie pour nous tous», a-t-elle expliqué, en citant l'organisation International Press Institute (IPI) selon laquelle 130 cas d'atteinte aux droits de la presse ont été recensés dans le monde depuis l'apparition de l'épidémie en Chine, fin 2019. Il s'agit notamment de mesures de censure, de limitation de l'accès à l'information et de dispositions légales contre la désinformation jugées excessives.
Près de 40 journalistes ont été arrêtés ou poursuivis pour avoir mis en cause la gestion de la pandémie par leurs pays ou le bilan officiel du nombre de cas et de décès, des journalistes ont disparu et des médias ont été fermés. Par ailleurs, le haut-commissariat regrette que les déclarations de certains dirigeants «aient nourri un contexte hostile» à l'égard des journalistes, mettant en danger leur sécurité et dégradant leurs conditions de travail. Avec dans son viseur, Donald Trump, le Président des Etats-Unis.

https://www.rtbf.be/info/medias/detail_quand-le-coronavirus-infecte-aussi-la-liberte-de-la-presse-dans-le-monde?id=10494149&fbclid=IwAR0WBjYUkV9eFAk2dPuFx-nUT80GqRgTbmBp0JhZDJhYsvfNOtwqvFQkTPPs



TOULOUSE : UNE JEUNE FEMME PLACÉE EN GARDE À VUE POUR UNE BANDEROLE SUR SA MAISON

Par Laurence Boffet Publié le 24/04/2020 à 15:02 Mis à jour le 25/04/2020 à 13:06

A Toulouse, une jeune femme a été placée en garde à vue pendant plusieurs heures pour avoir mis une banderole «**Macronavirus, à quand la fin ?**» sur sa maison. **Associations, Ligue des droits de l'homme, partis poilitiques ou syndicats dénoncent ce vendredi une «police politique**».

Une manifestation silencieuse qui n'est visiblement pas du goût de tout le monde. A Toulouse, une jeune femme a été **placée en garde à vue pour outrage au chef de l'Etat**. On lui reproche d'avoir placé sur sa maison une banderole où était écrit «Macronavirus, à quand la fin ?»

UNE BANDEROLE POUR INTERROGER LES PASSANTS

Avec ses six colocataires, Raphaëlle (prénom d'emprunt) **voulait «dénoncer et questionner la population sur la gestion de la crise sanitaire due au Covid-19»**. Alors, il y a environ un mois, ils ont affiché une banderole sur le mur extérieur de leur maison, dans le quartier de la Roseraie à Toulouse. «Macronavirus, à quand la fin ?» interroge le drap tendu.
Quelques jours plus tard, une commerçante installée en face de chez eux leur signale avoir été interrogée par la police à leur sujet. Sont-ils des squatteurs ? Des «gilets jaunes» ? A partir de là, ils notent le passage régulier de voitures de police devant chez eux.
Jusqu'au 21 avril 2020, où une patrouille de 5 policiers se présente à leur domicile. «Ils nous ont fait signe de sortir de chez nous et nous ont indiqué que notre banderole constituait une infraction» témoigne Raphaëlle. «**Ils nous ont dit que c'était un message offensant envers le chef de l'Etat et nous ont demandé de retirer la banderole, ce qu'on a fait**.» Ensuite, poursuit-elle, «les policiers ont exigé que l'un d'entre nous au moins donne son identité, ils ont dit qu'il n'y aurait pas de suite, que c'était simplement la procédure après une intervention policière. J'ai donné la mienne et ils sont repartis.»

UNE CONVOCATION AU COMMISSARIAT CENTRAL

Pour revenir le lendemain, avec une capitaine de police. «Là, on a refusé de sortir, alors les policiers sont rentrés dans notre jardin» explique Raphaëlle. La jeune femme se voit alors remettre une convocation pour audition l'après-midi même, au commissariat central. Elle parvient à décaler le rendez-vous au lendemain matin et contacte une avocate.

Lorsqu'elle se présente au commissariat à 11h00, le 23 avril 2020, la jeune femme apprend qu'elle est en garde à vue. «**La capitaine m'a directement notifié que j'étais placée en garde à vue pour outrage au chef de l'Etat et on m'a immédiatement placée dans une cellule.**» Elle y restera 2 heures, avant de voir son avocate et d'être interrogée. «**J'ai vraiment été interpellée par les conditions d'hygiène, en pleine crise sanitaire**» dit-elle ce vendredi. «Les distances ne sont pas respectées, il n'y a

pas de gants, pas de masques, pas de savon, pas de gel hydroalcoolique, une couverture pas nettoyée sur le matelas...»

Raphaëlle est interrogée sur l'affichage, ses opinions politiques, l'identité de ses colocataires. Et on lui signifie qu'eux aussi vont être convoqués. Elle est finalement relâchée. Sa garde à vue aura duré 4 heures. Et aura fait d'elle une citoyenne en colère.
Je suis scandalisée et écoeurée. Je voudrais juste pouvoir exercer mon droit à la liberté d'expression, surtout quand on n'a pas le droit de manifester à cause du confinement. Je suis en colère contre le système.

UNE PROCÉDURE DISPROPORTIONNÉE

Pour l'avocate de la jeune femme, Claire Dujardin, «**cette garde à vue est totalement disproportionnée**. Elle a donné spontanément son identité, s'est présentée spontanément au commisssariat, elle aurait très bien pu être entendue en audition libre. Là, on l'a placée sous la contrainte et elle est restée 4 heures.»

C'est un abus de procédure. On détourne la procédure pour faire du renseignement». Claire Dujardin

Une action policière disproportionnée et un délit qui n'est pas caractérisé pour l'avocate. «**Ce n'est pas un outrage. C'est une banderole à caractère politique sur la façade d'une maison. Ce n'est que de la liberté d'expression, d'autant que la banderole reprend un terme publié en Une de Charlie Hebdo en janvier 2020. L'outrage ce n'est pas ça. On exprime seulement une opinion politique**». Et l'avocate de rappeler qu'**en France, il n'existe plus de délit d'offense au chef de l'Etat**. Il a en effet été abrogé après plusieurs condamnations de la France, notamment celle de la Cour européenne des droits de l'Homme dans l'affaire de l'affichette «Casse toi pov'con» brandie à l'intention de Nicolas Sarkozy lors d'une visite à Laval en 2008.

> " Un cas grave de remise en cause de la liberté d'expression comme du droit à critiquer le pouvoir, y compris par la caricature. "

EMOI UNANIME

Ce vendredi, de nombreuses voix s'élèvent à Toulouse pour dénoncer «**ces méthodes d'intimidation**». Dans un communiqué commun, la CGT 31, la FSU 31, Solidaires 31, l'Union des Etudiants Toulousains, le CNT 31, Act Up Sud Ouest, ATTAC, Copernic 31, la Ligue de droits de l'homme, le Parti de Gauche 31, Ensemble 31, GDS 31, le NPA 31, LO 31, La France Insoumise 31, le PCF 31et EELV Toulouse dénoncent d'une seule voix «**un cas grave de remise en cause de la liberté d'expression comme du droit à critiquer le pouvoir, y compris par la caricature**».
Ils rappellent que le 29 janvier dernier, Charlie hebdo avait fait sa Une avec une caricature d'Emmanuel Macron ayant pour légende «Macronavirus». Et s'interrogent : «Nous sommes dans cette affaire confrontés à un cas grave de remise en cause de la liberté d'expression comme du droit à critiquer le pouvoir, y compris par la caricature. **Et pour faire respecter cela, serions-nous face à la mise en place d'une police politique qui viendra jusque dans nos logements pour nous faire retirer nos panneaux des balcons ?**»
Les signataires soulignent que «depuis le début du confinement des milliers de personnes accrochent banderoles et pancartes à leurs fenêtres pour dire ce qu'elles pensent de la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement. C'est l'un des rares moyens que nous avons pour exprimer nos revendications, le droit de manifestation ayant été suspendu dans le cadre du confinement.»
Nous, organisations progressistes et démocratiques toulousaines, appelons à ce que ces pratiques répressives cessent immédiatement et soient condamnées par le gouvernement ou ses représentants. Le dossier doit être refermé sans aucune poursuite.

UNE ENQUÊTE EN COURS

Joint par France 3 Occitanie, le procureur de la République de Toulouse, Dominique Alzéari, confirme qu'une enquête a été ouverte pour outrage à personne dépositaire de l'autorité publique et confiée à la direction départementale de la sécurité publique (DDSP). «Les investigations vont se poursuivre» avec des auditions et des éléments de police technique indique-t-il, tout en précisant qu'il n'y a «pas de poursuites engagées contre quiconque à ce stade, puisque l'enquête est en cours».
De son côté, Raphaëlle s'interroge sur tous les moyens mis en oeuvre dans cette affaire. «**Mobiliser autant de personnes, plusieurs équipages de police, la capitaine qui se déplace en personne, pour une simple banderole sur une maison, ça paraît fou !» dit-elle. «J'aurais pensé qu'on avait plus besoin des policiers ailleurs, surtout en cette période de confinement.**»
On peut s'étonner en effet, de ce «déploiement» de forces pour une simple banderole. Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse, qui réclame régulièrement des moyens policiers supplémentaires pour la ville rose appréciera sans doute...

https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/haute-garonne/toulouse/toulouse-jeune-femme-placee-garde-vue-banderole-sa-maison-1820434.html?fbclid=IwAR32zxLaCMHoUZgLeU-G2u8f0ZJfs1j9Q1pAXmnQFXQfSGDBugGrKbGfUjr8

ET PENDANT CE TEMPS...

POLICE

Répression
Contrôle Police
Confinement
Abus
Discrimination
Violences Policières
Procès Verbaux
Arbitraire
Contamination
Loi exception
ZAD
Protection sanitaire
Evacuation militaire
Incendies
Violences Femmes

CONTRÔLES ARBITRAIRES ET VIOLENCES POLICIÈRES : LA RÉPRESSION EN TEMPS DE CONFINEMENT

par Ludo Simbille 9 avril 2020

Depuis le début du confinement, les forces de l'ordre ont procédé à 8,2 millions de contrôle et 480 000 verbalisations. **De nombreux témoins font état d'abus, de discriminations et de brutalités de la part des forces de l'ordre**. **Les organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent des contrôles arbitraires et des violences policières**. Tour d'horizon de la répression en ces temps confinés.

> " Les organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent des contrôles arbitraires et des violences policières. "

« J'ai senti que dans leur esprit, il y avait deux camps : les bons citoyens et les mauvais. » Mardi 17 mars au soir, Baptiste, ouvrier agricole, est contrôlé dans les rues désertes de Douarnenez alors qu'il se rend chez un ami pour récupérer un ordinateur, seul moyen de s'informer en ces temps confinés. Son tort ? Être sorti alors que le confinement vient juste d'être décrété le jour-même, depuis midi. Au cours du contrôle, Baptiste comprend que le PV signé ne fera pas nécessairement l'objet d'une amende. Cela dépendra du bon vouloir des agents. « On m'a dit que je prenais pour tous les français qui ne respectaient pas les règles. » Chaque citoyen est désormais tenu de limiter ses déplacements et de se munir d'une attestation dérogatoire en cas de sortie de son lieu de confinement. Sous peine d'une amende forfaitaire [1].

Si la nécessité du confinement et du respect des gestes barrières lors des déplacements n'est, très largement, pas contestée, **les témoignages d'abus de pouvoir, d'amendes pour des motifs absurdes, voire même de violences policières graves, se multiplient depuis le 17 mars**. Une fois de plus, le ministère de l'Intérieur choisit la répression plutôt que la prévention. « Tout citoyen peut subir un contrôle d'identité sans même indice préalable d'infraction », déplore l'avocat Arié Alimi. Selon lui, **nous assistons à une « inversion du paradigme de l'État de Droit » : « Tout citoyen dans la rue est un délinquant ou un contrevenant potentiel.** » [2]

8,2 MILLIONS DE CONTRÔLES, 480 000 VERBALISATIONS

« Vous me connaissez, je vais faire comprendre assez vite les consignes », avait tancé le préfet de police de Paris Didier Lallement. Gare à celles et ceux qui comptent se soustraire aux restrictions prises contre l'épidémie qui frappe le pays, et le monde ! **Certaines villes ont pris des arrêtés locaux comme à Perpignan où un couvre-feu a été imposé. À Marseille ou Paris, des « drones parlants » surveillent certains quartiers et lancent leurs injonctions métalliques : « Rentrez chez vous ». La ville de Nantes privilégie des hélicoptères dernier cri à vision nocturne. Depuis le 7 avril, la capitale a aussi interdit les activités sportives individuelles entre 10h et 19h**.

Trois semaines après le début du confinement, plus de **8,2 millions personnes ont été contrôlées par les 100 000 agents des forces de l'ordre déployées. Plus de 10 % de la population française ! Un demi-million ont reçu une contravention**, a annoncé **le Ministre de l'Intérieur qui avait traité d'« imbéciles » ceux qui dérogeaient au confinement. Quelques jours plus tôt, son gouvernement enjoignait les électeurs à se déplacer pour voter...**

Les resquilleurs présumés sont contrôlés partout, y compris sur les plages désertées, les chemins de campagne ou en pleine forêt. Un nageur marseillais a été verbalisé. Tout comme une famille à la sortie de l'enterrement d'un de ses parents ou une agricultrice souhaitant nourrir ses animaux. Même des personnes sans domicile fixe auraient été sanctionnées en raison de leur « attitude virulente ».

« **C'est absurde, je connais plus de gens verbalisés que de personnes atteintes du coronavirus** », raille Sarah, dont le compagnon Kamel a reçu une amende pour sortie non motivée. Cette architecte de 35 ans a été verbalisée en sortant faire ses courses à Romainville (Seine-Saint-Denis). Elle avait oublié de signer et dater son attestation : « Voilà, j'ai dépensé 100 euros de courses et 135 euros d'amende. »

> Nous assistons à une « inversion du paradigme de l'État de Droit » : « Tout citoyen dans la rue est un délinquant ou un contrevenant potentiel. » "

« MAIS DE QUOI SUIS-JE ACCUSÉ ? »

Nombre des procès-verbaux dressés semblent être soumis à l'arbitraire. Sorti faire une activité physique individuelle, conformément à la loi, Élie est interpellé à 200 mètres de chez lui. Motif ? Il portait un jean au lieu d'une tenue de sport, témoigne-t-il dans une lettre de contestation au Procureur de la République [3]. Même situation kafkaïenne vécue par Christophe : alors qu'il sort faire du sport, il est sanctionné par une policière qui aperçoit dans son sac une baguette de pain achetée juste avant le contrôle. « Mais de quoi suis-je accusé ? », se demande Christophe sur le site Révolution Permanente.

Le maire de Sanary-sur-Mer (Var), Ferdinand Bernhard (Modem) a pris un arrêté interdisant à ses administrés de s'éloigner à plus de 10 mètres de chez eux. Il leur interdit également de n'acheter qu'une seule baguette à la fois à la boulangerie, pour limiter leur sortie [4].

VERBALISÉE POUR DES PAQUETS DE GÂTEAUX

Dans certains cas, la maréchaussée se transforme en inspectrice du contenu des caddies. Plusieurs personnes ont écopé d'une amende pour être sortis acheter des serviettes hygiéniques, des bouteilles de soda ou un journal. Les forces de l'ordre ont estimé qu'il ne s'agissait pas de produits de « première nécessité ». Le journaliste David Dufresne, qui travaille sur les violences et abus policiers, a reçu le courrier d'une dame ayant eu l'outrecuidance d'acheter des paquets des gâteaux [5]. Elle est interpellée dans l'enceinte d'un supermarché Leclerc par **des gendarmes, alertés par un anonyme.** Sanction : 135 euros. Ces derniers l'auraient sommé de ne pas revenir dans le magasin avant une semaine sous peine de doubler son amende.

Les policiers peuvent aussi s'improviser experts médicaux. À Toulouse, une travailleuse sociale nous raconte la contravention reçue par une demandeuse d'asile qu'elle

accompagne. Sortie du périmètre autorisé pour trouver un magasin qui accepte les chèques-services, cette femme enceinte « à terme » a écopé de 135 euros pour avoir acheté un pack d'eau. **Un déplacement « non conseillé à ce stade de grossesse », selon le gardien de la paix**.

« LE POLICIER EST PLUS VECTEUR DE MALADIE QUE MOI »

Le blog « verbalisé (parce que) » répertorie ce genre de « PV arbitraires ou abusifs », à partir de coupures de presse ou de récits relevés sur le web. **À croire que les forces de l'ordre punissent davantage le contournement ou l'adaptation des règles en vigueur plutôt que le risque réel de contamination**. « Franchement, le policier est plus vecteur de la maladie que moi. Il a enlevé ses gants, m'a donné son stylo que tout le monde utilise », se désole Julien, sanctionné sur une plage, près de Douarnenez, « très isolée où il n'y avait aucun risque », lors d'une promenade avec sa compagne. En une semaine, Julien s'est depuis fait contrôler trois fois dans la ville.

UNE JEUNE MÈRE SORTIE FAIRE SES COURSES, TASÉE ET INSULTÉE

L'ambiance est encore plus tendue dans certains quartiers populaires, loin des plages et des promenades forestières. Les récits et vidéos de violences policières s'accumulent. Le 18 mars, un piéton est frappé à Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine) d'un coup de pied par un policier qui tentait de le verbaliser pour défaut de papiers. Selon la préfecture, les policiers l'auraient ensuite aspergé de gaz lacrymogène pour ne pas être contaminés par ses postillons ! À Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), des fonctionnaires assènent un coup de poing à un homme à terre. Scène similaire à Ivry-sur-Seine.
À Grigny (Essonne), des policiers en moto renversent un habitant. Les circonstances exactes ne sont pas déterminées. Ramatoulaye, jeune maman de 19 ans, s'est faite tirer dessus au taser par des agents, alors qu'elle revient de faire des courses pour nourrir son bébé, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Emmenée au commissariat sans motif apparent, elle est traitée de « petite merde », selon le récit qu'elle livre au site Actu.fr. Relâchée une heure plus tard, elle aurait tenté de porter plainte mais, coronavirus oblige, toute démarche doit se faire en ligne. Coup de Taser aussi à Marseille contre deux hommes interpellés par trois agents.

> " Ils sont censés nous protéger d'une maladie respiratoire et ils tentent de nous asphyxier. On a plus peur de la police que du Coronavirus "

« ON A PLUS PEUR DE LA POLICE QUE DU CORONAVIRUS »

À Torcy (Seine-et-Marne), une vidéo filmée par un riverain et signalée par le journaliste Taha Bouhafs montre un homme à terre à l'entrée d'un immeuble entouré de policiers. L'homme, qu'on entend crier, subit visiblement une clé d'étranglement, geste d'interpellation mis en cause dans nombre de décès [6]. « **Ils sont censés nous protéger d'une maladie respiratoire et ils tentent de nous asphyxier. On a plus peur de la police que du Coronavirus** », lance la journaliste activiste Sihame Assbague, qui collecte toutes ces vidéos et témoignages via son compte Twitter. « **Depuis le début, on reçoit énormément de vidéos, plusieurs dizaines, toujours des non-blancs et des pauvres », relève-t-elle**.
Le 27 mars, aux Ulis, Sofiane sort de chez son père pour aller récupérer des affaires au domicile de sa mère avant d'aller travailler. Interpellé par un agent de la Brigade anti-criminalité (BAC), le salarié d'une plateforme Amazon a oublié son attestation. Il est plaqué au sol puis emmené sous un porche avant d'être frappé et insulté par les policiers qui l'encerclent, puis placé en garde à vue. Sa mère est verbalisée en l'emmenant soigner ses blessures à l'hôpital ! Une plainte a été déposée au parquet d'Évry pour violences aggravées. Un autre, Sofiene, est tabassé par des policiers à Strasbourg. Après avoir subi des insultes racistes, le jeune homme est placé en garde à vue pour possession de stupéfiants. Il ressort le nez fracturé et avec de multiples contusions. L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) a été saisie.

LES BALCONS, OBSERVATOIRES DES VIOLENCES POLICIÈRES

Encore aux Ulis (Essonne), Yassine, 30 ans, témoigne de son tabassage par des gardiens de la paix. Alors qu'il sort de son immeuble acheter du pain avec son attestation, des policiers le ramènent dans le bâtiment sans lui signifier le motif. « Ils m'ont roué de coups, éclaté la tête à deux reprises contre le mur, ils m'ont mis un coup de crosse de flash-ball en pleine tête, ils m'ont mis une balayette », déclare-t-il, le visage tuméfié face caméra sur Instagram.
Le 4 avril, à Chanteloup-les-Vignes (Yvelines), c'est une enfant de 5 ans qui est gravement blessée en marge d'un affrontement entre jeunes et forces de l'ordre. Accompagnant son père pour aller saluer de loin sa grand-mère, elle aurait reçu un tir de LBD (lanceur de balle de défense). Elle a été hospitalisée suite à une fracture du crâne. **Les violences policières ne se sont pas arrêtées avec le confinement. « Je ne pense pas qu'il y en ait plus que d'habitude, juste plus de gens qui filment. Les balcons deviennent des observatoires des agissement des forces de l'ordre », note Sihame Assbague**.
L'Observatoire parisien des libertés publiques – créé par les sections parisiennes de la Ligue des droits de l'Homme et du syndicat des avocats de France – réalise lui aussi un travail de vigilance vis-à-vis des méthodes employées par les forces de l'ordre. « **La gravité de la situation ne saurait justifier des interventions illégitimes, discriminatoires ou disproportionnées de la police ou de la gendarmerie, dans le cadre des missions spécifiques qui leur sont actuellement dévolues** », rappelle cet Observatoire, rappelant la nécessité de filmer les violences dont chacun peut être témoin. Sur ce sujet, le collectif Urgence notre police assassine a récemment créé une application qui enregistre la vidéo en direct sur un serveur sécurisé, dans le cas où le téléphone utilisé serait confisqué par les forces de l'ordre.

PRISON POUR « MISE EN DANGER DE LA VIE D'AUTRUI »

Face à la situation, plusieurs syndicats étudiants (Solidaires étudiant, Unef) **et associations** (Fidh, Human Rights Watch, LDH, Action droit des musulmans...) **appellent le ministère de l'Intérieur « à veiller à ce que le maintien de l'ordre et les opérations de contrôle dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19 ne donnent pas lieu à des abus ». Le gouvernement a plutôt opté pour un durcissement des sanctions allant jusqu'à une peine de six mois de prison en cas de récidive dans l'irrespect de confinement**. Contre l'avis de plusieurs parlementaires : « On passe de la contravention au délit, au-delà de toute proportionnalité », s'est inquiété le député centriste Charles de Courson (UDI).
Plusieurs personnes en ont déjà fait les frais. À Béthune (Pas-de-Calais), un homme a écopé en comparution immédiate d'une peine de six mois de prison ferme. Dans la

Loire, un homme de 35 ans a été verbalisé à huit reprises puis condamné. Motif ? « Mise en danger de la vie d'autrui ». Un chef d'inculpation problématique aux yeux de certains juristes car la violation porteuse de risque nécessite de remplir plusieurs conditions, dont la manifestation délibérée d'exposer immédiatement autrui à un danger de mort ou de blessures. Ce qui n'est pas nécessairement le cas des personnes bravant l'injonction de rester chez soi. « Envoyer en prison des contrevenants (...) expose le condamné à une contamination en détention et risque aussi de propager le virus dans ces espaces clos », critique l'avocat Raphaël Kempf dans une tribune. **L'avocat craint que ces lois d'exception édictées dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ne se transforment en droit commun et permanent**.

> " Le gouvernement a oublié de dire qu'on ne se confine pas de la même manière dans un quartier pauvre qu'à Neuilly-sur Seine. "

PAS TOUS ÉGAUX FACE AU CONFINEMENT

Aveugles aux inégalités sociales, les mesures de restriction sanitaire sont encore plus dures dans les quartiers populaires, premiers touchées par les brutalités policières. Le premier jour de restriction, la Seine-Saint-Denis, l'un des départements les plus pauvres de France, concentrait déjà 10% des procès verbaux, selon Le Parisien. « **Le gouvernement a oublié de dire qu'on ne se confine pas de la même manière dans un quartier pauvre qu'à Neuilly-sur Seine** », rappelle Sihame Assbague.« **Comment expliquer à des jeunes qu'il ne faut pas sortir alors qu'ils sont confinés avec leurs parents, souvent livreurs, femmes de ménage, exposés au risque de maladie, en première ligne pour rendre service à l'ensemble de la population ?** ».
Cette dite « indiscipline » des banlieusards a ravivé les vieux réflexes xénophobes et anti-pauvres de l'extrême droite. Même état d'esprit chez certains fonctionnaires de sécurité, quand on lit les échanges d'un groupe de discussion Facebook rapportés par Médiapart.
Pourtant, **les habitants « indisciplinés » s'adonnant au footing dans les quartiers bourgeois de la capitale ne subissent pas le même violence**. **Ni les 1,3 million de Franciliens partis retrouver leur famille ou s'isoler dans une maison secondaire, quitte à propager le virus dans des régions peu contaminées**. **Les employeurs qui privilégient le maintien de la production sans nécessairement respecter les mesures sanitaires minimales semblent également épargnés par les contrôles**, comme cette usine d'un équipementier automobile dans l'Aisne. **À l'inverse, les postiers des Hauts-de-Seine exerçant leur droit de retrait face au risque de contamination sur leur lieu de travail subissent un contrôle policier**. Même sort pour les travailleurs n'ayant pas leur attestation complétée ou imprimée [7]. **À l'image de ces soignants de Béthune (Pas-de-Calais), en première ligne face à l'épidémie, qui se sont plaints d'être arrêtés en allant prendre leur service à l'hôpital** [8].

DES FORCES DE L'ORDRE SANS MATÉRIEL DE PROTECTION

Du côté des forces de l'ordre, 10 000 policiers et gendarmes seraient désormais confinés [9]. Parmi ceux mobilisés, de nombreux agents se disent indignés par l'irresponsabilité des citoyens et se plaignent d'être pris pour cible dans certains quartiers. Une policière a été blessée par un projectile lors d'un contrôle à Beauvais (Oise) [10]. Plusieurs syndicats de police ont menacé de cesser les contrôles s'ils ne recevaient pas de matériel de protection. Dans un témoignage publié par l'Association professionnelle de gendarmerie, **un militaire anonyme atteint du Covid-19 dénonce un « scandale d'État » : « Je suis en colère d'avoir été contraint de contrôler des centaines d'automobilistes sans masque. C'est là que j'ai été contaminé, et combien de personnes ai-je pu contaminer à mon tour ? ». Ironie du sort, des gendarmes ont même verbalisé des policiers qui n'avaient pas d'attestation signée de leur employeur, c'est-à-dire l'État**.

> " On assiste à un glissement progressif de la santé publique à la sûreté sanitaire, jusqu'à la sécurité intérieure. "

DÉRIVE SÉCURITAIRE SOUS CAUTION SANITAIRE

Pendant que l'État sanctionne le comportement individuel des citoyens, d'autres pointent la responsabilité des choix politiques dans la gestion de crise sanitaire, autrement plus dangereux pour la santé des Français que certaines soustractions aux mesures de confinement. « **On assiste à un glissement progressif de la santé publique à la sûreté sanitaire, jusqu'à la sécurité intérieure** », s'inquiète le sociologue de la santé Frédéric Pierru dans L'Humanité. Il propose une alternative préconisée par des médecins états-uniens : « Que la force publique se concentre sur la distribution de masques, de tests de dépistage et autres mesures de protection ».
Ludo Simbille

Notes
[1] Le non-respect de ces règles est passible de 135 euros. Le montant est portée à 1500 euros en cas de récidive sous quinze jours. Quatre violations en un mois sont punies de 3750 euros.
[2] Lire ses explications sur twitter, à la suite de comparutions immédiates liées au non respect du confinement.
[3] A consulter ici, via Twitter.
[4] Lire cet article du site 20 Minutes.
[5] Lire ici, via twitter.
[6] Lire notre article sur le sujet.
[7] Le formulaire est depuis le 6 avril disponible en version numérique, téléchargeable sur smartphone.
[8] Lire cet article de La Voix du Nord.
[9] Lire cet article du Figaro.
[10] Lire cet article du Parisien.

https://www.bastamag.net/attestation-controle-deplacement-PV-amendes-violences-policieres-confinement-covid?fbclid=IwAR3lmno2lbFtvGzxD4fUrpxpKQmz_mpTif47pM0blNdaaW8qNQRJ6XDZ8nQ

LA ZAD DE LA DUNE EXPULSÉE ET BRÛLÉE EN PLEIN CONFINEMENT, SES HABITANTS REJETÉS DEHORS SANS PROTECTION SANITAIRE

9 avril 2020 - Laurie Debove t

Au total, le port de plaisance va détruire une partie du Marais Girard, zone naturelle d'expansion des crues et havre de biodiversité, une ferme en agriculture biologique, et… une réserve d'eau douce de 340 000m3 !

> " Alors que nous vivons la sixième extinction de masse, une pandémie sans précédent, que la population est confinée, que notre système de santé public est à l'agonie et qu'une crise économique s'installe déjà dans tous les pays du monde : la France a-t-elle vraiment besoin d'un port supplémentaire d'un coût estimé, au plus bas, à 43 millions d'euros ? "

Depuis le mois d'octobre 2019, la lutte s'est intensifiée entre les protecteurs de la dune et les partisans du port de plaisance à Brétignolles-sur-Mer. Hier soir, elle a atteint un paroxysme avec **l'évacuation militaire des habitants de la ZAD de la Dune, embarqués et rejetés à pieds en pleine nuit, à parfois à 1h30 de route**.

PRO-PORTS CONTRE PROTECTEURS DE LA DUNE

L'histoire de Brétignolles-sur-Mer devient le symbole de la façon dont est traitée l'opposition à un projet d'aménagement urbain qui refuse de conduire des consultations publiques en bonne et due forme. C'est avant tout l'obstination d'un homme politique, Christophe Chabot, Maire de Brétignolles-sur-Mer et Président de Communauté de communes du Pays de Saint-Gilles-Croix-de Vie, à construire un Port coûte que coûte.

Pour rappel : Pour construire le port et creuser un chenal, les travaux ont déjà commencé à enlever une dune de sable pleine de vie et protectrice du littoral, et coupé des arbres centenaires. Au total, le port de plaisance va détruire une partie du Marais Girard, zone naturelle d'expansion des crues et havre de biodiversité, une ferme en agriculture biologique, et… une réserve d'eau douce de 340 000m3 !

Les tensions étaient déjà vives entre ceux qui soutiennent le projet du Port, et ceux qui sont contre. Il est difficile d'estimer avec précision qui sont les plus nombreux. « Brétignolles veut son port » revendique 2200 adhérents mais n'en avait réuni que 550 lors d'une de ses réunions. Les associations qui défendent la dune sont La Vigie (1000 adhérents), Demain Brétignolles (+1000 personnes), Surfrider Vendée (+1900 soutiens sur Facebook), et l'association Pleine Mer.

Pour les premiers concernés, à savoir les résidents de Brétignolles-sur-Mer, il n'est pas évident de savoir avec certitude quelle opinion l'emporte en majorité, surtout face aux pressions subies par certains habitants. Mais c'est la création d'une Zone A Défendre, la ZAD de la Dune, qui a cristallisé toutes les tensions jusqu'au délogement militaire, hier soir, suite à un désaccord entre zadistes et forces de l'ordre. Selon nos sources :

« L'intervention d'hier n'était pas prévue. Elle fait suite à une altercation du matin d'un habitant de la dune contre deux personnes en voiture qui en reculant ont écrasé son chiot d'un mois, et à l'attaque avec des barres de fer des deux voitures de la gendarmerie qui sont intervenues. »

Cette **escalade des tensions a servi à la justification du délogement militaire d'hier soir**. Dans leur communiqué, les zadistes de la Dune regrettent cette perte de sang froid face au décès du chiot mais dénoncent fermement la proportion de la réponse donnée en représailles.

« Dès le début, les pro-ports ont mené une vaste campagne de harcèlement en taguant les maisons de ceux qui préfèrent la dune, les voitures et les camions des zadistes, et en accusant les habitants opposés au Port d'avoir demandé aux zadistes de venir alors que nous sommes venus pour défendre la dune en paix, et empêcher que les travaux la détruisent totalement. Nous avons plein de questions sur la légalité de cette évacuation. » confie un protecteur de la dune au téléphone pour La Relève et La Peste

UN DÉLOGEMENT MILITAIRE EN PLEIN CONFINEMENT

En effet, **comment justifier légalement une telle démonstration de force en pleine période de confinement et de crise économique sans précédent ?** La vingtaine de résidents de la ZAD a été embarquée dans différentes gendarmeries pour contrôles d'identité. **Certains sont ressortis dans la soirée avec une autorisation de dormir dehors pour la nuit, d'autres sans aucune attestation et susceptibles d'avoir une amende pour infraction au confinement… Tous les animaux ont été embarqués par la fourrière**.

France Bleu décrit un **dispositif déployé « impressionnant selon un témoin » : gendarmes, PSIG, hélicoptère et drones**.

« **Alors que la priorité des autorités devrait être d'ordre sanitaire, l'état paye le prix, par nos impôts, d'une opération militaire au moment même où le manque si primordial de tests, de respirateurs, de masques de protection pour les soignant.e.s et la population est incompréhensible. Pour rappel, une heure de vol d'un hélicoptère de gendarmerie peut coûter jusqu'à 4000€.** » détaillent les zadistes

« Demain Bretignolles », la liste d'opposition municipale qui ne soutient pas officiellement les zadistes mais défend elle aussi la dune, s'est inquiétée des **70 « bénévoles » civils recrutés par le maire pour incendier les cabanes construites par les zadistes, et imposer le déménagement des lieux squattés**.

« Je m'interroge sur ce rassemblement de personnes en plein confinement. Ont-elles obtenues une dérogation spéciale ? Des mesures drastiques ont été mises en place, sur les marchés, les commerces, et les déplacements, afin de lutter contre la propagation du coronavirus. Le gouvernement demande à la population de les respecter. **Quant est-il de cet appel d'un maire à contrevenir à ces mesures de confinements et aux mesures barrières** ? » demande ainsi Martine LUCÉ, la Présidente de l'association, au Préfet.

Autre inconnue : **les incendies allumés pour brûler les habitations et affaires personnelles des zadistes sont-ils bien légaux ?** Si la presse parle d'un « démantèlement », le vocabulaire est trompeur : **brûler ainsi jusqu'aux bâtis de la Ferme de la Normandelière fait plus penser à un grand feu de joie revanchard qu'à une expulsion encadrée**.
« Puisque nous refusons la construction de ce port infâme et élitiste ainsi que tous les projets industriels, puisque nous refusons le coup d'état pandémique qui suivra la crise du coronavirus, puisque nous refusons le monde qu'ils veulent nous imprimer à coups de matraques, notre détermination ne sera jamais entamée par quelques cabanes brûlées. Nous continuerons à nous battre partout et toujours contre leur capitalisme imbécile, fantasmatique et violent. »

> " 70 « bénévoles » civils recrutés par le maire pour incendier les cabanes construites par les zadistes, et imposer le déménagement des lieux squattés. "

Depuis hier soir, certaines personnes ont pu récupérer leurs compagnons à quatre pattes; tandis qu'Elizadeth, la truie sauvée de l'abattoir, a trouvé une nouvelle propriétaire. Ils sont en revanche nombreux à avoir retrouvé leurs camions défoncés à coups de barre de pieds de biche, fenêtres cassées, moteurs troués. **Les voilà donc privés de leur lieu d'habitation et laissés sans abri alors que le mot d'ordre sanitaire est le confinement de la population**. Les travaux du Port, eux, sont censés reprendre à l'automne.
Mais le vrai cœur du problème ne doit pas être occulté par cette démonstration de force militaire. Ce projet a été imaginé en 2002, il y a 18 ans. Mais depuis, tout a changé. **Alors que nous vivons la sixième extinction de masse, une pandémie sans précédent, que la population est confinée, que notre système de santé public est à l'agonie et qu'une crise économique s'installe déjà dans tous les pays du monde : la France a-t-elle vraiment besoin d'un port supplémentaire d'un coût estimé, au plus bas, à 43 millions d'euros ?**
9 avril 2020 - Laurie Debove

https://lareleveetlapeste.fr/la-zad-de-la-dune-expulsee-et-brulee-en-plein-confinement-ses-habitants-rejetes-dehors-sans-protection-sanitaire/?fbclid=IwAR1HNVolMna_p8ilf3MLOLIdvyWFzgaJjqLvHb6XN-MaUk-m8UHiKNwZhxck

LES SIGNALEMENTS LIÉS AUX VIOLENCES CONTRE LES FEMMES EXPLOSENT UN PEU PARTOUT DANS LE MONDE

Par Louis-Valentin Lopez publié le 7 avril 2020 à 12h50

Une hausse de 25% des appels et des signalements sur le web au Royaume-Uni, des appels qui augmentent de 16% en Espagne, une augmentation de 40 ou 50% au Brésil, + 20% au Texas... **Un peu partout dans le monde, les signalements de violences faites aux femmes sont en forte croissance avec le confinement**.

"**Je presse tous les gouvernements de faire de la prévention des violences domestiques une priorité dans leurs plans de lutte contre le Covid-19.**" Le cri d'alerte a été lancé lundi par António Guterres, secrétaire général des Nations-Unies. "Nous avons constaté une horrible montée des violences domestiques", s'inquiète le responsable de l'ONU : "Dans certains pays, le nombre de femmes appelant des numéros de soutien a doublé."
États-Unis, Espagne, France, Inde, Tunisie... Effectivement, de nombreux pays appliquant des mesures de confinement face à l'épidémie de coronavirus font face à une recrudescence des signalements de violences domestiques. Les données portant sur les violences elles-mêmes sont encore rares mais les signalements qui explosent sont un très mauvais signe. **Isolées avec un compagnon violent, beaucoup de femmes se retrouvent vulnérables**. Que disent les statistiques ? Que disent les autorités ? Et quelles solutions apporter ?

> " Un peu partout dans le monde, les signalements de violences faites aux femmes sont en forte croissance avec le confinement. "

CE QUI DISENT LES CHIFFRES EN EUROPE

Au Royaume-Uni, la ligne téléphonique nationale pour signaler des violences domestiques («National Domestic Abuse helpline») a enregistré une hausse de 25% des appels et des signalement sur le web depuis le début du confinement. Cela se traduit par des centaines d'appels en plus la semaine dernière par rapport aux semaines précédentes, rapporte à la BBC l'association qui gère cette ligne. La fréquentation du site de l'association a aussi sensiblement augmenté, avec 150% de visites supplémentaires par rapport à la dernière semaine de février.

En Espagne, le «Ministerio de Igualdad» (ministère de l'égalité femmes-hommes) a également alerté mercredi dernier sur la hausse des violences conjugales en temps de confinement. Cité par El País, le ministère signale que les appels au 016, le numéro des femmes victimes de violences, ont augmenté de 16% entre le 14 et le 29 mars, par rapport à la même période au mois de février. 3 382 appels en deux semaines, soit 521 appels en plus.

En France, les signalements de violences ont fortement augmenté depuis le 17 mars. Selon le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, qui s'est exprimé jeudi soir sur France 2 dans l'émission «Vous avez la parole», **les signalements pour des faits de violence familiale et conjugale ont ainsi augmenté de 32% en zone gendarmerie, et de 36% dans la zone de la préfecture de police de Paris, et ce durant la première semaine de confinement**.
Violences conjugales : les interventions des forces de l'ordre suite à des signalements ont augmenté de « 32% en zone de gendarmerie » et de « 36% à Paris » (par rapport à la même semaine de référence), annonce le ministre de l'Intérieur @CCastaner#VALPpic.twitter.com/BrNpBX-Tvve

> " En France, [...] les signalements pour des faits de violence familiale et conjugale ont augmenté de 32% en zone gendarmerie, et de 36% dans la zone de la préfecture de police de Paris, et ce durant la première semaine de confinement. "

Plusieurs pays dans le reste du monde ont fait état de hausses inquiétantes des violences. Ainsi, aux États-Unis, des villes ont déjà rapporté un nombre croissant de violences et d'appels, comme le note NBC News dans une enquête. Sur les vingt-deux «law enforcement agencies» (les agences de police fédérales) contactées par le média, dix-huit signalent une hausse des appels pour violences conjugales au mois de mars. La police de Houston au Texas, par exemple, a reçu 300 appels de plus qu'en février pour des violences domestiques, soit une hausse d'environ 20% par rapport à février. 517 appels supplémentaires par rapport au mois précédent, aussi, en Caroline du Nord (18%).

Même constat, encore plus préoccupant, au Mexique, où les appels pour violences conjugales ont augmenté de 60% durant la quarantaine, note El País, en se basant sur les informations du Red Nacional de Refugios (Réseau national des réfugiés). «Les demandes d'hébergement dans certains refuges pour les femmes se sont multipliées», rapporte le quotidien. «Et sans budget de l'État qui garantisse qu'ils puissent rester ouverts les prochains mois.»

Au Brésil, c'est un centre d'accueil géré par l'État qui alerte sur une augmentation des cas de violences conjugales, qu'il attribue à l'isolement provoqué par le coronavirus, relaie le Guardian. «Nous pensons qu'il y a eu une augmentation de 40 ou 50%, et il y avait déjà une grosse demande», note Adriana Mello, une juge de Rio de Janeiro spécialisée dans les affaires de violence domestique.

Qu'en est-il en Tunisie, où les sorties du domicile sont limitées depuis le 22 mars ? Le nombre d'agressions signalées contre les femmes «a été multiplié par cinq par rapport à la même période en 2019», a indiqué à l'AFP la ministre de la Femme, de l'enfance et des personnes âgées, Asma Shiri Laabidi. Selon elle, plus de 40 femmes victimes de violences ont été signalées du 23 au 29 mars, contre sept alertes durant la même période en 2019. «La plupart sont des femmes vivant dans des zones de l'intérieur du pays, âgées de 30 à 40 ans et ayant un niveau scolaire primaire et secondaire», a étayé Mme Laabidi. Les agressions, verbales ou physiques, ont nécessité dans deux cas des hospitalisations.

En Chine, berceau de l'épidémie qui sort progressivement d'une quarantaine drastique de plusieurs semaines, l'association des Droits de la femme Weiping a fait état d'un triplement des violences rapportées. Illustration dans le comté de Jianli, dans la province du Hubei, foyer de l'épidémie : «Le commissariat a enregistré 162 témoignages de violences domestiques en février, soit trois fois plus que les 47 de février 2019. Et en janvier, le nombre de cas était le double de celui de l'année précédente», rapporte ainsi Wan Fei, un ancien policier qui a fondé une association de lutte contre les violences domestiques, cité par Le Monde : «Selon nos statistiques, 90 % des cas de violences ont un lien avec la pandémie de Covid-19.»

Même constat en Inde : le nombre de dossiers pour violences conjugales a doublé au cours de la première semaine de restriction de mouvements, selon la Commission nationale pour les femmes. Durant la semaine du 23 au 30 mars, soit la première semaine du confinement, la commission a ainsi reçu 58 plaintes, relate India Today. Mais 58, «c'est seulement le nombre de plaintes que l'on a reçues par e-mail, souligne une porte-parole : «le nombre réel est susceptible d'être plus élevé car le gros des plaintes vient de femmes qui font partie des classes sociales les moins aisées, et qui envoient leur plainte par la poste.»

Enfin, en Australie, le gouvernement a constaté une augmentation de 75% des recherches sur le web pour un soutien face à des violences dans les foyers.

CE QUE VIVENT LES VICTIMES

Certains dossiers de violences conjugales font froid dans le dos. Ainsi, mardi dernier, une Sicilienne a été étranglée à mort par son compagnon. Selon le recteur de l'université où étudiait le couple, cette tragédie est liée à la «situation de crise que nous vivons en ce moment» : «Les experts avaient mis en garde contre le risque que la cohabitation forcée n'accentue les conflits familiaux». La présidente de la commission Féminicide du Sénat italien, Valeria Valente, a dénoncé «l'énième féminicide survenu dans un foyer, où la crise du coronavirus nous impose de rester».
De son côté, la BBC a recensé des témoignages glaçants de victimes prises au piège avec un homme violent. Comme celui de Geeta, une Indienne, battue tant de fois par son mari (la première fois lors de leur nuit de noces) qu'elle a «perdu le compte» . «Les choses ont changé quand l'école a fermé le 14 mars», rapporte-t-elle. «Les enfants étaient constamment à la maison et ils ont commencé à l'énerver.»
Des enfants qui risquent maintenant eux aussi de subir les foudres de son mari. «Normalement il dirige sa colère contre moi mais il a commencé à leur crier dessus pour des détails, comme une tasse laissée sur le sol. Du coup je dis quelque chose pour faire diversion, pour qu'il s'en prenne à moi, mais plus le temps passe, moins je trouve de techniques pour attirer son attention», confie Geeta, qui vit dans un quartier pauvre en zone rurale.
À New York, rapporte toujours la BBC, Kai vit elle dans la peur depuis que, sur demande de sa mère, elle est retournée vivre fin mars chez son père. L'homme qui, dit-elle, a abusé d'elle physiquement et sexuellement pendant des années. Conséquence : en confinement, Kai quitte sa chambre seulement pour «courir» à la salle de bain ou se faire à manger. Depuis le début du confinement, son père n'a pas évoqué une seule fois les abus : «Cela me rend folle. Il ne m'a rien fait pour l'instant, mais l'attente me tue.»

Dans l'État américain de l'Oregon, le responsable d'une ligne téléphonique dédiée aux violences conjugales décrit lui au Time le contenu très cru de certains appels : «Les agresseurs menacent de jeter leurs victimes dans la rue pour qu'elles attrapent le virus.»
L'ONU juge qu'**au fur et à mesure que le confinement se poursuit, les violences faites aux femmes risquent de prendre des tournures plus complexes** : l'exposition au coronavirus utilisé comme une menace (comme évoqué ci-dessus), **des femmes expulsées sans endroit où aller, ou encore une police et une justice submergées, forcées d'établir des priorités**.

LES SOLUTIONS MISES EN PLACE

En France, un numéro national dédié à l'écoute des auteurs de violences a été lancé ce lundi, afin d'éviter que les tensions au sein du couple ou de la famille ne s'aggravent pendant la période du confinement, a annoncé sur Twitter la secrétaire d'État Marlène Schiappa :
- Le numéro de prévention des #ViolencesConjugales ouvre aujourd'hui.

Préservez votre famille des violences: faites-vous accompagner: 08 019 019 11

Le collectif #NousToutes rappelle le numéro à appeler si vous êtes victime de violences conjugales : le 3919.
Être confinée chez soi avec un homme violent est dangereux.
Il est déconseillé de sortir. Il n'est pas interdit de fuir.
Besoin d'aide ? Appelez le 3919

À l'initiative du gouvernement, un dispositif a également été mis en place dans les 22 000 pharmacies que compte la France, pour accueillir et aider les victimes de violences. Christophe Castaner, le ministre de l'Intérieur, a aussi annoncé qu'il est désormais possible d'alerter les forces de police ou de gendarmerie «par un simple texto» pour signaler des faits ou soupçons de violences conjugales. Un numéro : le 114.
Des mesures sont en outre prises ailleurs en Europe. En Allemagne, la ministre de la Famille, Franziska Giffey, a appelé les communes à organiser si besoin des accueils alternatifs réservés aux femmes victimes. L'Autriche voisine prévoit elle une garantie de place dans les maisons de femmes, ou l'exclusion du membre violent des familles en quarantaine.
Et dans le reste du monde ? En Tunisie, le ministère de la Femme a élargi les horaires de la ligne de soutien aux femmes victimes de violences, et lancé lundi une assistance psychologique gratuite par téléphone.
En Inde, dans la région de l'Uttar Pradesh, la police a publié des circulaires dans les journaux pour encourager les victimes à rapporter les violences : «Supprimons le coronavirus, pas votre voix.»

https://www.franceinter.fr/monde/les-signalements-lies-a-des-violences-contres-les-femmes-explosent-un-peu-partout-dans-le-monde

ET PENDANT CE TEMPS...

ÉCONOMIE

Fin du Cash
Économie Réelle
Fonds spéculatifs
Enrichissement
Crise sanitaire
Guerre économique
Haute finance
Fraudes
Intérêt général
Dividendes
Milliardaires
MEDEF
Travailler plus
Report RTT,
Congés payés
35h
Repos hebdomadaire
temps de travail
Croissance
Coronavirus
49.3
Réformes retraites

SANS LE CASH, IL SUFFIRA D'UN «CLIC» POUR QUE VOTRE ARGENT SOIT BLOQUÉ !

15/06/15 à 15:37 Mise à jour le 31/10/19 à 16:26

> " La disparition programmée du cash dans nos sociétés. "

Les Suisses sont connus pour être des personnes prudentes . C'est donc avec étonnement, mais surtout beaucoup d'intérêt, que j'ai lu l'enquête réalisée par le journal suisse Le Temps consacrée à **la disparition programmée du cash dans nos sociétés.**
En effet, des pays comme le Danemark étudient la possibilité de supprimer le cash. D'autres, comme la France, la Belgique ou l'Espagne, interdisent déjà les transactions en cash au-delà d'un certain montant. Et des banques américaines comme JP Morgan ont interdit à leurs clients de déposer des espèces dans les coffres qu'ils louent. Mais cela ce n'est que la partie émergée de l'iceberg.

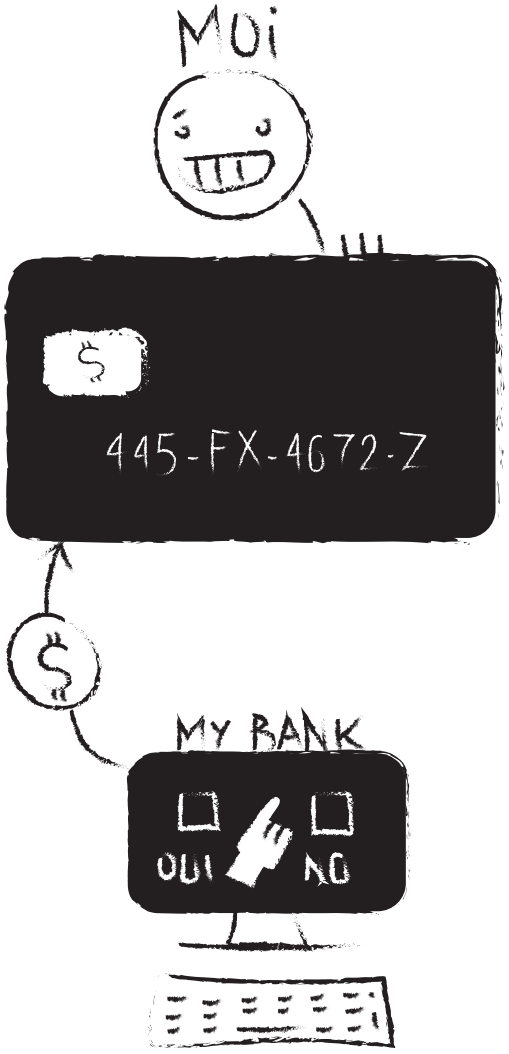
> " Sans le cash, il suffira d'un «clic» pour que votre argent soit bloqué ! "

En réalité, comme le rappelle le journal suisse Le Temps, des économistes de renom plaident pour la disparition du cash. **Officiellement, c'est pour lutter contre le blanchiment d'argent, le crime organisé, le terrorisme ou la fraude fiscale, sans oublier que le secteur bancaire est en faveur de cette suppression du cash uniquement dans le but de «nous simplifier la vie»**. Cependant, **la suppression du cash serait une attaque contre nos libertés**, selon d'autres commentateurs dont Simone Wapler, la très avisée rédactrice de la lettre d'information financière La Stratégie de Simone Wapler.
Sans le cash, il suffira d'un «clic» pour que votre argent soit bloqué !
En fait, comme nos gouvernements sont surendettés, aucune transaction, même la plus petite, ne doit leur échapper. Or, **quoi de plus simple que de lever des impôts supplémentaires quand il n'y a plus de cash ?** Le jour où tous vos avoirs seront bancarisés sous forme de livrets ou comptes d'épargne, que vos déclarations d'impôts, vos facturations, vos numéros de compte, vos allocations, vos salaires et bientôt vos dépenses de santé seront en ligne, et comme tout cela est connecté, **il suffirait en gros d'un «clic» pour que votre argent, votre propriété soit... bloquée !**

> " Priver les déposants de la faculté de retirer des billets permet de les garder captifs ! "

Quant aux banques, leur pire cauchemar, c'est qu'en cas de manque de confiance, les épargnants sortent leur argent de la banque - c'est ce qu'on appelle le «bank run». Mais là encore, **s'il n'y a plus de cash, il n'est plus possible de quitter sa banque**, comme l'indique Simone Wapler. **Priver les déposants de la faculté de retirer des billets permet de les garder captifs !**
Sans compter que **s'il n'y a plus de cash, les autorités monétaires peuvent nous imposer un taux d'intérêt négatif sur nos comptes bancaires, car comme il n'y a plus de cash, nous ne pouvons pas retirer nos avoirs**. Or, comme l'a fait remarquer un économiste de la banque américaine Citibank, si la Banque centrale américaine avait pu imposer un taux d'intérêt négatif de 6%, elle aurait pu limiter la crise de 2008 !
En résumé, je ne dis pas que ce scénario envisagé par des personnes sérieuses, et notamment par le journal suisse Le Temps, va se produire, mais c'est vrai qu'**il faut bien reconnaître que l'existence du cash dans nos sociétés permet d'échapper aux taux négatifs, à l'impôt arbitraire et à la faillite d'une banque**. Donc, ces commentateurs - que certains considéreront comme des visionnaires et d'autres comme des fous - considèrent qu'il faut en quelque sorte **prendre le maquis, entrer en résistance et défendre coûte que coûte une société avec du cash. Comment ? En utilisant au maximum le cash, car il est plus facile de faire disparaître quelque chose qui n'est plus en usage que quelque chose qui sert beaucoup**. Au moins, le débat peut commencer.

https://trends.levif.be/economie/politique-economique/sans-le-cash-il-suffira-d-un-clic-pour-que-votre-argent-soit-bloque/article-opinion-400573.html?cookie_check=1590442236



GUERRE FINANCIÈRE GLOBALE : SAUVER L'ÉCONOMIE RÉELLE, LAISSER LES FONDS SPÉCULATIFS S'ÉCROULER

By Maxime Chaix • On 11 avril 2020 • In Articles d'actualité

Récemment, **le Guardian a expliqué comment les fonds spéculatifs s'enrichissaient massivement grâce à la crise financière déclenchée par la pandémie de coronavirus**. L'une des raisons de ce phénomène est **la garantie que la Réserve Fédérale américaine continuera de financer sans limite ces activités spéculatives**. **Il en résulte une déconnexion totale des marchés financiers vis-à-vis de la situation catastrophique de l'économie réelle**, comme le récent rebond boursier l'illustre de manière flagrante. Dans une interview sur CNBC, le célèbre transfuge de Facebook et capital-risqueur Chamath Palihapitiya a défendu la nécessité de laisser ces fonds spéculatifs s'écrouler, tout en exhortant nos décideurs à soutenir activement l'économie réelle. Nous allons voir pourquoi il est difficile de lui donner tort, dans un contexte de guerre financière globale amorcée depuis les années Thatcher/Reagan.

> " Le fait que les gestionnaires de fonds spéculatifs accumulent des milliards, tandis que les soignants qui mettent leur vie en jeu peuvent à peine s'en sortir est un signe que notre économie est totalement dysfonctionnelle. "

2,4 milliards de livres sterling, soit **2,6 milliards de dollars. C'est la somme colossale qu'a empoché le fond spéculatif londonien Ruffer Investment grâce à ses paris sur les mouvements de marchés, alors que l'économie réelle s'effondre et que le système hospitalier britannique est totalement débordé face à cette crise sanitaire**. Suite à cette annonce, « Frances O'Grady, la secrétaire générale de la centrale syndicale TUC, lança une attaque cinglante contre les gestionnaires de fonds spéculatifs. (…) Crispin Odey, un partisan du Brexit qui avait engrangé des millions en pariant contre la livre sterling avant le référendum sur l'UE, a annoncé que sa firme avait réalisé son plus gros gain mensuel depuis la crise financière », soit 115 millions de livres grâce au trading de haute fréquence et aux ventes à découvert.

Comme Frances O'Grady l'a déclaré au Guardian, « **"le fait que les gestionnaires de fonds spéculatifs accumulent des milliards, tandis que les soignants qui mettent leur vie en jeu peuvent à peine s'en sortir est un signe que notre économie est totalement dysfonctionnelle. Une fois que cette crise [sanitaire] sera surmontée, nous devrons reconstruire une économie plus équitable. Les super-riches devront être contraints de payer leur juste part, et les travailleurs ordinaires devraient obtenir le respect et le salaire qu'ils méritent**. » Objectivement, lorsque l'on sait à quel point ces fonds spéculatifs sont déconnectés de l'économie réelle, comment lui donner tort ?

> " C'est précisément dans cet univers opaque de la finance-casino digitalisée que les fonds spéculatifs peuvent engranger des milliards de dollars alors que l'économie réelle s'écroule. "

En effet, comme l'a observé le journaliste Guy Mettan, « l'ampleur prise par les transactions électroniques est devenue vertigineuse, et sans lien avec les besoins de la production de biens et de services. En 2017, pour un PNB mondial de l'ordre de 81 000 milliards de dollars, la dette globale atteignait 233 000 milliards (3 fois le PNB) et les produits dérivés 750 000 milliards (presque 10 fois le PNB mondial) ! **La plus grande opacité règne à la fois sur les montants et le nombre de ces transactions, favorisées par le trading à haute fréquence et autres outils technologiques**. Quant aux opérations sur les produits dérivés, mystère et boule de gomme ! » **C'est précisément dans cet univers opaque de la finance-casino digitalisée que les fonds spéculatifs peuvent engranger des milliards de dollars alors que l'économie réelle s'écroule**. Or, il s'avère que **cet écosystème prédateur** – qui privatise les gains mais compte sur les contribuables pour être renfloué à chaque effondrement boursier –, **obéit à une véritable logique de guerre économique globale**.

> " Cet écosystème prédateur [...] obéit à une véritable logique de guerre économique globale. "

Comme l'a souligné le commissaire Jean-François Gayraud, « depuis la mise en œuvre des politiques de dérégulation, d'abord aux États-Unis puis en Europe, **la finance est devenue un phénomène de pouvoir, avec de véritables puissances, en partie autonomes et poursuivant des objectifs propres**. La dérégulation a sorti le génie de la lampe : depuis, **la haute finance s'est émancipée au détriment des États et des peuples**. De là, **le concept de guerre ne relève pas de la métaphore facile mais d'une claire prise en compte des véritables enjeux imposés par la domination inédite de la finance depuis les années 1980**. Comprenons bien ce qui se joue : **des puissances financières développent des formes d'hostilité en direction des États et des peuples** ; telle est la signification exacte du concept de guerre [, qui] a toujours revêtu dans l'Histoire des formes diverses : certes militaires, mais aussi politiques, culturelles, économiques, et finalement financières. Par ailleurs, **cette hostilité est en partie criminelle quand on prend en compte deux dimensions. D'abord, les fraudes gigantesques, souvent systématiques et parfois à effet systémique, dont la finance se rend coupable**. **Ensuite les conséquences destructrices [de ces actions] sur les populations**. » C'est précisément ce système prédateur et déconnecté des besoins de l'économie réelle que l'administration Trump et la Fed souhaitent sauvegarder par tous les moyens. Ces annonces expliquent en bonne partie l'indécent rebond boursier de ces derniers jours, tandis que le commerce international et l'économie mondiale sont en chute libre.

> " La haute finance s'est émancipée au détriment des États et des peuples. "

Conscient de ce processus, le transfuge de Facebook et capital-risqueur Chamath Palihapitiya a récemment déclaré que les autorités devaient laisser les fonds spéculatifs « sombrer ». Comme l'a rapporté CNBC, « Chamath Palihapitiya, fondateur et PDG de la firme d'investissement Social Capital, a déclaré jeudi que les États-Unis ne devraient pas renflouer les milliardaires et les fonds spéculatifs pendant la pandémie de coronavirus. "**Aujourd'hui, les citoyens ordinaires sont en train de sombrer. À l'heure actuelle, les riches PDG [de fonds spéculatifs] ne sont pas affectés, ni les conseils d'administration qui ont une gouvernance exécrable. Les gens ordinaires le sont"**, a déclaré Palihapitiya, l'un des premiers dirigeants de Facebook. (…) "Ce que nous avons fait, c'est de soutenir de manière disproportionnée les PDG et les conseils d'administration peu performants, alors que nous devrions les laisser couler. »

En d'autres termes, ce milliardaire et investisseur chevronné considère que l'impératif de sauver les entreprises cotées en bourse se base sur « "un mensonge de Wall Street. Lorsqu'une société fait faillite, elle ne licencie pas ses employés, elle est restructurée", selon Palihapitiya. "Dans ce cas, les gens qui ont leurs caisses de retraite dans ces firmes, les employés de ces entreprises, finissent par détenir davantage de parts dans ces sociétés. Ceux qui en sont exclus sont les spéculateurs qui détiennent les tranches de dette non garanties, ou ceux qui possèdent les capitaux propres. Et d'ailleurs, ce sont les règles du jeu ! [Les spéculateurs] prétendent être les investisseurs les plus brillants au monde. Ils méritent de sombrer. » À en juger par les mouvements boursiers délirants de ces derniers jours, qui permettent aux fonds spéculatifs d'engendrer des milliards alors que l'économie réelle s'écroule, comment lui donner tort ?

> " Les fonds spéculatifs sont véritablement dans une logique de guerre contre le bien commun, et ce en faveur de leurs intérêts privés. "

Certains experts von plus loin, et proposent une fermeture temporaire des bourses mondiales. Comme l'a rapporté La Dépêche en mars dernier, « si l'idée ne séduit pas le patron de l'autorité américaine des marchés financiers Jay Clayton, les politiques pourraient bien débrancher la Bourse. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, vient ainsi d'annoncer l'interdiction des ventes à découvert par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sur 92 valeurs dont Axa, Air France KLM, Eiffage, Société Générale, Safran… mais pas Airbus, pourtant fortement attaqué ces derniers jours. Cette mesure joue son rôle, mais à la marge par rapport aux chocs qu'accumule le marché actions. "Bien sûr qu'il faut fermer la bourse ! Nous aurions dû le faire il y a déjà longtemps", tempête l'économiste Marc Touati. "**On a mis l'économie en quarantaine, il faut aussi mettre la bourse en quarantaine car nous entrons dans une phase de destruction pure et simple**", prévient le président fondateur du cabinet ACDEFI. (…) Pour lui, les niveaux de valorisation des actions n'ont "plus rien à voir avec la réalité économique des entreprises". D'autant que ces baisses brutales obligent les banques centrales à injecter des milliards de liquidités tous les jours. "Il vaut mieux garder nos milliards pour relancer l'économie une fois la crise passée. »

Hélas, **cet appel a la fermeture temporaire des marchés financiers n'a pas été entendue, et Wall Street est passée en « bull market », enregistrant sa plus forte hausse depuis 1974 alors que l'économie réelle est en lambeaux**. Parmi les bénéficiaires de cette frénésie boursière irrationnelle, l'on peut identifier des fonds spéculatifs qui générèrent des milliards de dollars de gains, tandis que les systèmes hospitaliers des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne peinent à affronter cette crise sanitaire sans précédent. Il nous faudra le comprendre tôt ou tard : **les fonds spéculatifs sont véritablement dans une logique de guerre contre le bien commun, et ce en faveur de leurs intérêts privés**. Comme l'avait souligné Jean-François Gayraud en 2016, « la mobilité est l'une des grandes tactiques de l'art militaire. Or **la guerre financière**, ainsi que je le démontre dans mon livre, **s'appuie sur une quadruple migration : des capitaux, des élites, des dettes et des responsabilités**. **Ces phénomènes migratoires sont une clef d'explication importante pour comprendre la puissance des institutions financières qui mènent de véritables "guerres de mouvement"**. » **Un tel constat permettrait à nos dirigeants de se rappeler qu'ils tirent leur légitimité dans la satisfaction de l'intérêt général, et non des spéculateurs qui s'enrichissent massivement alors que l'économie mondiale s'écroule**.

Maxime Chaix

https://deep-news.media/2020/04/11/guerre-financiere-economie-reelle/?fbclid=IwAR0UA7okUf0Zl2mYE_5bsb2Ue-ODgpRxi2JvLihYUScNyUuUJxvlzxhmpY

Ces patrons shootés aux dividendes

MALGRÉ les protestations indignées de Bruno Le Maire, virus oblige, la ruée des grandes boîtes françaises sur les dividendes bat son plein. Ainsi, le 16 mars, Publicis a décidé de maintenir le versement d'un coupon de 2,30 euros par action. Parmi les motifs de cette décision, le portefeuille d'actions de Maurice Lévy, le président du conseil de surveillance : il en possède 4,67 millions, qui devraient lui rapporter 10,74 millions d'euros. Joli bonus ! Avec 7,10 % du capital, la famille d'Elisabeth Badinter touchera, de son côté, un gentil chèque de 38,41 millions...

Ayant réalisé son meilleur résultat depuis 2007, L'Oréal, géant des cosmétiques, va gaver ses actionnaires, parmi lesquels la famille Bettencourt Meyers. Après l'assemblée générale du 21 avril, cette dernière empochera 785,8 millions d'euros. Elle va pouvoir en distribuer, des flacons de gel hydroalcoolique...

Et chez Dassault ? Grâce aux performances de la pépite technologique Dassault Systèmes, les quatre enfants de Serge se partageront 75 millions de dividendes – sans parler de ce que leur rapportera leur participation au sein de Thales...

Le milliard de Bernard

Côté télécoms, Altice, la holding chapeautant SFR, fait profil bas : après avoir demandé au ministère du Travail l'autorisation de placer 6 000 salariés en chômage partiel, elle a dû renoncer au coupon de 1 euro par action. Martin Bouygues, quant à lui, hésite. Il est vrai que sa holding familiale devait, cette année, toucher 136,9 millions d'euros ! Son meilleur ennemi Xavier Niel, a tranché : Iliad, la société mère de Free – dont il possède 71 % –, versant un dividende de 2,60 euros aux actionnaires, son compte personnel enflera de 109 millions d'euros. Il a tout compris...

Son beau-père, Bernard Arnault, est plus embarrassé. Grâce aux profits record de LVMH, sa holding familiale est censée percevoir... 1,62 milliard d'euros ! Mais « BA » ne veut pas contrarier son ami Macron. L'empereur du luxe a donc décidé de reporter l'assemblée générale du groupe au mois de juin.

Joli geste, Bernard !

O. B.-K.

Une Sécu vache à lait

GÉRALD DARMANIN et Bruno Le Maire se sont relayés, la semaine dernière, pour appeler quelques grandes entreprises à davantage de civisme. Des vedettes du CAC 40, mais aussi des boîtes telles que SFR ou La Poste. Les patrons de l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), la banque de la Sécu, avaient en effet alerté Bercy sur le nombre de sociétés prospères s'apprêtant à reporter le versement de leurs cotisations sociales, comme les y autorise l'une des ordonnances Macron.

La première échéance (5 mars) n'a coûté « que » 3 milliards. Pour celle du 15 avril, le banquier de la Sécu a des sueurs froides. « *On s'attend à ce que la totalité des grosses sociétés et des entreprises individuelles reportent leurs versements* », s'inquiète l'un des dirigeants de l'Acoss.

Autre effet d'aubaine, dépendant, cette fois, du ministère du Travail : le chômage partiel aux frais de l'Etat. Plus de 220 000 sociétés y ont déjà eu recours. Et le relèvement à 70 milliards du plafond des emprunts que l'Acoss peut lever risque de s'avérer insuffisant. « *Il n'est pas normal que tant d'entreprises profitent de la situation pour augmenter leur trésorerie sur le dos de la Sécurité sociale* », peste un grand patron resté vertueux.

A quand une condamnation de ces pratiques par le Medef ?

A. G.

DURANT LA PANDÉMIE, LA FORTUNE DES MILLIARDAIRES ÉTATSUNIENS A AUGMENTÉ DE 282 MILLIARDS DE DOLLARS

2 mai 2020

Entre le 1er janvier 2020 et le 10 avril 2020, 34 des 170 milliardaires les plus riches des Etats-Unis ont vu leur fortune augmenter de plusieurs dizaines de millions de dollars. Huit d'entre eux ont vu leur valeur nette augmenter de plus d'un milliard de dollars.
Au 15 avril, la fortune de Jeff Bezos avait augmenté d'environ 25 milliards de dollars depuis le 1er janvier 2020. Cette hausse de richesse sans précédent est plus importante que le produit intérieur brut du Honduras, 23,9 milliards de dollars en 2018.
Entre le 18 mars et le 10 avril 2020, plus de 22 millions de personnes ont perdu leur emploi aux Etats-Unis et le taux de chômage a grimpé jusqu'à 15 %. Au cours des trois mêmes semaines, la richesse des milliardaires américains a augmenté de 282 milliards de dollars, soit un gain de près de 10 %.
Trois milliardaires américains - Jeff Bezos, Bill Gates et Warren Buffett - continuent de posséder autant de richesses que la moitié inférieure de tous les ménages américains réunis. **Les 400 Américains les plus riches possèdent autant de richesses que les 64 % des Américains les plus pauvres, soit près des deux tiers des ménages américains réunis.**
Source : Institue for policy studies

https://reporterre.net/Durant-la-pandemie-la-fortune-des-milliardaires-etatsuniens-a-augmente-de-282-milliards?fbclid=IwAR3wH7dJbQNYJsoHhHZ_5RWnLOSlgbmvV6rwxMOJqyFJ4ogO8lCanjYjVuA

LE MEDEF ET LE GOUVERNEMENT VEULENT QUE LES FRANÇAIS TRAVAILLENT PLUS APRÈS LE CONFINEMENT

Par franceinfo avec AFP – France Télévisions

Mis à jour le 12/04/2020 | 13:30 – publié le 12/04/2020 | 10:07

Le patron des patrons et la secrétaire d'Etat à l'Economie estiment qu'il faudra mettre «les bouchées doubles» à la fin du confinement. Le premier envisage même un report des congés et des RTT.

Plusieurs responsables économiques, comme le patron du Medef et la secrétaire d'Etat à l'Economie, ont incité, samedi 11 avril, les travailleurs français à mettre «les bouchées doubles» pour permettre un sursaut économique une fois que l'activité reprendra à la sortie du confinement imposé par la pandémie de coronavirus. Les Français sont invités à rester chez eux depuis le 17 mars.

«**Il faudra bien se poser tôt ou tard la question du temps de travail, des jours fériés et des congés payés pour accompagner la reprise économique et faciliter, en travaillant un peu plus, la création de croissance supplémentaire**», explique Geoffroy Roux de Bézieux dans un entretien au Figaro.
L'important, c'est de remettre la machine économique en marche et de reproduire de la richesse en masse, pour tenter d'effacer, dès 2021, les pertes de croissance de 2020.Geoffroy Roux de Bézieuxdans «Le Figaro»
D'après le président du Medef, «**c'est la création de richesses qui permettra d'augmenter l'assiette des impôts et donc les recettes, et ainsi de rembourser la dette accumulée pendant la crise**».

«REPRENDRE LE TRAVAIL PLEIN POT»

La secrétaire d'Etat à l'Economie, Agnès Pannier-Runacher, a également prévenu qu'»**il faudra probablement travailler plus que nous ne l'avons fait avant» pour «rattraper» la perte d'activité induite par le confinement. «L'enjeu est de reprendre le travail plein pot**», a-t-elle insisté sur franceinfo. **Pour soutenir les entreprises face à l'impact de la pandémie sur l'économie, le gouvernement a mis en place un plan d'urgence à hauteur de 100 milliards d'euros**. «Cela ne veut pas dire que dans la durée on peut vivre à crédit lorsque la situation économique est normale», a-t-elle souligné. «L'enjeu est de donner de l'oxygène aux entreprises pour qu'elles survivent et passent le cap, mais derrière, il faudra mettre les bouchées doubles pour créer de la richesse collective.»

https://mobile.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/le-medef-et-le-gouvernement-veulent-que-les-francais-travaillent-plus-apres-le-confinement_3911861.html?fbclid=IwAR0S8-ACrNz2kme1UKGlcqMZgunLGRkJOLmGPlh7mPCJ76umt4I-97dgAX4#xtref=https://t.co/gCdflSbqlU&xtref=https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/le-medef-et-le-gouvernement-veulent-que-les-francais-travaillent-plus-apres-le-confinement_3911861.html&xtref=http://m.facebook.com/

CORONAVIRUS : CE QUE LA LOI D'URGENCE CHANGE POUR LES SALARIÉS

Le 25/03/2020

Six jours de congés payés et dix jours de RTT imposés, fin des 35 heures dans certains secteurs… La loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, publiée le 24 mars au Journal officiel, permet au gouvernement d'adopter par ordonnance des mesures pour venir en aide aux entreprise... et toucher aux droits des salariés. Voici les mesures déjà actées par ordonnance.

Adopté définitivement par le Parlement dimanche 22 mars, la loi d'urgencepour faire face à l'épidémie de Covid-19 a été publiée au Journal officiel mardi 24 mars. Ce texte, qui prévoit l'instauration d'un état d'urgence sanitaire en cas de catastrophe sanitaire, autorise le gouvernement à adopter par ordonnance, dans un délai de trois mois à compter de la publication de la loi, une série de mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises. 25 ordonnances ont déjà été adoptées en Conseil des ministres mercredi 25 mars. Parmi elles, trois aménagent temporairement le droit du travail « pour permettre l'organisation d'une véritable économie de guerre dans les secteurs vitaux et sous conditions », a déclaré le Premier ministre, Edouard Philippe.

> " La loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, [...] permet au gouvernement d'adopter par ordonnance des mesures pour venir en aide aux entreprise... et toucher aux droits des salariés. "

OUVERTURE D'ACCORDS POUR IMPOSER SIX JOURS DE CONGÉS PAYÉS

Après que le gouvernement a envisagé de l'autoriser de facto, la loi d'urgence n'autorise finalement l'imposition de six jours de congés payés seulement en cas d'accord d'entreprise ou de branche. Cela ne pourra être possible que durant la période du confinement. Seuls sont concernés les reliquats de congés à prendre d'ici au 31 mai 2020. Actuellement, selon le Code du travail, sans accord collectif, l'employeur ne peut pas « modifier l'ordre et les dates de départ moins d'un mois avant la date de départ prévue », sauf en cas de circonstances exceptionnelles (l'article L. 3141-16 du Code du travail). De même, il ne peut pas imposer à son salarié de poser des congés qu'il n'aurait pas prévus. Avec le nouveau dispositif, un accord de branche ou même d'entreprise le permet et rend possible d'y avoir recours sans respecter le délai d'un mois fixé par le Code du travail. L'employeur devra seulement respecter un délai de prévenance d'au moins un jour franc.

JUSQU'À DIX JOURS DE RTT IMPOSÉES UNILATÉRALEMENT

En revanche, l'employeur pourra décider unilatéralement, sans accord d'entreprise ou de branche, d'imposer ou de modifier sous préavis d'un jour franc les dates des RTT, des jours acquis en forfait jour et les jours déposés sur le compte épargne-temps (CET) dans la limite de dix jours.

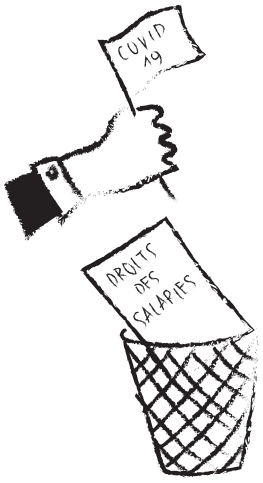
DÉROGER AUX 35 HEURES ET AU REPOS HEBDOMADAIRE

Une ordonnance autorise les entreprises de certains secteurs vitaux à **allonger la durée du travail jusqu'à 60 heures par semaine, contre 48 heures actuellement, et 46 heures contre 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines**. Ces dérogations sont une application directe de l'article 7 de la loi d'urgence, qui autorise le gouvernement à permettre aux« entreprises de secteurs particulièrement nécessaires à la sécurité de la nation ou à la continuité de la vie économique et sociale de déroger aux règles d'ordre public et aux stipulations conventionnelles relatives à la durée du travail, au repos hebdomadaire et au repos dominical ».
« Les secteurs concernés ne sont pas cités, mais un décret déterminera des critères selon les secteurs. Il peut s'agir de l'alimentation, de la production de matériel médical par exemple », a expliqué la ministre du Travail, Muriel Pénicaud lors de l'examen du projet de loi au Sénat.
D'autres dérogations sont prévues au cas par cas : la possibilité de travailler le dimanche, celle de faire tourner des entreprises 7 jours sur 7 dans certains secteurs, voire, un repos compensateur diminué qui pourrait passer de 11 heures à 9 heures de pause entre deux journées de travail. En contrepartie, les heures travaillées au-delà de la 35e seront majorées en heures supplémentaires.
Ces dérogations, tant pour les congés payés, les RTT que la durée du travail ou encore le travail dominical, seront possibles jusqu'au 31 décembre 2020 et « pas au-delà ».

CHÔMAGE PARTIEL FACILITÉ ET ÉTENDU

Une ordonnance facile le recours au chômage partiel et ouvre le dispositif aux employés à domicile, aux assistantes maternelles, aux VRP, aux salariés dont le temps de travail est décompté en jours et non en heures ainsi qu'aux employés d'entreprises étrangères payant leurs cotisations en France mais n'y possédant pas d'établissement.
Le chômage partiel permet à l'employeur de réduire temporairement le temps de travail de ses salariés en leur versant une indemnité horaire représentant 70 % du salaire brut. Les personnes touchant un salaire en dessous du Smic toucheront une indemnité à hauteur de ce salaire (apprentis, etc.).
L'employeur sera dédommagé intégralement dans la limite de 4,5 Smic, soit 5 485 € net mensuel pour un salarié aux 35 heures, contre moins d'un Smic auparavant.
Parmi les 37 000 entreprises qui ont déjà fait la demande, 50 % comptent moins de 10 salariés. Le recours au chômage partiel vaut pour les salariés, les apprentis, les intérimaires.

https://www.dossierfamilial.com/actualites/emploi/coronavirus-ce-que-la-loi-durgence-change-pour-les-salaries-432976



EN PLEINE ÉPIDÉMIE DU CORONAVIRUS, LE PREMIER MINISTRE EDOUARD PHILIPPE A DÉCIDÉ D'UTILISER L'ARTICLE 49-3 DE LA CONSTITUTION POUR ABRÉGER LES DÉBATS AUTOUR DE LA RÉFORME DES RETRAITES

29 févr. 2020 22:18 - La rédaction de LCI

Une décision qui déclenche les foudres de l'opposition mais que le chef du gouvernement a justifié sur le plateau du JT de 20H de TF1.

Edouard Philippe a finalement décidé de dégainer l'arme du 49-3. Au 13e jour des débats à l'Assemblée nationale sur la réforme des retraites, le Premier ministre a annoncé ce samedi 29 février son choix de recourir à l'article 49-3 de la Constitution, après avoir obtenu le feu vert du Conseil des ministres à la mi-journée. Cette disposition parlementaire lui permet de faire adopter sans vote le texte, contesté dans la rue et sur les bancs de l'hémicycle depuis trois mois. Il sera considéré comme adopté, sauf si une des motions de censure déposées par la droite et la gauche est votée par l'Assemblée nationale, ce qui est paraît improbable.

Le Conseil des ministres exceptionnel, convoqué samedi pour traiter de la propagation du coronavirus, aura donc été l'occasion pour l'exécutif d'activer en catimini le 49-3. Ce que le patron du Parti socialiste Olivier Faure n'a pas manqué de noter. «Le gouvernement a choisi d'autoriser l'utilisation du 49-3 lors du conseil des ministres chargé de contenir l'épidémie de coronavirus. Chacun appréciera», a tweeté le Premier secrétaire du PS. Le timing a aussi étonné Yves Veyrier, le secrétaire général de Force ouvrière, qui a dénoncé «l'attitude incompréhensible et inacceptable» du gouvernement. «La situation de crise, relative à l'épidémie de coronavirus, exige au contraire la plus grande solidarité nationale et par voie de conséquence l'apaisement, a fortiori sur un sujet aussi controversé, où le gouvernement est de plus en plus isolé», a-t-il réagi.

C'est un instrument offert au gouvernement par la Constitution- Edouard Philippe, le Premier ministre au JT de 20H de TF1.

> " Le Conseil des ministres exceptionnel, convoqué samedi pour traiter de la propagation du coronavirus, aura donc été l'occasion pour l'exécutif d'activer en catimini le 49-3. "

Faut-il pour autant y voir une concomitance entre les deux événements ? «**Ça n'a aucun lien avec le coronavirus», a rétorqué le Premier ministre**, interrogé dans le JT de 20H de TF1. «Cela fait 13 jours qu'on discute, 115 heures que l'on débat. Pendant neuf heures, on a parlé du titre de la loi. Neuf heures. On a débattu pour savoir si ce serait un régime universel ou très universel.» La tête de liste LaREM aux municipales au Havre a par ailleurs dénoncé «la logique d'obstruction assumée», notamment par Jean-Luc Mélenchon. «Le débat parlementaire, ce n'est pas pour une toute petite minorité de s'accaparer la totalité du temps du parole pour ne pas faire en sorte que le débat de fond puisse prospérer. L'objectif, c'était que ça n'avance pas», a-t-il fustigé.

Il a rappelé que «le 49-3 est une procédure parfaitement constitutionnelle». «C'est un instrument offert au gouvernement par la Constitution pour sortir l'Assemblée, en l'occurrence, de l'ornière et faire en sorte qu'on puisse avancer», a-t-il expliqué en réponse à celles et ceux qui assurent que l'exécutif, en usant de cette «arme atomique», a opéré un déni de démocratie.

Le chef du gouvernement a aussi tenu à préciser que le texte sur lequel il engage sa responsabilité «n'est pas le texte initial qu'(il a) déposé à l'Assemblée nationale.» Il prend en compte «toutes les convergences entre les organisations syndicales et patronales et un très grand nombre d'amendements proposés» par la majorité et l'opposition, «qui n'ont pas été forcément discutés par l'Assemblée nationale.» Edouard Philippe promet d'ailleurs que le projet de loi «va continuer à vivre car il va passer au Sénat où il y aura un débat. Il sera ensuite de retour à l'Assemblée nationale où il pourra être enrichi des travaux de la Conférence de financement». Le recours au 49-3 «n'est pas une fin mais une étape qui met un terme à un non-débat.»

https://www.lci.fr/politique/recours-au-49-3-pour-le-projet-de-loi-sur-la-reforme-des-retraites-ca-n-a-aucun-lien-avec-le-coronavirus-assure-edouard-philippe-sur-tf1-2146769.html

ET PENDANT CE TEMPS...

ÉCOLOGIE

Blackrocks
UE
Environnement
Banques
Industries combustibles fossiles
Transition écologique
Multinationales
Taxe carbone
Urgence écologique
Crise climatique
EPR Flamanville
EDF
Protection environnement
Antennes relais
Dérèglement téléphonie mobile
Risques sanitaires
5G
Électrohypersensibles
Champs électromagnétiques

BLACKROCK CONSEILLERA L'UE SUR LES RÈGLES ENVIRONNEMENTALES POUR LES BANQUES

Par La Rédaction Issues - 12 Avril 2020

S'il y a encore besoin de preuves pour douter de la volonté de nos gouvernements de sortir de la domination de la finance sur l'économie réelle, et donc sur nos vies :
«**Nommer BlackRock en tant que conseiller de la Commission européenne sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance semble un peu comme laisser le renard garder le poulailler. En plus d'être le plus grand investisseur mondial dans les combustibles fossiles, ils figurent également parmi les principaux financiers mondiaux de l'industrie de l'armement.**"

> " Nommer BlackRock en tant que conseiller de la Commission européenne sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance semble un peu comme laisser le renard garder le poulailler. "

BlackRock, l'un des plus grands investisseurs mondiaux dans les banques et les industries de combustibles fossiles, a été engagé par l'Union Européenne pour travailler sur de nouvelles règles environnementales potentielles pour les banques.
Les militants écologistes ont fait part de leurs préoccupations concernant les **conflits d'intérêts potentiels, étant donné les nombreux intérêts financiers de BlackRock dans des secteurs qui pourraient être directement touchés par les nouvelles règles environnementales**.
Katrin Ganswindt, militante pour le climat et l'énergie à Urgewald , une organisation à but non lucratif pour l'environnement et les droits de l'homme, a déclaré:
«Nommer BlackRock en tant que conseiller de la Commission européenne sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance semble un peu comme laisser le renard garder le poulailler. En plus d'être le plus grand investisseur mondial dans les combustibles fossiles, ils figurent également parmi les principaux financiers mondiaux de l'industrie de l'armement."
Un porte-parole de la Commission européenne a déclaré que le contrat avait été attribué "dans le respect intégral et strict des règles de passation des marchés de l'UE applicables, y compris celles concernant l'éligibilité des soumissionnaires et la prévention de tout conflit d'intérêts potentiel".
BlackRock est le plus grand gestionnaire d'investissements au monde, avec 7,43 milliards de dollars d'actifs sous gestion au 31 décembre, avant que la pandémie de coronavirus ne provoque une déroute du marché mondial. **Le plus grand gestionnaire d'actifs du monde est également l'un des trois principaux investisseurs dans les huit plus grandes sociétés pétrolières du monde et l'un des 10 principaux investisseurs dans les 12 banques les plus importantes du monde**.

https://issues.fr/blackrock-ue-regles-environnementales/?fbclid=IwAR0VKjFgJvKm8UOCMoplFgCxHcoa70QQAW07x-CRLAtfIQ_AfLQan5J8RV9g#.XpPx2x-HM5o.facebook

LES MULTINATIONALES FRANÇAISES À L'OFFENSIVE CONTRE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

par Maxime Combes 15 avril 2020

Un document révèle le lobbying mené actuellement par les grandes entreprises françaises auprès de la Commission, notamment du secteur automobile, pour reporter ou annuler toute régulation européenne en matière climatique ou écologique. Bien loin de l'image verte qu'elles tentent de se donner dans les médias.
Les dirigeants des entreprises multinationales françaises Renault, L'Oréal, Danone, Saint Gobain, Nestlé, Engie et Suez viennent de signer une tribune dans Le Monde et plusieurs médias européens, aux côtés notamment de Pascal Canfin (député européen LREM, ex-écologiste), Laurent Berger (secrétaire général de la CFDT), Elisabeth Borne (ministre de la Transition écologique) ou encore Yannick Jadot (député européen écologiste), appelant à mettre en œuvre des « investissements pour la relance verte et la biodiversité », qui doivent « servir d'accélérateurs de la transition vers la neutralité climatique et des écosystèmes sains ».
Au même moment, **ces mêmes entreprises multinationales, et de nombreuses autres, regroupées au sein de l'Association française des entreprises privées (AFEP) [1], font du lobbying auprès de la Commission européenne pour obtenir le report ou l'annulation de nombreuses initiatives de transition écologique que la Commission envisageait de mettre en œuvre dans le cadre du Pacte vert européen**. Ce « Green deal européen » a pour ambition d'orienter l'ensemble des politiques publiques européennes vers la lutte contre le réchauffement climatique. Il est d'ailleurs présenté par les auteurs de la tribune comme ayant « le potentiel pour reconstruire notre économie sur la base d'un nouveau modèle de prospérité ».

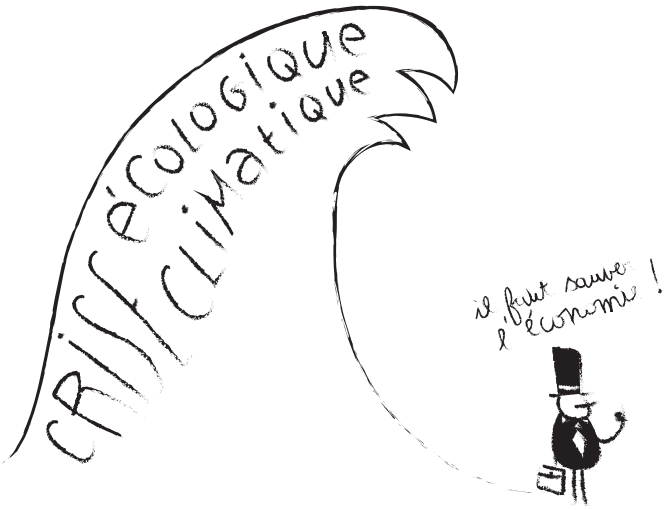
> " Au nom de l'urgence économique, les dirigeants des multinationales françaises proposent tout simplement de reporter de plusieurs mois ou années toute nouvelle régulation européenne en matière écologique ou climatique. "

AIDES PUBLIQUES AUX GROS POLLUEURS JUGÉES « INDISPENSABLES »

Rendu public par le média Contexte, le document de l'AFEP est pourtant très clair : **au nom de l'urgence économique, les dirigeants des multinationales françaises proposent tout simplement de reporter de plusieurs mois ou années toute nouvelle régulation européenne en matière écologique ou climatique**. La directive sur les émissions industrielles pour réduire les polluants et gaz à effet de serre (GES) ? « Ce n'est pas le moment de modifier un cadre juridique qui est efficace et a fait ses preuves », affirme l'AFEP qui préconise un report d'au moins un an, alors que tous les experts appellent à un durcissement

des règles. Même demande sur le nouveau plan d'action sur l'économie circulaire (pour limiter les déchets et l'obsolescence des produits ou favoriser le recyclage et les filières courtes).
Plus explicite encore : alors que la Commission envisage de se doter d'objectifs de réduction d'émission de GES plus ambitieux à l'horizon 2030, **l'AFEP préconise de prendre le temps « d'une analyse d'impact approfondie » qui ne serait rendue publique qu'en 2021**. **Les dirigeants des multinationales françaises veulent reporter aussi longtemps que possible toute augmentation de l'ambition climatique européenne.**
Enfin, l'AFEP demande à la Commission européenne de « traiter en priorité la question du maintien des quotas gratuits et des aides d'État » : l**es industriels français veulent continuer à bénéficier de subventions pour payer la taxe carbone bien moins cher que les ménages français, ce qui revient à les subventionner lorsqu'ils rejettent des émissions de GES dans l'atmosphère**. Ces aides publiques aux gros pollueurs sont jugées « indispensables pour une partie de l'industrie ». Business Europe, l'équivalent du Medef européen désormais dirigé par Pierre Gattaz, a transmis des demandes similaires de reports au Commissaire en charge du Green Deal européen, Frans Timmermans.
L'AFEP ne veut pas reporter ou édulcorer les seules mesures écologiques. **En matière de fiscalité, l'AFEP propose de reporter d'un an « l'obligation de reporting électronique » ainsi que la mise en œuvre de la directive sur l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal. Deux éléments clefs pour que les pouvoirs publics puissent œuvrer de manière efficace contre l'évasion fiscale**. L'AFEP demande également **la suspension des négociations sur la fiscalité internationale à l'OCDE**.

https://www.bastamag.net/CAC-40-Transition-ecologique-monde-d-apres-dividendes-lobbying?fbclid=IwAR-33uu0KYsY7WvD66iy96jXe3_btjUux-OG_WEZ_FHgoE6S4_Dn-GjL9OCyY



LE GOUVERNEMENT VA FINANCER LES GRANDES ENTREPRISES POLLUANTES SANS POSER DE CONDITION ÉCOLOGIQUE

18 avril 2020

Tard dans la nuit de vendredi à samedi 18 avril, **dans le cadre du vote sur le projet de loi de finances rectificative à l'Assemblée nationale, le gouvernement et les députés de la majorité ont refusé de conditionner l'aide financière de 20 milliards d'euros, en cas de recapitalisation d'entreprises polluantes, à un changement en profondeur de leur modèle économique**.

La société civile et des députés de plusieurs bords proposaient pourtant d'exiger des entreprises soutenues un « plan de transformation compatible avec les objectifs fixés par l'Accord de Paris », les contraignant à réduire drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre. Le gouvernement et sa majorité parlementaire ont adopté un amendement visant à demander aux entreprises de s'engager pour la transition écologique, mais « **aucune contrainte ni mécanisme de sanction n'ont été introduits dans le texte** » selon Greenpeace, Oxfam et les Amis de la Terre. « **Même la proposition de consulter le Haut Conseil pour le Climat sur l'utilisation de l'enveloppe de 20 milliards d'euros a été rejetée** », déplorent les organisations dans un communiqué commun.
« Lamentable rejet par le gouvernement et la majorité de notre amendement demandant des contreparties aux grandes entreprises recevant les 20 Mds€ de participations de l'Etat, s'est insurgé le député Matthieu Orphelin, ex-élu La République en marche (LREM). Remplacé par un simple rapport greenwashing du gouv. Très mauvais signal pour le monde d'après. »

" Manque de démocratie dans lequel s'est déroulé le vote. "

Sur son site internet, le député souligne le **manque de démocratie dans lequel s'est déroulé le vote : « Notre amendement a été voté en pleine nuit, avec moins de 30 députées et députés présents, avec 3 représentants LREM qui possédaient à eux seuls la majorité absolue (ce qui est contraire au règlement de notre assemblée), et sans possibilité pour les signataires de l'amendement appartenant à la majorité de voter pour leur propre amendement !** »
De son côté, Clément Sénéchal, de Greenpeace, observe : « La crise sanitaire agit comme un bain révélateur des structures du pouvoir : le gouvernement ne sait plus comment gouverner sans les lobbies climaticides, alors même que la population demande un jour d'après plus résilient, qui passe nécessairement par la transition écologique demain et dès aujourd'hui. **Cet épisode tragique pour le climat, où des milliards sont offerts, en catimini, aux secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre, est d'abord une démonstration de force des**

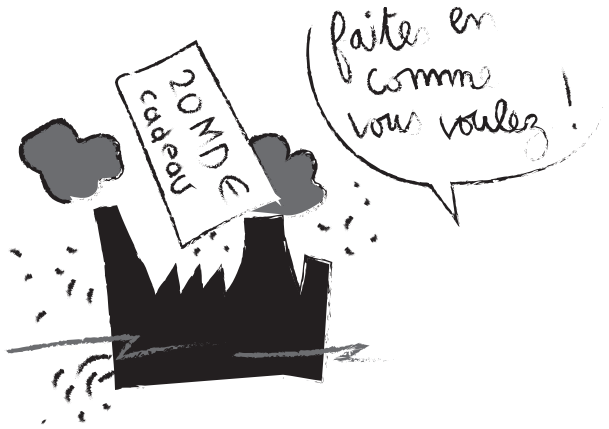
dirigeants des grandes entreprises polluantes, qui imposent leurs intérêts particuliers au détriment de ceux des citoyen·nes. C'est une défaite du politique, de la démocratie et de la parole d'Emmanuel Macron, qui prétend 'transformer le capitalisme' et que le jour d'après ne ressemblera pas au jour d'avant. »

> " Cet épisode tragique pour le climat, où des milliards sont offerts, en catimini, aux secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre, est d'abord une démonstration de force des dirigeants des grandes entreprises polluantes, qui imposent leurs intérêts particuliers au détriment de ceux des citoyen·nes. "

Pour Cécile Marchand, chargée de campagne climat aux Amis de la Terre, « **on se retrouve dans une situation ubuesque où le gouvernement peut maintenant disposer des 20 milliards d'euros pour renflouer les multinationales polluantes, en toute opacité, sans contrôle démocratique ni réelle contrepartie exigée envers les entreprises. Le pire c'est qu'il fait mine de prendre en compte l'urgence écologique, alors qu'il refuse de contraindre les acteurs économiques précisément responsables de la crise climatique**. Quelle crédibilité donner aux paroles d'Emmanuel Macron prétendant bâtir "une stratégie où nous retrouverons le temps long, la possibilité de planifier, la sobriété carbone, la prévention, la résilience" dans ces conditions ? »

> " Le gouvernement fait mine de prendre en compte l'urgence écologique, alors qu'il refuse de contraindre les acteurs économiques précisément responsables de la crise climatique. "

https://reporterre.net/Le-gouvernement-va-financer-les-grandes-entreprises-polluantes-sans-poser-de-condition



NUCLÉAIRE / EPR : LE GOUVERNEMENT PROFITE DE LA CRISE DU CORONAVIRUS POUR ACCORDER 4 ANS DE PLUS À EDF...

Publié le 27 mars 2020

Un décret publié ce jour au Journal officiel accorde un nouveau délai à EDF pour tenter de mettre en service le réacteur maudit en chantier à Flamanville depuis 2008.

Le chantier du réacteur nucléaire EPR, lancé en 2008 à Flamanville (Manche), devait être achevé en 2012. Le 10 avril 2007, entre les deux tours de l'élection présidentielle, le premier ministre De Villepin pensait donc avoir vu très large en accordant 10 ans à EDF pour mettre le réacteur en service.

Or, les malfaçons et autres erreurs ont été si nombreuses que, en 2017, le gouvernement a été amené à accorder en catastrophe 3 ans de plus à EDF pour achever le chantier, jusqu'au 10 avril 2020, sans remettre en cause ce chantier malgré l'explosion exponentielle de son coût, passé de 2,8 milliards (*) à plus de 12 milliards .

Mais les nouvelles déconvenues rencontrées par EDF, en particulier les fameuses soudures défectueuses qui doivent encore être réparées (à supposer que ce soit possible pour 8 d'entre elles, extrêmement difficiles à reprendre), ont entraîné de nouveaux retards, rendant à nouveau insuffisant le délai pourtant généreusement accordé.

C'est avec le plus grand cynisme que le gouvernement Macron/Philippe profite de ce que l'actualité est obérée par l'affaire du Coronavirus pour accorder cette fois à EDF quatre ans de plus.

Pourtant, encore plus que celle de 2017, **une telle rallonge ne va absolument pas de soi** : **les conditions économiques, industrielles et financières qui prévalaient en 2007 ont radicalement changé**. En particulier, le coût de la production d'électricité renouvelable s'est effondré alors que cette production est devenue massive. **Entre temps, ayant été conçu au début des années 1990, le réacteur EPR est devenu un véritable dinosaure, même du point de vue pronucléaire.**

Il est donc absolument nécessaire qu'un débat public soit organisé pour envisager l'arrêt définitif de ce chantier. Bien sûr, un tel arrêt signifierait que des milliards ont été gaspillés en vain, mais c'est de toute façon déjà le cas : **avant même la mise en chantier de l'EPR, les groupes antinucléaires affirmaient que ce projet était une ineptie**.

Par ailleurs, il ne faut pas oublier qu'il est immensément plus simple de démanteler un réacteur qui n'a pas été mis en service et qui n'est donc pas radioactif. **Il est donc parfaitement sensé de mettre un terme au chantier de l'EPR plutôt que de laisser EDF continuer à engloutir en vain des milliards qui seraient tellement plus appropriés dans les plans d'économies d'énergie et de développement des énergies renouvelables**.

(*) Premier chiffre annoncé par EDF, cf http://www.observatoire-du-nucleaire.org/spip.php?article41

http://www.observatoire-du-nucleaire.org/spip.php?article369&fbclid=IwAR2yRVUDRj3qJYNtJF5hH8J754_flUssr_k7yARTih5z3E-GzulbeSMemBg

CRISE SANITAIRE : LA LISTE DES ATTEINTES À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT S'ALLONGE

jeudi 23 avril 2020

Hier est paru au journal officiel un décret permettant des enquêtes publiques au rabais pour autoriser plus vite des projets destructeurs. Depuis le début de la crise sanitaire, plusieurs textes étaient déjà venus malmener la démocratie et le droit de l'environnement, en complète contradiction avec le discours du gouvernement. France Nature Environnement dénonce ce piétinement de la consultation citoyenne et appelle le Gouvernement à la raison : le « monde d'après » ne peut pas se construire de cette façon.

NON, DES CONSULTATIONS « EN LIGNE » NE PEUVENT PAS SUFFIRE

Pour France Nature Environnement, **les procédures de participation nécessitant des réunions (enquêtes publiques notamment, avis d'instances de concertation…) ne peuvent avoir lieu dans de bonnes conditions durant le confinement**. En effet, si les procédures numériques peuvent être utiles, elles ne peuvent en aucun cas se substituer aux échanges humains permettant le débat argumenté car contradictoire. Surtout elles excluent de la participation les personnes non-voyantes ou malvoyantes ou celles qui subissent la fracture numérique. **La participation du public en matière d'environnement est pourtant un droit protégé par la Constitution**.
Une première ordonnance au début du confinement a prévu la suspension des délais de ces procédures. **Mais** quelques jours et de nombreuses pressions des lobbys plus tard, **de nouveaux textes ont été pris afin de raccourcir les délais de suspension et créer des dérogations…**

> " Certains entendent ainsi profiter du confinement pour faire passer en force des projets destructeurs. "

DES PROJETS DESTRUCTEURS POURRAIENT VOIR LE JOUR

Certains entendent ainsi profiter du confinement pour faire passer en force des projets destructeurs, comme la construction d'une route dans l'Allier, projet vieux de 25 ans qui devient subitement urgent, ou encore une centrale de production d'électricité au fioul dans les mangroves de Guyane ! De même, **le ministère de l'agriculture a autorisé les agriculteurs à épandre des pesticides tout près des habitations, sans attendre la concertation promise sur les « chartes riverains » qui devaient définir les conditions de dérogation aux distances légales, déjà minimalistes**[1]. Dans la même veine, **une autre ordonnance « d'urgence » a permis de faciliter l'implantation de nouvelles antennes relais téléphoniques, sans concertation, avec une possibilité de les pérenniser par la suite**. N'en jetez plus !
Pour Emmanuel Wormser, juriste de France nature Environnement, « **il est inadmissible que l'administration et certains lobbys profitent de cette période troublée durant laquelle les citoyens ne sont pas vraiment en mesure de donner leurs avis pour faire passer des projets en force**. Nous demandons donc que ces dérogations soient supprimées pour que le confinement ne soit pas synonyme de régression démocratique et environnementale ; et de toute puissance de la loi du marché. »

> " Le 8 avril, un décret a étendu et pérennisé la faculté donnée aux préfets de déroger à certaines normes, notamment en matière de protection de l'environnement. "

LA LOI À LA CARTE, CE SONT LES PRÉFETS QUI CUISINENT !

Ce n'est pas tout. **Le 8 avril, un décret a étendu et pérennisé la faculté donnée aux préfets de déroger à certaines normes, notamment en matière de protection de l'environnement**. Pour France Nature Environnement, **ce nouveau pouvoir donné aux préfets est un pas de plus dans une déréglementation sournoise**. **La fédération a de nombreuses fois constaté que l'autorité préfectorale fait primer une appréciation laxiste et contestable de la réglementation au nom d'un développement économique à courte vue, au détriment des enjeux environnementaux et de l'intérêt général**. Pour Antoine Gatet, juriste de France Nature Environnement, « la protection de l'environnement est un impératif pour notre survie, pas une variable que les préfets peuvent décider d'ignorer ! **Pour être efficace, le droit de l'environnement doit être appliqué de la même façon sur tout le territoire, ça ne peut pas être 'à la carte'**. »

> Les citoyens [...] ne peuvent accepter qu'on profite de la crise sanitaire pour faire primer des intérêts économiques sur la protection de leur environnement, sans même leur laisser la possibilité de s'exprimer. "

Arnaud Schwartz, président de France Nature Environnement, conclut : « **Les citoyens soumis en ce moment à de fortes contraintes ne peuvent accepter qu'on profite de la crise sanitaire pour faire primer des intérêts économiques sur la protection de leur environnement, sans même leur laisser la possibilité de s'exprimer. Si la démocratie et le droit de l'environnement sont ainsi mis à mal pendant le confinement, c'est de mauvaise augure pour les promesses du Gouvernement sur le « monde d'après » et cela interroge sur sa capacité à changer de logiciel** ! Est-il réellement capable de 'bâtir une stratégie où nous retrouverons le temps long, la possibilité de planifier, la sobriété carbone, la prévention, la résilience', comme l'avait appelé Emmanuel Macron le 13 mars, pour les citoyens et la défense des biens communs, plutôt que pour les lobbys ? »

[1] Avec 8 ONG, France Nature Environnement a saisi la justice ce matin.

https://www.fne.asso.fr/communiques/crise-sanitaire-la-liste-des-atteintes-%C3%A0-la-protection-de-lenvironnement-sallonge?fbclid=IwAR1bq25wuLO1SSNloaviRVlYXfTA7V1AAWY7L-C4inXBfAFw6Hp60x1B6khc

AU NOM DU CORONAVIRUS, L'ÉTAT LIBÉRALISE L'INSTALLATION DES ANTENNES-RELAIS

2 avril 2020 / Laury-Anne Cholez (Reporterre)

Les ordonnances prises en application de la loi d'état d'urgence sanitaire autorisent les opérateurs téléphoniques à de nouvelles « installations radioélectriques » pour faire face à l'accroissement de l'usage du numérique. Cette dérégulation temporaire inquiète les associations de lutte contre les ondes.

Des antennes relais vont-elles pousser aux quatre coins de la France pendant le confinement ? Telle est la crainte de plusieurs associations de lutte contre les ondes à la lecture des ordonnances de la loi d'état d'urgence sanitaire.

Face à l'accroissement de l'utilisation d'internet, les opérateurs de téléphonie pourront adapter les « procédures applicables pour garantir la continuité du fonctionnement des services et de ces réseaux ». En clair : **rajouter de la bande passante là où le web sature sans avoir besoin des autorisations habituelles**. « Il s'agit de pouvoir intervenir en urgence pour rétablir l'intégrité du réseau dans cette période inédite de confinement, en installant des équipements à titre temporaire qui devront être démontés au plus tard dans les deux mois post état d'urgence sanitaire », assure à Reporterre la Fédération française des télécoms.

SUPPRESSION DE L'OBLIGATION D'INFORMATION DES MAIRES

Le premier article concerne les maires : il suspend « l'obligation de transmission d'un dossier d'information au maire ou au président d'intercommunalité en vue de l'exploitation ou de la modification d'une installation radioélectrique ». Terminé les dossiers d'information (DIM) à envoyer d'ordinaire aux mairies un mois avant toute installation. Cette mesure n'étonne pas vraiment l'association des maires de France. « Toutes les mairies ne sont pas en état de fonctionner normalement. Même si elles recevaient le DIM, elles n'auraient pas été en capacité d'assurer cette obligation d'information auprès des citoyens », explique une représentante de l'organisme.

Mais Sophie Pelletier, présidente de Priartem, association qui travaille sur les risques liés à l'exposition aux ondes électromagnétiques, s'inquiète. « **Cette situation annihile la capacité des collectivités à assurer l'information et l'instruction des dossiers qui leur seraient adressés, ainsi que les droits des citoyens à participer et les droits des tiers à exercer un recours** », a-t-elle déclaré dans une lettre envoyée au président du comité de dialogue de l'Agence nationale des fréquences (ANFR), le gendarme des ondes, co-signé avec France nature environnement, Agir pour l'environnement et l'association de consommateurs Cnafal.

L'ANFR, LE GENDARME DES FRÉQUENCES, EST AUSSI MIS SUR LA TOUCHE

Comment s'assurer que les opérateurs respecteront les règles, alors que l'ANFR, le gendarme des ondes, ne peut plus exercer de contrôles en amont ? Les ordonnances autorisent en effet un exploitant à implanter une station radioélectrique sans son accord. Habituellement, l'agence reçoit environ 1.500 demandes par semaine et vérifie chaque dossier, en regardant notamment la proximité avec des établissements scolaires. Elle consulte aussi les « grands usagers des fréquences » comme les ministères de la Défense (pour éviter les perturbations avec les radars), du Transport, ou de la Recherche (pour l'astronomie). « La grande majorité des dossiers est autorisé car les opérateurs n'ont pas d'intérêt à ce que le système se grippe et procèdent souvent à leurs propres vérifications avant », explique Gilles Brégant, le directeur de l'ANFR. Les demandes sont traitées en cinq semaines environ. Un délai que le gouvernement estime beaucoup trop long face à l'urgence. « Aujourd'hui, avec le télétravail, les antennes qui couvrent les domiciles sont très sollicitées. Des ajustements doivent être faits immédiatement, il est absurde d'attendre cinq semaines », poursuit Gilles Brégant.

> " Comment s'assurer que les opérateurs respecteront les règles, alors que l'ANFR, le gendarme des ondes, ne peut plus exercer de contrôles en amont ? "

LES INSTALLATIONS SERONT-ELLES RETIRÉES UNE FOIS LA PANDÉMIE TERMINÉE ?

Dans le texte de l'ordonnance, **il est précisé que ces mesures sont prises « à titre temporaire et dans le cadre d'interventions urgentes** ». **Or, un document soumis à la délibération du conseil des ministres indique que les opérateurs pourront régulariser ces installations dans un délai d'un mois après la fin de l'état d'urgence pour les mairies et de trois mois pour l'ANFR**. « Bien que ce texte soit sans valeur juridique, il peut apporter des éclairages sur l'esprit des ordonnances. Ces installations pourront donc perdurer après l'état d'urgence. Nous allons veiller à ce que cela ne favorise pas la dérégulation de l'implantation des antennes-relais », s'alarme Sophie Pelletier, de Priartem.

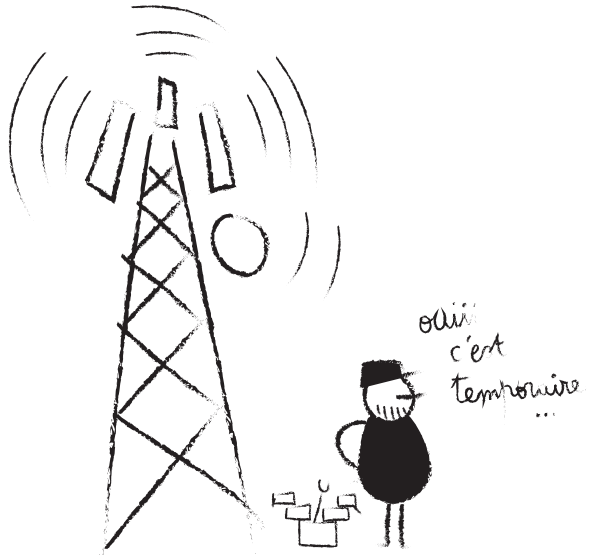
Robin des Toits, autre association de lutte contre les ondes, estime que le gouvernement profite de la pandémie pour déréglementer la téléphonie mobile « au risque de l'accroissement des problèmes sanitaires qui y sont liés. **On peut légitimement douter, au vu des expériences passées, que les installations réalisées durant cette période soient retirées lorsque cette période sera achevée** », a-t-elle déclaré dans un communiqué.

> " Le gouvernement profite de la pandémie pour déréglementer la téléphonie mobile « au risque de l'accroissement des problèmes sanitaires qui y sont liés. On peut légitimement douter, au vu des expériences passées, que les installations réalisées durant cette période soient retirées lorsque cette période sera achevée. "

L'ANFR VA CONTINUER SES CONTRÔLES

Les opérateurs vont-ils profiter de l'occasion pour multiplier les antennes relais ? Gilles Brégant demeure circonspect : « Je ne sais pas s'ils ont forcément envie d'investir durablement pour une configuration de réseau qui correspond à un pays en confinement. » D'autant que construire une antenne relais nécessite l'intervention d'entreprises du bâtiment, dont beaucoup subissent aussi des mesures de confinement. En revanche, il est très facile d'augmenter la capacité des installations déjà existantes. « Activer une nouvelle bande de fréquence peut se faire en quelque minute si l'antenne est déjà équipée », précise Gilles Brégant. En tout cas, il précise que tout ceci n'accélèrera pas le déploiement de la 5G, dont le processus d'attribution des licences a été décalé. Et assure que l'ANFR continue son travail de contrôle. « Si on commence à avoir des stations pirates, nous ne pouvons plus garantir le bon fonctionnement du réseau. Il n'est pas question de modifier les contrôles, qui sont réalisés a posteriori. Je pense que collectivement tout le monde sera vigilant pour être sûrs que tout cela soit conforme aux règles que nous nous sommes fixé depuis plusieurs années. » Précisons également que l'ANFR peut à tout moment, par un simple courriel, désactiver une antenne qui ne respecterait pas la législation en vigueur ou viendrait perturber l'environnement hertzien. « Ce n'est pas un pouvoir théorique, et il m'est déjà arrivé d'arrêter une antenne qui brouillait la réception de la télévision. Et cela pourrait arriver à nouveau dans les semaines qui vont venir », prévient Gilles Brégant. Une épée de damoclès qui pourrait inciter les opérateurs à plus de sagesse.

https://reporterre.net/Au-nom-du-coronavirus-l-Etat-liberalise-l-installation-des-antennes-relais?fbclid=IwAR3-6eSC-tqS11dDovnTklP68XL6tXsyE53Toupbj56-4iLiHuoQ_D-aJ1PA



CORONA VIRUS : LE GOUVERNEMENT PROFITE DE LA PANDÉMIE POUR DÉRÉGLEMENTER LA TÉLÉPHONIE MOBILE AU RISQUE DE L'ACCROISSEMENT DES PROBLÈMES SANITAIRES QUI Y SONT LIÉS.

En application de la loi d'urgence n° 2020-290 du 23 mars 2020 pour faire face à l'épidémie de Covid-19, vingt-cinq ordonnances ont été prises par le Conseil des ministres.

La 6ème ordonnance, n° 2020-320 du 25 mars 2020, a été confirmée au JORF n°0074 du 26 mars 2020 texte n° 45 (Annexe) :

Selon cette ordonnance, « quatre procédures administratives préalables en vue de l'implantation ou de la modification d'une installation de communications électroniques sont ainsi aménagées:
- suspension de l'obligation de transmission d'un dossier d'information au maire ou au président d'intercommunalité en vue de l'exploitation ou de la modification d'une installation radioélectrique ;
- possibilité pour l'exploitant d'une station radioélectrique de prendre une décision d'implantation sans accord préalable de l'Agence nationale des fréquences ;
- réduction du délai d'instruction des demandes de permissions de voirie .. ;
- dispense d'autorisation d'urbanisme pour les constructions, installations et aménagements nécessaires à la continuité des réseaux et services de communications électroniques ayant un caractère temporaire. »

> " Il est légitime de penser que cette libéralisation du secteur a pour but de préparer le déploiement de la 5G, avec tout ce que cela comporte, dans le déni habituel des effets sanitaires des champs électromagnétiques. "

Ainsi, profitant de la pandémie liée au corona virus, et selon la classique stratégie du choc, le gouvernement vient de porter un coup fatal à la loi 2015-136 du 9 février 2015, dite loi Abeille, pour permettre aux opérateurs une liberté totale dans l'installation d'antennes relais.

Il est légitime de penser que cette libéralisation du secteur a pour but de préparer le déploiement de la 5G, avec tout ce que cela comporte, dans le déni ha-

bituel des effets sanitaires des champs électromagnétiques. Or, une telle ordonnance prise dans l'urgence du contexte sanitaire actuel était loin de s'imposer.

Sans vouloir participer aux théories complotistes, **il faut bien avouer que les effets sur la diminution des défenses immunitaires de l'organisme sont clairement établis** : mécanismes biologiques, études "in vivo" et "in vitro", études sur l'homme… **Ces différents effets immunologiques apparaissent dès 1.3 V/m, niveau fréquemment atteint lors d'une exposition aux antennes relais**.

> " Les effets sur la diminution des défenses immunitaires de l'organisme sont clairement établis. "

Le gouvernement et le ministre de la Santé ne peuvent ignorer ni ces effets ni le rapport de l'ANSES du 8/07/2016 qui incite à réduire l'exposition des enfants aux champs électromagnétiques, ni celui concernant le déploiement de la 5G, ni le classement de l'OMS des ondes en catégorie 2B, ni la publication de Santé Publique France sur l'augmentation des tumeurs cérébrales avec les ondes comme argument étiologique.

Bien qu'il soit mentionné que cette ordonnance ne s'appliquera que « pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire », on peut légitimement douter, au vu des expériences passées, que les installations réalisées durant cette période soient retirées lorsque cette période sera achevée.

On ne peut qu'affirmer clairement la lourde responsabilité du gouvernement quant aux effets sanitaires dus à l'augmentation du niveau d'exposition aux champs électromagnétiques, notamment en ce qui concerne les personnes fragiles et la survie des personnes électrohypersensibles (EHS), qui pourrait dépendre de ces nouveaux déploiements.

https://www.robindestoits.org/CORONA-VIRUS-le-gouvernement-profite-de-la-pandemie-pour-dereglementer-la-telephonie-mobile-au-risque-de-l-accroissement_a2886.html?fbclid=IwAR2mPFMAdTWxbZ7Ki40l29aCxcdnsbOqScbB-JXDAMRFbF0aVHUaPT1AU3dw

> " Le gouvernement et le ministre de la Santé ne peuvent ignorer ni ces effets (diminution des défenses immunitaires) ni le rapport de l'ANSES du 8/07/2016 qui incite à réduire l'exposition des enfants aux champs électromagnétiques, ni celui concernant le déploiement de la 5G, ni le classement de l'OMS des ondes en catégorie 2B, ni la publication de Santé Publique France sur l'augmentation des tumeurs cérébrales avec les ondes comme argument étiologique. "

LE GOUVERNEMENT FAIT PASSER EN CATIMINI UNE ORDONNANCE POUR FACILITER L'INSTALLATION DE LA 5G SUR LE TERRITOIRE

Par Laurent Gey - Epoch Times
10 avril 2020 Mis à jour: 11 avril 2020

Depuis le 23 mars dernier, le gouvernement d'Emmanuel Macron a adopté 25 ordonnances pour lutter contre le coronavirus. Cependant l'une de ces ordonnances ne concerne pas le Covid-19, mais l'installation d'antennes relais sur le territoire pour préparer l'installation de la 5G.

En application de la loi d'urgence n° 2020-290 du 23 mars 2020 pour faire face à l'épidémie de Covid-19, vingt-cinq ordonnances ont été prises par le Conseil des ministres. La 6ème ordonnance, n° 2020-320 du 25 mars 2020, a été confirmée au JORF n°0074 du 26 mars 2020 texte n° 45.

Selon cette ordonnance, « quatre procédures administratives préalables en vue de l'implantation ou de la modification d'une installation de communications électroniques sont ainsi aménagées: la suspension de l'obligation de transmission d'un dossier d'information au maire ou au président d'intercommunalité en vue de l'exploitation ou de la modification d'une installation radioélectrique ; la possibilité pour l'exploitant d'une station radioélectrique de prendre une décision d'implantation sans accord préalable de l'Agence nationale des fréquences ; la réduction du délai d'instruction des demandes de permissions de voirie ; et la dispense d'autorisation d'urbanisme pour les constructions, installations et aménagements nécessaires à la continuité des réseaux et services de communications électroniques ayant un caractère temporaire. »

> " L'installation de la 5G implique une multiplication des antennes-relais. "

En d'autres termes, les antennes-relais pourront être maintenant installées sans prévenir les municipalités ni du nombre, ni du lieu. D'après Média pour Tous, l'agence nationale des fréquences contrôlait auparavant scrupuleusement l'installation de chaque antenne. Elle veillait notamment au respect des valeurs limites d'exposition des citoyens aux champs électromagnétiques. Avec cette ordonnance, ce sont les exploitants du réseau qui pourront « prendre une décision d'implantation sans accord préalable de l'agence » sans surveillance sanitaire.

L'installation de la 5G implique une multiplication des antennes-relais. Selon France 24, ces antennes ont une portée courte car leur fréquence est plus haute. Il faudra alors avoir recours à ce que l'on appelle les smallcells, à savoir des petites antennes reliées à une sorte de grosse « antenne-mère » et dissimulables dans le mobilier urbain, beaucoup plus nombreuses que la 4G ou la 3G.

LA FRANCE LAISSE ENTRER UNE USINE D'ÉQUIPEMENTS HUAWEI POUR LA 5G, LA PREMIÈRE USINE HORS DE CHINE

On a appris fin février, que le géant chinois Huawei allait installer en France un site de production d'équipements radio pour la 5G, une première hors de Chine. Le site, qui représentera un investissement minimal de 200 millions d'euros et emploiera dans un premier temps 500 personnes, produira des équipements destinés à l'ensemble du marché européen.

« Le site fabriquera dans un premier temps des équipements radio (par exemple des antennes, NDLR) puis s'étendra à d'autres produits dans le futur, en fonction des besoins du marché européen », a indiqué Liang Hua le président du groupe en France. Selon Huawei, l'usine devrait produire environ 1 milliard d'euros d'équipements par an.

Selon le sénateur américain Ted Cruz, Huawei serait pourtant une opération d'espionnage mondiale se faisant passer pour une entreprise de télécommunications.

Huawei is a global espionage operation masquerading as a telecom company: https://t.co/WXx5mG3lzd

— Ted Cruz (@tedcruz) March 6, 2020

Dans une publication récente, le Sénateur américain Mark Green a déclaré que le régime chinois aurait exigé de la France de faciliter l'installation de la 5G avec Huawei en échange d'1 milliard de masques pour lutter contre le coronavirus, lors d'un appel téléphonique entre Emmanuel Macron et Xi Jinping.

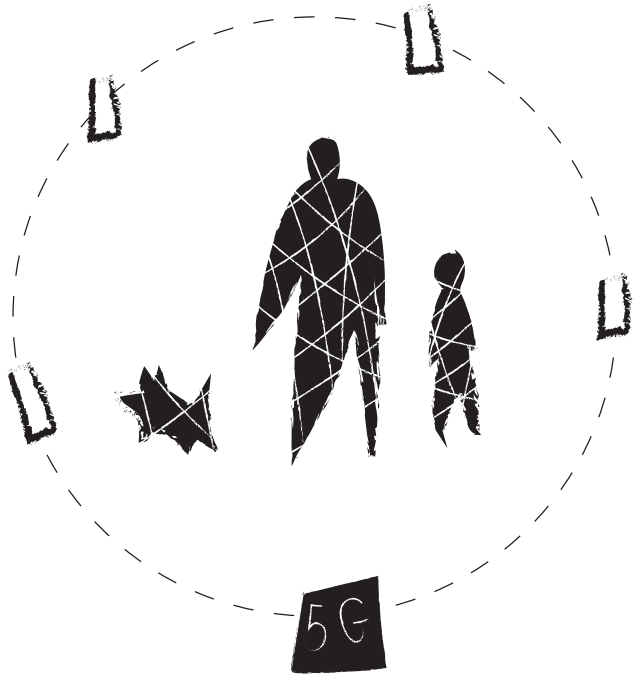
We must increase our strategic stockpiles and fix our reliance on China– the country that started this virus– for our Nation's supply of medications and medical supplies.

Joined @LelandVittert on @ANHQDC to discuss: pic.twitter.com/EXqe6C5Jut

— Rep. Mark Green (@RepMarkGreen) April 4, 2020

«En France, on nous a dit hier lors d'une conférence téléphonique que Macron parlait à Xi Jinping et Macron a demandé un milliard de masques. Xi a répondu : «Nous vous les donnerons si vous implémentez la 5G avec Huawei.» a-t-il déclaré. Une information qui n'a pas pu être vérifiée.

https://fr.theepochtimes.com/le-gouvernement-fait-passer-en-catimini-une-ordonnance-pour-faciliter-linstallation-de-la-5g-sur-le-territoire-1324536.html?fbclid=IwAR2C0ugJB-ZAPRhSbPbfslt7tz4sSHuwSxOJHSL3fkDJMjMZjyS3DyhwWMpI



LA 5G EST L'IDÉE « LA PLUS STUPIDE » DE L'HISTOIRE DU MONDE, SELON UN PROFESSEUR ÉMÉRITE DE L'UNIVERSITÉ DE WASHINGTON

24 avril 2019 Mis à jour: 24 avril 2019

Environ 20 000 satellites du nouveau réseau 5G seront lancés dans l'espace et émettront un rayonnement intense vers une grande partie de la Terre. Avec une vitesse environ 1 000 fois supérieure à celle de la 4G, il est en passe de devenir un cauchemar radioactif pour l'homme. Alors, à quel point cela peut-il être mauvais pour notre santé ?

> " Le rayonnement pulsé, ou les champs magnétiques électriques pulsés (CEM), utilisés par les satellites 5G est biologiquement actif et peut produire des effets de rayonnement au plus profond du corps humain. "

Selon Martin L. Pall, professeur émérite de biochimie et de sciences médicales fondamentales à la Washington State University, **il y a quatre raisons pour lesquelles le rayonnement du réseau 5G sera dangereux pour l'homme** : **un nombre astronomique d'antennes est nécessaire, des rendements élevés sont nécessaires pour la transmission, les niveaux de vibration seront très élevés, et cela aura un impact sur le champ électrique cellulaire du corps humain**.

Le rayonnement pulsé, ou les champs magnétiques électriques pulsés (CEM), utilisés par les satellites 5G est biologiquement actif et peut produire des effets de rayonnement au plus profond du corps humain. Le professeur Pall a expliqué que les capteurs de tension à l'intérieur des cellules humaines sont sensibles au rayonnement et que lorsque les cellules sont exposées au rayonnement, des ions trop chargés s'écoulent dans la cellule. **Certains effets secondaires comprennent une baisse de la fertilité, des dommages neurologiques, l'apoptose (mort cellulaire programmée), des dommages à l'ADN cellulaire, le stress oxydatif et les dommages causés par les radicaux libres, des effets hormonaux, un excès de calcium intracellulaire et le cancer**.

La technologie 5G nécessitera l'utilisation de fréquences beaucoup plus élevées que nos appareils actuels, car les vibrations plus élevées permettront d'acheminer plus d'informations. **Cela signifie que des dizaines de millions d'antennes de base seront nécessaires et espacées d'environ 100 mètres dans chaque zone urbaine du monde**.

De plus, la portée du réseau 5G devrait couvrir plus de 40 % de la population mondiale et compter plus de 1,5 milliard d'utilisateurs d'ici la fin 2024, selon ZDNet.

Cela rendra **presque impossible d'éviter une exposition de haut niveau, car combiné à la couverture satellite, peu importe de savoir sur quelle partie de la planète vous vivez ; le rayonnement l'atteindra**.
Arunabha Ghosh, directeur des communications sans fil chez AT&T Labs, a déclaré : « **Si vous voulez utiliser 500 mégahertz de spectre et fournir 100 mégabits par seconde, vous devez avoir des sites à 200 mètres de distance maximum, 100 mètres pour les véhicules autonomes**. »
« Un pâté de maisons à Austin est à 200-250 mètres. On parle de plusieurs petites cellules déployées à chaque bloc pour supporter ces 100 mégabits par seconde dont nous avons besoin. »

> " Certains effets secondaires comprennent une baisse de la fertilité, des dommages neurologiques, l'apoptose (mort cellulaire programmée), des dommages à l'ADN cellulaire, le stress oxydatif et les dommages causés par les radicaux libres, des effets hormonaux, un excès de calcium intracellulaire et le cancer. "

MANQUE DE PREUVES ?

Selon l'administration américaine des denrées alimentaires et des médicaments (FDA), il n'existe aucune preuve scientifique montrant une corrélation entre l'exposition aux radiofréquences des téléphones cellulaires et les effets indésirables sur la santé.
De plus, la FDA a déclaré à Digital Trends qu'elle « continue de croire que les limites de sécurité actuelles de l'exposition à l'énergie de radiofréquence des téléphones cellulaires demeurent acceptables pour protéger la santé publique. »
« Les limites sont basées sur la fréquence de l'appareil, ce qui signifie que la 5G a une limite différente de celle des autres technologies », a déclaré un porte-parole de la FDA à Digital Trends.
« Dans le cadre de son engagement à protéger la santé publique, la FDA a examiné et continuera d'examiner de nombreuses sources de preuves scientifiques et médicales liées à la possibilité d'effets néfastes pour la santé provenant de l'exposition aux radiofréquences sur les humains et les animaux, et continuera de le faire à mesure que de nouvelles données scientifiques seront publiées. »
Selon Pr Pall, la seule façon de déterminer l'impact de la 5G sur les humains est d'effectuer des tests de sécurité biologique. Malheureusement, l'Union européenne et les États-Unis n'ont pas fait « un seul test biologique », mais ont plutôt « fortement[poussé] à promouvoir l'installation d'antennes 5G ».

UN RECOURS POUR METTRE FIN À LA 5G

Un recours international a été lancé pour « mettre fin à la 5G sur Terre et dans l'espace » afin d'exhorter les gouvernements, l'ONU, l'OMS et l'Union européenne à mettre fin au déploiement de la 5G. En date du 29 mars 2019, plus de 63 000 signataires parmi les scientifiques, les médecins et les citoyens de 168 pays ont signé la demande.
Le recours dit : « Les rayonnements RF se sont avérés nocifs pour l'homme et l'environnement. Le déploiement de la 5G constitue une expérience sur l'humanité et l'environnement, qui est définie comme un crime en droit international. »
The international appeal "Stop 5G on Earth and in Space" https://t.co/RGwnYKXwsF
— Oleg A. Grigoriev (@O_Grigoriev) 19 septembre 2018
Pr Pall a dit que l'idée d'installer en principe des millions d'antennes 5G sans avoir fait aucun test biologique est « l'idée la plus stupide qu'on ait eue dans l'histoire du monde ».
« La Commission européenne n'a rien fait pour protéger les citoyens européens contre les risques sanitaires très graves et la FDA, l'EPA et le National Cancer Institute n'ont rien fait pour protéger les citoyens américains. La FCC (Federal Communications Commission) des États-Unis a été pire que cela, agissant au mépris de notre santé », a déclaré le Pr Pall dans une publication.

> " La seule façon de déterminer l'impact de la 5G sur les humains est d'effectuer des tests de sécurité biologique. Malheureusement, l'Union européenne et les États-Unis n'ont pas fait « un seul test biologique », mais ont plutôt « fortement[poussé] à promouvoir l'installation d'antennes 5G. "

https://fr.theepochtimes.com/le-5g-est-lidee-la-plus-stupide-de-lhistoire-du-monde-selon-un-professeur-emerite-816422.html

DÉCONFINÉS ET APRÈS... C'EST FINI !?

FLORILÈGE

Sur écoute
Apple
Siri
Loi liberticide
Violences policières
Liberté de l'information
Bien commun
Nature
Immunité
Infantilisation
Dérives policières
Tracage
QRcode
Surveillance des populations
Transition et Urgence Climatique
GIEC
CO2
Journalistes
Robots
Algorithmes
Bonus

ÉCOUTE DES UTILISATEURS PAR APPLE : UN ANCIEN PRESTATAIRE ALERTE LES AUTORITÉS EUROPÉENNES

par Rédaction 22 mai 2020

Des centaines de personnes sont chargées d'écouter les conversations d'utilisateurs de Siri, l'assistant vocal d'Apple. C'est ce qu'ont révélé en juillet dernier des médias britanniques et espagnols [1]. « En principe, leur déclenchement [de l'enregistrement et de l'écoute] devait respecter l'une des deux conditions suivantes : soit quelqu'un donnait une commande à Siri, soit la personne dictait un message. Nous entendions pourtant une quantité invraisemblable d'enregistrements qui sortaient de ce périmètre », témoigne sous son vrai nom, en mars 2020, un jeune Français, ancien employé d'un sous-traitant d'Apple en Irlande, Thomas Le Bonniec, auprès du Média-TV. Thomas Le Bonniec a écouté des dizaines de milliers d'enregistrement de Siri.

> " Je rédige cette déclaration pour vous informer d'une violation massive de la vie privée de millions de citoyens dont j'ai été témoin dans le cadre de mon travail pour Apple. "

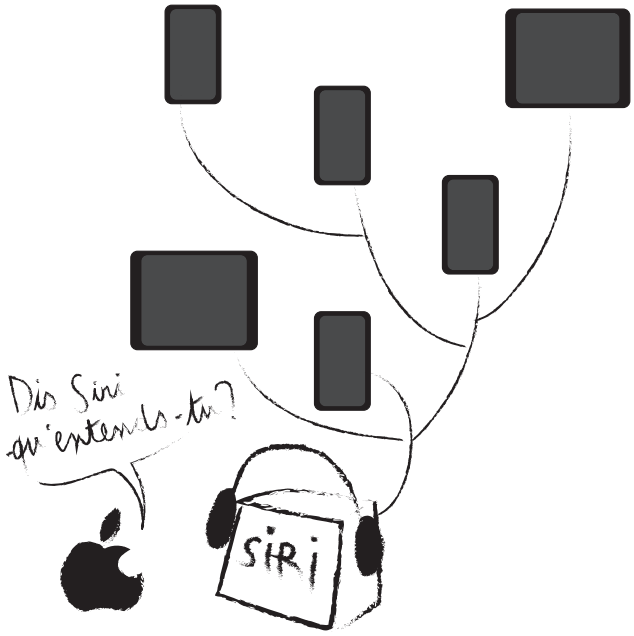
Fin août 2019, après les révélations, Apple promet d'améliorer la protection des la vie privée des utilisateurs de Siri [2]. **« Rien n'a été fait pour vérifier si Apple a effectivement arrêté le programme » d'écoutes**, déplore cependant le lanceur d'alerte Thomas Le Bonniec dans une lettre ouverte adressée ce 20 mai aux autorités européennes de protection des données personnelles (voir la lettre ci-dessous, en anglais). **« Je rédige cette déclaration pour vous informer d'une violation massive de la vie privée de millions de citoyens dont j'ai été témoin dans le cadre de mon travail pour Apple**, écrit-il. Entre le 13 mai 2019 et le 16 juillet 2019, j'ai été engagé par Globe Technical Services, l'un des sous-traitants d'Apple, à Cork, en Irlande. Dans ce contexte, j'ai été affecté au projet de transcription Siri (appelé "Bulk Data"). Le but de ce projet était d'écouter les enregistrements reçus des appareils Apple en France et de corriger les transcriptions de l'assistant vocal d'Apple. **J'ai écouté des centaines d'enregistrements chaque jour, à partir de différents appareils Apple. Ces enregistrements ont souvent été réalisés en dehors de toute activation du Siri.** »
« **D'énormes quantités de données personnelles ont été collectées, stockées et analysées par Apple de manière opaque** »

En plus, rappelle le lanceur d'alerte, d'autres travailleurs du sous-traitant devaient marquer des mots dans les enregistrements « pour être liés aux données des utilisateurs ». Cela signifie que « **d'énormes quantités de données personnelles ont été collectées, stockées et analysées par Apple de manière opaque.** »

« **Je suis extrêmement préoccupé par le fait que les grandes entreprises technologiques mettent sur écoute des populations entières** », alerte encore une fois le jeune homme. Il demande aux autorités de protection des données des différents pays d'Europe, ainsi qu'au Comité européen et au Contrôleur européen de protection des données, de prendre des mesures envers Apple et les autres entreprises ayant les mêmes pratiques d'écoute des utilisateurs d'assistants vocaux. « J'espère que vous comprenez que la vie privée de millions de personnes est en jeu et que votre action est cruciale pour la protéger », conclut-il dans sa lettre ouverte.

> " D'énormes quantités de données personnelles ont été collectées, stockées et analysées par Apple de manière opaque. "

https://www.bastamag.net/Siri-lanceur-alerte-Apple-assistants-vocaux-surveillance-ecoutes-vie-privee



ÉRIC CIOTTI VEUT PUNIR LES PERSONNES QUI FILMENT ET DIFFUSENT DES VIDÉOS DE POLICIERS

Julien Lausson 27 mai 2020

Le député Éric Ciotti dépose une proposition de loi qui vise à interdire la diffusion d'images de forces de l'ordre dans l'exercice de leurs fonctions. Au risque de porter un coup à la liberté d'informer.

C'est un texte de loi qui aurait pu passer inaperçu, mais qui n'a pas échappé à la vigilance de David Dufresne, journaliste spécialisé dans les sujets de libertés publiques de police. Dans un message publié le 27 mai sur Twitter, il signale **la tentative du député d'Éric Ciotti d'interdire la diffusion d'images dans l'espace médiatique, lorsqu'elles montrent des forces de l'ordre dans l'exercice de leurs fonctions**.

> " Le député Éric Ciotti dépose une proposition de loi qui vise à interdire la diffusion d'images de forces de l'ordre dans l'exercice de leurs fonctions. Au risque de porter un coup à la liberté d'informer. "

Pour cela, l'élu des Alpes-Maritimes a déposé une **proposition de loi,** soutenue par une trentaine de collègues, **prévoyant une amende maximale de 15 000 euros et une peine d'emprisonnement d'un an pour toute personne diffusant, « par quelque moyen que ce soit et quel qu'en soit le support », l'image de policiers, de gendarmes, de soldats, ou d'agents des douanes.**
Pour justifier ce texte, le parlementaire observe que les forces de l'ordre « interviennent de plus en plus fréquemment dans un contexte de tensions importantes lié à une défiance envers l'autorité publique » et qu'ils font face à « la circulation d'images et de propos injurieux à [leur] encontre ». Dès lors, la diffusion de leur visage dans les médias, dont les les réseaux sociaux, serait un danger.
« Il est devenu fréquent que les policiers ou leurs familles soient menacés, voire même suivis et agressés jusqu'à leur domicile », avance-t-il. Ce phénomène serait alimenté par la tendance visant à conspuer la police, notamment sur le web. Éric Ciotti affirme que cette pratique « se développe dangereusement », ce qui est tout à fait « inacceptable » au regard des services rendus pour le pays.
L'exposé des motifs évoque plus particulièrement une application comme exemple typique du problème, intitulée Urgence violences policières. Mais David Dufresne relève que **le texte pourrait aussi s'attaquer à des initiatives comme l'Observatoire National des Pratiques et Violences Policières et même des remontées sur Twitter venant du public**. Les activités du journaliste en pâtiraient elles aussi.
Cette loi, poursuit le député, « **vise à rendre systématiquement non identifiables les forces de l'ordre dans l'ensemble de l'espace médiatique, y compris sur les réseaux sociaux. Cela est indispensable pour assurer leur sécurité** ». Et pour que cela ait un effet dissuasif, des peines planchers sont prévues, avec 6 mois de prison et une amende de 10 000 euros. Y déroger ne serait qu'exceptionnel.

> " Cette loi [...] vise à rendre systématiquement non identifiables les forces de l'ordre dans l'ensemble de l'espace médiatique, y compris sur les réseaux sociaux. "

En réaction à la découverte de David Dufresne, beaucoup d'internautes considèrent qu'il ne s'agit d'**une consigne qui aura pour effet de ne plus autoriser de documenter et de montrer les violences policières et tout ce qu'elles peuvent comporter d'abus, de dérives, d'excès et, parfois de bavures. Et de ne plus forcer les forces de l'ordre à une certaine tempérance dans l'action, puisqu'elles sont scrutées et, donc, punissables**.
C'est aussi pour cela qu'elles agissent aussi à visage découvert, sauf cas de figure très précis. « Cela fait même partie du contrôle nécessaire par l'opinion publique, prévu dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Le fait que le policier soit identifiable représente une garantie démocratique », indiquait au Parisien Christian Mouhanna, du Centre de recherche sociologique sur le droit et les institutions pénales.
Aujourd'hui, seules quelques unités bien spécifiques bénéficient d'une protection dédiée. C'est le cas du GIGN et du RAID, mais aussi de la BRI, de la DGSI, entre autres, pour les fonctionnaires de police et la gendarmerie nationale. C'est aussi le cas des militaires et de personnels civils relevant du ministère de la Défense, comme les forces spéciales, la DGSE et le personnel lié à la dissuasion nucléaire.
C'est d'ailleurs pour garantir leur anonymat que plusieurs de ces unités se servent de cagoules en intervention et que l'identité de leurs membres n'est pas rendue publique.
Pas de droit à l'image spécial pour la police
Mais **pour les unités plus classiques, il n'existe aucune disposition concernant leur droit à l'image. C'est ce que souligne une circulaire du ministère de l'Intérieur datée du 23 décembre 2008, que la Ligue des droits de l'homme rappelle dans son observatoire des libertés et des pratiques policières d'avril 2019, à la rubrique sur le droit de filmer les forces de l'ordre, contrôle citoyen sur leurs actions**.
« **Les policiers ne bénéficient pas de protection particulière en matière de droit à l'image [...] La liberté de l'information, qu'elle soit le fait de la presse ou d'un simple particulier, prime le droit au respect de l'image ou de la vie privée dès lors que cette liberté n'est pas dévoyée par une atteinte à la dignité de la personne ou au secret de l'enquête ou de l'instruction** », lit-on dans cette circulaire.
Comme le rappelait Libération à l'occasion d'une vérification des faits, il existe deux cas de figure où ce droit peut être limité : pour la préservation des indices et le secret de l'enquête et de l'instruction d'une part, et pour des raisons de sécurité d'autre part, si une action en cours présente objectivement des risques pour les individus se trouvant à proximité — des échanges de tir, par exemple.

> " La liberté de l'information [...] prime le droit au respect de l'image ou de la vie privée. "

Il faut noter que ce n'est pas la première fois que des parlementaires tentant de resserrer ce cadre juridique, jugé trop laxiste par les syndicats des forces de l'ordre. Cela s'est vu lors de la proposition de loi de la députée Laetitia Avia sur la haine en ligne, avec un sénateur déposant un amendement, puis un autre, et enfin un troisième, tous jugés par la suite irrecevables lors de leur examen.
Au sein de la direction générale de la police nationale, cette réflexion existe aussi, relevait 20 Minutes en février. Elle déclarait alors être « dans son rôle d'analyse des remontés de terrain ». Pour l'heure, aucune évolution des règles n'est à noter. **En avril 2017, l'Inspection générale de la police nationale rappelait d'ailleurs aux fonctionnaires qu'ils n'ont pas le droit d'interdire les photos et les vidéos, même si « ce moment est souvent mal vécu »**. Ce même mémo souligne aussi que **ni la destruction, ni l'interdiction de la diffusion, ni l'interpellation des personnes ne peuvent être envisagées pour le seul motif que des personnes braquent leur smartphone vers eux, ou tout autre appareil photo ou caméra**. En somme, les forces de l'ordre « à travailler sous l'œil de l'objectif » et faire attention « à ne pas se retrouver dans une posture désavantageuse ».
Le seul cas de figure où les forces de l'ordre bénéficient d'une vraie protection sur leur droit à l'image, c'est lorsqu'elles ne sont pas en service. Dans ce cas, les hommes et les femmes qui ne sont plus en uniforme jouissent des mêmes droits que les autres, à travers l'article 226-1 du code pénal, qui punit les atteintes volontaires de l'intimité de la vie privée avec 45 000 euros d'amende et un an de prison.

https://www.numerama.com/politique/626740-eric-ciotti-veut-punir-les-personnes-qui-filment-et-diffusent-des-videos-de-policiers.html?utm_content=buffer7a9c9&utm_medium=social&utm_source=facebook.com&utm_campaign=buffer&fbclid=IwAR3meFjAeOCtTR-MfT-jtOOHwvO33-7LCErFFbAlrWf8Glu8-z3tfCbTYBAo

PRIVER LES FRANÇAIS DE NATURE, LA SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE JUSQU'À L'ABSURDE

14 mai 2020 / Gaspard d'Allens (Reporterre)

Les deux mois qu'a duré le confinement, les Françaises et les Français n'ont plus pu sortir librement dans la nature. Et la menace de cette interdiction n'est pas dissipée. Cette politique a nécessité des moyens policiers démesurés, avec drones et hélicoptères, maltraitant les humains, qui ont un besoin vital d'accéder aux espaces naturels.

> " Au nom de la lutte contre la pandémie, les Français ont été arrachés à leurs biens communs. "

Pendant deux mois, les Français ont été privés de printemps. Assignés à résidence, les yeux collés aux écrans, ils ont été comme coupés du vivant. Depuis fin mars, plusieurs arrêtés préfectoraux ont interdit l'accès aux espaces naturels pendant toute la période du confinement. Finies les balades en forêt, les marches au bord de l'eau, le plaisir d'être dehors alors que les jours s'allongent et que la nature se réveille. **Au nom de la lutte contre la pandémie, les Français ont été arrachés à leurs biens communs.**

La situation se poursuit aujourd'hui. **Avec le déconfinement, le littoral reste sous haute surveillance. Les bivouacs en montagne restent interdits en Savoie et en Haute-Savoie. Les parcs urbains et périurbains sont inaccessibles dans les départements classés rouge.** Et ce qui a été ré-autorisé dans les départements verts reste incertain : par un décret publié le 11 mai 2020, **le gouvernement permet aux préfets de réinstaurer à tout moment une réglementation identique à celle en vigueur pendant le confinement**.
À l'origine, ces mesures répondaient à l'urgence, à la nécessité d'endiguer, par tous les moyens possibles, la « vague » qui déferlait sur le pays. L'interdiction des espaces naturels et l'obligation de rester cantonné à un kilomètre de chez soi avaient le mérite de la simplicité. Ces dispositions étaient facilement applicables et contrôlables.

> " Le gouvernement permet aux préfets de réinstaurer à tout moment une réglementation identique à celle en vigueur pendant le confinement. "

Et **partout en France, les préfets ont serré la vis, dans une sorte de surenchère**. Au total, plus d'une vingtaine de départements ont interdit explicitement l'accès aux espaces naturels. Dans la Meuse, les forêts ont été désertées, alors qu'elles représentent 37 % de la superficie du département. Les autorités y ont interdit les promenades, les cueillettes et la coupe de bois. Des activités jugées « non indispensables », même si nombre de personnes, localement, en tirent des ressources ou un moyen de chauffage.

« AU LIEU DE LAISSER LA POPULATION SE DISPERSER EN PLEIN AIR, ON L'A CONCENTRÉE DANS DES ZONES RÉDUITES »

Dans le Cher, un département traversé de nombreux cours d'eau, le préfet a interdit de fréquenter les bords des canaux, des rivières, des étangs, des plans d'eau et des chemins de halage. « La course, seul, au bord d'un lac, n'est plus autorisée », expliquait Sylvie Berthon, sous-préfète de Vierzon, dans les colonnes du journal le Berry. Selon elle, cette initiative permettait de « freiner la propagation du Covid-19 en limitant fortement la circulation des personnes ».
Dans les Ardennes, c'est par Twitter que la préfecture a enjoint à la population de rester chez elle.
Encore bien trop de monde sur nos sentiers & le long de la voie verte ! @Prefet08 rappelle que l'accès aux parcs, jardins municipaux, voies pédestres & cyclables, berges de canaux & cours d'eau, bases de loisirs, bois, forêts, sentiers de randonnées est strictement interdit ! pic.twitter.com/6bFHqmcr21
— Préfet des Ardennes (@Prefet08) April 7, 2020

> " Une fois la sidération et le choc de l'épidémie passés, on s'est rendu compte que ces interdictions n'avaient aucune justification sanitaire. "

En Haute-Savoie, les autorités ont même interdit de se déplacer à plus de 100 mètres de dénivelé de son domicile. « Une aberration », pour l'écrivain et alpiniste François Labande, également administrateur du Parc national des Écrins. « La préfecture méconnaît les reliefs de nos vallées, dit-il à Reporterre. Même à moins d'un kilomètre de chez moi le dénivelé est plus important. Ces décisions sont inadaptées au milieu rural et à la montagne. Elles ont été imposées en bloc, sans discernement. »
Peu à peu, l'incompréhension a grandi devant ces mesures coercitives. « **Une fois la sidération et le choc de l'épidémie passés, on s'est rendu compte que ces interdictions n'avaient aucune justification sanitaire** », raconte Frédi Meignan, le président de l'association Mountain Wilderness ; « il ne s'agit pas d'appeler à faire n'importe quoi, du parapente ou de l'alpinisme, mais j**e ne vois pas en quoi se promener seul dans la nature pourrait accélérer la transmission du virus.** »
Alors que le gouvernement enjoignait à la population de reprendre le travail, le contraste devenait saisissant à mesure que le confinement durait, entre les plages désertes et les métros bondés, les grandes surfaces saturées de monde et les forêts silencieuses. « Le virus circule d'abord dans des lieux confinés et denses. Au lieu de laisser la population se disperser en plein air, on l'a concentrée dans des zones réduites. C'est complètement absurde, s'emporte le professeur de santé publique et épidémiologiste Laurent Gerbaud. C'est sûr qu'il valait mieux que les gens restent dans les couloirs d'immeuble pour bien se contaminer les uns et les autres ! » ironise-t-il.
Dans un premier temps, les autorités ont justifié ces mesures en disant qu'elles permettraient de ne pas saturer les urgences. En réalité, « dans la majeure partie du territoire national, les urgences ont travaillé en sous-régime, à 60 % », relate Laurent Gerbaud. Par ailleurs, « **se balader seul n'est pas de nature à inonder les services hospitaliers**, dit l'accompagnateur en montagne Billy Fernandez. **Sur environ 10 millions de pratiquants, la randonnée génère moins de 20 accidents mortels par an dans notre pays, alors que les accidents domestiques sont à l'origine de 20.000 morts chaque année.** »

« LE GOUVERNEMENT A VOULU AFFICHER UN VISAGE AUTORITAIRE »

Plusieurs professionnels de santé ont pris position. En plein confinement, l'influent président de la Fédération des médecins de France, Jean-Paul Hamon, a invité le gouvernement « à donner de l'air aux Français » sur Franceinfo.
Si on ne laisse pas aux gens un peu de respiration tout en respectant les mesures barrière, on va avoir des personnes qui vont se retrouver en burn-out, en complète dépression, parce qu'ils ne supportent plus le confinement. Et puis, on va avoir des problèmes de couple, avec des violences conjugales qui commencent à se produire. »
Contacté par Reporterre, le psychiatre Christophe André voit dans cette interdiction « un terrible gâchis. **De nombreuses études scientifiques ont prouvé que l'accès à la nature renforce notre immunité**. Cette situation est d'autant plus regrettable qu'elle renforce les inégalités sociales et fragilise les populations les plus vulnérables, qui n'ont pas accès à des jardins privatifs. L'accès aux espaces naturels, ce n'est pas du luxe ».

> " De nombreuses études scientifiques ont prouvé que l'accès à la nature renforce notre immunité. "

Les autorités n'ont pas pour autant lâché du lest. « **C'est comme si après avoir échoué sur les tests, les masques ou les élections municipales, le gouvernement avait voulu afficher un visage autoritaire et sanctionner la population pour faire peser sur elle la responsabilité de ses erreurs** », analyse le guide de montagne Billy Fernandez.
En effet, les flâneurs du dimanche et les randonneurs ont eu intérêt à bien se tenir. **À travers le territoire, des moyens démesurés ont été déployés pour les « traquer ». Avec des hélicoptères, des drones, des moto cross, des 4x4, des quads, des patrouilles en VTT ou à pied…** « Face au Covid-19, les gendarmes sont plus que jamais sur le terrain », titrait L'Essor, le journal de la gendarmerie. C'est le moins que l'on puisse dire.
Pendant le confinement, tous les deux jours, un hélicoptère a sillonné le ciel du Doubs, survolant ses prairies à vaches, ses forêts résineuses, ses villages au bord des rivières. Dans le massif des Trois-Pignons, à Fontainebleau (Seine-et-Marne), des motards de l'école de gendarmerie ont contrôlé les promeneurs chaque week-end. Un hélicoptère a aussi survolé la canopée. Dans le cockpit, un cavalier de la Garde républicaine orientait les gendarmeries mobile et départementale qui patrouillaient au sol.

> " À travers le territoire, des moyens démesurés ont été déployés pour « traquer » les flâneurs du dimanche et les randonneurs. "

Un hélico de la police suit une personne seule sur une plage pour lui annoncer au haut-parleur « La plage est interdite ! »
C'est sympa vos délires autoritaires pour faire respecter le #confinement mais en plus d'être inutile, ça coûte très cher et ça pollue énormément. #COVID19 pic.twitter.com/rfEEHEZ7oS
— Cerveaux non disponibles (@CerveauxNon) May 4, 2020

" La question des moyens se pose. "

Dans le Parc naturel des Ardennes, à l'île de Ré, dans la forêt de Bouconne à proximité de Toulouse, des drones avec des haut-parleurs ont aussi été utilisés. Dans la Meuse, à Verdun, une cellule drone a même été créée avec plusieurs télépilotes. « Le drone sert à aller dans des endroits où il n'y a pas de facilité d'accès avec nos véhicules, notamment les parcs », expliquait un gendarme au micro de France 3. La région Grand Est dispose de 18 drones de gendarmerie opérés par 30 télépilotes.

« L'APPUI DE L'HÉLICOPTÈRE NOUS PERMET DE COUVRIR RAPIDEMENT DE GRANDS ESPACES »

Dans le parc naturel régional des Ballons des Vosges, un hélicoptère a également été de sortie. « L'appui de l'hélicoptère nous permet de couvrir rapidement de grands espaces sur de grandes distances », indiquaient les militaires dansun autre reportage de France 3 Grand Est. Samedi 4 avril, nous avons même repéré un vététiste au lac Blanc, que nous avons verbalisé. Il était parti de Colmar ! »
Contacté par Reporterre, le major du peloton de montagne de Xonrupt-Longemer (Vosges) explique avoir fait avec ses hommes « deux patrouilles par jour dans le parc naturel des Ballons des Vosges pendant toute la durée du confinement. En quad, en 4x4 ou a pied sur les sentiers de randonnées. Mais mis à part les chevreuils, les chamois et les lièvres, on n'a pas vu grand monde », confie-t-il.
La question des moyens se pose. À Chamonix (Haute-Savoie), pendant le confinement, la gendarmerie a utilisé à plusieurs reprises un hélicoptère qui sert d'ordinaire au secours en montagne. **Le coût d'une heure de vol d'un Choucas 74 est évalué, selon la Cour des comptes, à plus de 3.000 euros.** « Son recours doit être rationnel et obéir au principe de juste suffisance », écrivait la Cour dans un rapport de 2012.
Les rondes dans les airs se sont pourtant multipliées. Partout. Dans les Alpes, France 3 Haute-Savoie a même proposé à ses téléspectateurs d'admirer depuis le ciel, « les belles images du contrôle du respect du confinement » prises par les gendarmes. Sur Twitter, les militaires ont aussi lancé le quiz « Reconnaîtrez-vous le sommet survolé dans cette vidéo ? »

Embarquement avec les @Forcesaeriennes à bord de #Choucas74 pour s'assurer du respect des mesures de confinement et de l'arrêté préfectoral d'interdiction de fréquentation de la montagne. #Quizz Reconnaîtrez vous le sommet survolé #RestezChezVous pic.twitter.com/plgrQV85tm
— Gendarmerie de la Haute-Savoie (@Gendarmerie_074) March 28, 2020

Sur la Côte Bleue, **dans les Bouches-du-Rhône**, le constat est identique. **La surveillance des espaces naturels a nécessité des moyens démentiels**. 60 % du temps des gendarmes de la compagnie d'Istres a été consacré à ces missions. Embarqué à bord d'un hélicoptère Écureuil, un journaliste de la Provence a raconté la poursuite des « récalcitrants au confinement ». On s'y croirait.
À quelques centaines de mètres du Rouet, un jogger s'époumone sur les hauteurs du vallon de l'Aigle. Le jogger se sent seul au monde, alors qu'il est passé sans le savoir entre les mailles du filet tendu par les gendarmes. L'hélicoptère le rattrape (…) Les gendarmes ont déployé les grands moyens, ce week-end. Des unités du [PSIG | Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie], des gendarmes mobiles, des motards et des gendarmes mobiles sont venus prêter main-forte aux brigades territoriales. On croisera même des cavaliers de la Garde républicaine, en détachement pour arpenter le littoral sur leurs montures, tandis qu'au large, deux vedettes de la gendarmerie maritime et de la brigade nautique traquent d'éventuels plaisanciers. Un "show of force", diraient leurs camarades de l'armée de l'air.

Reporterre a interrogé le ministère de l'Intérieur pour savoir combien avaient coûté ces dispositifs de surveillance au sein des espaces naturels et s'ils avaient été efficaces. Le ministère a répondu qu'il ne souhaitait pas transmettre ces informations.
Même fin de non-recevoir pour le photojournaliste et alpiniste Guillaume Vallot, dans le massif du Queyras (Hautes-Alpes). Excédé par le vol continu des hélicoptères et des drones dans sa vallée, il a posé plusieurs questions aux autorités, restées elles aussi sans réponse.
Je ne suis pas un libertaire acharné mais criminaliser des randonneurs, ça dépasse la limite du bon sens. **Si on est en guerre, on doit avoir une gestion de l'effort de guerre qui doit être intelligente. Fliquer la montagne, faire la traque à de pauvres promeneurs et choper un ou deux contrevenants, ce n'est pas concevable, au niveau des moyens**.

« LE GOUVERNEMENT INFANTILISE LA POPULATION. C'EST TRÈS FRANÇAIS. EN SUISSE, LA SITUATION EST DIFFÉRENTE »

Le philosophe Dominique Bourg parle, lui, de « **dérive policière » : « Le gouvernement infantilise la population. C'est très français**. En Suisse ou en Allemagne, la situation est complètement différente, les espaces naturels ne sont pas interdits. On demande juste aux gens de respecter les gestes barrière et les mesures de "distanciation sociale". »
L**a France a préféré mettre en place « la société de vigilance » chère à Emmanuel Macron. La surveillance de tous par tous.** Pour contrôler les espaces naturels, le gouvernement a mobilisé les fonctionnaires de l'Office français de la biodiversité et de l'Office national des forêts, aux côtés des forces de l'ordre. L'idée a fait polémique en interne.
« On n'est pas là pour faire de la police sanitaire, nous ne sommes pas assermentés pour ça, témoigne Patrick Saint-Léger, du Syndicat national de l'environnement. Pendant le confinement, les agents ont été très frustrés, d'un côté, on nous réquisitionnait pour contrôler le chaland. De l'autre côté, on ne pouvait pas faire nos missions environnementales. »
Début avril, le préfet de Seine-et-Marne a même tenté d'engager les chasseurs pour contrôler les promeneurs dans la forêt de Fontainebleau et les transformer en auxiliaires de police. Face au tollé, il a préféré abroger son arrêté.

" Dérive policière » : « Le gouvernement infantilise la population. "

Sur change.org, une pétition a recueilli plus de 158.000 signatures pour un accès responsable à la nature en période de confinement. La semaine dernière, la députée Delphine Batho a également déposé un amendement au cours du débat sur la loi prolongeant l'état d'urgence sanitaire. Mais il a été retoqué par le gouvernement, qui y voyait « un mauvais signal » et le risque d'un « appel d'air ». Jean Castex, coordinateur national à la stratégie du déconfinement auprès de l'exécutif, déclarait que « la réou-

verture des plages serait une tentation ».
Dans une réponse adressée aux pétitionnaires, la ministre des Sports, Roxana Maracineanu, leur a prescrit de continuer « leur sacrifice ».
« Le gouvernement n'a pas pris la mesure de l'importance de l'accès à la nature. Ce n'est pas seulement une question de loisir ou de sport, c'est un impératif de santé publique, une nécessité vitale », explique l'ancienne ministre de l'Environnement Delphine Batho. « **Cette interdiction est le fruit d'une technobureaucratie vivant elle-même éloignée de la nature** », dit-elle à Reporterre.

> " L'accès à la nature [...] c'est un impératif de santé publique, une nécessité vitale. "

Pour le philosophe Dominique Bourg, **cette position reflète,en effet, le rapport à la nature des gouvernants** : **Pour eux, ça n'existe tout simplement pas**. Ils vont d'une berline à un bureau climatisé en portant des dossiers. Leur sensibilité aux espaces naturels équivaut au néant. Édouard Philippe est un ancien lobbyiste d'Areva. **La nature, c'est du capital qu'on exploite ou qu'on détruit. Elle sert à faire des babioles.** J'aimerais les voir faire un stage de vie en milieu sauvage pour qu'ils apprennent à embrasser les arbres ! »

https://reporterre.net/Priver-les-Francais-de-nature-la-societe-de-controle-jusqu-a-l-absurde?fbclid=IwAR2-xew53BKcgik9oGLSH-9g9W-F6BBfZ0Ets66_qmlwSLXphVRNlCjiyBxc

SINGAPOUR, L'APPLICATION DE TRACAGE NUMÉRIQUE SE TRANSFORME EN OUTIL DE SURVEILLANCE DE MASSE

Par Valentin Cimino - @ciminix
Publié le 8 mai 2020 à 08h33 - Mis à jour le 11 mai 2020 à 09h06

Souvent présenté comme l'exemple de lutte parfait contre le Covid-19, Singapour étend son système de surveillance.

Singapour fait partie des premiers États à avoir lancé une application de suivi pour lutter contre le Covid-19. Un programme développé entièrement par le gouvernement, basé sur le volontariat et l'anonymat, baptisé TraceTogether. Au fil des semaines, on s'aperçoit que l'application de traçage se transforme plutôt en outil de surveillance de masse…

TRACETOGETHER N'A PAS EU LE SUCCÈS ATTENDU À SINGAPOUR

Tout ne s'est pas déroulé comme prévu à Singapour. Le gouvernement de la cité-État avait tout misé sur la discipline de ses habitants. Habitués des nouvelles technologies, de nombreux experts pensaient que les singapouriens adopteraient largement cette application de suivi. Pourtant, **à peine 20% de la population a joué le jeu.** Tout juste un million de volontaires sur les 5,6 millions d'habitants. **Le gouvernement espérait un taux de participation aux alentours des 60%**.
En parallèle de ce premier échec, la cité-État a vu le nombre de contaminations exploser en quelques semaines sur son territoire. Un confinement partiel est donc décrété à partir du 6 avril. La promiscuité de certains singapouriens dans les lieux d'habitation a pu alimenter la propagation du virus. Enfin, le gouvernement de Singapour découvre finalement que de nombreuses personnes âgées n'ont pas de smartphone et qu'elles ne peuvent donc pas utiliser l'application TraceTogether.

> " Un système de QR code [...] oblige les singapouriens à s'identifier avec leur smartphone quand ils entrent ou qu'ils sortent d'un bâtiment public. Une mesure qui sera étendue aux centres commerciaux et aux entreprises. "

UN BASCULEMENT PROGRESSIF VERS DES MESURES DE SURVEILLANCE

Bref, **malgré l'instauration d'une application de suivi et des mesures de confinement, la pandémie bat son plein à Singapour et le gouvernement ne sait plus quoi faire.** Le 21 avril, Lee Hsien Loong, Premier ministre de Singapour décide d'aller plus loin et d'insister avec son

application de traçage : “nous devons utiliser pleinement la technologie pour retracer le parcours des personnes infectées par le virus”. **Un haut responsable de la santé du pays vient de demander que TraceTogether devienne obligatoire.**

> " Grâce aux QR codes, le système central de Singapour a accès à toutes les coordonnées des habitants qui s’enregistrent. "

À côté de TraceTogether, **le gouvernement oblige les singapouriens à s’enregistrer dès lors qu’ils pénètrent dans un bâtiment public. Un système de QR code** baptisé SafeEntry, un peu comme à Moscou ou à Hangzhou, **oblige les singapouriens à s’identifier avec leur smartphone quand ils entrent ou qu’ils sortent d’un bâtiment public**. **Une mesure qui sera étendue aux centres commerciaux et aux entreprises à partir du 12 mai. Grâce aux QR codes, le système central de Singapour a accès à toutes les coordonnées des habitants qui s’enregistrent.**
On sent bien qu’au fil des semaines, les mesures sont de plus en plus sécuritaires dans la cité-État. **En France,** la Quadrature du Net s’inquiète d’un tel phénomène et doute de l’efficacité d’une telle application en mentionnant justement l’exemple singapourien. L’association n’est pas la seule à s’inquiéter : à la fin du mois d’avril, **une centaine d’experts en sécurité informatique français ont donné l’alerte dans une lettre ouverte. Ils estiment que StopCovid peut ouvrir la porte à une surveillance de la population**.

https://siecledigital.fr/2020/05/08/singapour-lapplication-de-tracage-numerique-se-transforme-en-outil-de-surveillance-de-masse/?fbclid=IwAR2SaRgAWXJSA8WVQ3itYldSTC-MxL-zO302FMjgn8RoLeAlsHHCBwT17YE4

> URGENCE: nf
>
> 1. Caractère de ce qui est urgent, de ce qui ne souffre aucun retard.
>
> 2. Nécessité d'agir vite.
>
> 3. Situation pathologique dans laquelle un diagnostic et un traitement doivent être réalisés très rapidement.
>
> 4. Situation qui peut entraîner un préjudice irréparable s'il n'y est porté remède à bref délai et qui permet au juge de prendre certaines mesures par une procédure rapide.
>
> Larousse

LA TRANSITION C’EST TROP TARD, IL FAUT UNE POLITIQUE D’URGENCE CLIMATIQUE

30 mai 2020 / Aurélien Boutaud et Natacha Gondran

Aurélien Boutaud et Natacha Gondran sont membres de l’unité de recherche Environnement, ville, sociétédu CNRS. Ils publient Les Limites planétaires (La Découverte, 2020).

Face au péril climatique et à l’inaction politique, les auteurs de cette tribune prônent une mobilisation d’urgence climatique. Avec un plan inspiré de celui lancé par les États-Unis durant la Seconde Guerre mondiale : **réorientation de la production industrielle et taxation des fortunes illégitimes .**

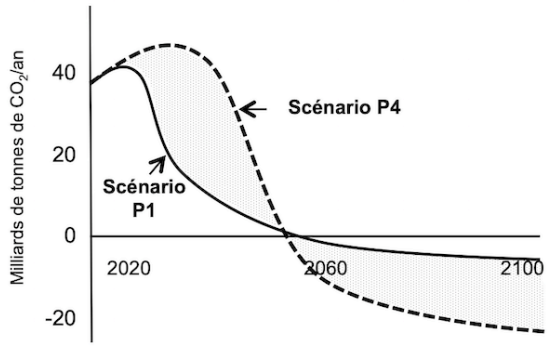
Afin que l’expansion de la pandémie de Covid-19 n’excède pas la capacité d’accueil des hôpitaux, les gouvernements ont déclaré l’urgence sanitaire et mis en place des politiques ambitieuses qui paraissaient inimaginables il y a encore quelques mois. Afin de respecter les limites écologiques planétaires, ne devrions-nous pas aussi mettre en œuvre une politique d’urgence climatique ?

Qu’il s’agisse du changement climatique, de l’érosion de la biodiversité, de la perturbation des cycles biogéochimiques, de l’introduction de substances toxiques dans les écosystèmes ou encore du changement d’affectation des sols, **cela fait plus d’une dizaine d’années que les scientifiques travaillant dans le domaine des sciences du système Terre ont établi une liste des limites planétaires qui, si elles étaient outrepassées, pourraient provoquer l’effondrement de la biosphère**.

Les scientifiques du Giec, dans leur rapport spécial de 2018, ont comparé les effets du changement climatique avec des réchauffements respectifs de + 1,5 °C et de + 2 °C. La conclusion du Giec était alors sans appel : **les risques de basculement sont tellement élevés dans le cas d’un réchauffement de 2 °C que la seule solution raisonnable consiste à contenir l’augmentation des températures à + 1,5 degré**.

On peut représenter par des courbes simples deux scénarios contrastés d’évolution des émissions de CO2 au 21e siècle, qui permettraient, en théorie, de respecter la limite de 1,5 °C. Toutes deux supposent la neutralité carbone en 2050, date à laquelle l’humanité devra commencer à séquestrer davantage de CO2 qu’elle n’en émettra – raison pour laquelle les courbes passent dans le négatif après cette date.
Observons le schéma de ces courbes :

Bilan net des émissions et des séquestrations de CO_2 au niveau mondial pour un réchauffement de +1,5°C



Le premier scénario (P1) semble irréalisable du point de vue économique et politique : il suppose de diviser par deux les émissions mondiales d'ici à 2030. **Pour mémoire, après trente ans de politiques internationales en matière de climat, les émissions mondiales de CO2 ont augmenté de 65 % !**

Le second scénario (P4, en pointillés) paraît politiquement plus réaliste pour ce qui concerne la décennie à venir, puisque les émissions continueraient de croître encore un peu, avant d'entamer une forte décrue au-delà de 2030-2035. Dix ans de gagnés ? Pas vraiment : le surplus de CO2 injecté dans l'atmosphère durant cette période de transition (figuré en gris entre les courbes P1 et P4 en haut à gauche) rendrait alors la limite de 1,5 °C impossible à respecter.

Après 2030, en plus d'une réduction drastique des émissions, il faudrait alors enlever de l'atmosphère une quantité équivalente de carbone atmosphérique, puis le réinjecter dans la biosphère et la lithosphère figuré en gris entre les courbes P1 et P4 en bas à droite). Premier problème : les technologies permettant de réaliser ce miracle relèvent pour l'instant de la science-fiction. Second problème : un tel scénario suppose le recours à des techniques de géo-ingénierie qui auraient des effets délétères sur plusieurs autres limites planétaires. La conclusion s'impose d'elle-même : ce scénario est délirant.

> " Pour mémoire, après trente ans de politiques internationales en matière de climat, les émissions mondiales de CO2 ont augmenté de 65 % ! "

DÉCRÉTER L'URGENCE CLIMATIQUE

À l'instar des graphiques utilisés pour déclarer l'urgence sanitaire, les graphiques du Giec nous disent au final une chose simple : soit nous agissons très vite et très fort (scénario P1), soit l'humanité va droit au chaos, en embarquant avec elle au passage une bonne partie de la biosphère – notamment parce que l'équilibre climatique est une condition centrale du maintien des autres équilibres.

> " Soit nous agissons très vite et très fort (scénario P1), soit l'humanité va droit au chaos. "

Au vu des différentes courbes mettant en jeu les limites planétaires, **les dirigeants devraient donc agir à peu de chose près comme ils l'ont fait à propos du Covid-19, c'est-à-dire en déclarant l'urgence écologique et en mettant en œuvre des politiques drastiques de lutte contre le péril climatique et biologique. Mais ils ne le font pas.**

Margaret Klein Salamon, docteure en psychologie et spécialiste des situations d'urgence, est l'une des principales théoriciennes de l'urgence climatique. Elle est également à l'origine de quelques-uns des écrits les plus stimulants de ces dernières années sur le sujet — malheureusement, ses livres n'ont pas encore été traduits en français. Condamnant les politiques gradualistes menées jusqu'à présent, elle propose avec son ONG, The Climate Mobilization, de répandre le sentiment d'urgence dans la population et parmi les décideurs. Aidée en cela par l'inattendue Greta Thunberg et la montée en puissance d'Extinction Rebellion, cette stratégie, inspirée de mouvements comme Act Up[[Adepte des actions coups de poing, l'association a été créée pour lutter contre le VIH/sida et défendre la communauté LGBT].] a déjà porté ses fruits en 2019, puisqu'elle a poussé plusieurs centaines de collectivités locales et plusieurs États (dont la France) à déclarer l'urgence climatique - sans pour autant agir réellement.

> " Notre seule chance de tenir l'agenda climatique passe par une mobilisation de la société comparable à celle que les États-Unis ont connu durant la Seconde Guerre mondiale. "

REPENSER LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET CRÉER DE NOUVEAUX MÉCANISMES DE SOLIDARITÉ

La prochaine étape consiste à passer de la déclaration à l'action. Margaret Salamon et son ONG s'appuient sur des modélisations assez fines qui montrent que **notre seule chance de tenir l'agenda climatique passe par une mobilisation de la société comparable à celle que les États-Unis ont connu durant la Seconde Guerre mondiale.** Cela suppose au moins trois conditions :

– **une prise en main provisoire par les États de l'économie afin de réorienter massivement la production industrielle au service de l'effort climatique et écologique** ;

– **une levée exceptionnelle d'impôts, notamment en ponctionnant les fortunes colossales qui ont été construites sur la rente des énergies fossiles, et qui doivent dès à présent être considérées comme illégitimes** ;

– **une mobilisation sans précédent de la population, pouvant par exemple passer par la mise en œuvre de quotas individuels d'émissions de CO2, l'interdiction de certaines pratiques fortement émettrices ayant une faible utilité sociale, ou encore la mise en place d'un service civil en faveur du climat**.

> " Plus nous attendrons, plus nos chances de réussir seront réduites… et plus le combat pour respecter les limites planétaires risquera de porter atteinte à nos libertés. "

L'acceptabilité de telles mesures reste évidemment incertaine. Comme pour le Covid-19, **elle dépendra sans doute de notre capacité à comprendre la gravité de la situation, à nous mobiliser en conséquence et à redonner du sens à l'action collective. Du fait du caractère profondément injuste de la crise écologique – dont les principaux responsables sont rarement les premières victimes – cette acceptabilité passera également par la mise en œuvre de puissants mécanismes de solidarité, à l'intérieur des pays et entre eux.**

Mais s'il y a d'ores et déjà une chose à retenir de la crise actuelle, c'est probablement la suivante : **plus nous attendrons, plus nos chances de réussir seront réduites… et plus le combat pour respecter les limites planétaires risquera de porter atteinte à nos libertés**.

https://reporterre.net/La-transition-c-est-trop-tard-il-faut-une-politique-d-urgence-climatique?fbclid=IwAR2zngy7iOo_DOyxH0z8F5q_og-DfrOkgdgDiNqC9RU9qW3sxxUuxOR29VUo

MICROSOFT LICENCIE DES JOURNALISTES POUR LES REMPLACER PAR DES ROBOTS

Chloé Woitier
01 Juin 2020

Une intelligence artificielle peut-elle faire un aussi bon travail de curation et de hiérarchisation de l'information qu'un journaliste? C'est ce que semble penser Microsoft. Les équipes éditoriales américaine et britannique de ses portails d'actualité, soit près de **80 journalistes, viennent d'apprendre leur licenciement, rapportent Business Insider et le Guardian. Elles seront remplacées par des algorithmes.** «Cette décision n'est pas liée à la pandémie de Covid-19», a précisé un porte-parole de Microsoft. Elle pourrait avoir une portée mondiale: les portails de Microsoft News sont présents dans une cinquantaine de pays.

> " 80 journalistes, viennent d'apprendre leur licenciement, [...] Elles seront remplacées par des algorithmes. "

Les journalistes employés par Microsoft n'écrivent pas d'articles. Leur travail consiste à gérer les portails d'actualité du géant américain, une sorte de «revue de presse» que l'on voit apparaître à chaque fois que l'on ouvre un onglet dans le navigateur Microsoft Edge ou que l'on se rend sur le site MSN. Leur audience est donc massive.

DES ALGORITHMES LOIN D'ÊTRE IRRÉPROCHABLES

Concrètement, **ces journalistes doivent sélectionner manuellement quels articles de presse ils souhaitent mettre en avant afin que l'internaute ait un panorama de l'actualité du jour,** de la plus sérieuse à la plus légère. **Ce travail humain vise à valoriser les sources d'information les plus fiables et les contenus originaux, avec une tonalité familiale**: Microsoft ne souhaite pas que les enfants se retrouvent face à des contenus trop violents ou explicites lorsqu'ils lancent leur navigateur Internet.

En décidant de confier ce travail de curation à des intelligences artificielles, Microsoft suit la même voie que Google avec son service Google Actualités. YouTube et Facebook reposent aussi sur des algorithmes. **Le résultat est loin d'être irréprochable. Il n'est pas rare de voir jaillir de ces plateformes des articles provenant de sources douteuses, quand il ne s'agit pas de désinformation. La hiérarchisation connaît aussi des ratés**: fin 2018, un article de Ouest-France sur la nouvelle propriétaire d'un salon de coiffure breton s'était retrouvé en tête d'Apple News, devant l'affaire Carlos Ghosn. Depuis, Apple a abandonné le recours à l'intelligence artificielle et a confié la gestion de son widget à des éditeurs. Le résultat est bien meilleur.

https://www.msn.com/fr-be/actualite/technology/microsoft-licencie-des-journalistes-pour-les-remplacer-par-des-robots/ar-BB-14SE3T?ocid=mailsignout&fbclid=IwAR1iaSCEXh_X4_Tcdj4keZY-7cEuRGHEZnOjWEjXqb05ZuDpulLmdefsX4LA

EN PLEINE CRISE, LE PATRON D'AIR FRANCE DEVRAIT TOUCHER PRÈS DE 800 000 EUROS DE BONUS

Elsa Péault
Publié le 31/05/2020 à 13:21

Alors qu'Air France subit une baisse historique de son activité suite à la crise sanitaire, Benjamin Smith, le patron de la compagnie aérienne va toucher près de 800 000 euros au titre de l'exercice 2019.

Le directeur général d'Air France-KLM, Benjamin Smith, devrait bientôt toucher 768 000 euros de bonus au titre de l'exercice 2019, rapporte Check News. En effet, le 26 mars dernier, **l'assemblée générale des actionnaires de la compagnie aérienne, dont l'Etat français et l'Etat néerlandais sont les premiers actionnaires, a voté à 80% en faveur de cette prime**.

Cette décision a suscité une forte indignation, sachant qu'Air France-KLM va bénéficier d'un prêt de 7 milliards d'euros de la part de la France, et de 2 à 4 milliards de la part des Pays-Bas.

Selon le ministre des Finances, Wopke Hoekstra, les Pays-Bas ont voté contre cette résolution. Cependant, à l'inverse, la France a voté en faveur de ce bonus. "La part variable de Benjamin Smith attribuée au titre de l'exercice 2019 est relative à l'exercice de sa fonction dans un contexte qui était pleinement antérieur à la crise du Covid-19", a expliqué le cabinet du ministre de l'Economie à Check News. "C'est donc un droit acquis pour une performance passée, qui n'a pas vocation à être remis en cause aujourd'hui. Nous notons par ailleurs que l'encaissement effectif de la somme a été repoussé à la fin de l'année 2020, afin de ne pas peser sur la trésorerie au plus fort de la crise".

Parallèlement, le directeur général d'Air France-KLM a annoncé dans un communiqué de presse renoncer à 25% de sa rémunération pendant la crise liée au Covid-19.

https://www.ladepeche.fr/2020/05/31/en-pleine-crise-le-patron-dair-france-devrait-toucher-pres-de-800-000-euros-de-bonus,8910936.php?fbclid=IwAR1fokoUlALqZm47-rAg9XTl9Jxk8lyFvF-3Cv10Dt2864RUMLWHzPfEyg5w

UN RAPPORT OFFICIEL ALLEMAND DÉNONCE LA PANDÉMIE COVID-19 COMME « UNE FAUSSE ALERTE MONDIALE »

Daniele Pozzati
4 juin 2020

Le gouvernement fédéral allemand et les grands médias se sont efforcés de limiter les dégâts après la divulgation d'un rapport du ministère de l'Intérieur qui conteste le récit officiel du coronavirus.

Voici quelques passages clés du rapport :
•La dangerosité de la Covid-19 a été surestimée : apparement, **à aucun moment le danger que représente le nouveau virus n'a dépassé le niveau normal**.

•Les personnes qui meurent du coronavirus sont essentiellement celles qui, statistiquement, mourraient cette année, car elles sont en fin de vie et leur corps affaibli ne peut plus faire face à un stress quotidien aléatoire (y compris les quelque 150 virus actuellement en circulation).

•Dans le monde, en un quart d'année, il n'y a pas eu plus de 250 000 décès dus au Covid-19, contre 1,5 million de décès [25 100 en Allemagne] **lors de la vague de grippe 2017/18**.

•Le danger n'est évidemment pas plus grand que celui de nombreux autres virus. **Rien n'indique que ce n'était plus qu'une fausse alerte**.

•Un reproche pourrait aller dans ce sens : Lors de la crise du coronavirus, **l'État a prouvé qu'il était l'un des plus grands producteurs de fausses nouvelles**.

> " Les personnes qui meurent du coronavirus sont essentiellement celles qui, statistiquement, mourraient cette année. "

Jusqu'à présent, tout va mal. Mais il y a pire.
Le rapport se concentre sur les « nombreuses et lourdes conséquences des mesures contre le coronavirus » et prévient qu'elles sont « graves ».
Le nombre de personnes qui meurent à cause des mesures imposées du « Corona » par l'État est plus élevé que le nombre de personnes tuées par le virus.

La raison en réside dans un scandale en cours de réalisation :
Un système de santé allemand axé sur les mesures anti-corona reporte des opérations chirurgicales vitales et retarde ou réduit le traitement des patients qui ne sont pas atteints par le virus.

> " Le nombre de personnes qui meurent à cause des mesures imposées du « Corona » par l'État est plus élevé que le nombre de personnes tuées par le virus. "

BERLIN EN MODE DÉNI. LES SCIENTIFIQUES RIPOSTENT.

Au départ, le gouvernement a tenté de rejeter le rapport sous prétexte qu'il était « le travail d'un seul employé », et son contenu comme étant « sa propre opinion » – alors que les journalistes ont resserré les rangs, sans poser de questions, avec les politiciens.
Mais **le rapport de 93 pages intitulé « Analyse de la gestion de la crise » a été rédigé par un groupe scientifique nommé par le ministère de l'intérieur et composé d'experts médicaux externes de plusieurs universités allemandes**.

Le rapport a été rédigé à l'initiative d'un département du ministère de l'Intérieur appelé Unité KM4 et chargé de la « Protection des infrastructures critiques ».
C'est également là que le fonctionnaire allemand devenu lanceur d'alerte, Stephen Kohn, a travaillé et d'où il a divulgué l'information aux médias.
Les auteurs du rapport ont publié un communiqué de presse commun dès le 11 mai, reprochant au gouvernement d'avoir ignoré les conseils des experts et demandant au ministre de l'Intérieur de commenter officiellement la déclaration commune des experts :
« **Les mesures thérapeutiques et préventives ne devraient jamais apporter plus de mal que la maladie elle-même**. Leur but doit être de protéger les groupes à risque, sans pour autant mettre en péril la disponibilité des soins médicaux et la santé de l'ensemble de la population, comme c'est malheureusement le cas ».

« Nous, les scientifiques et les médecins, subissons les dommages secondaires des mesures contre le coronavirus sur nos patients sur une base de dialyse. »
« Nous demandons donc au ministère fédéral de l'Intérieur de commenter notre communiqué de presse et nous espérons une discussion pertinente sur les mesures [coronavirus], qui conduira à la meilleure solution possible pour l'ensemble de la population ».
Au moment de la rédaction du présent rapport, le gouvernement allemand n'avait pas encore réagi.
Mais les faits justifient – malheureusement – les inquiétudes des experts médicaux.
Le 23 mai, le journal allemand Das Bild titrait : « Les conséquences dramatiques des mesures anti-coronavirus : 52 000 opérations contre le cancer retardées ».
A l'intérieur, un médecin en chef avertit que « **nous allons ressentir les effets secondaires de la crise du coronavirus pendant des années** ».

TIRER SUR LE LANCEUR D'ALERTE. IGNORER LE MESSAGE.

Comme l'a rapporté Der Spiegel le 15 mai : « Stephen Kohn [le lanceur d'alerte] a depuis été suspendu de ses fonctions. On lui a conseillé de prendre un avocat et son ordinateur portable de travail a été confisqué ».
Kohn avait initialement divulgué le rapport le 9 mai au magazine libéral-conservateur Tichys Einblick, l'un des médias alternatifs les plus populaires en Allemagne.
La nouvelle du rapport s'est répandue en Allemagne pendant la deuxième semaine de mai – mais dès la troisième semaine, les médias et les politiciens ont cessé de discuter de la question en refusant de la commenter.
L'approche adoptée par Günter Krings, le représentant du ministre de l'Intérieur Horst Seehofer – le patron du lanceur d'alerte – est emblématique :
A la question de savoir s'il allait traiter le document avec sérieux, Günter Krings a répondu :
« Si vous commencez à analyser des documents comme ça, vous allez bientôt inviter les gars avec les chapeaux en papier d'aluminium aux audiences parlementaires ».
Les « hommes avec des chapeaux en papier d'aluminium

» – Aluhut en allemand – est un terme utilisé pour décrire les personnes qui croient aux théories de conspiration.
En effet, un article de Der Spiegel traitant du mouvement de protestation contre le coronavirus et des conséquences de la fuite du rapport contenait le mot « conspiration » pas moins de 17 fois !
Et aucune discussion sur les questions soulevées par le rapport lui-même.
En dehors de l'Allemagne, la nouvelle n'a pratiquement pas été rapportée.

LE MOUVEMENT DE PROTESTATION – OU « CORONA-REBELLEN«

Les Allemands ont commencé à manifester contre le confinement dès le mois d'avril.
Et des milliers de citoyens continuent de manifester chaque week-end, alors même que le gouvernement assouplit les restrictions.
Les manifestations ne sont pas seulement contre les restrictions, qui ont en fait été relativement légères par rapport à de nombreux autres pays occidentaux.
Les manifestations remettent en question l'ensemble du récit COVID-19, et plus encore ses principes, notamment le rôle que Bill Gates joue en tant que deuxième donateur de l'OMS (le premier depuis que Trump a suspendu la contribution étasunienne).

En effet, la plus grande manifestation de ce type a eu lieu à Stuttgart le 9 mai dernier, où des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées pour dire non – à l'OMS.
Les Allemands disent non à toute solution orwellienne que le gouvernement pourrait un jour imposer en raison d'un « statut d'urgence » douteux, depuis les applications de surveillance de masse jusqu'aux vaccinations obligatoires.

La fuite du rapport a prouvé que leurs craintes étaient fondées.
Au moins en ce qui concerne la fausse nature de la « pandémie de coronavirus ».
Le reste pourrait bientôt suivre.

http://www.profession-gendarme.com/un-rapport-officiel-allemand-denonce-la-pandemie-covid-19-comme-une-fausse-alerte-mondiale/comment-page-1/?fbclid=IwAR0HkUzJ_adALX8EYn9WhuPy-XxUm2hn7NW9NSOT_MTigRdV9MEsO4WYnvCc

" Les Allemands disent non à toute solution orwellienne que le gouvernement pourrait un jour imposer en raison d'un « statut d'urgence » douteux, depuis les applications de surveillance de masse jusqu'aux vaccinations obligatoires. "

etc.

Revue de presse et illustrations réalisées de mars à mai 2020 pendant la pandémie du Covid-19 et le temps de confinement mondial par François Piranda dans le cadre de l'exposition "~~to confined~~, to be continued..." à La Conciergerie, Centre d'art contemporain à la Motte Servolex (73).
Elle fait partie de l'oeuvre [R3ZIST] et résonne avec les mots clefs inscrits sur la carte mentale de l'image [confiné pas dupé].